

هكذا من الأصل

COMMERCE Afin d'éviter une guerre commerciale sino-américaine, le gouvernement chinois a accepté le 6 février de reprendre avec les États-Unis les négociations

sur la propriété intellectuelle. Quarante-huit heures plus tôt, Washington avait menacé d'appliquer à Pékin des sanctions au cas où aucun accord ne pourrait être conclu

avant le 27 février entre les deux parties. ● L'ADMINISTRATION américaine envisage de taxer unilatéralement une liste de produits chinois représentant une valeur de

1,08 milliard de dollars. ● HISTORIQUEMENT et culturellement, la Chine a toujours ignoré la notion de propriété intellectuelle. Sous la pression de ses partenaires étran-

gers, Pékin a toutefois renforcé la répression des contrefaçons, assimilées désormais à une entreprise de spéculation, crime passible de la peine de mort.

Pékin accepte de reprendre les négociations commerciales avec Washington

La bataille des « copyrights » vient de connaître une nouvelle escalade avec la menace américaine de sanctions contre la Chine. Bien qu'ayant annoncé ses propres représailles, Pékin semble disposé à renouer le dialogue

PÉKIN
de notre correspondant
Le gouvernement chinois a accepté, lundi 6 février, l'offre de Washington de reprendre les négociations dans la « bataille des copyrights », a annoncé le porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Pékin. De l'épisode de ce week-end, un double enseignement peut être tiré : Pékin reste aussi prudent que Washington dans la gestion d'un différend pouvant mener à une guerre commerciale ; le régime éprouve d'énormes difficultés à adopter des décisions délicates en raison de l'ombre de la disparition de Deng Xiaoping qui plane sur sa haute direction.

Dans les minutes qui ont suivi l'annonce, samedi 4 février, des sanctions américaines à l'encontre

des exportations chinoises, Pékin a fait connaître sa propre riposte : hausse de 100 % des droits de douane sur les jeux électroniques, cigarettes, alcools, pellicules photographiques et standards téléphoniques informatisés importés des États-Unis ; suspension des importations de films et des relations avec diverses agences professionnelles concernées par la protection des droits ; restrictions ou annulation de projets en cours de négociation pour l'établissement d'entreprises mixtes dans les domaines de l'automobile, de la chimie et de la pharmacie.

Il ne s'agit donc, pour le moment, que de postures dans une négociation pour laquelle on se donne encore un délai de trois semaines - il s'agit du troisième report de l'ultimatum américain de

Échanges commerciaux Chine-États-Unis



Le déficit des États-Unis dans leurs échanges commerciaux avec la Chine a presque triplé depuis 1988

puis l'ouverture des pourparlers sur la propriété intellectuelle. Pékin cherche encore un moyen de fournir des concessions sans paraître céder à une puissance étrangère. Il a protesté de sa bonne foi dans la répression de la piraterie, tout en blâmant les États-Unis pour avoir formulé « des demandes déraisonnables en série » qui iraient « bien plus loin » que la simple protection des droits de reproduction des logiciels informatiques, publications et programmes audiovisuels.

Les milieux d'affaires de Hongkong et Taïwan, pour leur part, croient les doigts dans l'espoir qu'un arrangement sera trouvé. De nombreux produits touchés par les sanctions américaines sont en effet fabriqués par des usines leur appartenant et transitent par Hongkong avant de gagner les États-

Unis. On estime, à Hongkong, que les hostilités commerciales sino-américaines pourraient coûter 1,45 milliard de dollars à la colonie britannique et amoindrir sa croissance de 0,1 %.

CRISE DE SUCCESSION

La recherche d'une solution au différend à Pékin se heurte à la crise de succession, dans laquelle personne dans la direction ne veut paraître trop mou face à Washington. En outre, une guerre commerciale qui frapperait certaines des plus performantes branches de l'industrie exportatrice ne serait pas pour déplaire à certains cercles conservateurs, inquiets du poids croissant des milieux d'affaires dans l'équation politique pékinoise. D'un autre côté, aucune des administrations qui sont directe-

ment impliquées dans la fructueuse piraterie n'est évidemment pressée de voir fermer ses ateliers de production.

Enfin, la demande américaine d'un accès direct au marché chinois pour les productions de « l'industrie culturelle » empiète sur un domaine ultra-réservé du pouvoir pékinois, qui craint les retombées politiques d'une trop grande ouverture. A l'heure où les images s'accumulent sur la situation socio-économique dans la transition vers le marché, une direction affaiblie par le décalage physique de son patriarcat n'entend prendre, dans ce domaine, aucun risque susceptible de se retourner contre son autorité déjà très vacillante.

Francis Deron

Les États-Unis attaquent la Chine sur les contrefaçons

WASHINGTON
de notre correspondant
« Si vis pacem para bellum » (si tu veux la paix, prépare la guerre) : le proverbe latin s'applique à l'état des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine. La « guerre » est en effet officiellement annoncée depuis samedi 4 février, ce qui ne signifie pas que les hostilités vont être immédiates, ou que des pourparlers de la dernière chance soient impossibles. Mais, en attendant, Washington annonce des sanctions commerciales contre Pékin, et la Chine répond qu'elle mettra en place des « mesures de rétorsion ». Le différend porte sur la propriété intellectuelle, les États-Unis accusant la Chine de ne prendre aucune mesure significative pour empêcher la fabrication de contrefaçons de produits américains comme des logiciels d'ordinateurs, des jeux et des cassettes vidéo, ainsi que des disques compacts.

Le ton modéré employé au cours du week-end semble démontrer que les deux pays croient encore à la possibilité d'un compromis. En cas de confirmation du désaccord, cependant, les sanctions entreraient automatiquement en vigueur le 26 février, à minuit. Washington imposera alors des droits de douane de 100 % sur trente-cinq catégories de produits chinois importés aux États-Unis, dont la valeur totale atteint 1,08 milliard de dollars (environ 5,7 milliards de francs). Pour l'essentiel, il s'agit de divers articles en matière plastique, de vêtements de soie, de ré-

pondeurs téléphoniques, de téléphones cellulaires, d'articles de sport et d'objets en bois.

La Chine, de son côté, appliquera des sanctions identiques à l'encontre de produits américains comme les cigarettes, alcools, produits cosmétiques, pellicules photo, cassettes, etc. En outre, les négociations sino-américaines sur la construction automobile seront suspendues sine die. Cette mesure constituerait un sérieux revers pour Ford, Chrysler et General Motors, qui cherchent depuis longtemps à s'implanter sur le marché chinois. Si elles deviennent effectives, ces sanctions seraient les plus importantes jamais prises par les États-Unis à l'égard d'un pays tiers.

COPIES ILLÉGALES

Washington demande aux dirigeants chinois de fermer vingt-neuf usines, qui produisent chaque année quelque 70 millions de disques compacts et de disques vidéo « pirates », correspondant à un manque à gagner de 1 milliard de dollars par an pour l'industrie américaine. Celui-ci alourdit le déficit commercial entre les deux pays : au cours des onze premiers mois de 1994, rapporte le *New York Times*, les États-Unis ont importé pour 36 milliards de dollars de biens chinois, alors que le total de leurs exportations a atteint 8,5 milliards de dollars. Pour étayer les accusations américaines, Mickey Kantor, le représentant américain pour le commerce, a présenté samedi un disque compact acheté

100 dollars (environ 530 francs) à Pékin, et contenant, a-t-il affirmé, pour quelque 10 000 dollars (53 000 francs) de logiciels américains copiés illégalement.

Washington attribue en partie l'obstination chinoise à la délicate période de transition qui prévaut à Pékin depuis l'effacement progressif de Deng Xiaoping. S'agissant, d'autre part, des relations sino-américaines, la menace d'une « guerre commerciale » intervient à un moment de tension entre les deux pays. Washington vient de rendre public un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde qui est très critique pour la Chine. Ce dossier des droits de l'homme, celui des relations commerciales, le fait aussi que Pékin continue d'ignorer les demandes américaines l'enjoignant de cesser sa coopération militaire et nucléaire avec l'Iran et le Pakistan, poussent les États-Unis à ne pas lever leur opposition à l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce, qui a succédé au GATT.

Laurent Zecchini

PÉKIN
de notre correspondant
C'est un travail de très longue haleine que Washington a entrepris en s'efforçant d'amener Pékin à se plier aux réglementations régissant la propriété intellectuelle et à faire respecter ses propres lois, adoptées en matière de concession, face à des exigences étrangères qui vont à l'encontre des mentalités locales.

Celles-ci ignorent en effet complètement la notion de propriété intellectuelle. La peinture traditionnelle chinoise en est un exemple criant : au fil des siècles, les artistes se sont appliqués à se comporter en copistes afin de reproduire des œuvres célèbres, signature comprise, afin de se pénétrer de leur esprit avant de s'exprimer eux-mêmes. La culture politique communiste s'est elle aussi glissée dans un moule préexistant où le conformisme intellectuel était encouragé, au point que l'idée exprimée par un supérieur ne prend sa véritable dimension qu'une fois répandue et interiorisée par chacun. L'inventeur, dès lors, perd toute identité,

le groupe s'appropriant la paternité collective du concept. Enfin, la pratique commerciale chinoise n'a jamais inclus la notion de propriété d'une recette ou d'un produit, le seul critère étant au contraire la reproduction de formules à succès.

Pour les concessions que Washington exige de Pékin, la difficulté vient en outre du système politique, où le droit et les institutions n'ont encore qu'une place mineure. Le problème résulte en particulier de l'imbroglio des autorités à tous les niveaux dans la production industrielle. Les outils juridiques dont s'est doté la Chine, sous la pression internationale, pour lutter contre le phénomène, sont de peu de poids face aux féodalités administratives et aux autorités locales, impliquées dans une activité qui a des retombées bénéfiques sur la croissance et le niveau de vie. Il est arrivé que la police ou d'autres instances représentant l'autorité s'opposent à des actions répressives engagées contre des producteurs de contrefaçons par les seize tribunaux créés pour les combattre. Des

études effectuées par des cabinets d'avocats d'affaires à Hongkong suggèrent que la situation ne connaîtra pas d'amélioration marquée avant une dizaine d'années.

Les responsables nationaux ignorent pas l'ampleur du problème. Leurs réticences à agir dans le sens souhaité par Washington s'expliquent notamment par les relations politiques des chefs d'entreprise, en particulier dans les secteurs-clés du décollage économique. Ainsi, telle firme productrice de disques laser, de logiciels informatiques et de vidéos « pirates » bénéficie de l'impunité conférée par la qualité de fils d'ancien vétéran communiste reconnue à son patron, lequel est lié en outre par mariage à la famille du premier ministre.

ARGUMENT SPÉCIFIQUE

Pour certains, le régime pourrait se montrer plus sévère dans l'application de la loi sur la propriété intellectuelle : son renforcement récent permet d'assimiler toute production de contrefaçon de plus de 10 000 yuans (6 600 francs) à une action de spéculation et profit illicite. Auquel cas la peine de mort est applicable. On voit mal, pourtant, le régime passer par les armes les propres enfants de sa nomenklatura pour faire plaisir à Microsoft ou à Warner Inc.

D'autant que le gouvernement chinois a des motifs de juger quel que peu suspecte la présentation de l'affaire par Washington. Dans les seuls secteurs de la piraterie au laser, les firmes américaines perdraient un milliard de dollars par an du fait de la contrefaçon en Chine. L'argument est toutefois spécieux : il suppose que le volume du marché demeurerait inchangé si les fabricants chinois acquittaient les droits industriels des produits concernés. Pékin se plaint aussi que les États-Unis aient constamment haussé la barre au cours des négociations et, dès l'annonce de leur échec, il en a rejeté la responsabilité sur eux. La polémique était allée crescendo ces dernières semaines en marge des négociations, les Chinois accusant les Américains de feindre d'ignorer le fait que certaines firmes américaines participent à la prolifération de la piraterie en Chine.

Mais ce qui inquiète le plus les États-Unis est la capacité d'exportation de l'industrie de la contrefaçon. Alors que le marché intérieur chinois du disque laser est estimé à cinq millions d'exemplaires par an, les usines dont s'est dotée la Chine peuvent produire, selon Washington, 72 millions de disques audio et vidéo, prêts à être déversés sur les marchés extérieurs. Cette « bombe laser », à elle seule, pourrait ruiner des années de combat pour enrayer la piraterie intellectuelle dans le monde, en Asie en particulier.

Serge Marti

F. D.

Une bataille de longue haleine

Le G7 demande que soient renforcés les pouvoirs de surveillance du FMI

TORONTO

de notre envoyé spécial

La rupture a été évitée. Afin d'offrir aux marchés financiers l'image d'un front uni face à la crise mexicaine, les sept pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) ont mis un terme aux divergences internes apparues après l'annonce du plan de sauvetage du peso élaboré début février par la Maison Blanche et le Fonds monétaire international (FMI). Réunis à Toronto les 3 et 4 février, les Sept ont approuvé, à l'unanimité, le montage final portant sur quelque 50 milliards de dollars (260 milliards de francs) - au lieu des 40 milliards initialement prévus - à propos duquel certains Européens, l'Allemagne en tête, admettaient mal d'avoir été « mis devant le fait accompli » lorsque Washington leur avait tendu, après coup, la sébile.

Les quatre pays européens ont fait valoir en aparté et à l'issue d'une réunion tenue en commun que leur propre participation, encore soumise « à quelques problèmes techniques de mise au point », selon le ministre français de l'Économie, Edmond Alphandéry, et gérée par la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle, interviendrait en fin de course. Préalablement, le Mexique devrait compter en priorité sur les 20 milliards de dollars mis à sa disposition par les États-Unis à partir de leur Fonds de stabilisation des changes et sur les 7,8 milliards de

crédit du FMI, une enveloppe qui pourrait être majorée de 10 milliards de dollars au cas où la première aide ne suffirait pas. Les Européens ont voulu signifier ainsi à Washington que, tout en se disant « satisfaits » du fil de sécurité placé autour du « nouveau programme économique » que le pré-

sident Zedillo entend mettre en œuvre, ce sinistre est d'abord une affaire régionale, dans laquelle les principaux intéressés - les États-Unis, liés au Mexique par l'Accord de libre-échange nord-américain, qui englobe aussi le Canada - sont ceux qui doivent fournir la plus importante partie des secours.

La Russie rappelée à l'ordre

A la différence de l'Ukraine, qui s'est vu délivrer un satisfecit à Toronto par le G7 pour « les réformes courageuses » qu'elle a entreprises, la Russie, en revanche, a reçu un sévère avertissement. Après avoir noté « avec préoccupation la récente reprise de l'inflation et les risques qui en découlent pour le budget, lesquels ont été aggravés par la situation en Tchétchénie », les Sept ont indiqué qu'un éventuel rééchelonnement de la dette russe « sera fonction de la mise en œuvre d'un vaste programme de réformes qui mériterait le soutien du FMI ». Moscou compte sur une ligne de crédit de 6 milliards de dollars.

Soucieux d'éviter que ne se reproduise une pareille débâcle susceptible de contaminer les autres économies latino-américaines et, au-delà, les autres marchés d'Asie dits « émergents », la où s'est concentré, ces dernières années, l'investissement étranger en quête de rendement élevé, les Sept sont convenus d'inciter le FMI à amé-

liorer son dispositif d'alerte. Mission a donc été confiée aux institutions financières internationales (FMI mais aussi Banque mondiale) d'explorer les mesures possibles permettant de surveiller et, quand cela est nécessaire, de répondre rapidement d'instabilité financière et économique ». Les suppléants du

G7 ont été chargés de travailler sur le sujet et, de leur côté, les responsables du FMI vont accélérer la rédaction du rapport sur la « surveillance multilatérale » (un thème confié à la réflexion du G10 dont M. Alphandéry assure la présidence), dont le contenu sera rendu public à l'assemblée de printemps des deux institutions issues des accords de Bretton Woods. Le sujet sera aussi examiné en juin à Halifax (Canada), à l'occasion du sommet réunissant, cette fois, les chefs d'État et de gouvernement des Sept, auxquels se joint désormais le président russe.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Timbres classiques

Tout ce qu'il faut savoir.

Et toujours notre dossier de l'année

Le centenaire du cinéma

FÉVRIER 1995 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Algérie dénonce les « in » dans sa politique

Les banques étrangères se désen

La violence au Kwazulu-Natal

Mécanisme pour la paix civile en Afri

L'Algérie dénonce les « ingérences » françaises dans sa politique intérieure

Le gouvernement rejette l'idée d'une conférence européenne sur l'Algérie

Alors que le GIA a revendiqué l'attentat qui, lundi 30 janvier, avait tué quarante-deux personnes à Alger, l'Algérie a rejeté comme une « ingé-

rence » dans ses affaires intérieures l'idée de M. Mitterrand d'organiser une conférence sur l'Algérie sous l'égide de l'Union européenne et a

rappelé, samedi 4 février, son ambassadeur à Paris « pour consultations ». L'initiative présidentielle aurait, cependant, reçu l'appui de l'ex-FIS.

COMME l'on pouvait s'y attendre, la proposition faite, vendredi 3 février, par François Mitterrand de réunir une conférence sur l'Algérie sous l'égide de l'Union européenne et ce à partir de la « plate-forme » mise au point, à la mi-janvier, à Rome, par les principaux partis d'opposition, islamistes compris, a suscité la colère des autorités algériennes, et déclenché, sur place, une violente campagne de presse qui a pris pour cible le chef de l'Etat français.

L'Algérie a ainsi rappelé, « pour consultations », son ambassadeur à Paris, Hocine Djoudi, tandis que le nouvel ambassadeur de France à Alger, Michel Lévesque, était convoqué au ministère algérien des affaires étrangères pour s'entendre avec le secrétaire général que le gouvernement n'accepte aucune ingérence dans les affaires intérieures du pays. Dès, en janvier 1992, au moment de la suspension du processus électoral, les autorités algériennes avaient réagi de la même manière aux pro-

pos de M. Mitterrand qui les avait alors appelés à « retrouver le fil de la démocratisation ». Les médias officiels sont aussitôt partis en guerre contre le président français. Rappelant que M. Mitterrand était ministre de l'Intérieur en novembre 1954, au moment du déclenchement de la lutte de libération, la radio nationale l'a accusé de vouloir profiter de ses derniers jours à l'Elysée pour « régler ses vieux comptes » avec l'Algérie. Pour l'agence de presse officielle APS, la suggestion présidentielle est une « initiative de fin de règne intempestive et provocatrice » qui marque l'alignement de Paris sur les « thèses américaines ». Le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* a dénoncé l'« ignominie » d'une telle démarche, « envers le pays du million et demi de martyrs ». Pour sa part, le journal indépendant *El Watan* a jugé que, en prêtant ainsi main forte aux opposants, le chef de l'Etat cherchait à « mettre au pied du mur le pouvoir en Algérie et accentuer son isolement international ».

L'ex-Front islamique du salut (FIS) anrait, quant à lui, accueilli favorablement le principe d'une conférence européenne sur l'Algérie. « Nous soutenons » cette proposition qui « est un bon signe » pour l'avenir des relations franco-algériennes, a déclaré, samedi 4 février, à Washington, Anouar Haddam, président de la délégation parlementaire de l'ex-FIS aux Etats-Unis et en Europe. Il a toutefois souligné qu'il fallait veiller à « ne pas internationaliser la crise algérienne », mais plutôt « aider les Algériens à s'asseoir ensemble ».

LA REVENDECTION DU GIA. Pour l'heure, l'initiative de M. Mitterrand n'a été relayée ni par l'Hotel Matignon, ni par le Quai d'Orsay. Seul Charles Fasqua a évoqué l'initiative présidentielle en laissant entendre, dimanche, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que le gouvernement n'y avait pas été associé. « Je ne suis pas certain que nous étions associés à cette dé-

marche », a-t-il déclaré. Les médias algériens se sont, en tout cas, bien gardés de critiquer Edouard Balladur et Alain Juppé, qui ont, avec insistance ces derniers temps, invité les autorités locales à trouver à la crise une « solution politique ». De son côté, la signature de son chef supposé Abou Abderrahmane Amine, le Groupe islamique armé (GIA) a revendiqué, dimanche, l'attentat à la voiture piégée qui, lundi 30 janvier, en plein cœur d'Alger, a coûté la vie à quarante-deux personnes et en a blessé deux cent quatre-vingt-six autres. Dans ce communiqué, qu'il reste à authentifier, il précise que l'un des membres du commando suicide qui a fait exploser le véhicule, bombarde de 130 kilos de TNT, était âgé de seize ans, ajoutant qu'il compte, dans ses rangs, des « hommes qui aiment la mort ».

Le GIA assure qu'il n'y aura pas de répit. Il promet que « le mois béni du Ramadan [qui a commencé mercredi] sera celui de la mort, du combat et des victoires » et invite ses partisans – comme l'avait déjà fait l'Armée islamique du salut (AIS), la branche armée de l'ex-FIS – à « multiplier les opérations militaires, y compris les attaques suicides ». Les services de sécurité ont annoncé qu'un membre du comité central du FLN, Ahmed Kasbi, avait été retrouvé décapité, jeudi, dans la gare routière de Khemis-Miliana, à 100 kilomètres à l'ouest d'Alger. (AFP/Reuters.)

Israël maintient le bouclage des territoires autonomes et occupés

Les Palestiniens font part de leur « déception »

JÉRUSALEM. De notre correspondant. Décreté, le 22 janvier, après l'attentat de Netanya – qui avait coûté la vie à vingt soldats et un civil israélien –, le bouclage des plus de deux millions de Palestiniens résidant dans les territoires autonomes et occupés par l'Etat juif est entré, lundi 6 février, dans sa troisième semaine. Ainsi en a décidé, la veille, le gouvernement d'Yitzhak Rabin.

Moshe Shahal, Shoulamit Aloni et Shimon Peres, respectivement ministres de la police, de la culture et des affaires étrangères, qui étaient en faveur d'une « levée progressive » du bouclage pour permettre aux 60 000 Palestiniens légalement employés en Israël de rejoindre leur travail, n'ont pas été entendus. Seules quelques exceptions « d'ordre humanitaire » ont été acceptées.

Les médecins et les enseignants qui vivent en Cisjordanie occupée mais exercent leur activité à Jérusalem-Est pourront rejoindre leurs lieux de travail. Plusieurs dizaines d'établissements scolaires et hospitaliers qui servent les 150 000 Palestiniens résidant à Jérusalem-Est et le million d'habitants de Cisjordanie étaient menacés de fermeture. Autre exception : les marchandes de Cisjordanie destinées à Jérusalem-Est pendant le Ramadan. Pour le premier vendredi du carême musulman, moins de 60 000 fidèles – essentiellement originaires de Jérusalem-Est –, au

lieu de plus du double l'an dernier, ont pu prier sur l'esplanade des Mosquées.

« Quand nous serons sûrs à 100 % que l'Autorité palestinienne de Gaza combat sérieusement le terrorisme, je pense que le bouclage sera progressivement levé », a expliqué Yossi Sarid, ministre de l'Environnement. Maronane Kanafani, porte-parole du chef de l'Autorité palestinienne, s'est dit d'autant plus « déçu » par cette décision que la police de Gaza et de Jéricho – les deux enclaves autonomes – aurait déjoué, ces trois dernières semaines, quatre attentats préparés par des islamistes contre Israël.

Cette même police a arrêté, samedi et dimanche, à Gaza, quatre dirigeants du Jihad islamique, qui avait revendiqué l'attentat de Netanya. Ce sont désormais huit activistes de ce mouvement, dont Cheikh Abdallah Chamli, son porte-parole, qui sont détenus à Gaza.

Près de trois cents autres suspects « islamistes » ont été arrêtés par les Israéliens, ces deux dernières semaines, en Cisjordanie, et sont détenus au titre des ordonnances militaires, héritées de la période mandataire britannique. Ils peuvent être retenus et interrogés pendant six mois sans inculpation. « Tout cela n'aide en rien le processus de paix », a souligné M. Kanafani, cela ne fait qu'augmenter les tensions contre Israël.

Patrice Claude

Les banques étrangères se désengagent

LES DISCUSSIONS sur le rééchelonnement de la dette algérienne reprendront mardi 7 février, vraisemblablement à Londres pour des raisons de sécurité. En dépit de l'échec des discussions fin janvier à Paris (Le Monde du 24 janvier), un compromis entre l'Algérie et les six banques étrangères négociatrices, conduites par la Société générale, pourrait intervenir cette semaine. Les divergences portent sur deux points principaux. Les Algériens, d'une part, réclament de pouvoir étaler le remboursement de la dette rééchelonnée (2,6 milliards de dollars, selon eux, soit 36 milliards de francs) sur dix-huit ans, la première échéance n'intervenant pas avant 2012, alors que les banquiers veulent la fixer à mars 1999 (soit un étalement de onze ans). Surtout, les deux parties s'opposent sur une fraction de la dette qui a fait l'objet en 1991 d'un « rééchelonnement » – augmentant d'un traitement de faveur – et que les Algériens souhaitent néanmoins inclure dans le rééchelonnement. Les banquiers et les Algériens ne sont d'accord ni sur la somme en jeu (300 millions de dollars, selon les banquiers ; 700 millions, selon Alger) ni sur la durée de l'étalement (sept ou quinze ans).

Paradoxalement, les banques ont autant qu'Alger besoin d'un accord. Depuis près d'un an, en effet, le remboursement des prêts est interrompu – seul le paiement des intérêts est assuré – et elles ignorent ce qu'elles pourront récupérer au bout du compte. Parce que cet accord n'est pas à l'heure, la dette algérienne, un compromis est donc recherché par les banques, notamment japonaises, détentrices de 60 % du total de la dette algérienne non garantie.

Cette volonté d'aboutir ne doit pas faire illusion. Quelles soient françaises ou étrangères, les banques se détournent de plus en plus de l'Algérie. Signe inquiétant, elles ne sont plus qu'une poignée à continuer à accepter de financer le commerce courant algérien. Et celles qui le font encore – le Crédit lyonnais, l'Arab Bank, la Chase

Manhattan, la Citibank – ont réduit leur engagement, qu'il s'agisse du montant ou de la durée des crédits offerts.

Cette prudence est paradoxale. Elle se manifeste alors que l'Algérie, pour la première fois depuis des années, dispose d'un copieux maletail de devises, fruit du rééchelonnement de la dette publique et des crédits obtenus dans la foulée de bailleurs de fonds internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale.

LE FMI TROP OPTIMISTE

En fait, les banques n'enclenchent pas un changement de régime à Alger au cours des mois à venir, et c'est ce qui explique leur attention accrue. Celui-ci se manifeste également d'une appréciation très négative de l'économie algérienne, qui contraste du tout au tout avec celle du FMI. Dans un commentaire récent, le Fonds se félicitait des « premiers succès » obtenus par l'Algérie dans sa stratégie pour « intégrer son économie à l'économie internationale en libéralisant son commerce extérieur, en réajustant son taux de change [...], en donnant un rôle plus important aux forces du marché ». Les banques sont moins optimistes et justifient les rares bons résultats obtenus par des raisons qui n'ont rien à voir avec la politique gouvernementale. Les salaires, par exemple, restent modérés et ne s'alignent pas sur les prix : « Dans un pays livré à la guerre civile, les salaires ne descendent pas dans la rue pour réclamer des augmentations de salaires », fait valoir un banquier. Le commerce informel – jadis de l'économie algérienne – se raréfie ? « C'est parce que la France n'octroie plus de visas ». Raresment, sans doute, entre le Fonds et les banques étrangères le fossé aura été aussi profond, l'incompréhension aussi totale.

Jean-Pierre Tuquet

Le ministre français de la coopération tente de dissiper le malaise entre Paris et Phnom-Penh

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

En visite officielle au Cambodge, du lundi 6 au vendredi 10 février, Bernard Debré, ministre de la coopération, est le premier membre du gouvernement français à se rendre au Cambodge depuis la crise des otages, pendant l'été 1994, dont la gestion par le gouvernement royal avait provoqué un certain malaise entre Paris et Phnom-Penh.

Entre les deux capitales, les sujets de contentieux sont limités. Cependant, le Quai d'Orsay attend encore des éclaircissements sur les démentis qui ont suivi l'enlèvement et l'assassinat par les Khmers rouges de trois otages occidentaux, dont le Français Jean-Michel

Braquât. Pour cette raison, Alain Juppé avait renoncé à s'arrêter au Cambodge lorsque, en novembre, il s'est rendu au Vietnam. D'un autre côté, en dépit du fait que Paris, avec une enveloppe de près de 300 millions de francs, soit le troisième donateur du pays, derrière le Japon et les Etats-Unis, certaines entreprises françaises éprouvent du mal à s'y implanter.

Pour le reste, la visite de M. Debré devrait souligner la croissance d'une coopération bilatérale avant la réunion, du 13 au 15 mars, à Paris, de la Conférence internationale pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), qui réunit les principaux bailleurs de fonds du royaume. Cette réunion s'annonce d'autant plus favorablement que le

Club de Paris serait prêt à rayer 67 % de la dette extérieure – il est vral limitée – du pays. Le premier et le deuxième premiers ministres cambodgiens, qui se rendront à Paris à cette occasion, devraient en profiter pour rencontrer les autorités françaises.

L'enveloppe de coopération française au Cambodge est de l'ordre de ce que Paris offre à un pays comme le Bénin, à cette nuance près que la France est pratiquement seule à aider Cotonou, ce qui n'est pas le cas ici. En outre, comme les Etats-Unis ou l'Australie, la France ne fournit qu'une assistance technique à l'armée royale et ne lui livre pas d'armes.

Jean-Claude Pomonti

La violence au Kwazulu-Natal menace toujours la paix civile en Afrique du Sud

ULUNDI

de notre envoyée spéciale

Ce fut un camouflet pour Mangosuthu Buthelezi, le chef du parti Inkatha (dont les militants sont quasi exclusivement Zoulous), porteur de la province de Kwazulu-Natal et ministre des affaires intérieures du gouvernement de Nelson Mandela. Samedi 5 février, à Ulundi, le fief de M. Buthelezi, les gradins du stade sont restés vides. A l'heure où six cents policiers sélectionnés par l'Inkatha devaient prêter serment, le porte-parole du parti pour les questions de sécurité, qui, la veille encore, jurait que la cérémonie aurait bien lieu, présentait ses excuses aux quelques familles des candidats policiers qui avaient fait le déplacement : les nominations avaient été refusées par le gouvernement central et le nouveau chef de la police, le général George Fraz.

Les bureaucrates de l'Inkatha avaient pourtant passé de longues heures à sélectionner les dossiers des élèves policiers qui s'apprêtaient à sortir de l'école de police du Kwazulu. Mais aucun d'entre eux n'était en mesure, après le fiasco, d'expliquer pourquoi cette école avait accueilli autant de détracteurs de casiers judiciaires chargés. En fait, plutôt que d'incompétence administrative, il s'agissait pour l'Ink-

hata de reclasser des éléments qui ont participé à des activités de désobéissance dans la région du Natal, au plus fort des affrontements entre militants du Congrès national africain (ANC) et de l'Inkatha.

Sans l'intervention du général Fraz, ces anciens gros bras auraient été intégrés dans la police nationale, qui doit naître de la fusion des onze forces provinciales héritées des anciennes structures de l'apartheid ces prochains mois. Pour l'instant, les dossiers des six cents recrues doivent être étudiés par une commission indépendante, qui rendra ses conclusions avant le 14 février.

CENT VINGT MORTS EN JANVIER

Cette polémique a rappelé à l'Afrique du Sud que la violence au Kwazulu-Natal n'était pas qu'un mauvais souvenir. Selon des statistiques compilées par l'anthropologue Mary de Haas, les actes de violence n'ont régressé que si on compare la période actuelle à celle qui a précédé les élections du 27 avril 1994, et qui fut particulièrement sanglante. Pour le seul mois de janvier 1995, les violences ont fait au moins cent vingt victimes. Mais les médias préfèrent ignorer la situation, afin de ne pas ternir l'image idyllique de la nouvelle Afrique du Sud. L'approche des

élections municipales, prévues pour le mois d'octobre, fait craindre une nouvelle recrudescence des heurts intercommunautaires.

Ces élections pourraient remettre en cause le pouvoir détenu par les chefs traditionnels, souvent proches de l'Inkatha. D'autant que de nombreux électeurs n'ont toujours pas digéré la victoire de ce parti aux législatives, qu'ils estiment due à l'ampleur des fraudes électorales, et espèrent que les municipales seront l'occasion de mesurer le poids réel de l'Inkatha. D'ores et déjà, M. Buthelezi menace de boycotter ce scrutin, tout en continuant de célébrer sa victoire de 1994, au rythme de réunions publiques rassemblant des militants convoqués par autobus de toute la province.

L'inquiétude de M. Buthelezi s'explique aussi par sa récente rupture avec le roi du Kwazulu, Goodwill Zwelithini, son oncle. En août 1994, celui-ci avait démis son neveu de ses fonctions de premier conseiller. Depuis, M. Buthelezi a demandé une médiation internationale pour régler ce conflit institutionnel. Le roi – qui s'est récemment rapproché de l'ANC – a répondu qu'il devait « résoudre ses problèmes familiaux sans médiation internationale ». (Interim.)

CE MOIS-CI, DANS LA NOUVELLE FORMULE DE

L'HISTOIRE

UN DOSSIER :

LES ALLIÉS DÉCOUVRENT LES CAMPS DE LA MORT

LE MARCHE DES PRÊTRES
VERS LE TEMPS DU CHOCOLAT

DOSSIER

AUSCHWITZ

1945 : LA RÉVÉLATION

En janvier 1945, les Soviétiques entrent à Auschwitz. Le monde découvre l'horreur des camps.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Les mystères de Delphes
- Les affairistes de la III^e République
- Pourquoi l'Église a interdit le mariage des prêtres

N° 105 - FÉVRIER 1995
EN KIOSQUE - 35 F

Le grand retour des Russes vers la mère patrie

Les conflits, les craintes, les difficultés économiques accélèrent le repli de ceux qui s'étaient installés aux marches de l'ancien empire et dans les lointains de la Sibérie

La guerre en Tchétchénie va entraîner encore le déplacement de milliers de personnes en Russie, s'ajoutant à un vaste mouvement de retour vers l'ouest de la Fédération. L'écroulement de l'URSS, la fin de

l'économie planifiée, les troubles à l'extérieur ou à l'intérieur de la Russie ont accéléré un repli entamé il y a vingt-cinq ans avec la montée des Républiques « périphériques ». Au XVIII^e siècle avait commencé

une grande expansion russe, en Ukraine d'abord, puis vers la Bessarabie, les pays du Caucase et, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, vers l'Asie centrale et la Sibérie. Plus de quatre millions de paysans

russe s'étaient installés en Asie. A cette migration encouragée par le pouvoir, des tsars, se sont ajoutées des déportations massives. A l'époque stalinienne, des populations entières - Tatars, Caucasiens, Al-

lemands de la Volga - ont été transférées à l'est et en Sibérie. Les annexions (notamment celle des pays baltes en 1940) avaient aussi entraîné d'énormes transferts et brassages.

C'ÉTAIT en 1905, la guerre russo-japonaise. Blaise Cendrars voyait fuir en Sibérie « les trains noirs, les trains silencieux qui revenaient de l'extrême-Orient et qui passaient en fanfômes (...) pourchassés à toute vapeur par des horizons en ruine... ». Quatre-vingt-dix ans plus tard, les Russes fuient à nouveau, poussés cette fois par les guerres et par la crise économique. Le Transsibérien, longtemps canal de l'émigration, stimulée ou forcée, est plutôt voie de retraite. Mais ce retour n'est qu'une des formes d'un repli de plus en plus accentué vers l'ouest et le Nord développés, depuis l'Orient et le sud de l'ancien empire. La guerre de Tchétchénie va encore ajouter de nouveaux départs à ceux qui ont commencé en Transcaucasie il y a vingt-cinq ans.

En 1993, ils ont été ainsi plus de 900 000, selon les statistiques officielles, à s'installer en Russie, venus de toutes ces Républiques qui firent naguère partie de l'URSS : 100 000 de plus qu'il n'arrive aujourd'hui d'immigrants aux États-Unis. Sur le premier semestre 1994, on en a enregistré encore 504 000. Trois fois plus qu'il n'en est parti de Russie pour cet « étranger proche » pendant ces dix-huit mois (408 000 personnes, tandis que 170 000 émigraient en Occident, principalement vers l'Allemagne et Israël). Et le chiffre des arrivants, qui ne tient compte que des personnes ayant obtenu la *propiska*, l'autorisation de résidence, en pratique toujours exigée, pêche plutôt par défaut : aujourd'hui, de plus en plus de gens échappent au contrôle.

D'où viennent-ils ? Pour la moitié, des cinq Républiques musulmanes d'Asie centrale - les plus gros contingents étant fournis par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Beaucoup encore des trois Républiques caucasiennes (Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie), peu des pays baltes, mais en nombre croissant d'Ukraine. Qui sont-ils ? Des Russes avant tout, même si d'autres sont aussi emportés par le mouvement : les analyses des experts confirment les observations sur le terrain.

Ce repli a commencé il y a longtemps. D'abord au Caucase, dès le début des années 70, puis en Asie centrale. Progressivement, cadres, professionnels et techniciens autochtones (du médecin au fondeur « tractoriste »), formés sur place ou même en Russie, se substituent aux Russes. La migration séculaire vers le Sud et l'Orient, toujours stimulée par le pouvoir, ne cesse pas, mais les départs se réduisent et, surtout, les retours l'emportent.

Si mal lotie qu'elle paraisse, la Russie offre de meilleures perspectives

Il se sont accélérés à la fin des années 80, et surtout à partir de 1992, avec la multiplication des conflits armés entre Arméniens et Azéris, Abkhazes et Géorgiens (et les luttes entre perdus dans ce dernier pays), la guerre civile au Tadjikistan et la répression en Ouzbékistan. Selon les statistiques russes, la « migration russe » annuelle vers la Fédération de Russie (c'est-à-dire la différence entre les arrivées et les départs de ce pays) a plus que doublé depuis 1989. De 250 000 par an en moyenne au cours des quinze années précédentes, elle est passée progressivement à 540 000 environ en 1993,

pour approcher 400 000 au premier semestre 1994. Outre le sentiment d'insécurité, les pressions sociales poussent au départ. Les langues nationales s'imposent dans l'administration comme dans le travail ou la vie quotidienne. Selon Iana Strelsova, de l'Institut de recherches économiques et politiques internationales de Moscou, 38 % des personnes parties de Lettonie avaient perdu leur emploi pour des raisons linguistiques, un tiers des émigrés du Tadjikistan, de Lituanie et d'Estonie, un quart de ceux du Kirghizistan et d'Ouzbékistan, 22 % de ceux de Géorgie (Panoramiques, n° 14).

Avec la fin de la planification, les « stimulants matériels » disparaissent

Dans certaines Républiques, les Russes ne peuvent pas acheter (ou vendre) leur logement. La double nationalité n'est reconnue qu'au Turkménistan et en Arménie. Seules la nécessité de maintenir, au moins provisoirement, des relations économiques avec la Russie en raison de la division du travail héritée de l'ancienne URSS et la volonté de ne pas donner de prétexte d'intervention au pouvoir moscovite modèrent ces discriminations, sans diminuer les tensions et les rancœurs. « Les Républiques n'ont pas demandé le départ des Russes ; elles l'ont accepté, puis accéléré, pour maintenir parfois essayer de le ralentir », résume Alain Blum, de l'INED (Naitre, vivre et mourir en URSS, Plon, 1994).

Presque partout, les difficultés de la transition économique y contribuent aussi : la Russie, si mal lotie qu'elle nous paraisse, offre quand même de meilleures perspectives de travail aux professionnels qualifiés, ou dans les petites entreprises qui se montent. « Depuis l'implosion de l'URSS, elle a commencé à recréer sur son territoire des industries autrefois installées ailleurs, comme le matériel ferroviaire ou les équipements pétroliers », note le géographe Jean Radvanyi. Parallèlement, de grands complexes industriels créés dans les Républiques satellites sont menacés de fermeture. Autant de raisons de partir pour les jeunes Russes. Ne restent, souvent, que les retraités, ou ceux qui ont perdu tout contact avec la mère patrie.

Cas extrême : le Tadjikistan, pratiquement vidé de ses russophones. Au nombre de 560 000, ceux-ci formaient un dixième de la population à la fin de 1989, mais, depuis 1992, guerre civile, crise et manifestations d'hostilité les ont fait fuir en masse. Au début de 1994, selon les statistiques russes, il en restait 80 000 au plus (à peine 1,5 % de la population), et une vingtaine de milliers sont encore partis au premier semestre de l'an dernier. Au Kirghizistan aussi, pourtant fief de calme dans cette région troublée, la communauté russe, naguère de presque un million de personnes (un cinquième de la population totale), a perdu près de 200 000 membres du début 1989 à la mi-1994, dont la moitié sur les derniers dix-huit mois. Comme s'ils craignaient une contagion.

Aujourd'hui, l'épidémie touche à son tour le Kazakhstan, cette « marche » où les Russes étaient devenus presque aussi nombreux que les Kazakhs ; ils dominaient même

le Nord, où une colonisation agricole, spontanée ou encouragée, s'était ajoutée à celle des urbains. Le gouvernement du président Nazarbayev a lancé une campagne de « kazakhisation » de l'administration et de l'économie, et Moscou, malgré ses pressions, notamment lors de la visite du ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, en octobre, n'a pu obtenir la double nationalité pour ses ressortissants. Tandis que les arrivées en provenance de Russie s'amenuisent, les départs montent à 200 000 en 1993 et à 140 000 au premier semestre 1994.

La vague monte aussi ailleurs. En Transcaucasie, elle se gonfle encore d'« autochtones » attirés par la Russie. Mais la nouveauté vient d'Ukraine. Jusque-là, les échanges de population, toujours importants, jouaient en faveur de ce pays. Ce n'est plus le cas depuis 1993. Au premier semestre 1994, on a compté deux fois plus d'entrées en Russie qu'en Ukraine. Les tensions ne sont pas absentes, notamment dans la partie occidentale, mais les relations ont toujours été étroites, les couples mixtes nombreux. C'est la différence de niveau de vie - le salaire moyen serait cinq fois plus élevé - qui attire aujourd'hui de nombreux travail-

leurs ukrainiens en Russie, dans les régions frontalières, dans les villes ou sur des chantiers importants, par exemple dans la zone pétrolière de Tioumen en Oural. « Le prix des transports, qui n'est plus subventionné, a considérablement augmenté. Pour

La mobilité freinée par la crise

Les habitants de l'ex-URSS n'étaient pas aussi mobiles que les Américains, mais ils bougeaient beaucoup quand même : en 1989, année du dernier recensement soviétique, près de 15 millions d'entre eux, soit 4 % de la population totale, avaient changé de lieu de résidence, quittant la campagne pour la ville ou l'inverse. Longtemps, ces déplacements ont été dominés par l'exode rural, que le pouvoir, désireux d'accroître la main-d'œuvre industrielle et de regrouper les paysans, contrôlait grâce à l'autorisation de résidence. En Russie, l'urbanisation s'est ralentie depuis la période 1966-1975, où elle avait atteint son maximum ; les ruraux eux-mêmes sont regroupés dans les zones suburbaines.

Aujourd'hui, ce sont les campagnes qui commencent à gagner des habitants, au moins dans certaines régions du Centre et du Sud. En outre, le coût des transports et la crainte de ne pas retrouver de travail freinent tous les déplacements, et les échanges ville-campagne ont diminué de 40 % entre 1989 et 1993.

amortir le coût des voyages, les gens doivent partir pour des durées plus longues », souligne Anne de Tingy, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

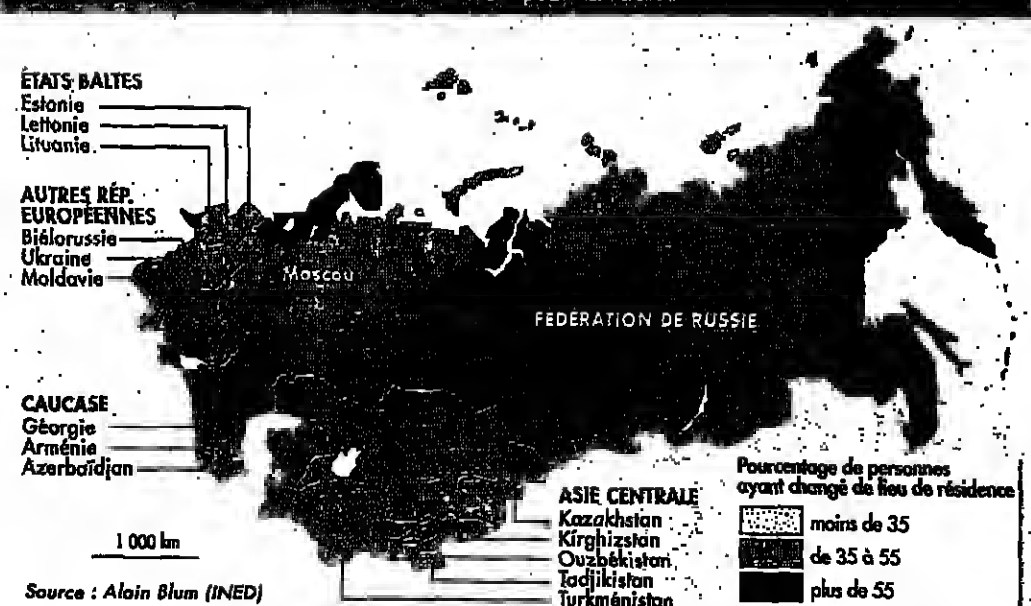
centrale, en Transcaucasie et dans les pays baltes. Elle fond : de janvier 1989 à juillet 1994, la Russie a récupéré environ 1,9 million de personnes : plus de 1 million (sur 9,5 millions en-

Les échanges de populations avec les Républiques

	ARRIVÉES	DÉPARTS
en milliers de personnes		
ÉTATS BALTES	80	20
AUTRES RÉP. EUROPÉENNES	390	200
CAUCASE	240	25
ASIE CENTRALE	720	190

Source : Commission des Nations unies pour l'Europe.

Les Sibériens plus mobiles



Source : Alain Blum (INED)

Les réfugiés mal-aimés

LE FLOT de retours de l'« étranger proche » (les anciennes Républiques de l'Union) a amené les autorités russes à créer un service fédéral des migrations ; le dénuement de beaucoup de foyers les a poussées à accorder, par une loi du 19 février 1993, un statut spécifique de « migrant forcé » à certaines victimes de l'exode. Ce sont essentiellement des Russes qui en bénéficient, mais d'autres - Arméniens, Tatars, Ukrainiens, voire Tadjiks - figurent sur les listes, en petit nombre. Ce statut donne en principe droit à des secours et à des facilités de logement : aides souvent théoriques

en raison du manque de moyens et des difficultés de logement en Russie, et pas seulement en ville. Au 1^{er} janvier 1994, officiellement 448 000 personnes, arrivées depuis le 1^{er} juillet 1992, avaient bénéficié de ce statut, auxquelles se sont ajoutées 91 000 autres au premier semestre 1994 : beaucoup en provenance du Tadjikistan, de Géorgie, d'Azerbaïdjan, mais certaines de Russie même - en fait des « Républiques autonomes » de la bordure du Caucase, comme l'Ossétie du Nord. Mais les estimations du nombre des « réfugiés » - et le sens même donné à ce mot - varient selon les sources (service des mi-

grations, ministère de l'Intérieur, etc.). Deux millions, selon les uns ; trois, voire six millions, selon d'autres.

Comme dans d'autres pays, les migrations sont devenues en Russie « une affaire de sécurité de l'Etat », selon des termes prêtés aux responsables du service des migrations. Les autorités oscillent entre la sollicitude et l'inquiétude, le désir de secourir et celui de contrôler - comme on l'avait toujours fait en Union soviétique - des déplacements qu'on maîtrise de moins en moins. Les événements politiques sont aussi l'occasion de quelques expulsions d'immigrés « en situation irrégulière », comme les Tchétchènes à Moscou aujourd'hui.

« DANGER D'ÉPIDÉMIES » D'autant que, aux Russes et aux citoyens de l'« étranger proche », « réfugiés » ou en transit, s'ajoutent des étrangers beaucoup plus lointains : Afghans (« collaborateurs » des Soviétiques ou craignant d'être désignés comme tels), Iraniens, Irakiens, Africains (Soudanais et Somaliens, notamment). En 1993, Tatiana Regent, chef du service fédéral des migrations,

évaluait à 160 000 en Russie le nombre d'« étrangers en situation irrégulière », soupçonnés parfois d'« activités illégales ». « Nombre d'entre eux, ajoutait-elle, atteints de maladies infectieuses, constituent un danger latent d'épidémies... »

Les autorités, qui doivent déjà accueillir les militaires rapatriés d'Europe de l'est et des pays baltes, essaient aussi de recaser les « réfugiés », rejetés par les grandes villes, dans des zones rurales, notamment en Russie du centre et du sud. C'est qu'ils sont à la fois des concitoyens qu'on doit aider et des gêneurs. Beaucoup de ceux qui reviennent d'Asie centrale ou du Caucase s'installent dans le Sud, autour de Krasnodar et de Stavropol (100 000, dit-on), sur le Don (Voronej, Rostov), la Volga (Saratov), mais aussi en Ingouche et en Ossétie du Nord... où ils risquent de se trouver en concurrence avec d'autres et d'où ils peuvent à nouveau être chassés comme des balles de ping-pong.

G.H. Cf. International Migration Bulletin, commission des Nations unies pour l'Europe, mai 1994.

14 pages d'offres d'emplois

Demain dans le supplément "Initiatives"

Le Monde

Connaissez-vous vraiment les hommes politiques ?
3617
POLITISCOPE
2000 biographies détaillées
un service du
Guide du Pouvoir

36.15
ISRAËL
Tout sur Israël
Plus d'actualité
au quotidien
en direct.
1,27€ la minute

accidentaux précisent
d'un sommet
ex-Yugoslavie

Le nouvel activis

Helmut Neumann

C'est simple comm

Les Occidentaux précisent l'idée d'un sommet sur l'ex-Yugoslavie

Premier objectif : la reconnaissance mutuelle

AVEC LE SOUTIEN de l'Allemagne, la France est en train de préciser la proposition faite dans *Le Monde* du 1^{er} février par Alain Juppé d'une rencontre à un haut niveau entre les protagonistes de la guerre dans l'ex-Yugoslavie et les membres du « groupe de contact » (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie et États-Unis).

A la suite de son voyage à Sarajevo et Zagreb, le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, a indiqué, dimanche 5 février à Munich, où se tenait le forum annuel de la Wehrkunde sur la sécurité en Europe, que les présidents Tudjman et Izetbegovic n'étaient pas disposés à participer à une telle rencontre avant la reconnaissance par la Serbie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Pour tourner la difficulté, la reconnaissance mutuelle des trois États pourrait être le premier point de l'ordre du jour du sommet proposé par Alain Juppé. Ce sommet ne serait pas une grande conférence internationale, comme celle de Londres en 1992 par exemple, mais aurait un objectif plus limité.

ACCORD CROATO-BOSNIAQUE

Les présidents des trois pays qui ont, en principe, accepté le plan pour la Bosnie du « groupe de contact » pourraient être invités solennellement à Paris, éventuellement par François Mitterrand lui-même, afin de donner plus de poids à la démarche. Outre la reconnaissance mutuelle de la Serbie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, la rencontre aurait pour objet de réaffirmer l'acceptation du plan du « groupe de contact » sur le partage des territoires entre les trois communautés bosniaques, de prévoir un nouvel allègement, voire la levée, des sanctions contre la Serbie et le Monténégro (la « carotte » qui pourrait inciter M. Milosevic à revenir sur son refus initial), et d'entériner, enfin, la dernière proposition internationale pour un règlement du conflit de Croatie entre les autorités de Zagreb et les Serbes de Krajina. Un accord sur ce dernier point permettrait, en outre, aux « casques bleus » de rester en Croatie après une réévaluation de leur mission, sans que le président Tudjman, qui a refusé de prolonger leur mandat au-delà du 31 mars, ne perde la face.

A quelques semaines de l'expiration du mandat de la FOR-
■ Une vingtaine d'hélicoptères volant, en formation serrée, de Serbie vers l'est de la Bosnie ont été observés, vendredi 3 février au soir, par des officiers de l'ONU. Il s'agit d'une double violation de l'interdiction de survol de la Bosnie, décrétée en 1993 par les Nations unies et de l'embargo imposé en août 1994 par Belgrade aux Serbes de Bosnie. (AFP/Reuters)

PRONU en Croatie et de l'expiration du cessez-le-feu en Bosnie, il ne reste plus beaucoup de temps aux médiateurs internationaux pour mettre les principaux dirigeants devant leurs responsabilités. Dans l'immédiat, leur objectif consiste à isoler le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, dont l'extrémisme et l'intransigeance vis-à-vis du plan de paix commencent à poser des problèmes intérieurs au président Milosevic, à Belgrade même.

Les dirigeants de Croatie et de Bosnie, réunis également à Munich, sous l'égide des États-Unis, se sont mis d'accord, dimanche, sur un plan en neuf points pour sauver la Fédération croato-musulmane, créée en mars 1994 à Washington. Pour surmonter les difficultés rencontrées lors de l'application sur le terrain de l'accord de Washington, Croates et Bosniaques sont convenus de la nomination d'un médiateur international pour arbitrer leurs différends. Les deux parties seront tentées de se plier aux décisions de cet « arbitre » qu'elles choisissent d'un commun accord. D'autre part, une commission permanente, siégeant à Sarajevo, sera créée pour superviser l'évolution de la Fédération croato-bosniaque, et un groupe d'experts de droit constitutionnel se chargera de faire avancer les institutions fédérales.

La population turque semble de plus en plus sensible à la défense des droits de l'homme

Un rapport américain fait état du durcissement de la répression

Parallèlement au renforcement indéniable de la politique autoritaire du gouvernement d'Ankara, dénoncée par un rapport du secrétariat d'État

américain, une partie de la population turque s'éveille aux problèmes des droits de l'homme. Les réactions sont, certes, encore très sélectives,

mais l'État pourra-t-il longtemps ignorer cette évolution de la société civile, ainsi que la pression des gouvernements occidentaux ?

ANKARA

de notre correspondant
La scène, diffusée à plusieurs reprises à la télévision, a choqué de nombreux Turcs : des policiers s'attaquent avec une brutalité injustifiée à une quarantaine de manifestants, pour la plupart des femmes et des enfants d'origine tchèque, qui s'étaient réunis, mercredi 1^{er} février, pour protester contre l'offensive russe. Si les altercations entre forces de l'ordre et manifestants ne sont pas rares en Turquie, un fait distingue cependant cet incident : les Turcs ont protesté, et le chef de la police d'Istanbul s'est publiquement excusé et a annoncé que les responsables avaient été démis de leurs fonctions. Certes, ces réactions sont encore très partielles. On se demande si les télespectateurs auraient été aussi indignés si les manifestants avaient été des Kurdes.

Cela n'empêche pas le gouvernement de poursuivre sa politique de répression. Le secrétariat d'État américain, dont le rapport annuel vient d'être publié, déplore, ainsi, que « malgré les promesses du gouvernement Ciller en 1993 d'abolir la torture et d'établir un État de droit basé sur le respect des droits de l'homme, la torture et l'usage excessif de la force ont continué pendant toute l'année 1994 ». « Dans de nombreux cas, poursuit le rapport, les victimes de ces abus étaient des



Kurdes ou certains de leurs partisans. De plus, le gouvernement poursuit rarement en justice les policiers responsables d'exécutions extrajudiciaires, de tortures ou d'autres violations des droits ; lorsqu'un cas aboutit à une condamnation, celle-ci est généralement clémentine. » Le document américain consacre ensuite trente-six pages à l'énumération des violations et des abus de droit en Turquie, citant notamment la confiscation de

407 quotidiens, 490 périodiques et 35 livres au cours des neuf premiers mois de l'année et le fait que 250 plaintes de citoyens turcs sont actuellement examinées par la Cour européenne des droits de l'homme.

« Ces allégations sont fondées principalement sur des informations provenant de sources locales non gouvernementales », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Ferhat Ataman,

ajoutant que Washington avait fait « l'erreur de communiquer des informations unilatérales ».

Cette réaction est symptomatique de l'attitude des autorités turques, qui sont loin d'être insensibles à la pression des gouvernements occidentaux, mais qui adoptent, très souvent, une attitude défensive. Les accusations des pays amis sont, ainsi, rejetées par de nombreux Turcs comme étant la preuve de l'animosité de ces pays à l'égard de la Turquie.

La première étape de la démocratisation du pays doit passer par une révision de la Constitution répressive rédigée sous l'égide des militaires après le coup d'État de septembre 1980. Des amendements constitutionnels figurent régulièrement à l'agenda du Parlement, mais les rivalités entre les partis, le conservatisme de nombreux députés, et avant tout, un manque de détermination politique, ont, jusqu'à présent, bloqué leur adoption.

PROCÈS D'OPINION

Le tableau paraît donc bien sombre. D'après la Fondation turque des droits de l'homme, 105 intellectuels, écrivains, journalistes ou politiciens étaient emprisonnés à fin novembre 1994. Le quotidien *Ozgur Uke* a annoncé, samedi 4 février, qu'il était obligé de fermer, à la suite d'une décision judiciaire.

Pourtant, la multiplication des procès d'opinion, montre aussi l'augmentation du nombre de personnes prêtes à s'exprimer. Malgré les défauts des médias turques, en particulier la pauvreté des reportages sur la situation dans le Sud-Est anatolien, l'accès à l'information est aujourd'hui plus facile grâce, notamment, à l'arrivée des chaînes de télévision privées. Les questions les plus épineuses – y compris le problème kurde – font aujourd'hui l'objet de débats télévisés, ce qui était inimaginable il y a quelques années. Le président du Haut Comité pour la radio et la télévision, Ali Baransel, a annoncé qu'après une quarantaine d'années de mesures plus sévères – allant jusqu'à la fermeture temporaire des chaînes de télévision enfreignant les règles – étaient envisagées.

Mais les fermetures de journaux, les arrestations, les inculpations – comme celle de l'écrivain Yachar Kemal – rapportées en détail par les médias ne font, en définitive, qu'attirer l'attention du public. Si les tribunaux tentent d'endiguer le flot d'informations, les idées, une fois exprimées publiquement, ne peuvent pas être effacées. Le temps semble, donc, venu pour les politiciens turcs, très en retard sur la population, de s'adapter aux changements perceptibles dans la société.

Lucas Delattre

Nicole Pope

Le nouvel activisme social du gouvernement allemand

BONN

de notre correspondant

On a beaucoup exagéré, en France, la portée des discussions concernant la réduction du temps de travail en Allemagne. La semaine de quatre jours n'a pas été adoptée, peu d'entreprises ont adopté cette méthode pour résoudre le problème du chômage. Réunis, le 25 janvier à Bonn, autour du chancelier Kohl, les partenaires sociaux allemands n'ont pas abordé le dossier de la réduction du temps de travail. Néanmoins, à l'heure où le pays compte 3,5 millions de chômeurs, l'emploi est devenu une priorité absolue pour le gouvernement.

Seuls des gages en faveur du maintien de l'emploi pourront désamorcer le mécontentement dans la métallurgie et le risque des grèves d'avertissement, qui ont débuté le 30 janvier à l'appel du syndicat IG Metall (pour obtenir 6 % d'augmentations de salaires cette année). En dégageant 3 milliards de marks sur trois ans pour subventionner des salaires d'insertion pour chômeurs de longue durée, le chancelier, lors de la table ronde du 25 janvier, a au moins voulu montrer qu'il était conscient de l'enjeu. Cette mesure sans surprise devrait permettre de créer 180 000 emplois. Aujourd'hui, avec plus d'un million de personnes concernées, le chômage de longue durée représente un problème social, mais aussi un manque à gagner important pour les syndicats, qui sont affaiblis par la réduction de leurs effectifs.

Le chancelier, qui ne dispose que d'une courte majorité au Bundestag, ne peut laisser à l'opposition sociale-démocrate le monopole du discours social. Deux élections régionales importantes doivent avoir lieu prochainement, en Hesse le 19 février, et en Rhénanie du Nord-Westphalie en

mai. Quelle qu'en soit l'issue, ces deux scrutins ne renforceront pas le pouvoir en place à Bonn. On parle de nouveau de la formation d'une grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates après le mois de mai, même s'il ne s'agit que de spéculations.

LA PRATIQUE DES « TABLES RONDES »

En tout cas, le chancelier a adopté une nouvelle façon de gouverner. La pratique des « tables rondes » avec les partenaires sociaux lui permet d'ignorer les rapports de forces parlementaires, tout en gardant un point d'ancrage auprès des forces vives de la société. De nouvelles réunions du type de celle du 25 janvier auront lieu le 15 mars, le 27 avril et le 8 juin. Chacune sera consacrée à un grand dossier économique et social : formation des jeunes en mars, réforme des cotis salariaux en avril. Il faut bien dire que, jusqu'ici, ces réunions n'ont jamais débouché sur des résultats tangibles. Mais cela peut changer, si l'on en croit Ludolf von Wartenberg, secrétaire générale de la fédération des industries allemandes (BDI), qui parle d'une « atmosphère très constructive ».

Sur l'aménagement du temps de travail, aucune décision n'a jamais été prise au sein d'un arbitrage de dirigeants politiques, patronaux ou syndicaux, si prestigieux fut-il. Traditionnellement, les négociations en la matière ont lieu à l'échelle de chaque branche. De plus en plus, ce sont les entreprises qui décident de leurs choix en accord avec la section locale du syndicat. Dans les faits, tout est déjà possible depuis un an : salaires d'insertion inférieurs à la convention collective, comme dans le secteur de la chimie, ou semaine de trente heures sans compensation salariale,

mais avec garantie de l'emploi, comme dans la métallurgie. Les grandes centrales ont de plus en plus de mal à adopter une ligne commune en la matière, tant les solutions adoptées sont diverses. Et les entreprises continuent de supprimer des emplois plutôt que de recourir à des méthodes de partage du travail. « La semaine de quatre jours, ça ne peut pas fonctionner chez nous », dit-on chez Mercedes, où 35 000 emplois ont été supprimés en quatre ans (il en reste 148 000).

Les propositions de réduction du temps de travail sans compensation de salaire, présentées par Dieter Schulte, président de la fédération syndicale DGB, ont été très fraîchement accueillies par la base du plus puissant syndicat allemand, l'IG Metall. Même fin de non-recevoir en ce qui concerne son idée d'autoriser le travail du samedi, ou d'étendre les contrats à durée déterminée pour réduire le chômage. Autrement dit, les positions des syndicats et du patronat sont encore bien opposées. « Les patrons voudraient, idéalement, que nos travailleurs vingt-quatre heures sur vingt-quatre », selon Berthold Huber, responsable des conventions salariales au syndicat IG Metall, qui ne partage visiblement pas cette vision de la « flexibilité » du temps de travail. Or les métallos s'apprennent, pour la plus grande peine des patrons, à entrer de plain-pied dans la semaine des trente-cinq heures, à partir du 1^{er} octobre prochain, mais avec compensation salariale. « Cela augmentera nos coûts de 3,8 % », selon Ludolf von Wartenberg, du BDI. Cet accord avait été conclu avant la récession. Rien n'indiquant qu'il soit remis en cause, il est vraiment trop tôt pour parler de révolution sociale outre-Rhin.

Lucas Delattre

Nicole Pope

Si, par exemple, vous devez absolument trouver les coordonnées en Allemagne de

Herr Helmut Neumannstrassprechtfricht

cela semble compliqué et pourtant,

c'est simple comme bonjour !

3619 SIRIEL, l'annuaire international sur Minitel, vous donne maintenant accès à l'annuaire allemand.

L'annuaire international sur Minitel

Vous cherchez un numéro de téléphone en Allemagne ?

Rien de plus facile ! Avec

3619 SIRIEL

vous avez accès

aux annuaires d'un grand nombre de pays, facilement, rapidement et en toute convivialité.

Aujourd'hui, trouver les coordonnées d'un correspondant en Allemagne, Belgique, Espagne, aux États-Unis, au Portugal, en Suisse...

c'est simple comme bonjour !

France Telecom

Les inondations aux Pays-Bas ont coûté 9 milliards de francs

Un débat est ouvert sur l'indemnisation des sinistrés

La majeure partie des Néerlandais dont les foyers étaient menacés par les inondations sont rentrés chez eux, dimanche 5 janvier, la plupart

des digues de protection ayant été déclarées sûres. Selon les premières estimations, les coûts du déplacement de la population, ajoutés aux

pertes matérielles et au manque à gagner des entreprises, sont évalués à plus de 2 milliards de florins (9 milliards de francs).

AMSTERDAM
de notre correspondant
Un grand nombre de secteurs ont été touchés, mais la navigation fluviale et l'agriculture sont en première ligne. Du fait de l'interdiction de naviguer sur le Rhin, la Meuse, le Waal et l'Yssel, 85 % des 6 000 barges néerlandaises qui transportent chaque année 150 millions de tonnes de biens en Europe sont bloquées à quai. Le secteur a annoncé un manque à gagner de 500 millions de florins, et certains affirment que chaque jour de blocage coûte 10 millions supplémentaires. En peu de temps, 1,5 million de poulets, 500 000 bovins, 450 000 porcs, et 50 000 moutons ont été mis hors d'état de l'eau, mais, selon les syndicats agricoles, l'élevage a déjà perdu 100 millions de florins. Les producteurs de tulipes ont été contraints d'abandonner

quelque 20 millions d'œignons intransportables. Coût : 7 millions de florins. Tant que l'eau ne descendra pas, les Néerlandais risquent aussi d'être privés de lecture. Les entrepôts de Centraal Boekhuis BV, qui distribue les deux tiers des livres vendus aux Pays-Bas, sont momentanément abandonnés. Or ils abritent 37 millions de volumes, d'une valeur de 800 millions de florins. « Chaque jour qui passe nous coûte 50 000 florins », se plaint l'un des directeurs.

Tout le monde aux Pays-Bas ne fait pas triste mine. Ainsi, la paralysie du trafic fluvial a accru d'environ 30 % le trafic de marchandises par voie ferrée vers et en provenance de l'Allemagne. Les sociétés de construction et de dragage se préparent à faire des heures supplémentaires. A long terme, « les

réparations, donnant un coup de fouet à nombre de secteurs de l'économie, auront un effet positif sur le PIB qui compensera largement les pertes initiales », affirme Peter Oomens, du Bureau central des statistiques.

ASSUREURS
Mais les sinistrés se préoccupent surtout d'obtenir un remboursement des dommages : « Nous allons nous tourner vers nos assureurs. S'ils refusent, nous frapperons à la porte de l'Etat », remarque-t-on ainsi chez Centraal Boekhuis. Si beaucoup agissent ainsi, le gouvernement aura fort à faire. Car depuis la catastrophe de 1953, les compagnies d'assurance aux Pays-Bas refusent de couvrir les risques d'inondations naturelles. De plus en plus, et surtout depuis les inondations de décembre 1993, qui

avaient entraîné 254 millions de florins de dégâts, de nombreuses entreprises, dont des assurances, ont introduit, il y a deux semaines, une police assurant les catastrophes naturelles, elle vient de la retirer, assaillie de demandes.

Des représentants du ministère des finances et des assureurs doivent se rencontrer le 10 février. En attendant, le gouvernement, qui avait dégagé 160 millions de florins après les inondations de décembre 1993, se garde de toute promesse. Les autorités ont toutefois accepté d'offrir 40 millions de florins, correspondant à la somme réunie par le « téléthon » organisé jeudi par les chaînes néerlandaises de télévision.

Alain Franco

Échec des négociations sur le conflit opposant le Pérou et l'Équateur

RIO DE JANEIRO

La conférence de Rio destinée à mettre fin au conflit entre le Pérou et l'Équateur s'est terminée, dimanche 5 février, sans avoir abouti à un résultat concret. Malgré les poudres de langage des uns et des autres, en particulier des Brésiliens, hôtes de cette conférence qui dure depuis le 31 janvier, c'est bel et bien d'un échec qu'il s'agit puisque le but principal, la proclamation d'un cessez-le-feu, n'a pas été atteint et que les participants se sont séparés sans convenir d'une nouvelle date de rencontre. Sur le terrain, les combats se sont intensifiés au cours du week-end et le bilan serait d'une centaine de morts depuis le début des hostilités le 26 janvier, selon un quotidien de Lima.

Samedi, il semblait pourtant qu'une solution était en vue. Une formule avait été trouvée par les vice-ministres des affaires étrangères d'Argentine, du Brésil, du Chili et des États-Unis, les quatre pays garants du protocole de Rio, le traité qui avait mis fin, en janvier 1942, à une

première guerre frontalière entre le Pérou et l'Équateur. Les belligérènes convenaient d'un cessez-le-feu immédiat et acceptaient de retirer leurs troupes de part et d'autre d'une zone démilitarisée large de 8 km dans la cordillère du Condor, la partie litigieuse de leur frontière.

Eduardo Ponce, le vice-ministre péruvien des affaires étrangères, avait accepté ce plan. Tout a échoué au dernier moment, dimanche, avec la demande du représentant équatorien, Marcelo Fernandez de Cordoba, d'un délai supplémentaire pour examiner le document. M. Ponce annonçait son intention de rentrer chez lui, et les participants décidaient alors de se séparer. La cause de cet échec est apparemment due à une condition posée par les Péruviens. Ceux-ci acceptaient toutes les clauses du plan proposé à Rio mais demandaient que la démilitarisation des troupes des deux pays dans la zone des combats, prévue dans ce texte, ait lieu en deux points précis : Coangas, pour l'Équateur, et le « poste militaire numéro un », pour le Pérou. Or les Équatoriens considéraient

depuis longtemps ce poste « numéro un » comme étant situé sur leur territoire.

La journée de dimanche, venant après une nuit quasiment ininterrompue de négociations, a été confuse. Le représentant équatorien estimait que la conférence de Rio n'était pas terminée, mais qu'elle devait se poursuivre à Brasília lundi matin pour des raisons pratiques. On apprenait en même temps que le président équatorien Sixto Duran avait décidé, de façon impromptue, de se rendre à Brasília dimanche soir pour y rencontrer M. Cardoso, et qu'il poursuivait la tournée des pays latino-américains garants du protocole de Rio en se rendant, lundi 6 février, à Buenos Aires, puis à Santiago, pour exposer son point de vue à Carlos Menem et à Eduardo Frei. Le chef de l'État équatorien veut sans doute dissiper l'impression que son pays est responsable, avec sa demande d'un délai de réflexion, de l'échec de la conférence de Rio.

Dominique Dhombres

Le nouveau défi d'Haïti : comment dépenser l'aide internationale

WASHINGTON

de notre correspondante
Comment dépenser 600 millions de dollars de la manière la plus visible possible ? C'est la difficulté à laquelle se trouve confronté le gouvernement d'Haïti après la décision de vingt bailleurs de fonds de la communauté internationale, réunis à Paris le 31 janvier sous l'égide de la Banque mondiale, de consentir à ce pays plus de 1 milliard de dollars de dons et de prêts (1 192 millions, selon le premier ministre haïtien), dont près de 600 millions devront être dépensés en 1995.

« Le gros problème que j'ai soulevé à cette réunion, a expliqué au Monde le premier ministre haïtien Smanck Michel, au cours d'une visite de trois jours à Washington, est celui de la faible capacité d'absorption d'Haïti : nous avons besoin d'assistance technique pour dépenser tout cet argent en

un an. Si on ne le dépense pas en un an, cela ne produira pas l'effet de reprise que nous escomptons. La coordination de la communauté internationale avec les autorités haïtiennes, qui a plutôt fait défaut jusqu'ici, est donc, aux yeux de M. Michel, un élément important pour la réussite de ce plan de sauvetage.

COMPTE À REBOURS

Pour le président Aristide et son gouvernement, au pouvoir depuis trois mois, le compte à rebours a retenti à la force des Nations unies, la MINHUA, qui comptera 6 000 « casques bleus », dont le mandat devait expirer en février 1995. « Difficile de dire que nous ne sommes pas prêts, se contente de dire le premier ministre : on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a. Cela fera toujours

6 000 hommes, et cela fera toujours une force de dissuasion. » Le 28 avril, si cette date est confirmée par le Parlement, seront organisées les élections législatives. Mais ce n'est qu'en mai que, selon le premier ministre, l'aide extérieure devrait commencer à se traduire « de manière visible » par des emplois et à être perçue concrètement par la population ; le retour du secteur privé, attiré par l'apport de fonds internationaux, devrait y contribuer. Jusqu'ici, l'assistance financière a surtout permis de combler d'énormes trous budgétaires.

Issu du secteur privé, M. Michel ne pêche pas par optimisme béat. « Le niveau de sécurité est acceptable, dit-il, mais il est fragile. La détermination (des milices) n'est pas allée exactement comme il l'aurait dû. Mais la population réagit remarquablement bien : dans de telles circonstances, avec une force multinationale qui ne remplit pas vraiment les tâches de police, ce devrait être l'anarchie totale, ce qui n'est pas le cas. » Il a mis à profit son séjour à Washington pour plaider la cause haïtienne auprès des nouveaux maîtres républicains du Congrès, très réticents à dépenser l'argent du pays à l'étranger : « Je veux les convaincre que l'investissement fait par les États-Unis pour la démocratie en Haïti n'est pas vain, et que ne pas le mener à son terme reviendrait à perdre tout ce qui a été fait : cette belle aventure de l'armée américaine aurait été pour rien. » Reçu par les principaux responsables de l'administration américaine, M. Michel est, en tout cas, confiant dans les engagements pris par Bill Clinton, qui, assure-t-il, s'opposerait à un changement de ligne du Congrès sur Haïti : « L'affaire mexicaine, juge M. Michel, est un bon exemple. »

Sylvie Kauffmann

Les Tchétchènes ont abattu un avion russe

LES FORCES TCHÉTCHÈNES ont abattu pour la première fois, samedi 4 février, un avion russe Soukhoï 25 à l'est de la Tchétchénie, et les troupes russes ont pris, dimanche, le contrôle d'un carrefour stratégique à 12 kilomètres de Grozny, coupant l'approvisionnement des forces du président Douaev qui contrôlent encore un tiers de la capitale tchétchène. La poursuite de bombardements aériens massifs, tant sur Grozny que sur le reste de la République, ont suscité les protestations du Conseil provisoire, mouvement de l'opposition tchétchène créé en 1994 avec le soutien de Moscou. Dans un communiqué publié samedi par l'agence ITAR-TASS, le mouvement dénonce les « bombardements barbares » et les faits de « vandalisme » auxquels se sont livrés les soldats russes dans les régions qu'ils contrôlent. — (AFP, Reuter, ITAR-TASS.)

Niger : l'Union des syndicats exige la nomination d'un premier ministre

L'UNION DES SYNDICATS des travailleurs du Niger (USTN) a exigé, dimanche 5 février, la nomination « sans délai » d'un premier ministre et la formation d'un nouveau gouvernement. Dans une déclaration radiodiffusée, l'USTN — qui compte dans ses rangs la quasi-totalité des 39 000 fonctionnaires du pays — se déclare « indignée » des retards et des « manœuvres orchestrées en vue de retarder une cohabitation inévitable » et appelle le chef de l'État à se « ressaisir », précisant que sa « patience » n'était pas « sans limite ». L'opposition, qui a remporté 43 des 83 sièges du Parlement, a proposé comme premier ministre Hama Amadou, secrétaire général du Mouvement national pour la société de développement (MNSD), l'ex-parti unique auquel l'USTN est étroitement liée, mais le président Mahamane Ousmane a demandé que plusieurs noms lui soient soumis. — (AFP, Reuter.)

EUROPE

ITALIE : la justice italienne a lancé, samedi 4 février, quatre mandats d'arrêt contre des membres présumés de la Mafia accusés d'avoir perpétré l'attentat de Florence, qui avait fait cinq morts et détruit une partie du Musée des Offices en mai 1993. Le procureur Piero Luigi Vigna a précisé que parmi ces suspects figuraient Leoluca Bagarella, cinquante-trois ans, beau-frère du chef de la Mafia sicilienne Salvatore « Totò » Riina, dont il aurait pris la relève après l'arrestation de ce dernier en janvier 1993. — (Reuter.)

SUÈDE : le Parti libéral suédois a désigné Maria Lethner, une femme de trente-neuf ans, à sa tête pour rajeunir son image et remonter la pente. Dirigée pendant onze ans par Bengt Westerberg, les libéraux avaient recueilli 14,2 % des voix aux législatives de 1983, mais leur participation à diverses coalitions de centre droit, dans des périodes de récession économique, ne leur a pas porté bonheur. Lors des dernières élections de septembre 1994, ils n'ont obtenu que 7,2 % des suffrages et les sondages d'opinion réalisés depuis les rapprochent du seuil fatidique des 4 % nécessaires pour être représentés au Parlement. — (Corresp.)

CROATIE : 85 % des Croates sont favorables au recours à la force pour reconquérir les territoires aux mains des Serbes (un tiers de la Croatie), si la diplomatie ne parvient pas à aboutir à une trêve éphémère, a révélé un sondage réalisé à la demande des États-Unis et publié, samedi 4 février, par la presse croate. Les deux tiers des Croates s'opposent également à la création de régions autonomes serbes en Croatie, comme le propose le nouveau plan de paix, présenté la semaine dernière par les médiateurs internationaux. Par ailleurs, les Nations unies ont annoncé qu'« elles planifiaient de façon accélérée » l'éventuel retrait de leurs « casques bleus » après l'expiration de leur mandat, fin mars. — (AFP, Reuter.)

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : pour la première fois, vingt-neuf députés israéliens ont effectué, dimanche 5 février, une visite éclair en Jordanie, où ils ont été reçus à dîner par le roi Hussein, après un entretien avec le prince héritier Hassan. Le Front de l'action islamique, un parti qui dispose de 17 sièges au Parlement jordanien, a affirmé, dans un communiqué, qu'il refusait « tout dialogue avec les députés israéliens ». — (AFP.)

CONJONCTURE

ÉTATS-UNIS : le projet de budget américain pour 1996 que devait présenter lundi 6 février Bill Clinton au Congrès prévoit un déficit de 196,7 milliards de dollars (2,7 % du PIB) contre environ 192,5 milliards de dollars pour l'exercice en cours (1^{er} octobre 1994 au 30 septembre 1995). Le projet de budget pour 1996 comprend 1 610 milliards de dollars de dépenses dont 16,3 % iront à la défense (262 milliards de dollars) et 16 % au service de la dette publique (257 milliards de dollars), les autres grandes dépenses étant constituées par la sécurité sociale (351 milliards pour le système de retraites générales) et les programmes d'assurances médicales (271 milliards de francs). Dans son projet de budget, M. Clinton prévoit d'alléger la fiscalité directe des classes moyennes en instituant notamment un crédit d'impôt de 500 dollars par enfant de moins de treize ans pour les familles gagnant moins de 75 000 dollars.



Nouvelle BMW Série 5 Worldline : à partir de 174 600 F.
ABS, coussin de sécurité gonflable, climatisation, ronce de noyer, jantes alliage, volant et levier de vitesse cuir.

Modèle présenté : BMW 518i Worldline, 174 800 F hors option peinture métallisée. Tarif au 2/01/95 AM 95.

FINA partenaire de BMW. 3015 BMW (1,27 P/mil.)

السلامة

NOUVELLE BMW
IL NE LE MAN

LES HOMMES NO

DROITE La désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, Lionel Jospin, est mise à profit par les partisans d'Edouard Balladur pour appeler la droite à l'unité der-

rière le premier ministre. Ils ne peuvent que favoriser les efforts de M. Jospin pour parvenir au second tour en devançant Jacques Chirac. ● **BILAN.** Charles Pasqua et Patrick

Devedjian ont indiqué que leur premier souci va être, désormais, d'imposer à M. Jospin un débat sur le bilan des socialistes au pouvoir et sur la situation du pays telle que le gouverne-

ment de M. Balladur l'avait trouvée en mars 1993. ● **UDF.** L'entrée en campagne des socialistes réduit l'espace disponible pour ceux qui, à l'UDF, souhaitent une candidature centrée.

Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de la confédération, a réaffirmé, dimanche 5 février, qu'elle aura un représentant dans la compétition. Raymond Barre continue de réserver sa réponse.

Les balladuriens vont centrer leur campagne contre la gauche

L'entrée en scène du candidat socialiste donne aux partisans du premier ministre la possibilité d'appeler la droite à l'unité face aux héritiers du bilan des septennats mitterrandiens

« NOUS ALLONS DEMANDER aux socialistes des explications sur leur gestion. (...) Nous n'avons pas pu faire le bilan, mais il va falloir le faire. Nous allons démasquer Lionel Jospin parce qu'il est à la fois un acteur du bilan du mitterrandisme et en même temps un critique de ce bilan. Il est là dans une contradiction, lui aussi devra s'expliquer. » En quatre phrases, Charles Pasqua et Patrick Devedjian ont donné, dimanche 5 février, le nouveau tour de la campagne que vont désormais conduire les balladuriens.

Toujours placé en première ligne pour répondre aux critiques des chiraquiens, M. Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine a exprimé sur Europe 1, avec un soulagement certain, la satisfaction des amis du premier ministre-candidat de voir les socialistes trouver, enfin, un candidat. Qui plus est, pas celui qu'ils craignent, mais celui qui pourrait être le plus dangereux pour Jacques Chirac dans la conquête de la deuxième place derrière Edouard Balladur au premier tour du scrutin présidentiel, le 23 avril.

LE SECOND TOUR

Cela a donc permis au ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, au « Grand Jury RTL-Le Monde », de faire de l'ironie aux dépens de M. Chirac, qu'il tient pour un « homme responsable », ce qui signifie qu'il ne saurait s'engager plus avant dans la logique du choix de société que veulent lui imposer certains de ses inspirateurs gaullistes ou libéraux pour contraindre M. Balladur à « prendre les Français pour des imbéciles », a dit le ministre d'Etat.

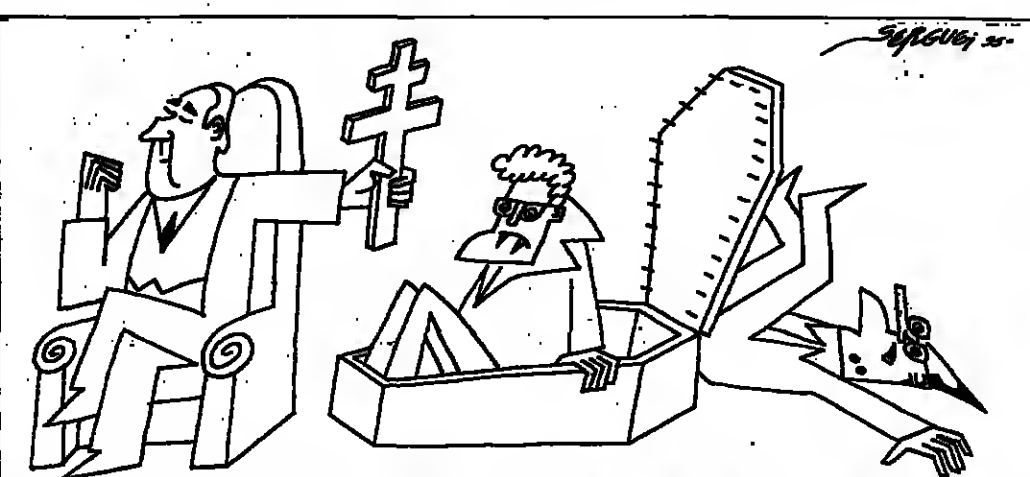
Satisfait du choix socialiste, les

balladuriens vont pouvoir organiser leur stratégie autour de l'opposition droite-gauche que les chiraquiens tentent de gommer grâce aux valeurs du « pacte républicain ». Celles-ci peuvent conduire, dans l'esprit de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, jusqu'à la mise en forme d'un « Front républicain », rassemblement dépassant les frontières partitiques de la droite et de la gauche, cher à Pierre Mendès-France. M. Pasqua ne s'est pas fait faute de sauter sur l'occasion qui lui est ainsi fournie, en se demandant si, par hypothèse, M. Chirac ne pouvait se maintenir au second tour, il allait « appeler à voter Jospin ». Il est à parier que, s'intéressant exclusivement à la gauche, avec laquelle il peut effectivement y avoir, selon eux, un débat de société, les proches de M. Balladur vont presser M. Chirac sur la question du désistement, poursuivant ainsi la promotion de la présence du candidat de gauche le 7 mai.

De fait, le maire de Paris se trouve, depuis la désignation de M. Jospin, dans une situation moins confortable qu'auparavant. Ne pouvant laisser aux partisans du premier ministre la même campagne : une contre M. Jospin, s'ajoutant à celle qu'il mène contre M. Balladur, il est à craindre, cependant, que ni l'un ni l'autre ne lui répondent, ayant un intérêt commun et bien compris à engager le fer entre eux.

LE NOUVEAU TRIPLOTE

Cette configuration, dans laquelle il va devenir difficile à M. Chirac de soutenir qu'il n'y a pas de « vrai débat » à moins de



prétendre que M. Balladur et M. Jospin proposent la même politique, risque d'éroder - voire de « laminer », disent les balladuriens

- l'image du maire de Paris. C'est bien sur ce phénomène que comptent les amis du premier ministre pour entamer le moral d'un

candidat dont la détermination ne se dément pas au fil des jours. M. Jospin ayant davantage la réputation, jusqu'à maintenant, d'in-

pirer le sérieux que de soulever l'enthousiasme, les chiraquiens s'en remettent, pour soulager leurs craintes, au taux élevé des électeurs qui n'ont pas encore choisi leur candidat élyséen. Ils peuvent donc se féliciter des propos de Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, sur la présence assurée d'un candidat de la confédération libérale à la présidentielle.

En appelant les dirigeants du RPR à se ressaisir et à prendre conscience que l'intérêt du mouvement néogaulliste « n'est pas de s'engager dans une stratégie d'opposition », M. Pasqua a envoyé indirectement un message à Alain Juppé, qui, tout en soutenant M. Chirac, refuse ouvertement de faire campagne contre M. Balladur.

Olivier Biffaud

Une mauvaise nouvelle pour l'UDF non balladurienne

LA DÉSIGNATION de Lionel Jospin est une mauvaise nouvelle pour les membres de l'UDF qui souhaitent que la confédération libérale soit représentée, à l'élection présidentielle, par un candidat issu de leurs rangs.

La restructuration du jeu politique autour des deux pôles classiques que sont la majorité et l'opposition risque, en effet, de réduire considérablement l'espace auquel peut prétendre un candidat UDF et sur lequel régit le maire Edouard Balladur, qui a déjà reçu le soutien des plus grandes composantes de la confédération - Parti républicain et Centre des démocrates-so-

ciaux. Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a beau assurer, comme il l'a encore fait dimanche 5 février sur Radio-J, qu'il est « convaincu qu'il y aura un candidat » issu de la confédération libérale et que celui-ci sera choisi dans « la période qui suit immédiatement le 15 février », ce vœu relève encore, pour une large part, de la méthode Coué. Bien plus que les critiques de José Rossi, secrétaire général du PR, qui a estimé que le porte-parole de l'UDF est « désqualifié », pour évoquer comme il le fait l'élection présidentielle, la désignation de M. Jospin et le bon accueil qui lui a été fait à gauche risquent, en

effet, de réduire à néant l'analyse de M. Raffarin. Celui-ci estime que le second tour, « aujourd'hui, est complètement ouvert » et que le « candidat UDF » possède de bonnes chances d'y figurer.

M. BARRE SUR SON « MATELAS »

La seule chance de l'UDF réside, à ce jour, dans la volonté de Raymond Barre de se mêler de la compétition présidentielle. Valéry Giscard d'Estaing sait qu'il a, peut-être, une chance de voir son rêve d'en découler à la télévision avec M. Balladur se réaliser, et Charles Millon ne parvient pas à sortir sa « candidature conditionnelle » de l'ornière dans laquelle elle semble enfoncée.

Affirmant, chaque fois que l'occasion lui est donnée qu'il n'exclut « rien », M. Barre maintient le suspense sur ses intentions, au grand dam de ses anciens amis PR et CDS, qui l'accusent, en termes de moins en moins voilés, d'agir uniquement par coquetterie et par intérêt.

M. Barre, qui devrait se prononcer avant la fin du mois de février, ne se trouve pas dans une posture facile. Même si ses remarques, à propos de l'emploi et, surtout, du rythme des réformes qu'il faut réaliser en France, se font plus grinçantes vis-à-vis de l'actuel premier ministre, le député du Rhône est un peu lié par le silence approbateur qu'il a observé pendant de longues semaines.

Prompt, ces dernières semaines, à mettre en avant son « matelas » d'opinions favorables, alors qu'il a souvent dé-

noncé cette obsession du « miracasme », M. Barre doit composer avec des mesures d'intentions de vote peu encourageantes, quoi qu'en pense M. Raffarin, puisque, selon les différents instituts de sondage, il ne franchit pas, pour l'instant, la barre du premier tour. L'ancien premier ministre n'a donc pas capté, loin s'en faut, la dynamique qui s'était manifestée autour de Jacques Delors.

La désignation de M. Jospin risque de couper M. Barre du centre gauche dont il a besoin pour faire bonne figure.

Gilles Paris

M. Madelin : « Le débat Chirac-Balladur est le seul utile »

Invité de « L'Heure de vérité », dimanche 5 février, sur France 2, Alain Madelin, ministre des entreprises et vice-président du Parti républicain, a estimé que « le seul vrai débat utile au pays c'est le débat Chirac-Balladur ». « (...) Je n'ai rien contre M. Jospin. Il a été désigné, tant mieux pour lui. Mais il y a un petit peu une sorte de nostalgie du socialisme, les feuilles mortes, dans le regard de Lionel Jospin. » M. Madelin, à ce jour seul ministre UDF à soutenir Jacques Chirac, a expliqué son choix en affirmant que « c'est un choix de conviction, parce que le moment est venu d'un changement fort ».

M. Pasqua demande à M. Chirac de « ne pas se tromper d'adversaire »

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR et de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, a réagi favorablement, dimanche 5 février au « Grand Jury RTL-Le Monde », au choix de Lionel Jospin comme candidat socialiste à l'élection présidentielle. C'est « un homme respectable », a-t-il estimé. « J'ai toujours pensé que le Parti socialiste se ressaisirait, a-t-il affirmé. Le fait que M. Jospin ait été désigné de la façon dont il l'a été, par des primaires en quelque sorte - et je regrette que nous n'ayons pas été capables d'en organiser de notre côté -, aboutit à ce que tout le monde se range derrière lui (...). C'est une bonne chose qu'il ait un candidat socialiste, car nous osons pouvoir débattre, demander des comptes au Parti socialiste et à ceux qui, depuis quarante ans, sont respon-

sables de l'orientation qui a mis les Français dans la situation dans laquelle ils se trouvent ».

M. Pasqua a aussi conseillé à Jacques Chirac de « ne pas se tromper d'adversaire » : « Chaque fois que, de manière directe ou indirecte, on attaque Edouard Balladur ou le gouvernement, on joue contre son camp ».

Interrogé sur l'hypothèse d'un deuxième tour opposant MM. Chirac et Balladur, le ministre de l'Intérieur a répondu : « Je suis d'un naturel optimiste. Pourquoi voulez-vous que je retienne les scénarios catastrophes ? Dans ce pays, le vrai débat est entre les socialistes et nous. » A propos de l'avenir du RPR, M. Pasqua a lancé cette mise en garde : « Je souhaite que les dirigeants actuels du RPR qui sont der-

rière Jacques Chirac se ressaisissent et se rendent compte que l'intérêt de notre mouvement n'est pas d'engager le RPR dans une démarche d'opposition que personne ne comprendrait (...). Demain, il faudra se rassembler. Il ne s'agit pas d'exclure les uns et les autres. » Puis, faisant référence à l'élection présidentielle de 1974, lorsque M. Chirac avait choisi Valéry Giscard d'Estaing contre Jacques Chaban-Delmas, M. Pasqua a précisé, pour l'avenir : « Mais nos propres compagnons - et c'est bien ce qui s'est passé en 1974 - auront tendance à penser que ceux qui sont les mieux qualifiés pour les diriger sont ceux qui ont choisi la bonne voie, et non ceux qui se sont engagés vers l'échec. »

Après avoir rappelé les raisons qui l'avaient fait s'opposer au traité de Maastricht, le ministre a indiqué

que, depuis sa ratification, celui-ci « s'impose à tous ». Mais, concernant la mise en œuvre de la monnaie unique dès 1997, il a posé deux conditions : « Que la reprise économique soit plus importante que ce qu'elle est, et que l'effort entrepris pour réduire le déficit budgétaire puisse être poursuivi. » Enfin, à propos de la loi-cadre sur l'aménagement du territoire, publié au Journal officiel de dimanche, M. Pasqua a assuré qu'elle « modifiera la physionomie de la France pour les vingt années qui viennent ». « Je rappelle qu'elle énonce un principe nouveau qui devrait faire retourner dans leur tombe de belles âmes spécialistes de l'égalitarisme, a-t-il ajouté. Il ne peut y avoir rétablissement de l'égalité des chances sans fiscalité dérogatoire. »

NOUVELLE BMW SÉRIE 5 WORLDLINE. IL NE LUI MANQUE QU'UN CONDUCTEUR.



LES HOMMES N'ONT PAS FINI D'AIMER LES VOITURES.

Lionel Jospin a reçu le soutien de près des deux tiers des adhérents du Parti socialiste

Le congrès extraordinaire a investi l'ancien ministre comme candidat à l'élection présidentielle

Réuni dimanche 5 février, à la Maison de la Mutualité à Paris, le congrès extraordinaire du PS a investi officiellement Lionel Jospin,

élus par les militants, avec 65,83 % des voix, candidat à l'élection présidentielle. Malgré sa nette défaite, Henri Emmanuelli

s'est engagé à demeurer à son poste de premier secrétaire. M. Jospin s'est félicité d'un vote, qui a-t-il souligné, ne peut s'analyser

en termes de courants. Il s'est fixé un double objectif : être présent au second tour et « démystifier » le candidat Balladur.

LE 20 NOVEMBRE DERNIER, le congrès de Liévin s'était terminé par une petite photo de famille sans Michel Rocard et par quelques refrains nostalgiques de l'Internationale. Le congrès extraordinaire d'intronisation de la Mutualité s'est achevé, dimanche 5 février à midi, comme à la fin d'une rude rencontre, par une grande photo des gagnants et des perdants avec M. Rocard, sous les accents successifs de la Marseillaise et d'un Hymne à la joie, version Panthéon 1981. « Ressaisissez-vous, camarades ! », avait crié à la une du Mandé, quand tout le socialisme français semblait s'en aller à vau-l'eau. M. Rocard. « A défaut de victoire, rendez-nous au moins la dignité, reprenez le sens de nos principes, le sens de notre devoir, et arrêtez le massacre. »

Le massacre s'est arrêté dimanche, après que les militants de ce parti ont donné à leurs chefs, comme dirait Bernard Tapie, une « formidable » leçon de démocratie ou tout simplement de bon sens. Trêve peut-être fragile et provisoire, mais l'ampleur du succès de M. Jospin est tel qu'il ne peut maintenant qu'imposer à tous une discipline pour négocier les deux campagnes, présidentielle et municipale. « Jusqu'à vendredi, il faut bien dire que tout le monde avait les couteaux sur la table, résumé un jospiniste. Maintenant, ils sont rangés jusqu'à l'été. »

« Les militants ont tranché sans ambiguïté », à reconnu Henri Emmanuelli

Parce que les militants sont excédés par toutes les divisions qui n'amusent que la droite, que les élus se font du trac pour leur rendez-vous municipal de juin, les grands notables du parti, qui prétendaient régler la pluie et le beau temps, sont obligés à présent de faire preuve de modestie et de se souvenir qu'il y a une vie socialiste par delà le septième arrondissement de Paris... A l'exception de Ségolène Royal

Le score de Lionel Jospin dans les fédérations



et de Jack Lang qui ont préféré désertir, ils ont fait preuve, dimanche, de dignité. Claude Estier, Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, Lionel Jospin et son épouse, Michel Rocard, Martine Aubry, Daniel Vaillant, Martin Malvy, Jean-Luc Mélenchon, ils étaient tous assis au premier rang pour tenter d'atténuer, que dans ce parti le mot de camarade pouvait peut-être retrouver un sens. M. Emmanuelli fut le plus droit. Sa défaite est sans appel. Le premier secrétaire du PS, qui voulait rêver d'un destin supérieur, reste premier secrétaire. Terrible leçon. « Un pour tous, tous pour un », avait-il prédit, avant vendredi. M. Emmanuelli, prenant sans doute des libertés avec son sens de l'humour, tient parole. Il reste pour l'instant supérieur du parti et de son candidat. Se démettre aurait ajouté à la confusion. L'Elysée le lui a fait comprendre. Il sera temps en juin de reconsidérer sa situation.

Mais M. Emmanuelli s'est mis, dimanche, au service de M. Jospin avec noblesse. « Les militants ont tranché sans ambiguïté », a-t-il reconnu. Il n'est pas difficile de perdre quand on respecte le suffrage universel sous toutes ses formes. Ce n'est pas agréable, mais ce n'est rien comparé à l'importance des enjeux. « Je serais donc de la place qui est la mienne », a-t-il conclu. Celle où les militants m'ont mis, respectant leur vote et son objet. A la veille d'une grande bataille, comme d'un salad, n'ont-ils pas des états d'âme mais des états de service. « Tous ensemble », ce seul slogan barré, comme un dernier rappel à l'ordre, le fond de la scène. Lorsque M. Emmanuelli le pria de le rejoindre, M. Jospin marqua une certaine émotion. Ce vote des militants, comme il devait le dire, lui en « imposait ». Ce lieu aussi lui donnait un pincement au cœur. « Il y a vingt et un ans, se rappela-t-il, dans cette même salle de la Mutualité — mes

boucles étaient plus longues et mon expérience plus courte — le 8 avril 1974, dans un congrès déjà extraordinaire, François Mitterrand était désigné comme notre candidat, comme le candidat de toute la gauche et prononça son premier discours. » Mais, surtout, M. Jospin pouvait prendre conscience de l'ampleur de la tâche. « Je sais que cette campagne sera très difficile, expliqua-t-il, et je ne veux pas, que dans l'enthousiasme de ce congrès, nous nous dissimulions la difficulté de cette tâche. » Son adversaire est déjà désigné. Naturellement, logiquement, ce sera M. Balladur, dont il prétend démontre pièce par pièce la grande machine de mystification. Si son discours eut quelques longueurs, M. Jospin a déjà démontré que ce premier ministre-là l'inspirait, entretenait chez lui ce réel sens de la formule qui touche, éprouvé naguère sur l'imitable Georges Marchais. A plusieurs reprises, M. Jospin a

nullement l'intention, psychologiquement et intellectuellement, de me comparer comme si se bornait à notre ambition. M. Jospin va maintenant devoir faire vite. Selon ses proches, « toutes les bonnes volontés seront requises » pour constituer une équipe de campagne qui sera logée dans un immeuble distinct du siège national du parti. Comme pour François Mitterrand, un conseil politique sera formé. « Il est important que la campagne commence vraiment, estimait dimanche M. Fabius. Il faut se rassembler puis mettre en avant les énergies, les talents, les propositions et partir à la bataille. »

Rassembler les socialistes, en veillant à ce que le direction du parti joue parfaitement le jeu. Rassembler la gauche dans le sillage créé par les assises de la transformation sociale. Rester le cas de Radical, dont le « zapping » politique est difficile à suivre. Il y a quinze jours, la can-

L'absence de M. Lang

Jack Lang préfère le confort feutré des studios de Skyrock aux banquettes rigides de la « Mutu ». Avec Ségolène Royal, l'ancien ministre de la culture fut le grand absent de la grande réunion de famille socialiste. Il n'a pas voulu assister à l'adoubement du candidat Lionel Jospin, qu'il qualifiait, trois jours plus tôt, de « loser » (Le Monde du 3 février). A moins que M. Lang n'ait été irrémédiablement vexé par la « mesquinerie » des militants socialistes de sa fédération du Lot-et-Cher.

Il s'est en effet trouvé quelques manants, dont le trésorier fédéral, pour lui signifier que, n'étant toujours pas à jour de ses cotisations, il était hors de question qu'il puisse participer au vote du 3 février. Avant le congrès de Liévin, M. Lang s'était déjà fait prier pour s'acquitter d'un chèque de 2300 francs. Le maire de Blois a dû, cette fois, faire parvenir prestement un autre chèque, de 6000 francs, n'épongeant que partiellement ses arriérés.

aussi insisté sur la campagne « nette et claire » qu'il prétendait conduire, une campagne de rassemblement de tous les socialistes et de toute la gauche pour prouver à un électeur, qui se distingue par son indécision, qu'un impossible d'est pas socialiste. En réalité, selon les explications de son entourage, M. Jospin se donne quinze jours pour enclencher une dynamique qui éteindra, dans un premier temps, les interrogations sur sa présence au second tour. « C'est possible. C'est nécessaire. Je suis convaincu que nous y serons », s'est-t-il promis. Pour tout ajouter : « Sachez que je n'ai

pas dit que je n'étais pas pour son président, Jean-François Hory, « une provocation ».

Bernard Tapie en juge, à ce jour, autrement. « S'il s'agit d'organiser des cérémonies cinématographiques et médiatiques, auxquelles on voudrait donner un sens qui me ferait changer d'attitude, je ne suis pas sûr que cela ait véritablement de l'intérêt », expliquait dimanche soir, sur TF1, M. Jospin. En vérité, celui-ci semble tout à fait disposé à tendre la main de ce côté, pourvu qu'on ne le menace point d'un nouveau bras d'honneur.

Daniel Carton

La force de la conviction, le sens de la manœuvre

C'ÉTAIT en janvier 1990. Lionel Jospin faisait une tournée dans les écoles, collèges et lycées des Antilles. Du matin au soir, le même rituel se reproduisait : dans chaque école, devant les maîtresses sur leur trente et un et la chorale des enfants qui l'accueillait, le plus méritant des élèves venait, intimidé, présenter au ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, son compliment et son bouquet. Imperturbablement, Lionel Jospin écoutait puis serrait la main de la petite fille. Un soir, comme il lui était revenu aux oreilles que cette réserve toute ministérielle faisait sourire, il prit la mouche et répliqua brusquement : « Alors, il paraît que je devrais embrasser les petites filles ? Je ne vous comprends pas. C'est une façon de respecter les enfants ! »

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle est ainsi : respectueux d'autrui jusqu'à la raideur ; cérébral, sinon intellectuel ; chaleureux quand on va vers lui, mais trop pudique pour faire le premier pas ; homme de conviction et de morale, mais rodé depuis vingt ans à la manœuvre politique ; fidèle sans être courtisan ; réfléchi au point d'avoir pu paraître hésitant. Sans doute faut-il y voir, chez cet homme de cinquante-sept ans (il est né le 12 juillet 1937, à Meudon),

l'empreinte d'un parcours singulier. Et, d'abord, d'une famille protestante et socialiste. Son père, Robert Jospin, professeur de lettres, adhérent de la SFIO, marqué par le Front populaire, est resté un militant fidèle jusqu'à la fin des années 60. Le jeune Lionel, pourtant, n'entre pas en politique par la grande porte de la « vieille maison », mais par les chemins de traverse de ce que Guy Mollet appelait la « petite gauche », hostile à la guerre d'Algérie. Etudiant à la cité universitaire d'Antony, où il rencontra Claude Allègre (son futur conseiller spécial au ministère de l'éducation nationale) et découvre le basket-ball, il milite à l'UNEF et à l'Union de la gauche socialiste — groupuscule intellectuel et gauchisant — puis, brièvement, au tout nouveau PSU.

LA DÉCENNIE DE TOUTS LES ESPIRS

Entré à l'ENA en 1963 puis au Quai d'Orsay en 1965, il reste à l'écart de tous les événements de la première heure, observe à distance la campagne présidentielle de 1965, assiste en spectateur frustré aux événements de mai 1968 et finit par tourner le dos à la carrière diplomatique. En 1970, il devient professeur d'économie, notamment à l'Institut universitaire de technologie de Cachan, et le reste jusqu'en 1981, au moment où il succède à François Mitterrand à la tête du Parti socialiste.

Prodigieuse décennie pour François Mitterrand... et pour Lionel

Jospin, qui, par l'intermédiaire de Pierre Joxe, adhère au PS peu après le congrès constitutif d'Épône en 1971. Dès 1973, il entre au secrétariat national, où il sera successivement chargé de la formation, du tiers-monde (en 1975) et des relations internationales (en 1979).

A partir de juin 1978, M. Jospin est l'un des principaux artisans, avec Laurent Fabius, Pierre Joxe et Paul Quilès, de la contre-offensive des partisans de M. Mitterrand contre les idées avancées par Michel Rocard. En 1979, au lendemain du congrès de Metz, il accède officiellement à la place de numéro 2 du PS. Fort logiquement, lorsque François Mitterrand quitte son poste de premier secrétaire, en janvier 1981, pour s'engager dans sa troisième campagne présidentielle, c'est à Lionel Jospin qu'il confie l'intérim. Avec ce commentaire qui en dit long : « C'était le seul dont j'étais sûr que, si les communistes tapaient sur la table, il ne se cachait pas dessous. » En avril 1980, il avait fait preuve, face à Georges Marchais, à la télévision, de réels talents de débattre. Il renouvellera la démonstration, avec la même pugnacité, en juin 1987, face au président du Front national, Jean-Marie Le Pen.

Commence alors pour M. Jospin un long parcours en dents de scie. Son « septennat » de premier secrétaire n'est pas de tout repos. Certes, il est immédiatement associé par le président de la République au petit déjeuner du mardi,

à l'Elysée, avec le premier ministre Pierre Mauroy — au point que l'Express s'interroge : « Est-ce Jospin qui gouverne ? » —, mais, sept ans durant, il sera confronté à de multiples contraintes.

Face à l'activisme du numéro 2 du PS, Jean Popere, et, périodiquement, à la cooptation des « poids lourds » du parti, il doit trouver le point d'équilibre incertain entre un parti « godillot » et une formation devenue la première de France et tentée de « coloniser » l'Etat, comme devait en faire malencontreusement la démonstration le premier congrès vécu par M. Jospin où tant que premier secrétaire, celui de Valence, à l'automne 1981.

Face aux révisions déshabillées que le PS est contraint d'opérer — la mise en œuvre, en 1982-1983, de la politique de rigueur, ou l'attitude face à l'école privée — il tente, non sans succès, de favoriser la mue, on dira bientôt la « modernisation », du socialisme.

M. Jospin doit aussi marquer son territoire face aux ambitions des deux « présidentiables » socialistes de l'après-Mitterrand. En juin 1985, la question de savoir qui, du premier ministre ou du premier secrétaire, doit diriger la campagne des élections législatives de 1986 déclenche un conflit grave — et qui ne va plus cesser — avec Laurent Fabius. Puis il faudra gérer le « problème Rocard », au fur et à mesure que l'approche de l'échéance présidentielle de 1988 redonne des ailes au maire de Conflans-Sainte-

Honorine. Au total, c'est presque avec soulagement que Lionel Jospin annoncera brusquement, en février 1988, son intention de quitter son poste de premier secrétaire.

L'ÉCHEC ET LE REBOND

C'est par la grande porte, comme ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et numéro 2 du gouvernement de Michel Rocard qu'il découvre, à partir de mai 1988, l'action gouvernementale. En quatre ans, à la tête du premier budget de l'Etat, Lionel Jospin va multiplier les initiatives, engager une revalorisation du métier d'enseignant — sans en tirer grande reconnaissance des intéressés —, lancer le plan Universités 2000 avec les collectivités locales, révoquer la formation des maîtres, mais sans donner, au bout du compte, le sentiment d'avoir pu faire davantage que combler les brèches d'un système éducatif affronté au casse-tête de l'enseignement de masse et de ses bataillons grandissants d'élèves et d'étudiants.

Engagé dans d'impossibles réformes du système scolaire français, M. Jospin l'est, plus encore, dans les conflits sans merci qui s'agissent à l'intérieur du PS. Au-delà des péripéties, le congrès de Rennes, en mars 1990, sera le symbole — encore indéfinissable — d'un affrontement suicidaire entre les « éléphants » du PS. Pris de court par l'offensive déclenchée par M. Fabius pour contrôler le parti,

Les réactions après le résultat des primaires du PS

● Bernard Tapie : « formidable ». Le député européen (Radical) estime, dans un entretien publié dans Libération du 6 février, que « ce qui vient de se passer au PS est tout simplement formidable ». « Ce parti a donné la preuve qu'il était redevenu un parti basique, collé à ses militants, loin des combines d'appareil », ajoute-t-il. M. Tapie conseille cependant à M. Jospin de ne « pas laisser retomber le soufflé », en précisant qu'il reste au candidat du PS « à devenir le candidat de toute la gauche ». A propos de ses relations avec M. Jospin, M. Tapie précise : « Nous ne sommes plus du même bois, mais nos élections respectives sont compatibles, aux... »

● Robert Hise : « Ce n'est pas un problème d'homme ». Lors d'une réunion publique à Dijon, dimanche 5 février, le secrétaire national du PCF a expliqué que « ce qui se passe au sein du Parti socialiste n'est pas un problème d'homme ou de ton, mais un problème de fond ». Le candidat communiste a ajouté : « Le PS a Lionel Jospin n'est pas fait la critique (de la période durant laquelle ils étaient au pouvoir) et ont ainsi perdu l'occasion de comprendre pourquoi cela avait échoué. Tant qu'ils ne feront pas cette critique d'une politique qui n'a pas eu le courage de s'en prendre à la loi de l'argent-roi, tant qu'ils résisteront prisonniers du traité ultralibéral de Maastricht, ils ne peuvent pas prendre d'engagements à gauche sans que cela se traduise ensuite par une politique de droite. »

● Dominique Voynet : « à débattre du bilan ». « Lionel Jospin passe pour un homme honnête, je me réjouis de la possibilité de débattre avec lui, parce que lui acceptera la différence du premier ministre. J'ai envie notamment que l'occasion nous soit donnée de revenir sur le bilan critique de quatre ans de mitterrandisme », a affirmé, dimanche à « 7 sur 7 », sur TF1, la candidate des écologistes.

● Patrick Devedjian : « démystifier ». « Lionel Jospin est entré en campagne assez fortement, a déclaré le député (RPR, balladurien) des Hauts-de-Seine, sur Europe 1. Nous, nous allons démystifier Lionel Jospin, parce qu'il est à la fois un acteur du bilan du mitterrandisme et, en même temps, un critique de ce bilan. Il est là dans une contradiction. Lui aussi devra s'expliquer. »

Gérard Courtois

Une entrée en campagne

Le député européen (Radical) estime, dans un entretien publié dans Libération du 6 février, que « ce qui vient de se passer au PS est tout simplement formidable ». « Ce parti a donné la preuve qu'il était redevenu un parti basique, collé à ses militants, loin des combines d'appareil », ajoute-t-il. M. Tapie conseille cependant à M. Jospin de ne « pas laisser retomber le soufflé », en précisant qu'il reste au candidat du PS « à devenir le candidat de toute la gauche ». A propos de ses relations avec M. Jospin, M. Tapie précise : « Nous ne sommes plus du même bois, mais nos élections respectives sont compatibles, aux... »

● Robert Hise : « Ce n'est pas un problème d'homme ». Lors d'une réunion publique à Dijon, dimanche 5 février, le secrétaire national du PCF a expliqué que « ce qui se passe au sein du Parti socialiste n'est pas un problème d'homme ou de ton, mais un problème de fond ». Le candidat communiste a ajouté : « Le PS a Lionel Jospin n'est pas fait la critique (de la période durant laquelle ils étaient au pouvoir) et ont ainsi perdu l'occasion de comprendre pourquoi cela avait échoué. Tant qu'ils ne feront pas cette critique d'une politique qui n'a pas eu le courage de s'en prendre à la loi de l'argent-roi, tant qu'ils résisteront prisonniers du traité ultralibéral de Maastricht, ils ne peuvent pas prendre d'engagements à gauche sans que cela se traduise ensuite par une politique de droite. »

● Dominique Voynet : « à débattre du bilan ». « Lionel Jospin passe pour un homme honnête, je me réjouis de la possibilité de débattre avec lui, parce que lui acceptera la différence du premier ministre. J'ai envie notamment que l'occasion nous soit donnée de revenir sur le bilan critique de quatre ans de mitterrandisme », a affirmé, dimanche à « 7 sur 7 », sur TF1, la candidate des écologistes.

● Patrick Devedjian : « démystifier ». « Lionel Jospin est entré en campagne assez fortement, a déclaré le député (RPR, balladurien) des Hauts-de-Seine, sur Europe 1. Nous, nous allons démystifier Lionel Jospin, parce qu'il est à la fois un acteur du bilan du mitterrandisme et, en même temps, un critique de ce bilan. Il est là dans une contradiction. Lui aussi devra s'expliquer. »

En novembre 1994, encore, c'est sous sa seule signature, comme en guise de témoignage de sa singularité, qu'il présente une contribution au congrès de Liévin. Le trait de Jacques Delors lui a permis de rebondir, et de quelle manière, là où la plupart des socialistes ne l'attendaient plus.

Les réactions
après
le résultat
des primaires
du PS

« Une entrée en campagne claire et nette »

Le candidat socialiste veut régler « très rapidement » la question de sa présence au second tour

Les premiers mots de Lionel Jospin, candidat à l'élection présidentielle, au congrès socialiste réuni salle de la Mutualité à Paris, dimanche 5 février, ont été pour faire part de « ses sentiments mêlés ».

M. Jospin a évoqué quelques noms. François Mitterrand : « Je ne peux oublier son rôle, son influence et, pour ce qui me concerne, le fait que, pour la deuxième fois, sans que je puisse démentir ce qu'il y a eu de hasard et de nécessité, je lui succède. » Henri Emmanuelli : « Henri et moi, dans cette confrontation finale, nous nous sommes constamment et pleinement respectés. Pas d'amertume entre nous à ce propos ! (...) Je l'avais dit avant ma désignation, je le redis après : le congrès de Liévin n'est pas effacé ; il y a une orientation, il y a une direction, il y a un premier secrétaire. Tout cela est et doit être respecté dans l'esprit de tous et de chacun (...). Le Parti socialiste et lui-même auront pleinement leur rôle dans ma campagne. »

Michel Rocard et Jacques Delors : « Le premier ne doit qu'à un sort contraire et, aussi, à la magnanimité d'un scrutin d'avoir décidé de lui-même de ne pas être candidat. Le second a, presque malgré lui, éveillé un grand espoir, fait vaciller la fatalité inscrite dans les sandales. » Pierre Mauroy : « Parce qu'il fut le premier ministre de la gauche victorieuse et rassemblée par la victoire de François Mitterrand ; parce qu'il n'oppose pas rénovation et tradition. »

M. Jospin tire ensuite les leçons du vote des militants : « Ce vote, si massif, a été, re-

« Sentiment de gratitude pour le vote exceptionnel qui vient d'être exprimé (...); sentiment de fièvre devant la bataille démocratique, la confrontation (...) qui est devant nous, si difficile. »

M. Jospin s'est fixé pour premier objectif de régler « très rapidement » la question de sa présence au second tour de l'élection présidentielle « quel qu'il se passe, par ailleurs, au sein de la droite ».



VERBATIM

connaissons-le, une surprise pour beaucoup, dit-il. Nous ne pouvons pas l'interpréter comme un vote habituel. Nous ne pouvons le peser, le classer avec la balance, les instruments de mesure, les étiquettes de nos courants ou de nos congrès. (...) Ce vote a été forgé collectivement pour indiquer une méthode, donner une orientation et communiquer une énergie. (...) Vote de la réhabilitation de la démocratie, vote du refus de la désignation et de la volonté d'agir, de se mobiliser, de changer la donne de l'élection présidentielle. Non seulement il s'impose à tous, bien sûr, mais je dirai presque qu'il en impose et qu'il confère, en tous cas, à celui qui l'a reçu une assez exceptionnelle légitimité. (...) Je suis le candidat de tous, dans mes idées, dans mes intentions, dans l'organisation et la conception de ma campagne (...). Désormais et quel qu'ait été votre vote, vous êtes tous mes mandataires. »

M. Jospin définit ses priorités. « Notre objectif, expose-t-il, doit être que l'entrée en campagne claire et nette du candidat des socialistes et, sans doute, d'autres sensibilités de gauche - l'identification claire et nette de ses thèmes de campagne, mais aussi la perception par l'opinion du caractère original de sa méthode et de sa tonalité propre par rapport à tous les autres candidats, en respectant, bien sûr, les candidats de la gauche ou des écologistes - fasse que, très rapidement, les Français aient envie de régler positivement la question de la présence au second tour de Lionel Jospin, quel qu'il se passe, par ailleurs, au sein de la droite. »

Le deuxième objectif du candidat socialiste sera de « démythifier » les campagnes de MM. Balladur et Chirac. « M. Balladur, à qui il a été beaucoup donné, même s'il a peu rendu, devra apprendre ce qu'est une campagne électorale dans un pays démocratique et turbulent comme la France ! (...) C'est une campagne que ne voudrait pas M. Balladur : il voudrait que l'on contemple les sondages, puis qu'on le nomme à l'Elysée. (...) Je ne pourrais laisser passer sans critiques un bilan de deux ans de gouvernement conservateur, électoraliste et immobile. Parce que, s'il y a un mystère Balladur, il n'y a pas de mystère sur le balladurisme. »

Démystifier les campagnes de M. Balladur et de M. Chirac

« Mais je serai aussi, ajoute aussitôt M. Jospin, obligé de démythifier la campagne dite sociale du candidat Jacques Chirac, parce que, quand même, le caractère purement circonstanciel de son positionnement à gauche est démenti par le soutien systématique sur tous les votes antisociaux que lui-même et ses amis du RPR ont apporté pendant ces deux ans au gouvernement Balladur. »

M. Jospin entend, également, faire « une campagne de propositions », « une campagne dans laquelle les principes seront posés parce que les Français ont besoin

de règles, de repères, de références pour la société, pour leur vie même et pour la vie publique ». Il dévoile, déjà, quelques « axes de réflexion » : le choix du quinquennat, « qui s'applique à celui qui le propose » ; le non-cumul des mandats pour les parlementaires ; l'idée d'une taxe de 1 % sur les mouvements de capitaux spéculatifs ; un fonds de stabilisation des changes ; un grand plan de relance du bâtiment et du logement social ; « la coupure absolue entre la chancellerie et le parquet, entre la politique et le juge » ; une « clarification » de la politique européenne.

M. Jospin revient aussi sur son projet de fonder « un nouveau pacte républicain » : « Il faudra moins parler de chômage et plus parler des chômeuses et des chômeurs. Il faudra moins parler d'exclusion, mais plus parler des pauvres. Il faudra nommer les choses par leur nom, mais il faudra aussi moins parler des choses et plus parler des hommes et des femmes dans ce pays. »

« Nous allons avoir beaucoup de travail à faire, conclut M. Jospin, pour refuser la fatalité, la résignation, l'injustice, l'idée que le monde ne peut pas être compris et donc qu'il ne peut pas être changé, l'idée que certains sont à leur place en haut, et les autres à leur place en bas. (...) Beaucoup de travail pour proposer une façon de vivre la vie publique, la République, de faire bouger la société sans crainte du mouvement, sans peur du conflit, mais, en même temps, avec le souci d'une harmonie à retrouver entre les Français, autour d'une des formules de notre devise : la fraternité. »

Manifestations CGT pour la Sécurité sociale

LES SYNDICATS se mobilisent en ordre dispersé pour la défense de la sécurité sociale. Après Force ouvrière, le 29 janvier, c'était au tour de la CGT, avec une vingtaine d'autres organisations comme la Fédération des mutualités de France (FMF) ou la Confédération syndicale des familles (CSF), d'organiser, samedi 4 février, une grande journée nationale de défense de l'ensemble du système de protection sociale. Cette « marche pour la sécu » à Paris et dans plusieurs villes de province intervient avant la journée d'information et d'explication, mercredi 8 février, à l'appel de la CFTD et de six autres organisations, dont la Mutualité française. A Paris, à la tête des 30 000 manifestants (7 000 selon les forces de police), Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a défilé de la place de la République à la place Saint-Augustin. A Marseille et à Toulouse, la journée a rassemblé 10 000 personnes selon les organisateurs. Parmi les principaux mots d'ordre, les participants aux défilés demandaient la suppression de la contribution sociale généralisée (CSG).

Une élection cantonale partielle

HAUTE-CORSE : canton d'Orezza-Alesani (1^{er} tour)
L, 1 762 ; V, 1 373 ; A, 22,07 % ; E, 1 355.
Simon-Jean Raffalli, RPR, c. l., 611 (45,09 %) ; Joseph-Marie Guglielmi, div. d., 383 (28,26 %) ; Jean-Hyacinthe Vinciguerra, div. g., 273 (20,14 %) ; Antoine-Dominique Bonifazi, div. d., 88 (6,49 %). BALLOTAGE
[L'élection de la majorité dont dispose la droite au conseil général, qui ne tient qu'à un siège, a sans doute contribué à la forte participation pour élire le successeur de François Riolo, récemment décédé après trente ans de mandats. Simon-Jean Raffalli, conseiller territorial RPR, soutenu par Paul Nètal, président (div. d.) du conseil général de la Haute-Corse, obtient un très bon score en dépit de la division du camp libéral. Il ne manque son élection dès le premier tour que de soixante-sept voix. Le candidat de la gauche, Jean-Hyacinthe Vinciguerra, est en revanche en recul de plus de trois points. Le second tour ne devrait donc logiquement pas changer l'équilibre politique au conseil général.]

DÉPÊCHES

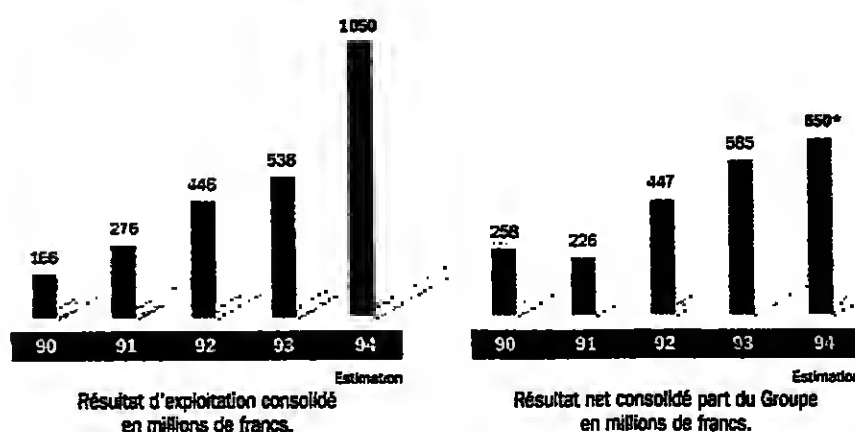
■ LE CNI SOUTIEN JACQUES CHIRAC : le Centre national des indépendants et paysans, dont le comité directeur s'est réuni samedi 4 février, a décidé, à une forte majorité, de soutenir la candidature de Jacques Chirac. Le maire de Paris a en effet obtenu 73 % des suffrages exprimés, tandis que le premier ministre en a recueilli 15 % et Philippe de Villiers 12 %. « Nos militants n'ont pas voulu perdre leurs voix sur un candidat (de Villiers) qui ne sera pas au second tour », a commenté Jean-Antoine Gianstly, le président du CNI. Pour M. Gianstly, les militants du CNI ne se seraient pas non plus reconnus dans la candidature de M. Balladur « qui se présente comme un candidat centriste ».

■ LOGEMENTS SOCIAUX. Lors de la dernière séance du conseil de Paris (Le Monde du 25 janvier), Jacques Chirac, appuyé par l'UDF Yves Galland, adjoint chargé de la construction, avait indiqué que la capitale comptait parmi les villes les plus favorisées pour le nombre de leurs logements sociaux. Dans une lettre ouverte adressée le 1^{er} février à Yves Galland, Georges Sarre, président du groupe Mouvement des citoyens, indique que le nombre des logements sociaux disponibles à Paris s'élève à 172 568, soit 15,75 % du parc total (1 095 108 appartements recensés par l'INSEE en 1990). Par comparaison, ce pourcentage est de 18 % à Marseille, 22 % à Lille et à Strasbourg, 23 % à Clermont-Ferrand, 24 % à Lyon, 25 % à Rennes, 28 % à Nantes.

LES ACTIONNAIRES SONT DE PLUS EN PLUS EXIGEANTS.

PRIVATISATION

En 5 ans, le résultat d'exploitation de la Seita a été multiplié par 6 et son résultat net par 2,5.



Les résultats de la Seita sont en forte progression. L'entreprise poursuit depuis plusieurs années un effort constant pour améliorer sa performance et réduire ses coûts. Sa politique de modernisation de ses moyens de production se concrétise par un programme d'investissement soutenu permettant d'accroître son efficacité et sa compétitivité en France et à l'international.

Devenez actionnaire.

Pour toute information sur la Société et sur l'opération appelez gratuitement le N° VERT 05.06.1995. Anciens salariés : adressez-vous à votre établissement d'origine ou appelez gratuitement le N° VERT 05.01.80.00.

Des mandats d'achat d'action sont disponibles auprès de votre banque, de votre Caisse d'Épargne, de La Poste, du Trésor Public et de votre Société de Bourse. Ils sont délivrés à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de Bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré par la CGT en date du 18 janvier 1995 sous le n° R 95-002 et une note d'opération préliminaire notée par la CGT sont à votre disposition auprès de ces intermédiaires financiers. Une note d'opération définitive sera assemblée le jour de l'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux.

Seita

C'EST LE MOMENT.
AVANCEZ AVEC NOUS.

Le gouvernement soutient le projet d'aménagement du Lot

Les élus des cinq départements traversés par la rivière, qui devrait redevenir navigable sur l'ensemble de son cours, voudraient que la DATAR désigne une personnalité pour coordonner les initiatives

Le projet d'aménagement du bassin du Lot est le plus important programme français de développement rural. Il vise à ouvrir à la navigation la totalité du cours de la rivière, inutilisée depuis plus d'un demi-

siècle. Ce projet est ancien, mais Edouard Balladur vient de le réactiver en lui apportant l'appui du gouvernement. Des travaux vont être entrepris sur plus de 200 kilomètres pour rénover de vieilles écluses ou

en construire de nouvelles, curer des chenaux, aménager les berges et construire des infrastructures d'accueil. 800 millions de francs, en partie fournis par l'Union européenne, sont prévus pour la première

tranche de travaux, qui doit durer cinq ans. Mais les élus souhaitent que Paris coordonne le dossier, qui intéresse quatre régions, cinq départements, des centaines de communes et 300 000 habitants.

CAHORS

de notre envoyé spécial
C'était le 13 janvier, pendant la tournée aveyronnaise du premier ministre-pas-tout-à-fait-candidat. Dans son discours, Edouard Balladur glissa un message quasiment codé qui n'a été vraiment compris que de quelques initiés : le gouvernement donnait enfin son feu vert - et un coup de pouce de 360 millions de francs - à un curieux projet d'aménagement du territoire. Il s'agit d'ouvrir aux navigateurs de plaisance la possibilité de croiser sur la totalité du cours du Lot, alors que la circulation, tuée par les autres modes de transport, y est fermée depuis soixante-dix ans.

Ce projet a semblé à la fois si archaïque, élitiste et coupé des réalités rurales que la plupart des quotidiens régionaux l'ont à peine mentionné dans leurs comptes rendus. Il suppose en effet que, sur plus de 200 kilomètres, on réactive une trentaine de vieilles écluses, on en construise une quinzaine de nouvelles, on cure des chenaux et on aménage sur les berges des escaliers, haltes nautiques et petits ports nécessaires à l'exploitation touristique. On évoque la belle époque des gabarres qui descendaient le vin de Cahors jusqu'à Bordeaux. La frange méridionale du Massif Central entrerait-elle dans le XXI^e siècle à reculons ?

Edouard Balladur a prudemment parlé de cette reconquête fluviale



et de ses atouts environnementaux, routiers et économiques, comme d'une opération d'aménagement du territoire ambitieuse, pluridisciplinaire, nécessitant d'importants investissements et, pour tout dire, « d'envergure nationale ». C'est en effet par l'entremise du territoire concerné - le bassin du Lot couvre 13 000 km² - et les investissements prévus - 800 millions de francs pour une première tranche à réaliser en cinq ans - le plus important programme français de développement rural.

« Pour une fois, dit-on à la DATAR, on sort des microproujets de canton pour mobiliser quatre régions, cinq

départements, des centaines de communes et 300 000 habitants. »

Un tel projet est l'aboutissement d'une vieille idée obstinément poussée depuis un quart de siècle par un enseignant aveyronnais qui a paré sur son terroir plutôt que d'aller briller dans les salons parisiens. Christian Bernad, directeur du collège de Decazeville, créa en 1969 une association se donnant pour objectif de développer l'économie locale à partir de la mise en valeur de la rivière. Autrefois axe de vie majeur, le Lot n'était plus à l'époque qu'un gisement de graviers, un déversoir d'eaux usées et un escalier de méga et de micro-centrales électriques. L'exploitation touristique, pensait M. Bernad et ses amis, apporterait une valeur ajoutée autrement plus importante que ces activités primaires et quasiment « de cueillette ».

UN ÉPAIS BROUILLARD

Douze ans après, en 1981, une entente interdépartementale (Lozère, Cantal, Aveyron, Lot, Lot-et-Garonne) vint épauler l'association de ses finances, de 300 000 francs d'établissement public et de celle, plus politique, de son président, Jean François-Poncet, puissant baron aquitain. Puis, en 1986, un ingénieur de l'équipement du Lot eut l'inspiration décisive : pour que la rivière fournisse un rendement touristique maximum, il ne fallait pas seulement l'offrir à la contemplation ou à la baignade, il fallait la rendre navigable. Bien que fort sceptique, Maurice Faure, alors maire de Cahors et président du conseil général, se laissa forcer la main. Avec 37 millions de francs d'investissement, on ouvrit la rivière sur 65 kilomètres dans son département. Tandis que les services de l'équipement rénovaient les vieilles écluses, la chambre de commerce de Cahors réalisait trois ports et appâtait les loueurs de péniches. Les maires, de leur côté, aménageaient des haltes nautiques, offraient dans la végétation trop épaisse des « fenêtres de vision » et balisaient des randonnées en boucle partant de la rivière. Les investisseurs privés, pour leur part, construisaient des chambres d'hôtel et bricolèrent des gîtes ruraux.

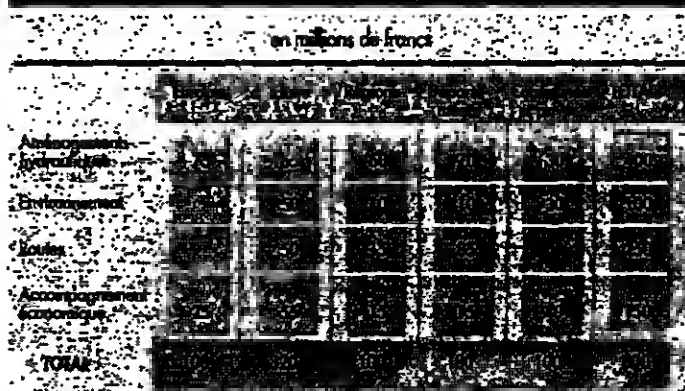
Résultat : un an après l'inauguration du nouveau Lot navigable, on y comptait 78 bateaux et on calculait que les touristes fluviaux - pour les deux tiers des étrangers - avaient laissé plusieurs millions de francs dans les restaurants et les commerces locaux. Interrogés, ils exprimaient leur satisfaction et

leur désir de revenir pour explorer, cette fois, l'intérieur du département.

C'est cette démonstration-là qui a convaincu les pas dubitatifs. Pourquoi ne pas appliquer la même thérapie à l'ensemble du bassin qui se languit ? Déjà le Lot-et-Garonne y a recouru : une écluse est en construction sur le barrage électrique de Castelnaudon et, pour l'été 1994, la rivière sera navigable sur 70 kilomètres à partir de son confluent avec la Garonne. « Nous prouvons la maîtrise en marche », dit Jean François-Poncet.

C'est sous son impulsion qu'un

Financement du projet



projet global a été rédigé par l'association et l'entente interdépartementale. Il propose de rendre le Lot accessible aux navigateurs sur la quasi-totalité de son parcours entre la Lozère et le Lot-et-Garonne. De la source au confluent garonnais, canoëistes et kayakistes s'en donneront à cœur joie à condition de faciliter le passage au niveau des barrages. Dans la partie basse, de Decazeville à l'Aligou, sur 280 kilomètres, ce sont des unités mesurant jusqu'à 30 mètres qu'on espère. Les travaux hydrauliques seront accompagnés de multiples actions : épuraison renforcée des eaux, aménagement des routes longeant le Lot pour desservir les ports et les haltes, aides aux particuliers investissant dans l'hôtellerie, les gîtes ruraux et les terrains de camping, coups de pouce aux petites entreprises qui seraient tentées de profiter du mouvement général. C'est ce qu'à Bruxelles on appelle un « projet intégré ». Total des investissements nécessaires : 1,7 milliard de francs.

Le document, solide, argumenté, bien illustré est arrivé sur le bureau de Charles Pasqua, qui y a jeté un coup d'œil et s'est enthousiasmé. En toute hâte, on a décidé d'accep-

ter la première tranche des travaux, soit 800 millions de francs, et de le faire savoir en ajoutant 19 lignes au discours d'Edouard Balladur pendant pour le Rouergue. Reste à présent à concrétiser ces belles intentions. Or le « projet Lot » ressemble à la vallée certains jours d'hiver. Un épais brouillard en couvre les fonds alors que les plateaux d'alentour sont au soleil. Le tracé général du cours d'eau en est souligné, comme mis en scène, mais tous les détails sont noyés dans une brume humide et parfois verglaçante. Pour l'heure, aucun document n'a été signé entre les différents partenaires du projet, et aucun personnage compétent, diplomate, indépendant des influences locales, n'a été nommé pour le « mettre en musique ». Or l'intérêt même du programme - il enjambe d'innombrables frontières administratives - est aussi son talon d'Achille. Les forces centrifuges sont à l'œuvre. Les élus du Lot, par exemple, majoritairement à gauche, qui disposent déjà de leur portion navigable et qui sont préoccupés par l'arrivée chez eux de l'autoroute nord-sud A 20, estiment que le projet balladurien n'est pas pour eux une priorité.

Aussi Christian Bernad, président de l'association, Pierre Riou, président de l'entente interdépartementale (et vice-président UDF du conseil général de l'Aveyron), et Jean François-Poncet (qui

Des spéculateurs japonais se retirent de leurs châteaux d'Ile-de-France

LA SOCIÉTÉ Nippon Sangyoo, propriétaire en France de plusieurs châteaux et demeures historiques, cherche à vendre l'ensemble de ses biens immobiliers, qu'elle n'a pas pu rentabiliser comme elle le souhaitait en raison des contraintes imposées par la loi sur les monuments historiques et par les réglementations d'urbanisme. Une de ces propriétés est le château de M^{re} du Barry à Louveciennes (Yvelines), classé monument historique le 26 décembre 1994 à la demande du maire, Pierre Lequilletier (UDF-PR), inquiet de l'état d'abandon dans lequel il était laissé.

Comme ils l'avaient fait deux ans auparavant au château de Sully à Rosny-sur-Seine, toujours dans les Yvelines (Le Monde du 9 octobre 1992), les propriétaires ont démantelé le mobilier et les éléments de décoration du château de Louveciennes, construit à la fin du XVIII^e siècle par Louis XIV et agrandi en 1769 par M^{re} du Barry. Le 10 novembre 1994, le service départemental de l'architecture des Yvelines demandait au maire de mettre à l'abri des boisseries du XVIII^e siècle, démontées et entreposées dans le parc, en attente d'un démantèlement qui n'avait pas été autorisé par le ministère de la Culture.

Cette péripétie a accéléré le classement, réclamé par les élus locaux et les habitants, du château qui jusqu'alors ne bénéficiait que d'une inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Le décret du Conseil d'Etat instituant ce degré élevé de protection pour le bâtiment et son parc condamne irrémédiablement les projets immobiliers qui pouvaient nourrir la Nippon Sangyoo à Louveciennes, et explique la soudaine mise en vente de la propriété.

PROCÉDURE JUDICIAIRE

« Quand les Japonais ont acquis la propriété en 1990, nous avions compris qu'ils avaient en projet une sorte de chaîne hôtelière », se souvient Pierre Lequilletier, qui s'emploie aujourd'hui à faire racheter le château par l'Etat. Mais leur projet a été freiné par la crise économique et par le droit de l'urbanisme en vigueur en France. « Ces gens méconnaissaient visiblement les réglementations, et à mon avis, ils se sont retrouvés avec des propriétés coûteuses à entretenir sur les bras. Leurs tentatives de spéculation n'ayant pas abouti, ils ont essayé de vendre le mobilier et les œuvres d'art pour rentrer dans leurs fonds », suggère le maire, qui a appris par un agent immobilier - lequel s'enquerra au passage de la possibilité de louer une partie du parc en échange de la cession à la commune du château lui-même - la mise en vente simultanée de plusieurs propriétés de la Nippon Sangyoo.

Ce retrait de la société japonaise, dont les activités vont du transport maritime à la publicité en passant par l'immobilier et les salles de jeux, coïncide avec l'aboutissement d'une procédure judiciaire déclenchée en juin 1992 par une plainte du préfet des Yvelines, déposée à la suite de la disparition d'une statue du parc de Rosny. Le procureur de la République de Versailles avait ouvert une information pour « destruction, mutilation, dégradation d'un immeuble ou d'un objet mobilier classé ou inscrit » : le gendre du milliardaire japonais propriétaire de la Nippon Sangyoo, Jean-Paul Renard, et un antiquaire britannique, John Drummond-Shaw, avaient été à l'époque incriminés de dégradation et de modification d'immeuble classé. Cette procédure était sur le point d'aboutir à un renvoi devant le tribunal correctionnel lorsque, début janvier, l'avocat de la société, M^{re} Jacques Vergès, a soulevé des motifs d'annulation de la procédure, sur lesquels la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles doit se prononcer dans les semaines à venir.

Pascal Sauvage

COMMENTAIRE

PARIS

À LA RESCOURS

LA DÉCENTRALISATION porte en elle-même ses paradoxes. Après avoir tant réclamé l'allègement de la tutelle préfectorale et du poids des bureaux parisiens, des élus qui avaient bataillé pour acquiescer cette liberté semblaient aujourd'hui en avoir peur. Voilà en effet que, dans le Sud-Ouest, ils éprouvent le besoin d'appeler la DATAR à l'aide pour être mieux encadrés, mieux écoutés, mieux relayés. Une aubaine pour tous les jacobins - et ils sont nombreux encore - qui « tiennent » les ministères et dirigent les associations de hauts fonctionnaires.

Que les maires et conseillers généraux impliqués dans l'aménagement du Lot veuillent, dans un soubresaut de défiance de l'action publique, n'avoir en face d'eux qu'un seul représentant de l'Etat, rien n'est plus judicieux, d'autant que le gouvernement - et peut-être Bruxelles - mettra beaucoup d'argent au pot. Mais qu'on demande la désignation d'une per-

sonnalité de poids nommée par le premier ministre ou par Charles Pasqua, sur le modèle d'un Paul Delouvrier ou d'un Pierre Racine, qui prirent en charge jadis l'organisation de la région parisienne et de la côte languedocienne, c'est à la fois illogique et imprudent. C'est ouvrir la voie à toute une dérive de dessaisissement administratif, politique, juridique et financier. Bref : torpiller la décentralisation. Les préfets de région, en l'occurrence celui de Midi-Pyrénées, sont parfaitement à même de remplir ces fonctions de coordination, à l'instar de ce que font certains de leurs collègues lorsqu'il s'agit, par exemple, de la politique de la montagne (Alpes, Pyrénées, Massif Central) à cheval sur plusieurs régions. La toute nouvelle loi sur le développement du territoire prévoit en outre, dans son article 81, des dispositions très précises pour favoriser la création d'ententes inter-régionales sous forme d'établissements publics. L'affaire du Lot pourrait fournir un excellent banc d'essai.

François Grosrichard

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO SPÉCIAL CLASSES PRÉPAS

Le point complet sur la réforme des classes prépas en vigueur dès la rentrée prochaine.

Dans ce numéro :

- Les modalités d'inscription et le classement des lycées selon leur niveau de recrutement réalisé par « le Monde de l'éducation ».

FÉVRIER 1995 - 25 F

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

■ **FUTUROSCOPE** : depuis le 1^{er} février, le Futuroscope de Poitiers est ouvert toute l'année. Le parc européen de l'Image (plus de deux millions et demi de visiteurs en 1994) - présidé par René Monory (CDS), maire de Loudun, président du conseil général de la Vienne et du Sénat -, observait jusqu'à maintenant une pause hivernale. Fort du succès sans cesse croissant enregistré depuis sa création et de l'augmentation substantielle des réservations (700 000 contre 400 000 l'an passé à la même époque), le parc sera donc ouvert sans interruption. Au plus fort de la saison, le Futuroscope emploie 1 500 personnes. (Corresp.)

■ **POITIERS** : entièrement conçues et fabriquées par l'usine SART de Poitiers, deux batteries au lithium vont alimenter Centaure, le deuxième étage de la fusée Titan 4, concurrente d'Ariane, lors d'un vol prévu début avril. Un Hercules C 130 de l'US Air Force est venu en prendre possession récemment sur l'aéroport de Poitiers-Miard. Ces deux batteries, d'un poids de 38 kilos chacune, qui valent « plusieurs millions de francs l'unité », précise la société, voyageront congelées à -18 degrés. L'entreprise poitevine avait été sélectionnée il y a six ans, au terme d'un appel d'offre international, en l'emportant sur deux sociétés américaines. (Corresp.)

■ **TARN** : le Sivom du pays valais et La Poste ont conclu le 1^{er} février un partenariat qui permettra d'assurer un service de repas à domicile aux personnes âgées de cette petite région du Tarn. Le canton de Valre offre un nouvel exemple de la diversification du service postal, qui permet aux élus locaux d'assurer à leurs administrés des conditions de vie susceptibles de freiner la désertification rurale. Les repas seront confectionnés par la cuisine de la maison de retraite ou du restaurant municipal des deux bourgs du canton, pour être livrés avec la même régularité que le courrier, soit six jours sur sept toute l'année. (Corresp.)

SANTÉ Une « note d'étape » de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) remet ces derniers jours à Simone Veil éclair d'un jour nouveau l'affaire des hôpitaux uni-

versitaires de Strasbourg. Elle ne retient en effet pas d'éléments à charge contre les trois responsables hospitaliers mis en examen dans cette affaire, MM. Claude-Guy Char-

lotte, Daniel Nicolle et Jean-Paul Gausserand. ● RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX. Cette note établit que l'information judiciaire ouverte contre les responsables des hôpi-

taux universitaires reposait, en réalité, uniquement sur la base d'un rapport des renseignements généraux contenant un certain nombre d'informations « infondées ». ● MAR-

CHÉS. En revanche, les enquêteurs de l'IGAS n'excluent pas qu'il ait pu se produire des « faits délictueux » dans le domaine de la passation de certains marchés.

Un rapport de l'IGAS relance l'affaire des hôpitaux de Strasbourg

Une « note d'étape » ne retient pas d'éléments à charge contre le directeur des hôpitaux universitaires de la capitale alsacienne, toujours mis en examen et suspendu de ses fonctions

STRASBOURG
de notre envoyé spécial
Deux mois après sa mise en examen pour « corruption passive, favoritisme, abus de confiance, faux et usage de faux », Claude-Guy Charlotte, directeur général des hôpitaux universitaires de Strasbourg, ne cherche plus à cacher ses blessures. Rassuré quant à l'état de son système cardio-vasculaire, cette forte personnalité, hier intouchable, du paysage hospitalier national prend, au fil des jours, la mesure de la faiblesse de certaines carrières administratives. Sous contrôle judiciaire, et donc condamné à l'inactivité dans son appartement de fonction du quai Saint-Nicolas, il dit sa colère et réclame justice. M. Charlotte n'a pas encore fait le deuil de ces jours noirs de décembre qui l'ont vu placé en garde à vue, mis en examen avec deux de ses collègues et sommé de répondre par le menu sur son train de vie « pharaonique », son appétit pour la bonne chère, les vrais cigares et les eaux-de-vie de son Sud-Ouest natal.

Le 2 décembre, à l'initiative d'Edmond Stenger, procureur de la République de Strasbourg, les hôpitaux universitaires de la ville étaient investis par les forces de gendarmerie, procédant à une série de perquisitions dans l'établissement ainsi que dans les logements de fonction de certains agents de direction. On plaça alors en garde à vue, outre M. Charlotte, Daniel Nicolle, ancien directeur général adjoint (et depuis directeur général du CHRU d'Amnéville) et Jean-Paul Gausserand, directeur des affaires juridiques et des ressources humaines. Une information judiciaire était ouverte le 4 décembre

et l'affaire confiée à Sophie Thomann, juge d'instruction. Cette dernière suivait les réquisitions du parquet sans toutefois décider la mise en détention provisoire de ces trois cadres hospitaliers. Dès le 5 décembre, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, demandait qu'une inspection générale soit diligentée aux fins d'examiner « la gestion financière, les conditions de passation des marchés, les dépenses logistiques et d'administration générale, le fonctionnement de l'équipe de direction et les conditions d'exercice de la tutelle ». L'IGAS (inspection générale des affaires sociales) se voyait ainsi confier une enquête parallèle à l'instruction de M^{me} Thomann.

Une « note d'étape » présentée par Roger Linsolas et François Romaneix, membres de l'IGAS, vient d'être remise à M^{me} Veil. Dans l'attente des prochaines conclusions judiciaires, ce document fournit une première et inédite synthèse de « l'affaire des hôpitaux de Strasbourg ». Au terme d'une série d'investigations et d'entretiens avec M. Delpon, préfet de région, Catherine Trautmann, maire de Strasbourg et présidente du conseil d'administration de l'établissement hospitalier, les responsables de la DRASS du Bas-Rhin, de la DRASS d'Alsace, de la chambre régionale des comptes, du parquet, des renseignements généraux et des hôpitaux universitaires, les enquêteurs de l'IGAS aboutissent à une série de premières conclusions qui ne retiennent pas d'éléments à charge contre les trois personnes mises en examen.



« Il est aujourd'hui acquis que le 2 décembre 1994 au matin le rapport établi par les renseignements généraux, ou début de l'année 1994, constituait la seule et unique base de l'opération menée par le procureur de la République », précisent les enquêteurs de l'IGAS, qui soulignent que ce document de mai 1994 avait été remis en son temps aux cabinets de M^{me} Veil et de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé. Au chapitre du « train de vie » des personnes mises en examen, le rapport de l'IGAS précise : « Il n'est pas question ici d'évoquer certains points, anecdotiques et pour la plupart infondés, relevés par le rapport des renseignements généraux. A l'inverse, les repas, réceptions et bon-

quets d'une part, les logements de fonction d'autre part (...) révèlent (...) les abus éventuels que peut induire le domaine mal défini et peu réglementé des avantages en nature dont bénéficient les directeurs d'établissement hospitalier. Précisant qu'il appartiendra au ministère d'en tirer les conséquences pour fixer des règles et des normes plus restrictives, les enquêteurs relèvent néanmoins que « des abus ont certes existé ». Mais ils ajoutent que, à ce point de l'enquête, il serait « mal venu » d'en préciser l'étendue. Selon les inspecteurs de l'IGAS, « il convient cependant de ne pas se livrer à des amalgames rapides et réducteurs entre les nombreux repas - sables et ordi-

naires - suivant des réunions internes ou externes de travail et les quelques cérémonies organisées par les hôpitaux universitaires de Strasbourg pour des motifs pouvant être légitimes (...) L'inventaire des éléments du train de vie étant fait (...) l'appartenance à la justice de déterminer si les éventuels abus relèvent d'une qualification pénale ou s'ils sont seulement passibles de sanctions administratives ».

Le chapitre au prime abord le plus important est celui consacré à la passation des marchés, « domaine le plus sensible et a priori celui pouvant le plus sûrement révéler des faits éventuellement qualifiés de délictueux », précise la note de l'IGAS, qui ajoute que « la passation de certains marchés avait paru suspecte aux renseignements généraux : Sanecco, CGEM, CRTS notamment. Les premières investigations ont mis en exergue quelques autres marchés sur lesquels il convient de s'interroger ». Mais, ajoutent les inspecteurs, l'absence de dossiers complets dans les services, à la suite des saisies auxquelles a procédé et continue de procéder la gendarmerie, ne permet pas facilement d'accéder à l'information et de vérifier les supputations des interlocuteurs de la mission. « En l'état actuel des recherches et des renseignements recueillis, insistent-ils, rien ne laisse supposer qu'il y ait eu, à l'occasion de la passation des marchés, enrichissement personnel ou profit détourné pour le compte d'une œuvre ou d'un organisme quelconque. La mission n'en étant qu'au stade initial de ses investigations, il est hors de question d'en tirer des conclusions définitives ». M^{me} Veil a suivi les recommandations de l'IGAS, qui proposait de

réintégrer M. Nicolle dans ses fonctions directrices au CHU d'Amnéville, « compte tenu des mesures de contrôle judiciaire », de maintenir, contre l'avis du Syndicat national des cadres hospitaliers, les mesures de suspension pour MM. Gausserand et Charlotte.

Jean-Yves Nau

Exploitation politique et médiatique

Les conclusions d'une enquête de l'IGAS peuvent-elles avoir des conséquences sur l'action de la justice ? « La mission, écrivent les enquêteurs de l'IGAS, est consciente de l'exploitation politique et médiatique qui pourra être faite du traitement différencié [des trois responsables mis en examen] pour le constater, soit comme une anticipation d'un non-lieu, soit comme une reconnaissance de la culpabilité avérée de MM. Charlotte et Gausserand. Outre que nul ne peut maîtriser ces désharmonies, il est indéniable qu'ils [MM. Nicolle, Charlotte et Gausserand] sont placés dans une situation différente, la levée de suspension de M. Nicolle ne le conduisant pas à réintégrer les hôpitaux universitaires de Strasbourg, contrairement à MM. Charlotte et Gausserand. »

Pour sa part, le syndicat national des cadres hospitaliers estime que les conclusions de l'IGAS « démontrent clairement l'absence d'anomalies dans la gestion des hôpitaux universitaires de Strasbourg ».

De l'amiante dans les locaux de la caisse primaire d'assurance-maladie de Nancy

Les cinq cents agents devront peut-être déménager

NANCY
de notre correspondant
La caisse primaire d'assurance-maladie de Nancy se trouve confrontée à un problème sanitaire qui risque d'avoir de lourdes répercussions financières. De l'amiante, de variété crocidolite, est présente dans le flocage des poutres métalliques qui constituent l'armature du bâtiment. Construit en 1968 en plein cœur de Nancy, boulevard Joffre, l'immeuble abrite 500 agents sur une surface de 11 000 m².

Lorsqu'il a pris ses fonctions, il y a un peu plus de deux ans, Jean-Louis Petit, directeur de la CPAM, avait noté la présence de ce matériau destiné à renforcer la résistance au feu des poutres métalliques et posé à la demande des assurances à l'époque de la construction. Sensibilisé à ce problème par l'affaire du lycée professionnel La Rochette de Gérardmer, où six décès d'enseignants avaient été constatés après des cancers du poumon, M. Petit a alerté l'autorité compétente, les ingénieurs de prévention de l'assurance maladie et saisi le comité d'hygiène et de sécurité.

Les résultats d'une analyse du flocage réalisée par le laboratoire inter-régional de chimie de l'Est laissent apparaître une teneur d'amiante dans ces fibres à hauteur de 8 à 10 %. Pour l'instant, le matériau n'est pas en contact avec l'air ambiant, car le flocage est emprisonné dans de la laine de verre, derrière des faux plafonds et des cloisons. Toutefois, tout risque n'est pas écarté, ce flocage présentant la particularité de se déliter au fil des ans et, en se dégradant, de dégager des particules d'amiante.

Pour évaluer ce risque, cinq capteurs ont été disposés dans le bâtiment. Ils mesureront la teneur d'amiante dans les poussières en suspension. En attendant le résultat, il est interdit d'ouvrir les faux plafonds. Pour l'instant, une seule fibre d'amiante aurait été découverte dans l'un des capteurs. Mais l'intention d'accéder aux gaines techniques pose

des problèmes de fonctionnement à la CPAM car c'est là que passent les canalisations d'eau et le système électrique.

VIVÉ ÉMOTION

L'annonce de la présence d'amiante dans les locaux a provoqué une vive émotion parmi le personnel. La CFDT a rappelé que « l'amiante est une roche dont les fibres peuvent provoquer par inhalation et par latence d'une quinzaine d'années des cancers de la plèvre ou des poumons » et que « le personnel de la CPAM est vraisemblablement exposé à ces fibres lors de travaux souvent effectués dans les faux plafonds ». Cette inquiétude est relayée par une rumeur faisant état de deux décès par cancer survenus au service du courrier. « Si le moindre doute apparaissait, j'engagerai une procédure pour maladie professionnelle », assure Jean-Louis Petit qui ajoute que les deux personnes décédées « étaient de gros fumeurs. Toutefois, pour l'une d'entre elles, la famille avance la thèse de la présence de fibres d'amiante. Nous allons ouvrir un dossier... ».

Mais le volet médical n'est pas le seul qui préoccupe la direction de la CPAM. Que faire de cet immeuble potentiellement dangereux dont les gaines techniques sont désormais inaccessibles ? « La caisse nationale d'assurance-maladie a été prévenue,

note M. Petit. Elle s'attend à la facture... ».

La note sera lourde. Plusieurs hypothèses sont envisagées. La première consiste à emprisonner l'amiante dans un composé de résine. Mais on craint que le flocage se détache, au bout de dix ans, on en soit au même point qu'aujourd'hui. La deuxième est un défilage et un reflocage avec un produit coupe-feu. Cette option aurait la préférence du directeur. « Cela présente l'avantage de définir, en plus, nous pourrions en profiter pour lancer un chantier de réaménagement interne de l'immeuble, pour revoir les canalisations, les réseaux électriques, le câblage et changer le matériel obsolète. » Coût du défilage-flocage : environ 8 millions de francs. Travaux de réaménagement : autour de 18 millions. La troisième hypothèse, c'est un déménagement pur et simple. « Mais aller trouver 11 000 m² de bureaux en centre-ville, à deux minutes de la gare, à un prix raisonnable », soupire Jean-Louis Petit. De toute façon, quelle que soit la solution retenue, elle va bouleverser pendant des mois le fonctionnement des services. Il faudra procéder par paliers, déplacer les services au fur et à mesure de la réhabilitation des locaux, éventuellement louer des locaux en ville. Mais il n'y a pas le choix.

Murielle Roux

L'IMMOBILIER
C'EST CHAQUE
MERCREDI daté JEUDI

dans

Le Monde

Un numéro vert pour une aide médicale gratuite

Près de 4 500 personnes ont déjà bénéficié de ce système lancé au printemps dernier

« L'EXCLUSION, c'est aussi l'absence de couverture sociale ou de ressources suffisantes, on n'ose plus aller chez le dentiste soigner une rage de dents. » Constatant la multiplication de telles situations, Igor Barrère, réalisateur d'émissions médicales pour la télévision, et Jacques Lebas, ancien président de Médecins du monde, ont eu, au printemps 1994, l'idée de mettre en service un numéro vert - le 05-23-26-00 - qui permet à toute personne en difficulté de se faire soigner. En l'espace de neuf mois, l'équipe de professionnels de santé qui anime RESO - comme Réseau d'accès aux Soins pour personnes en situation de précarité - a permis à près de 4 500 malades (RMises, chômeurs, fins de droits, jeunes sans emploi, sans domicile fixe), d'obtenir, gratuitement et indépendamment de leur situation administrative, un rendez-vous avec un médecin, de bénéficier des traitements et examens, voire, dans les cas les plus graves, de se faire hospitaliser.

« RESO s'adresse d'abord à tous ceux qui s'excluent d'eux-mêmes du système de soins, par peur d'en être rejetés », explique Fatima Kartout, médecin coordonnateur du réseau. C'est le cas de nombreux chômeurs âgés de moins de vingt-cinq ans (31 % des appels reçus par RESO). « Comme ils n'ont jamais travaillé, ces jeunes ont tendance à croire qu'ils n'ont droit à aucune protection sociale », observe M^{me} Kartout. Ils ne font de surcroît aucune démarche par peur de s'enfermer dans l'exclusion. « Un coup de téléphone anonyme à RESO suffit à lever ces obstacles administratifs ».

En fonction du degré de gravité de l'état de leur interlocuteur, les quinze professionnels de la santé qui tiennent bénévolement de 9 heures à 20 heures le standard de RESO choisissent la solution la plus adaptée parmi les 2 000 adhé-

rents du réseau : cabinets médicaux, hôpitaux, SAMU, travailleurs sociaux, institutions privées ou associatives (dispensaires de Médecins du monde ou de la Croix-Rouge). Tous secteurs confondus, environ 1 500 médecins ont adhéré à la charte de RESO, « sorte de serment d'Hippocrate où le mot "indigent" a été remplacé par celui de "démuni" », précise Igor Barrère, président du réseau. Suivant leur disponibilité, ces praticiens, généralistes ou spécialistes, acceptent ou non de recevoir gratuitement les patients. Un accord avec Pharmaciens sans frontières assure parallèlement la fourniture des médicaments prescrits.

« RESO s'adresse d'abord à tous ceux qui s'excluent d'eux-mêmes du système de soins par peur d'en être rejetés »

« Vous n'imaginez pas à quel point cela peut être important pour un malade d'obtenir une consultation... comme tout le monde », affirme Fatima Kartout. Et de citer ce malade louant une chambre de bonne du XVI^e arrondissement de Paris, et pour lequel RESO avait obtenu un rendez-vous chez un docteur du quartier : « Il était tellement angoissé à l'idée de se retrouver dans la salle d'attente qu'il m'a appelé à trois reprises avant d'y aller... ».

Cette première prise de contact donne à l'équipe de RESO une occasion inespérée de réexaminer la couverture sociale dont peuvent

bénéficier les malades. « La plupart de nos patients ont déjà des droits, mais, compte tenu de la complexité du système, ils ne parviennent pas à les faire valoir et finissent par se décourager », constate encore Fatima Kartout. A charge alors pour les travailleurs sociaux adhérents de la charte de se dépêtrer au milieu des 3 600 systèmes de protection sociale existants, qu'ils, en dernier ressort, à négocier l'attribution de l'aide médicale gratuite.

« Beaucoup de nos interlocuteurs n'ont pas de protection sociale complémentaire, alors même qu'ils ne peuvent pas supporter financièrement le ticket modérateur ou le forfait hospitalier, encore moins prendre en charge la part non remboursée de certains traitements, tel l'achat de lunettes ou de prothèses dentaires », assure le médecin-coordonnateur de RESO. S'agissant des jeunes, l'octroi de cette aide médicale constitue aussi un pas vers l'« autonomie » - « leur citoyenneté », préfère Fatima Kartout - dans la mesure où les services sociaux ne leur accordent pas spontanément cette prise en charge, sous prétexte qu'ils habitent encore chez leurs parents.

A Paris, ce réseau d'accès aux soins a déchargé les services du SAMU, qui transmettent sur RESO quelque 40 % de leurs appels : « Nous récupérons ainsi les patients relevant de la médecine ambulatoire. » En province, le réseau a multiplié les nombreuses initiatives locales imaginées par les médecins. « En brisant la solitude des malades, nous évitons aussi que leur santé n'empire et que cela finisse par coûter plus cher à la collectivité en frais d'hospitalisation... ».

Valérie Devillechabrolle

* RESO, numéro vert : 05-23-26-00, siège social : hôpital Necker, 149, rue de Sévres, 75015 Paris.

سكس مواليد

Droits devant installe ses « échanges de savoirs »

L'association de la rue du Dragon veut établir, avec trois secteurs, « solidarité », « université » et « création », un front contre l'exclusion

Plusieurs centaines de personnes ont participé, dimanche 5 février, devant l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris, à un rassemblement organisé par l'association Droits devant, créée par Droit au logement. Dans les

bâtiments de la Cogedim du 7, rue du Dragon, occupés par une soixantaine de familles depuis décembre 1994, se met progressivement en place l'université ouverte » soutenue par les professeurs Albert Jacquard et

Léon Schwarzenberg, Mgr Jacques Gaillot et le chanteur Jacques Higelin. Organisés autour de trois pôles – solidarité, université, création –, ces « échanges de savoirs », qui débuteront dans les prochains jours, ambitionnent de re-

nouveler les actions contre l'exclusion. L'association, qui vient de lancer un appel aux associations et aux organisations syndicales, doit également régler une délicate question de financement de ces projets.

« S »OLIDARITÉ, « u »NIVERSITÉ, « c »RÉATION : le « suc », en somme, d'une nouvelle citoyenneté voulue par Droits devant... Ce sont les intitulés des trois pôles institués en son sein par l'association de la rue du Dragon (Paris-6), pour établir « un front contre l'exclusion ». Cette initiative était prévue par son manifeste, élaboré par les quatre coprésidents (les professeurs Albert Jacquard et Léon Schwarzenberg, Mgr Jacques Gaillot et le chanteur Jacques Higelin) et signé, au départ, par une centaine d'intellectuels et d'artistes. Ce texte soulignait : « L'objectif est de mener une action concrète pour soutenir la cause des relégués de la vie et de ceux qui en prennent le chemin », « avant que ne se généralise la commission déshumanitaire, la résignation déshumanitaire et la société de barbarie ».

Respectivement animés par Jean-Baptiste Eyraud, Annie Pource et Jean-Claude Amara, autour d'un secrétariat général dirigé par Philippe Chavance – quatre responsables de Droit au logement (DAL), fondateur de Droits

devant –, les secteurs solidarité, université et création, mis en place en quelques semaines, doivent fonctionner de façon transversale, afin de favoriser le brassage de toutes les couches sociales.

EXISTENCE RECONNUE

« Il s'est agi, indique Jean-Claude Amara, de structurer un contre-pouvoir ressortissant à la société civile et s'opposant à une prévisible catastrophe sociale. Nous canalisons, d'une certaine manière, une éventuelle explosion de violence. »

En autorisant pour la première fois, dimanche 5 février, un rassemblement public de Droits devant, place Saint-Germain-des-Prés – celui des 28 et 29 janvier, boulevard Saint-Germain, avait été solidement encadré par les CRS –, le gouvernement a au moins reconnu l'existence de l'association, bien que celle-ci occupe toujours illégalement l'immeuble de la Cogedim... De fait, le pouvoir en place ne peut guère se permettre de juguler ce mouvement naissant, sous peine d'apparaître

sous un jour répressif en pleine campagne présidentielle. Les responsables de Droits devant le savent, conscients aussi qu'ils devront être devenus incontournables au lendemain du 7 mai. Une course de vitesse est en quelque sorte engagée et l'association cherche à recueillir un maximum de concours, d'appuis non politiques.

MANIFESTATION DÉBUT AVRIL

Dans un appel récemment adressé aux « associations et syndicats », ses coprésidents assurent : « Il nous paraît vital de mettre en place une initiative qui concrétise cette volonté de refuser la fracture sociale irrémédiable, avant les élections présidentielles, qui sont une échéance déterminante pour notre avenir. Elle pourrait prendre la forme d'une manifestation nationale début avril [à Paris], ayant pour thèmes : pour les droits et l'égalité, contre les exclusions et la précarité. »

Des rendez-vous sont demandés aux grandes organisations syndicales, mais pas aux partis,

Droits devant étant « décidé à dépasser les clivages politiques ». Du reste, l'association, si elle ne refuse pas le « soutien unilatéral » de personnalités politiques, n'autorise pas, dans ses rassemblements, des prises de parole politiques.

« SOLIDARITÉ » – C'est le secteur « anti-exclusion » par excellence. Des associations comme le GRAL (une soixantaine de travailleurs sociaux spécialisés dans les problèmes de logement), DAL, le comité des sans-logis (CDSL), ACI et APEIS (contre le chômage et pour le droit au travail) ont déjà établi des permanences pour aider les personnes défavorisées.

Toutes les formes de lutte seront représentées : pour la santé, l'emploi, le logement social, les libertés publiques, contre le racisme, la discrimination, le sida, etc. Médecins, psychologues, avocats, juristes apportent leurs compétences.

Une place particulière est faite, aux côtés des grosses organisations, aux petites associations de banlieue. Des ateliers sont créés : écriture, soutien scolaire, alpha-

bétisation, gestion, comptabilité, secrétariat, informatique...

« UNIVERSITÉ » – Les responsables de Droits devant ont abandonné la dénomination « université populaire », pour lui préférer les appellations « université ouverte » ou « échange de savoirs ». Conférences-débats, cycles, assises (dont celles de Droit au logement les 18 et 19 février) sont organisées. Des philosophes, comme Cornelius Castoriadis et Michel Serres, des sociologues, comme Pierre Bourdieu et Serge Paugam, des écrivains, comme Gilles Perrault et Annie Ernaux, des universitaires, des chercheurs, des éditeurs, des économistes des universités, etc., ne viennent pas donner des cours magistraux mais tentent de faire s'exprimer leurs auditoires.

« CRÉATION » – C'est sans doute le pôle qui est actuellement le plus effervescent. Jean-Claude Amara recense cinquante-deux projets. La première pièce de théâtre, *La Tragédie bosniaque*, de Pierre-François Jancris, doit être jouée dans la première quinzaine de mars. Sous le préau de l'ancien Cours Désir, groupes et troupes répètent. Un collectif d'une quinzaine de disciplines (musique, théâtre, chanson, vidéo, photographie, graphisme, arts plastiques...) est en voie de constitution.

Droits devant entend notamment créer un journal télévisé, avec l'association L'Œuvre ouverte et le réalisateur Raoul Sangla, un journal de presse écrite, une maison de production et une troupe d'enfants venus des squats. Artistes de rue et de scène se côtoient, et des comédiens et chanteurs, qui n'étaient pas jusqu'ici au premier-plan des « spectacles humanitaires », sont cette fois sur le terrain, comme Josiane Balasko, Barbara, Guy Bedos, Richard Bohringer, les Rita Mitsouko, MC Solar, Véronique Sanson...

LE NERF DE LA GUERRE

L'écueil majeur auquel Droits devant risque d'être confronté est évidemment celui du financement. Un demi-million de francs a déjà été engagé pour la rénovation des locaux, mais le coût total est estimé à un million de francs. Pour des sommes allant de 100 000 à 120 000-130 000 francs, l'association a reçu les apports d'Agnes B. (habillement et galeries d'art), de la Fondation abbé Pierre pour le logement des personnes défavorisées, d'un gala de la troupe Tapa s'emballent, et Jacques Higelin, eo concert (à guichets fermés) le 20 février au Cirque d'Hiver, versera un cachet identique.

Mais, Droits devant compte surtout sur des adhésions. De plusieurs centaines aujourd'hui, leur nombre doit rapidement passer à quelques milliers pour que le mouvement de la rue du Dragon puisse, comme il le souhaite, adopter sa « vitesse de croisière » dès le 1^{er} mars. L'argent sera, là aussi, le nerf de la guerre, s'agissant cette fois, comme ne cesse de le répéter l'abbé Pierre, de « la guerre contre la misère ».

Michel Castaing

Mgr Gaillot s'en prend à la mouvance traditionaliste de l'Eglise

TROIS SEMAINES après sa ré-vocation de l'évêché d'Evreux, Mgr Gaillot passe à la contre-offensive et met en cause l'évolution de l'Eglise catholique vers une sorte de traditionalisme sans « lefebvriste » (du nom de Mgr Lefebvre, chef de la minorité conservatrice au concile Vatican II, excommunié par Jean-Paul II en 1988). Dans un entretien à l'hebdomadaire italien *L'Espresso* et dans l'émission « 7 sur 7 », dimanche 5 février sur TF1, il s'en est pris à un certain nombre de mouvements d'Eglise qui auraient, selon lui, obtenu sa démission.

Il a cité l'Opus Dei, les Associations familiales catholiques (AFC), l'hebdomadaire *Famille chrétienne*, ainsi que « la sphère traditionaliste du Barroux » (du nom du monastère situé dans le Vaucluse et dirigé par Dom Gérard Calvet, bénédictin lefebvriste, réconcilié avec Rome en 1989). « Ils s'étaient juré d'avoir ma peau. Ils l'ont eue », a estimé Mgr Gaillot, pour qui de telles pressions expliquent la « disproportion » entre ce qui lui est reproché par le Vatican et « la sanction gravissime et rare » qui le frappe. Il a également reproché à son compte les rumeurs, démenties par M. Pasqua, selon lesquelles le ministre de l'Intérieur se serait plaint à Rome du livre écrit par l'ex-évêque d'Evreux contre sa politique d'immigration.

Estimant que le Vatican est incapable de « se défendre », il a regretté que les évêques français ne l'aient pas davantage soutenu et n'aient pas servi de « contrepois » pour s'opposer au recentrage « identitaire » de l'Eglise et « au recul par rapport au concile Vatican II ». Mgr Gaillot a de nouveau exprimé le souhait d'une assemblée plénière extraordinaire de l'épiscopat pour « prendre la mesure de ce qui se passe dans l'Eglise de France ». « Il est vrai que j'ai été longtemps rebelle, mais il est important que l'Eglise reste ouverte aux questions posées par la modernité », a-t-il expliqué.

Le mouvement de solidarité autour de l'ancien évêque d'Evreux continue son action. A l'issue d'une marche d'une quinzaine de jours, reliant quatorze villes en France, le collectif Evreux sans frontières a rassemblé près de 500 personnes, samedi 4 février à Paris, au Trocadéro. Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, y a dénoncé « le système bureaucratique et totalitaire » du Vatican. 100 000 signatures ont été recueillies. Le journal *Colas* (BP 4034, 69615 Villeurbanne Cedex) a publié un numéro spécial sur « le complot des intégristes », dans lequel il explique comment la hiérarchie catholique se serait appuyée sur « ses lobbys conservateurs » pour obtenir la ré-vocation de Jacques Gaillot. Il a aussi créé le réseau C4 (Coordination pour plus de liberté dans l'Eglise), dont la première campagne s'est traduite par l'envoi au Vatican de 30 000 cartes postales. Selon un sondage de la Sofres réalisé pour l'émission « 7 sur 7 » de TF1, 73 % des Français estiment « injustifiée » la sanction prise contre Mgr Gaillot (contre 15 %). 65 % des catholiques pratiquants réguliers sont de cet avis (contre 11 %).

Un lycéen meurtrier condamné à quatorze ans de réclusion

LA COUR d'assises du Finistère, présidée par Francis Debons, a condamné, vendredi 3 février, à quatorze ans de réclusion, un lycéen de Brest jugé pour assassinat. Alors âgé de 16 ans et demi, il avait tué, le 17 septembre 1993, d'un coup de pistolet à grenaille tiré à bout portant, un élève de son établissement scolaire, David Van Laere, du même âge que lui. Le drame s'était produit à midi, à la sortie du lycée Amiral-Ronach, à un arrêt de bus. Le meurtrier, qui devait se présenter de lui-même, le soir, au commissariat de police, a expliqué que David, jeune joueur de basket mesurant 1,94 mètre, l'avait injurié. Les débats ont eu lieu pendant trois jours à huis clos du fait de la minorité de l'accusé au moment des faits. C'est un jury populaire qui siégeait, mais, pour cette occasion, les deux magistrats assesseurs étaient des juges des enfants. (Corresp.)

■ INCENDIE : Cinq membres d'une même famille, dont deux adolescents et deux enfants, ont péri dans l'incendie de leur maison à Harnes, près de Lens (Pas-de-Calais), dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février.

Publicité

“Une loi vient d'être votée, qui donne aux citoyens et à eux seuls le pouvoir de financer la campagne du candidat qu'ils soutiennent. C'est en vertu de cette loi que je m'adresse à vous afin que vous m'apportiez votre aide.”

Edouard Balladur

Conformément à l'article 52-9 du Code électoral du 15 juin 1991, cette association, déclarée le 23 janvier 1995, est la seule habilitée à recueillir des dons en faveur de Monsieur Edouard Balladur dans les limites précisées à l'article 52-8 de la même loi reproduite ci-dessous : “Les dons consentis par une personne physique ou morale sont destinés à financer la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 30 000 F.” “Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.” “Tout don de plus de 1 000 F consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque. Le montant global des dons en espèces

faits au candidat ne peut excéder 20% du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 100 000 F en application de l'article L. 52-11. Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger.” “Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.” En application de la loi n°7817 du 06/01/1978, nous vous informons du caractère facultatif des réponses. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant communiquées par vous à l'Association pour le Financement de la Campagne Présidentielle d'Edouard Balladur.

J'apporte mon soutien à la campagne d'Edouard Balladur et je verse par chèque bancaire, postal ou mandat à l'ordre de AFICEB (Association pour le Financement de la Campagne Présidentielle d'Edouard Balladur), 84 rue de Grenelle 75007 Paris, la somme de

☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F ☐ 500 F ☐ Autre

L'attestation que je recevrai me permettra de déduire cette somme de mes impôts dans les limites autorisées par la loi.

JANV 1995

La justice des mineurs a...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

...de 1994 qui traitait les p...

Mgr Gaillot
s'en prend
à la mouvance
traditionaliste
de l'Eglise

La justice des mineurs a cinquante ans

Face à l'émergence d'une « délinquance d'exclusion », faut-il réformer l'ordonnance de 1945 qui instituait les juges des enfants ?

Cinquante ans après la Libération, la justice appliquée aux mineurs repose encore sur une ordonnance du 2 février 1945. Ce texte, dont on fête cette année le cinquantième anniversaire, proclame, au nom de la nécessaire protection de

l'enfance, la priorité de l'éducation sur la répression et crée la fonction de juge des enfants. Lors d'un colloque organisé mercredi 1^{er} et jeudi 2 février à la Sorbonne par la Protection judiciaire de la jeunesse, dirigée par Dominique

Charvet, magistrats, chercheurs et éducateurs se sont interrogés sur la pertinence de ce texte face à l'émergence progressive, depuis une dizaine d'années et notamment dans les banlieues, de la « délinquance d'exclusion ».

ILS ONT SURGI des contre-attaques du grand amphithéâtre de la Sorbonne avec des banderoles dans les bras et des confettis pleins les mains. Envahissant l'estrade bleue installée pour le colloque, les éducateurs en grève ont fêté le cinquantième anniversaire de l'ordonnance de 1945 avec fracas. « Aujourd'hui, l'esprit qui soufflait à la chancellerie, à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, n'est pas le même qu'en 1945, lançait Anne Leclerc, la secrétaire générale du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES-PJJ-FSU). Nous assistons à une régression sans précédent des valeurs humanistes qui étaient présentes lors de la création de l'éducation surveillée. » Entendant l'air de *Happy Birthday*, ils quittaient alors la salle en laissant derrière eux des pluies de confettis.

L'ordonnance de 1945, qui reste, aujourd'hui encore, le fondement de la justice des mineurs, est née à la Libération. Marquée par l'enthousiasme de cette époque « suspendue et intense », selon le mot de l'historien Jean-Pierre Rioux, ce texte a introduit dans le droit français une petite révolution. « A cette époque, lorsqu'un mineur était délinquant, le tribunal correctionnel fermait les portes, madifait légèrement sa composition et l'audience se terminait par un discours moralisateur et musclé en forme d'admonestation qui s'adressait à la fois à l'enfant et aux parents, se souvient Pierre Marquet, premier président honoraire de la cour d'appel d'Agde. Avec cette ordonnance, la France disposait enfin d'une véritable justice des mineurs. »

Au nom de la nécessaire protection de l'enfance, le texte de 1945 proclamait d'emblée la primauté de l'éducation sur la répression. Chargé de prononcer des mesures de protection, d'assistance, de surveillance, d'éducation ou de réforme, le tribunal des enfants ne doit faire appel qu'exceptionnellement aux sanctions pénales : interdites pour les mineurs de moins de treize ans, elles n'interviennent ensuite que lorsque « les circonstances et la personnalité du délinquant paraissent l'exiger ». Les mesures éducatives sont donc la règle, la peine, l'exception.

« Le mythe sous-tendu de cette ordonnance, observe le président de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille, Hervé Hamon, c'est que l'enfant, même s'il commet un acte de délinquance, n'est pas un délinquant. » La seconde innovation de l'ordonnance est l'instauration d'une authentique juridiction spécialisée. Alors que les mineurs relevaient quasiment du droit commun, l'ordonnance de 1945 invente le personnage du juge des enfants. Ce magistrat, qui revêt rarement sa robe — « mon juge », disent les adolescents —, est à la fois chargé de protéger les enfants en danger et de sanctionner les mineurs délinquants. « Ce sont en fait souvent les mêmes », explique le président du tribunal pour enfants de Paris, Alain Bruel. Pour la plupart des jeunes, les juges ouvrent donc un double dossier : un dossier civil d'assistance éducative, parce que le jeune est maltraité, et un dossier pénal, parce qu'il a commis des infractions. S'ils agissent ainsi, c'est tout simplement parce qu'ils se sont aperçus que le mal-faire s'inscrivait en général dans un mal-être. »

« Ce qui subsiste aujourd'hui de l'ordonnance, c'est un pari : celui de voir en tout enfant un sujet éducatif, que la violence ait été donnée ou subie. »

Depuis 1945, la justice des mineurs a profondément changé. Les derniers centres fermés ont disparu en 1979, les « mitars » des institutions en 1975. Au fil des ans, les mots, eux aussi, se sont transformés : à partir de 1980, les textes officiels ont cessé de parler de rééducation pour employer le terme d'éducation. Dix ans plus tard, la maison-mère a été débaptisée : en

L'évolution du nombre de mineurs incarcérés



Depuis les lois sur la délinquance de 1991 et 1993, le nombre de jeunes détenus a reculé.

1990, l'éducation surveillée héritée de l'après-guerre est devenue la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Enfin, l'incarcération des mineurs a été limitée par les lois de 1987 et 1989 : désormais, la détention provisoire est interdite pour les mineurs de moins de treize ans et réservée aux auteurs de crimes pour les jeunes de treize à seize ans.

Au fil des ans, les pratiques éducatives se sont elles aussi modifiées. « Dans les années 70, on considérait que le délit était un symptôme de détresse et qu'il fallait se concentrer presque exclusivement sur les problèmes rencontrés par le jeune », note Gisèle Fliche, directrice départementale de la PJJ du Loire-et-Cher. Aujourd'hui, on estime que le délit est un acte social dont il ne faut pas déposséder le mineur. A ne pas lui répéter l'interdit de la loi, on l'empêche de s'intégrer dans la communauté humaine. Les travailleurs sociaux n'ont jamais autant demandé au magistrat de rappeler la loi. Cette attitude explique sans doute en partie le succès des mesures de réparation. Consacrées par la loi en 1993, elles coexistent, pour les

jeunes délinquants, à exécuter des travaux auprès de la collectivité ou de la victime, le plus souvent à la demande des parquets.

Bousculée par la crise et le développement du chômage, la justice des mineurs navigue cependant dans des eaux de plus en plus incertaines. Dans les grandes villes, et notamment dans les banlieues, les magistrats ont ainsi vu apparaître peu à peu une véritable « délinquance d'exclusion ». « Les jeunes que nous connaissons constituent la seconde génération du chômage, remarque le président du tribunal pour enfants de Paris, Alain Bruel. La loi, pour eux, n'est pas un repère, ils ont l'expérience de l'économie de survie, et face à leur délinquance, leur environnement restreint manifeste souvent peu de réprobation. En fait, ces mineurs ne sont plus désadaptés : ils sont très bien adaptés à ce nouvel univers. »

Ces bouleversements justifient-ils une réforme de l'ordonnance mythique de 1945 ? Ceux qui militent en faveur de l'éducation craignent que cette réforme ne débouche sur un texte plus répressif. « Le contenu ne s'y prête pas », affirme Anne Leclerc, secrétaire générale du SNPES-PJJ-FSU. Aujourd'hui, les préoccupations centrées sur le tout sécuritaire détourneraient toute démarche d'amelioration. « En Grande-Bretagne, où les crimes d'enfants ont bouleversé l'opinion publique, le Criminal Justice and Public Order Act de 1994 a ainsi élargi les possibilités d'incarcération pour les mineurs. « Aujourd'hui, les lois sur la délinquance des jeunes sont plus dures que jamais », affirme un éducateur britannique, Philip Gibson. Redoutant l'impact de cet « instrument juridique remarquable » dans un discours lu par son directeur de cabinet, Pierre Méhaignerie n'a d'ailleurs pas évoqué de réforme.

« Ce qui subsiste aujourd'hui de l'ordonnance, c'est un pari, conclut Denis Salas, ancien juge des enfants et secrétaire général adjoint de l'Institut des hautes études judiciaires (IHEJ). Le pari de voir en tout enfant un sujet éducatif, que la violence ait été donnée ou subie. »

Anne Chemin

Une association tente de faciliter le droit de visite des parents divorcés

VILLEURBANNE

de notre envoyée spéciale

Deux fois, au cours du week-end, la police a dû intervenir. Samedi, un père a poursuivi la mère de son enfant, l'a frappée, puis a tenté de se jeter sous un bus. La mère a porté plainte. Un peu plus tard, dans un vacarme de cris et de coups, un homme a transformé le parking en piste de rodéo pour empêcher son ancienne compagne de s'en aller. Heureusement, toutes les fins de semaine ne sont pas aussi agitées, et dimanche tout était redevenu calme. Dans le jardin régnait une atmosphère de partie de campagne, avec des enfants, des goûters autour de la grande table commune, un tournoi de ping-pong et des vélos abandonnés contre les murs.

Installé depuis 1989 à Villeurbanne (Rhône), dans la banlieue lyonnaise, le pavillon de deux étages à volets bleus baptisé Colin-Maillard et géré par l'association municipale du même nom offre à des couples défaits l'indispensable terrain neutre que réclament leurs relations souvent douloureuses, toujours compliquées. « Deux ans après la séparation, plus de la moitié des enfants n'ont plus de contact avec le parent avec lequel ils ne vivent pas, explique Brigitte Théveniau, présidente de Colin-Maillard, adjointe au maire de Villeurbanne et ancienne responsable d'une structure d'accueil pour femmes et enfants battus. En 1989, nous avons voulu créer un lieu neutre, où les enfants pouvaient retrouver le parent non gardien. » Le bouche-à-oreille a fonctionné

parmi les assistantes sociales. Elles y orientent les parents et les juges qui fixent les modalités d'application du droit de visite. Au total, plus de 500 familles ont eu recours à la maison bleue où le personnel — éducateurs et psychologues — est toujours présent.

En dix ans, une cinquantaine de ces lieux d'accueil ont vu le jour en France, souvent à l'initiative de travailleurs sociaux ou de bénévoles. Ils se limitent à un appartement ouvert le samedi après-midi ou, plus rarement, proposent, comme à Villeurbanne, un hébergement pour le week-end et les vacances scolaires. Tous s'adressent à des gens qui, faute d'avoir réglé en douceur leur séparation, reportent leur conflit sur l'enfant. Dans leur grande majorité, les parents n'ont pas choisi de rencontrer leurs enfants dans ces structures. Selon une étude réalisée pour le compte de la Fondation de France, qui soutient les points de rencontre depuis 1987, 80 % des familles sont envoyées par le juge. La justice, qui n'était pas à l'origine de leur création et qui ne les finance que de manière marginale — Colin-Maillard perçoit 20 000 francs du ministère de la justice sur un budget annuel de 500 000 francs —, est l'institution qui y a le plus recouru.

Johan, père d'une petite fille de quatre ans, est amené à fréquenter Colin-Maillard depuis plus d'un an. A l'époque, il n'avait pas vu sa fille depuis sept mois et a d'abord très mal vécu le fait de devoir rencontrer son enfant dans un tel cadre. « Comme si la justice doutait que je sois capable de m'occuper de

ma fille », explique-t-il. Au fil des mois, il a pu retrouver son enfant loin des « histoires d'adultes » et, maintenant que les relations se sont normalisées avec son épouse et que le juge devrait l'autoriser à voir normalement sa fille, il désire malgré tout que la maison bleue reste le lieu des retrouvailles.

UNE SOLUTION TEMPORAIRE

Tous ne vivent pas leur passage de manière aussi sereine. Tel père, venu visiter pour la deuxième fois ses trois enfants à Villeurbanne, s'insurge. « Depuis trois ans que nous nous sommes séparés, je n'ai vu mes enfants que de manière très épisodique. En fait, ma femme voulait qu'ils divorcent eux aussi. Le juge nous a donc envoyés à Colin-Maillard, mais je dois voir mes enfants ici, sans avoir le droit de sortir. Je me sens en prison, et eux aussi. » Cette analyse est partagée par un certain nombre d'associations qui militent en faveur des droits des pères, qui représentent à eux seuls près de 80 % des parents visiteurs. Stéphane Ditcher, secrétaire général de la Fédération des mouvements de la condition paternelle, estime « insupportable, en dehors des cas avérés de violence, alcoolisme, toxicomanie ou d'abus sexuels, de voir son enfant dans un cadre qui se rapproche de l'univers carcéral ».

« Il ne faut pas idéaliser les points de rencontre ni les visites entre le parent non gardien et l'enfant, considère pour sa part Serge Tisseron, psychiatre, enseignant à l'université Paris-VII. Parfois, le droit de visite doit être interrompu de manière temporaire, car l'un des pa-

rents est pathogène pour l'enfant. » Les professionnels, qui connaissent les limites de leur action, mettent en garde contre l'abus des points de rencontre. Qu'il s'agisse du parent gardien, qui craint de confier les enfants à l'autre parent et s'en remet aux éducateurs présents, du parent visiteur, qui panique à l'idée de se retrouver en tête à tête avec son enfant, ou des juges, qui estiment parfois avoir « réglé le problème » en y envoyant la famille.

« Nous ne proposons qu'une solution temporaire, reconnaît Yves Vernay, directeur de Colin-Maillard. Mais nous cherchons à ce qu'elle soit la mieux adaptée. » Une nécessité qui amène parfois à demander au juge des aménagements de droit de visite. C'est le cas pour cet Italien, habitant près de Naples, contraint d'effectuer 3 000 kilomètres en voiture chaque mois pour retrouver à Villeurbanne sa fille de deux ans. Deux heures le samedi et deux fois deux heures le dimanche, selon les étonnantes dispositions de l'ordonnance du juge.

Les parents de Colin-Maillard ne sont pas tous venus à la demande du juge. Une minorité les utilise en tant que services sociaux, comme cette jeune femme venue retrouver ses trois enfants à la maison bleue. Elle vient de trouver un emploi et reprend espoir d'obtenir très bientôt un logement pour les accueillir. La veille, les enfants ont rapproché leurs lits de celui de leur mère pour dormir « le plus ensembles possible ».

Michèle Aulagnon

Emmanuel Le Roy Ladurie

LE SIÈCLE DES PLATTER

Peut-on rêver plus beau — et plus rare — corpus de textes que les écrits autobiographiques de trois générations d'hommes du XVI^e siècle (1499-1628), plus belle étude de cas aussi de l'apparition d'une dynastie de la bourgeoisie urbaine caractéristique des sociétés d'Ancien Régime ?



Le beau XVI^e siècle vit ses dernières heures... Le Roy Ladurie surfe à merveille sur cette haute d'avant-tempête. Il fait de l'histoire errante « gyrovague », comme il aime dire... Il écrit l'histoire comme des personnages voyagent. Ici lentement, à pas d'homme, mendiant et rapinant, toujours à l'affût de la bonne anecdote et de l'heureux chemin de traverse ; là, chevauchant, découvrant de vastes paysages et traversant des gués périlleux, deux ou trois bons livres dans les fontes de sa selle, le nez au vent, l'oreille aux aguets. Et pour nous faire savoir, quelques mats d'un patois fleuri qui n'appartient qu'à lui.

Pierre Lepage, Le Monde

Quel exploit que ce portrait d'une époque, d'une famille !... Le Roy Ladurie possède mieux que quiconque le don de se mettre à la portée de tous, de passionner. Avec lui, c'est de l'histoire totale !

Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Le Roy a de l'humour, et surtout, c'est un conteur. On croyait la tradition perdue. Il vous tiendra éveillés. Le Siècle des Platters bat toutes les « sagas » dont la télévision nous abreuve.

Pierre Chaunu, Le Figaro de l'Institut

Le texte fruité de Le Roy Ladurie, sa connaissance érudite du « beau XVI^e siècle » rendent la lecture de ce « roman historiographique » jubilatoire, aussi prenante que celle de « Mantaillau ».

Anne Pons, L'Express

FAYARD

Si Hamza Boubakeur

L'homme fort de la Mosquée de Paris

SI HAMZA BOUBAKEUR, recteur de la Mosquée de Paris de 1957 à 1982, et père de l'actuel recteur, le docteur Dalil Boubakeur, est mort à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière à Paris, samedi 4 février, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Personnalité musulmane à la fois prestigieuse et contestée, Si Hamza Boubakeur aura symbolisé presque à lui seul, pendant quarante ans, les contradictions de l'islam de France, son combat difficile pour sa maturité et son indépendance. Son nom restera associé aux multiples épisodes, judiciaires et politiques, qui ont accompagné, jusqu'à aujourd'hui, l'évolution de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, vitrine de l'islam français, disputée entre le souci patrimonial de la famille Boubakeur et le gouvernement d'Alger, qui entend faire de cette Mosquée un instrument de contrôle de la communauté algérienne en France.

Fondée en 1922 à l'initiative du très anticlérical Edouard Herriot, en hommage aux musulmans

d'Algérie, du Sénégal, du Maroc morts pour la France, la Mosquée de Paris est gérée par la société des habous et des lieux saints de l'islam, association de droit français (1901), dont le siège restera à Alger jusqu'en 1962. C'est le 18 mai 1957, en pleine guerre d'Algérie, et au mépris du droit, que Guy Mollet, président du conseil, nomme Si Hamza Boubakeur « directeur » de la Mosquée de Paris.

Né le 15 juin 1912 à Géryville (Sahara), agrégé d'arabe et professeur au lycée Bugeaud d'Alger, Si Hamza était alors conseiller général socialiste (futur député) du département des Oases. A la suite d'une plainte des héritiers de Si Kaddour Ben Ghabrit, précédent recteur, le tribunal administratif de Paris annule en 1963 la décision de Guy Mollet, jugement confirmé quelques mois plus tard par le Conseil d'Etat. A ce contrefort juridique s'ajoute un imbroglio politique avec l'Algérie qui n'a pas totalement disparu aujourd'hui.

Le 10 avril 1962, année de l'in-

dépendance algérienne, Si Hamza Boubakeur fait transférer le siège de l'association gestionnaire de la Mosquée d'Alger à Paris, ce qui va susciter la colère des autorités d'Alger. Dès lors, celles-ci ne cessent plus de revendiquer la propriété de la mosquée. El Moudjahid qualifie Si Hamza de « raciste », de « traître », de « sioniste ». En retour, le recteur accuse les « tribuns algériens » de vouloir faire de la Mosquée de Paris un centre de propagande à la solde de leur gouvernement.

LA PRESSION D'ALGER

La Mosquée de Paris va dès lors vivre dans une sorte de fiction juridique, l'Etat et la Ville de Paris continuant à subventionner un établissement sans propriétaire légal, ni légitime. A la suite de plusieurs rapports de police dénonçant la mauvaise gestion de la Mosquée et de nouvelles condamnations de Si Hamza en 1982, devant le tribunal des prud'hommes et le tribunal correctionnel de Paris (à la suite d'un conflit avec un employé de la Mosquée), les rela-

tions ne vont pas cesser de se dégrader entre Si Hamza et les pouvoirs publics.

Si Hamza Boubakeur décide alors un nouveau coup de force. En 1982, il fait modifier l'article 8 des statuts de la Mosquée, aujourd'hui encore contestés, prévoyant la dévolution de l'établissement, en cas de vacance ou de décès, à l'Algérie. Cette dévolution avait été prévue, dix ans plus tôt au bénéfice de la Ville de Paris ou, en cas de refus, de l'université El Azhar du Caire.

Inquiète de la présence de Ben Bella à Paris, désirant contrôler plus étroitement son immigration en France, au moment où les « beurs » ne se laissent pas manipuler, l'Algérie atteste enfin son but et, sans opposition des autorités françaises, prend en 1982 la direction de la Mosquée de Paris. Resté président de la société des habous, Si Hamza Boubakeur accepte la nomination d'un nouveau recteur, parachuté depuis Alger, Cheikh Abbas, qui ne parle pas le français. En 1987, il accepte de céder la présidence de l'association

Patricia Highsmith

La romancière américaine installée en Suisse, l'un des grands maîtres du suspense et de l'angoisse, est morte samedi 4 février dans un hôpital de Locarno (Tessin), des suites d'un cancer. Née le 19 janvier 1921 à Fort Worth (Texas), elle venait d'avoir soixante-quatorze ans.

Lire p. 28

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 4 février sont publiés :

- **Ceintures de sécurité** : deux arrêtés relatifs à l'utilisation des « systèmes de retenue pour enfants transportés à bord des véhicules à moteur ». L'un d'eux interdit, à compter du 1^{er} mai 1995, la vente des sièges qui ne sont pas conformes à la réglementation européenne, ainsi que l'usage de dispositifs plus anciens, homologués il y a plus de dix ans (Le Monde du 24 janvier).
- **Assistants maternels** : un décret majorant l'aide à la famille accordée pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Henri Thuez

AU CARNET DU MONDE

Anniversaires de naissance

- Pour ses soixante-quinze ans,

Michel, Gilles,

Alice, Marie, Frédéric

Perrine et Elisabeth.

souhaitent un bon anniversaire à leur grand-père

GEORGES.

- Bon anniversaire,

PIERRE,

Que serais-je sans toi ?

Jacqueline.

Décès

- On nous prie d'annoncer le départ pour l'Or... diem du B... A... F...

André ABOU,

survenu à Arles le 2 février 1995. (V... L...)

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé se souviennent.

« Gémissons, gémissons, gémissons et espérons... »

- Ses amis ont la douleur de faire part du décès d'

Anne-Marie ALPANDA,

professeur de lettres à Donost,

le 2 février, à l'âge de quarante-sept ans.

Que ceux qui l'ont connue et aimée gardent le souvenir de sa lucidité, de sa générosité et de son courage.

- La famille,

Et les amis de

M^{me} Marie-Julie

BERTHILLET-KABOUNY,

ont la douleur de faire part de son décès, le 1^{er} février 1995, à Villeurbanne.

Elle a été inhumée au cimetière de Montvel-en-Bresse (Ain).

André FROSSARD,

membre-fondateur

de l'Académie universelle des cultures,

nous a quittés.

Elle Wiesel, président de l'Académie, et tous ses collègues se souviennent avec émotion de son engagement humaniste et de sa chaleureuse présence.

(Le Monde du 3 février)

survenu à Paris, le 2 février 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

André HUOT,

chevalier de la Légion d'honneur,

premier violon de l'orchestre de l'Opéra de Paris,

secrétaire général de l'orchestre de la Société des concerts du Conservatoire,

décédé en 1979.

16, rue du Val-de-Grâce,

75005 Paris,

15 rue Férou,

95160 Montmorency.

- Odette et André Crévany-Petitot,

Christine et Arnaud,

Caroline, Pascal Henry et leur fils

Vincent,

Marthe Chastelain,

Parents, alliés et amis ont la tristesse de

faire part du décès de

Christiane PETITOT,

survenue le 27 janvier 1995.

Messes anniversaires

- Pour les novizième et huitième anniversaires de la disparition de

Véronique et Michel BARON,

une messe sera célébrée à leur intention le

vendredi 10 février 1995, à 19 heures, à

l'église Saint-François-de-Sales.

15, rue Ampère,

75017 Paris.

Anniversaires

- Il y a dix ans,

Pierre ALÉPÉE

nous quittait.

Ses fils, Marc-Eric et Luc, demandent à

sous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir

une pensée pour lui.

- Il y a trois ans, le 5 février 1992,

Alain GILLER

quittait sa famille et ses amis.

Une pensée affectueuse est demandée à

ceux qui l'ont connu et aimé.

Conférences

- Institut politique européen de formation

des femmes, mardi 7 février 1995, de

19 h 30 à 21 h 30, 7, rue du Jura, 75013

Paris. « Le travail des femmes : le change-

ment des 30 dernières années », par Mar-

garet Muraud, sociologue de l'emploi

CNRS. Renseignements : LPEFF. Tél. :

(1) 43-05-08-96.

PONTIAC

TRANSPORT 2,3L

AIR CONDITIONNÉ - 7 SIÈGES DE SÉRIE



Le plus généreux des monospaces vous offre

11000F* d'économie

JUSQU'AU 28 FÉVRIER !

En plus de la climatisation, des 7 sièges et d'un équipement de série exceptionnel (ABS, AIRBAG, vitres et rétroviseurs électriques, radio-cassette stéréo 4 HP, régulateur d'allure...) le PONTIAC TRANSPORT 2,3l vous offre une économie de 11 000 F et ne coûte que

159900F

(au lieu de 170 900F, prix public au 01/01/95) jusqu'au 28 Février 95 !

*Economisez 11 000 F grâce aux 5 000 F d'aide gouvernementale cumulée aux 6 000 F offerts par votre concessionnaire.

LES ADRESSES DE VOS CONCESSIONNAIRES SUR LE

3615 GMUS

2,19F la minute

AUTOMOBILES AMÉRICAINES

GENERAL MOTORS PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL

LE MONDE

diplomatique

Février 1995

- **FRANCE** : Maître des médias, un journaliste de révérence, par Serge Halimi. - Du discours balladurien, par François Brune.
- **STATISTIQUES** : Ces chiffres qui masquent les réalités sociales, par Alain Bitt et Roland Pfefferkorn.
- **ITALIE** : La droite incapable de gouverner, par Guido Molitod.
- **ÉTATS-UNIS** : Regards sur l'apartheid américain, par Douglas Massey.
- **AMÉRIQUE LATINE** : La fin des illusions pour le modèle mexicain, par Francis Pissal. - Les nouvelles bases arrière pour l'économie américaine, par James Petras et Todd Cavallazzi.
- **PROCHE-ORIENT** : L'interminable épreuve des prisonniers palestiniens, par Amira Hass. - A Gaza, la mer aussi a des barreaux, par Sophie Nick. - Youssef Chahine et le cinéma égyptien, par Imran Farag.
- **MAGHREB** : La résistible avancée du désert, par Pierre Rognon.
- **ASIE** : Choses vues à Séoul, par Jacques Decormoy. - Le Cambodge ravagé par l'incertitude, par Raoul Jennar.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



L'éclat terni

des diamants d'

Tous nos

à la chute

On a vu af

qui n'ont r

Q

Le Monde

diplomatique

Février 1995

FRANCE : Maître des médias, un journaliste de révérence, par Serge Halimi. - Du discours balladurien, par François Brune.

STATISTIQUES : Ces chiffres qui masquent les réalités sociales, par Alain Bitt et Roland Pfefferkorn.

ITALIE : La droite incapable de gouverner, par Guido Molitod.

ÉTATS-UNIS : Regards sur l'apartheid américain, par Douglas Massey.

AMÉRIQUE LATINE : La fin des illusions pour le modèle mexicain, par Francis Pissal. - Les nouvelles bases arrière pour l'économie américaine, par James Petras et Todd Cavallazzi.

PROCHE-ORIENT : L'interminable épreuve des prisonniers palestiniens, par Amira Hass. - A Gaza, la mer aussi a des barreaux, par Sophie Nick. - Youssef Chahine et le cinéma égyptien, par Imran Farag.

MAGHREB : La résistible avancée du désert, par Pierre Rognon.

ASIE : Choses vues à Séoul, par Jacques Decormoy. - Le Cambodge ravagé par l'incertitude, par Raoul Jennar.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Patricia
Highsmith

JOURNAL OFFICIEL

Communiqué

CARACTÈRE

thèque

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

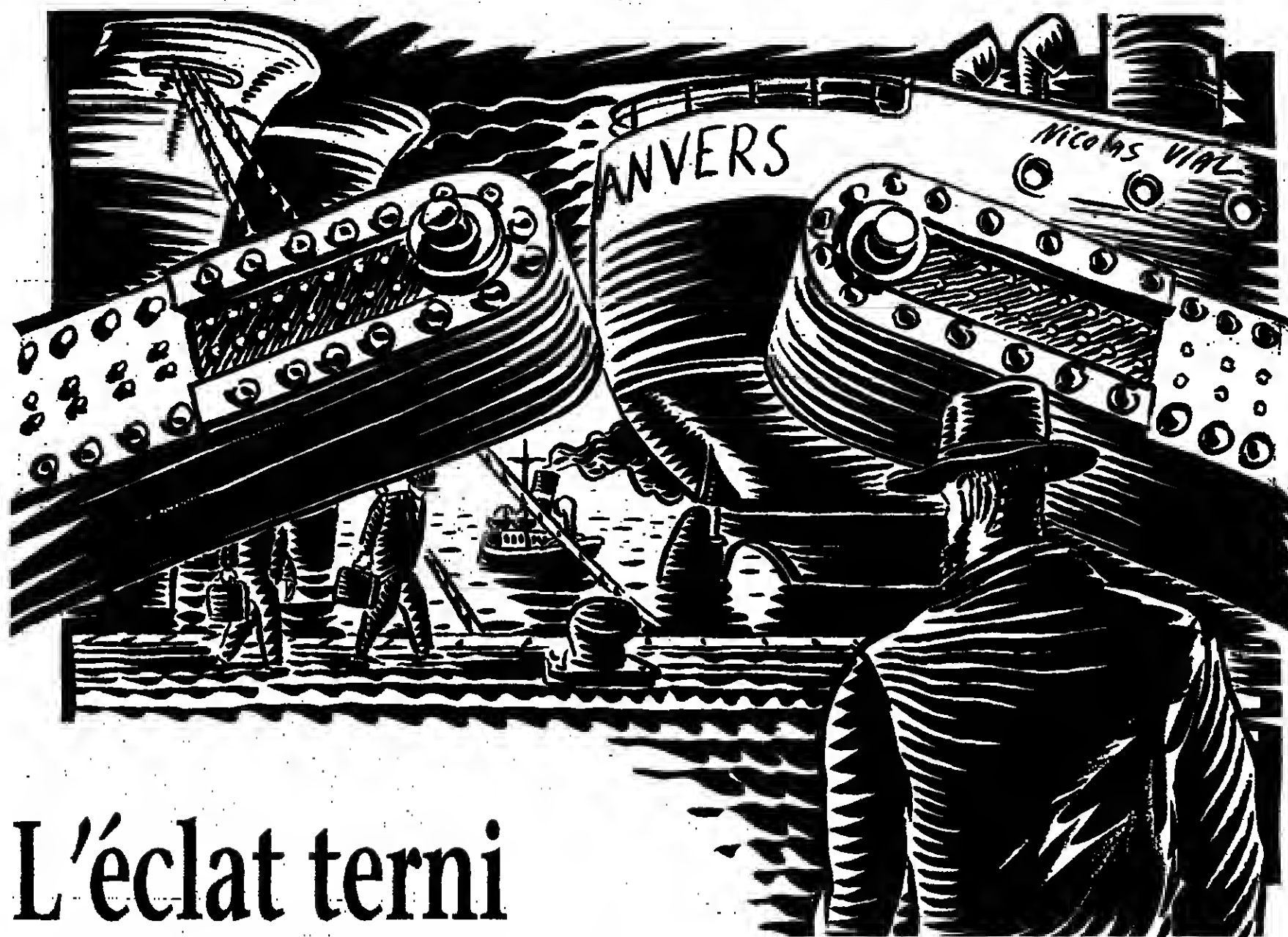
LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

HORIZONS

ENQUÊTE



Un cambriolage dans l'un des hauts lieux du négoce du diamant a eu un effet désastreux sur ce monde fermé. Depuis, un vent mauvais souffle sur les rives de l'Escaut

Elles sont bonnes ou mauvaises. Elles sont inévitables », entend-on dire ici. Avec ses clubs de sport, ses mouvements de jeunesse, ses centres de loisirs, le monde juif, francophone, vit totalement replié sur lui-même. A l'instar de la haute bourgeoisie anversoise. Dans les « beaux quartiers » de Schilde ou Brachet, chacun campe sur son quant-à-soi. Retraînées dans ses citadelles, comme le lycée d'Anvers, le club de hockey de l'Antwerp, le golfe de Cappellen (où les juifs feraient l'objet d'une véritable ségrégation), les vieilles familles catholiques du cru, qui parlent toujours le français et dont la fortune remonte à plusieurs générations, sortent peu et seulement entre elles. Quant aux Hollandais fortunés qui ont élu domicile dans la même zone pour des raisons fiscales, ils sont également victimes d'ostracisme de la part des nouveaux riches flamands. Le brassage reste réservé à la bière locale, le *bolleke*.

FINIE la place d'Anvers ? Bien sûr que non, à moins d'une catastrophe en Russie ou la conquête de la société par le Vlaams Blok. Or l'accord entre la De Beers et le Kremlin devrait être prorogé de manière officielle en 1996, et la grande alliance municipale, qui va des libéraux aux écologistes, est parvenue, jusqu'à présent, à barrer la route à l'extrême droite. « Nous ne faisons pas nos valises car nous avons confiance dans la force de la démocratie. De panique, point. Mais on demeure sur nos gardes » : sans sous-estimer, en privé du moins, ces points noirs et ces menaces, Eli Ringer, président du Forum des organisations juives anversoises, reste confiant dans l'avenir de l'enclave des brillants. Amsterdam est jugée insignifiante. Tel Aviv manque d'instruments financiers sophistiqués. New York est, avant tout, le premier marché pour la joaillerie. Trop excentrée, la place de Bombay est cantonnée dans les pierres de second choix.

Anvers garde une exclusivité que lui envient ses rivaux : le travail des pierres les plus belles, les plus prestigieuses, celles dont le prix exorbitant relativise le poids de la main-d'œuvre, en particulier les diamants blancs – les plus purs – et les pierres très colorées, bleues, vertes, rouges et roses. Les concessions au modernisme, les privilèges séculaires du centre diamantaire, et notamment sa réglementation ultra-libérale, sont là pour réaffirmer, plus que jamais, un droit imprescriptible : celui de maintenir, quelles que soient les circonstances, des relations spéciales avec le monde entier, à l'abri des regards et du fisc. Pour longtemps encore, le célèbre code d'honneur anversois, qui permet de sceller une affaire de plusieurs centaines de milliers de dollars avec un seul mot, restera la devise de la planète diamantaire : *Mazal* (« bonne chance »).

Marc Roche

L'éclat terni des diamants d'Anvers

DANS la nuit du 19 décembre 1994, trois hommes réalisaient un hold-up d'anthologie : entre 30 millions et 300 millions de francs (français) en diamants et en espèces, volés dans une dizaine de coffres de l'Antwerpse Diamanthuis, l'une des quatre Bourses du premier centre commercial au monde, située dans l'un des bâtiments les mieux protégés d'Anvers.

Il s'agit du plus grand « casse » de l'histoire criminelle anversoise. La police n'a pas trouvé la moindre trace d'effraction. Les soupçons se portent sur trois anciens propriétaires de coffres – un Brésilien et deux Israéliens – au jourd'hui en fuite. Apparemment muni de copies des clés, le trio s'est laissé enfermer dans la salle lors de la clôture, à 18 heures. Les cambrioleurs savaient que le système électronique de contrôle était en panne depuis une semaine et que la salle n'était pas gardée par les vigiles de la société Molitor, chargée de la sécurité à l'intérieur des locaux. « L'enquête se poursuit », se borne à déclarer, au siège de la police, le commissaire Luc Lamine. Pour le reste, silence. Car la traque criminelle en appelle une autre, de type administratif, bien plus embarrassante pour le Hoge Raad Voor Diamant – le Conseil supérieur du diamant, organisme professionnel. Selon certaines rumeurs, des membres de la Bourse ont profité du retard des enquêteurs pour vider les coffres, commentant une escroquerie à l'assurance. Plus de la moitié des transactions de ce marché spécialisé dans la négociation de pierres brutes (c'est-à-dire à l'état naturel, sortant de la mine, nettoyées mais pas encore façonnées) se feraient « au noir ».

L'évaluation du préjudice est fondée sur une déclaration sur l'honneur. Dans ce monde fermé, secret, soudé, solidaire, cette affaire a eu un effet désastreux. Le parrainage obligatoire, le respect de la parole donnée, sont les maîtres mots de la confrérie. Jamais de déballages en justice. En cas de litiges graves, le recours à la

procédure d'arbitrage est obligatoire : « *Mieux vaut une mauvaise affaire qu'un bon procès.* » Or l'un au moins des auteurs du hold-up était muni de la carte professionnelle, véritable sésame lui donnant accès au « salut des saints » de la Hovenierstraat. Si les immeubles ternes de Pelikaanstraat, la principale artère de cette enclave d'une dizaine d'hectares, étaient animés, nul doute qu'ils courberaient le dos et rentreraient la tête dans les épaules, et le centre diamantaire anversois ressemblerait, en ce début d'année 1995, à un cortège funèbre.

Depuis le cambriolage de l'Antwerpse Diamanthuis, un vent mauvais souffle sur les rives de l'Escaut. Une catastrophe à l'état pur ? A première vue, à l'ombre de la gare, hymne architectural au siècle dernier, la première place de la planète dédiée au négoce de la plus pure des pierres précieuses affiche, sous les néons racoleurs des échoppes de bon ou mauvais goût, une sérénité tranquille. Protégés par des centaines de caméras, les courtiers, serviettes et sa-choche en main, entrent et sortent des bureaux, en un ballet bien réglé. Près de 80 % des diamants bruts et 50 % des diamants taillés provenant de tous les coins du monde transigent par cette oasis, qui compte pour 8 % dans le produit national brut de la Belgique. « Avec notre activité, le commerce du diamant c'est notre vitrine sur le monde, le symbole de notre prospérité », affirme, lyrique, Leona De-Dege, *burgemeester* (maire) de cette cité de 500 000 habitants.

C'est à la fin du XVI^e siècle – son âge d'or – que la ville d'Anvers est devenue un centre prééminent du commerce du diamant. La découverte par Vasco de Gama de la route des Indes, le développement des liens maritimes avec le Portugal, principal importateur de pierres indiennes, et l'arrivée des juifs chassés d'Espagne firent sa fortune. Mais l'Inquisition et la montée en puissance des Pays-Bas au XVII^e siècle permirent à Amsterdam, éternelle rivale, de ravir la suprématie des « taillés », jusqu'en 1914. Pendant la même période, Londres domine le marché du brut, grâce à son emprise coloniale sur l'Afrique du Sud et sur l'Inde. Dans l'entre-deux-

guerres, Amsterdam connaît un déclin au profit d'Anvers, conséquence d'une réforme de la fiscalité et du renchérissement de la main-d'œuvre aux Pays-Bas. Après 1945, la ville de Rubens est au pinacle : le boom économique des années 60 et la demande croissante de diamants industriels dopent les ventes. Mais, au début des années 80, la concurrence de pays à main-d'œuvre bon marché, comme l'Inde, Israël, la Russie, la Tunisie, commence à se faire sentir pour la taille des marchandises ordinaires. De vingt mille personnes dans les années 70, le nombre d'ouvriers est tombé à moins de trois mille.

QUE s'est-il passé à Diamanthuis ? « Tous nos problèmes sont dus à la chute du mur de Berlin. On a vu affluer ici des gens de l'Est qui n'ont ni le pedigree ni les manières », affirme un habitué des lieux préférant garder l'anonymat. Certains ont cru reconnaître, derrière ce spectaculaire fait divers, la

« Tous nos problèmes sont dus à la chute du mur de Berlin. On a vu affluer ici des gens de l'Est qui n'ont ni le pedigree ni les manières. »

main de la mafia russe. Mais rien ne vient corroborer cette hypothèse. A en croire une grande enquête du quotidien *Le Soir*, l'argent du crime organisé de Brooklyn et de Tel Aviv parviendrait à s'insinuer au cœur du milieu diamantaire. Pour preuve, ces acheteurs qui veulent se procurer au comptant des pierres blanches, les plus chères, ou très colorées, pour des centaines de milliers de dollars. Des bijouteries bon marché, installées sous les arcades des voies ferrées et appartenant à des Géorgiens, recyclent des fonds suspects. Ces échoppes, en fait des sociétés-écrans, vendent aux touristes néerlandais ou allemands, à moindre prix, des bijoux achetés en Italie avec de l'argent sale, explique un spécialiste des procédures de blanchiment. Comme

pour, le diamant devient facile à négocier. Anonyme, il a toujours été la proie des voleurs qui se jouent des frontières.

Le danger de lessivage est là, mais les diamantaires, et surtout les banquiers, sont vigilants. « Dans cette microsociété, tout le monde se connaît, et les outsiders sont vite repérés », assure Leopold Boelaerts, directeur de la Banque diamantaire anversoise, un établissement spécialisé dans ce secteur d'activité. Les législations bancaires – internationale et nationale – visant à combattre le recyclage, la diminution des transactions au comptant, la volatilité du diamant comme placement, l'absence d'un prix de référence (chaque pierre est unique) et la présence de la police financière sont autant d'entraves. « Si l'on vient me voir avec 1 million de dollars en coupures, je me méfie. Je refuse la transaction, même si je connais l'acheteur. En revanche, avec 50 000 dollars en poche, pas de questions, car il s'agit d'une somme dérisoire pour des narcotraf-

quants », souligne un diamantaire très au fait de ce qui se passe dans l'ex-URSS.

Les cartels de la drogue disposent-ils de moyens suffisants pour abuser la vigilance des plus honnêtes courtiers ? Heinrich Apfelbaum, le président du Hoge Raad, ne veut pas entendre parler de pareilles interrogations : « Je m'en moque. » Notre interlocuteur, peu disert, passe pour être l'homme lige de la De Beers, le puissant conglomérat sud-africain qui contrôle 80 % de la commercialisation des pierres, dont la quasi-totalité de la production russe. Après l'avoir poussé vers les mondanités, la société de Johannesburg lui a recommandé de se faire plus discret. Pas question d'envenimer des rapports conflictuels avec le Kremlin, alors que la ren-

Misère de la (mauvaise) philosophie sociale

par Luc Boltanski

Les périodes d'incertitude, d'inquiétude et de réajustement idéologique sont toujours riches en ouvrages prophétiques sur la question sociale. Ils prolifèrent actuellement, stimulés par la proximité de l'élection présidentielle. Dans cette floraison éphémère, un livre doit plus particulièrement retenir notre attention : *La Nouvelle Question sociale*, de Pierre Rosanvallon (le Seuil). Son objectif est de fournir un cadre, que l'auteur qualifie de philosophie, à des changements politiques et, plus particulièrement, à la conclusion, d'inspirer la gauche.

Son intérêt principal est d'avancer à découvrir et de présenter de façon claire et sous une forme systématique – sinon toujours cohérente – des thèmes ou des idées jusqu'ici dispersés et éphémères, dans des articles, rapports, interventions dans des clubs de réflexion, notes administratives, etc., suscités par l'accroissement du chômage et de la pauvreté. Plus précisément, il entend donner un fondement à la nouvelle représentation de la société, qui s'organise actuellement autour du thème de l'exclusion.

Ce n'est pas tous les jours qu'une société transforme la représentation officielle qu'elle donne d'elle-même. La représentation que nous quittons – celle d'une société composée de classes sociales et de groupes socio-professionnels – s'est formée dans la seconde moitié des années 30 et a été institutionnalisée dans les années 50 avec la mise en place d'une représentation socio-professionnelle, la constitution d'instances de négociation entre groupes et d'instruments, notamment statistiques, d'observation de la société.

S'y substitue aujourd'hui un autre modèle en passe de devenir dominant, celui de la courbe en cloche : une grande classe moyenne – juxtaposition amorphe d'individus sans cohésion – avec, à sa droite, un petit groupe de très riches et, à sa gauche, une masse, plus ou moins importante selon les définitions, d'exclus.

A la différence du modèle pré-

cedent, qui fondait sa légitimité sur la possibilité d'une répartition résultant d'un compromis entre groupes sociaux occupant des positions différentes dans la division du travail social, le nouveau modèle manquant d'un cadre cohérent qui permette de penser ensemble le bonheur des riches et le malheur des pauvres. C'est à cette tâche que s'attelle Pierre Rosanvallon. Il faut, pour le voir, entrer dans le détail de sa démarche et mettre l'accent, plus particulièrement, sur un argument dont dépend, dans une large mesure, l'ensemble de la démonstration et qu'il appelle « la déchirure du voile d'ignorance ».

Le dernier livre de Pierre Rosanvallon nous ramène aux constructions eugénistes du passé

Le « voile d'ignorance » qui caractérise la position originelle de la société industrielle s'est établi, de puis laquelle des règles de justice procédurale visant la distribution équitable des biens primaires peuvent être dégagées ? On le sait, un rôle central dans la *Théorie de la justice* de John Rawls. Le livre de Pierre Rosanvallon entend donc lui opposer une autre solution. Or ce qu'il propose, loin de constituer, comme il le prétend, une solution radicale aux problèmes de la modernité, reconduit, doucement, vers les constructions eugénistes qui se sont multipliées de la fin du XIX^e siècle aux années 40.

Pour répondre au paupérisme qui accompagne le développement de la société industrielle s'est établi, à la fin du XIX^e siècle, un paradigme assurantiel fondé sur une généralisation de la notion de risque. Maladie, chômage et même vieillesse ont été traités comme des accidents dont le risque était également réparti dans une population et de nature largement aléatoire. S'est mise ainsi en place – nous dit l'auteur – une conception probabi-

liste et statistique du social qui supposait elle-même une « apacité du social ». Le « voile d'ignorance » ne constituerait ainsi « en fait » qu'une théorisation du « type d'Etat-providence qui est en train de s'effacer actuellement ». En effet, le voile d'ignorance s'est aujourd'hui « déchiré ».

Pour appuyer cette affirmation, Pierre Rosanvallon invoque « la meilleure connaissance que la société a de ses différences ». D'où vient cette connaissance nouvelle ? D'abord, dit-il, des progrès de la génétique médicale, qui, avec l'établissement d'une médecine prédictive, décèle des « causes organiques prévisibles » là où « on ne voyait que l'aléa, la malchance » : « Notre perception des rapports entre l'inné et l'acquis en est, dit-il, profondément modifiée. » Mais l'argument ne s'arrête pas là.

A côté du déterminisme individuel, un déterminisme d'un autre ordre se profile à l'horizon du livre : celui des lois économiques, de la compétition internationale, de la mondialisation, etc. Il est nécessaire pour historiser l'effet des déterminations biologiques et des mauvais comportements : c'est parce que la compétition internationale s'est accrue que les « individus moins performants », ceux dont l'intelligence n'est pas suffisante pour s'adapter aux nouvelles conditions de la compétition, sont aujourd'hui exclus.

Deux formes de déterminations dominent donc cette vision hyperstatistique du monde : celles d'ordre macro – du marché mondial auxquelles chacun doit s'adapter ; celles d'ordre micro – qui résultent de la nature et des penchants et qui expliquent les « trajectoires » individuelles. Entre ces deux formes de déterminations, il n'existe plus d'aujourd'hui, dit Pierre Rosanvallon, aucune place pour l'ordre du collectif : il n'existe plus ni « populations », ni « groupes », ni « classes ». Les classes étaient liées à une vision « simplifiée » de la société. Le voile d'ignorance une fois « déchiré », la « transparence du social » fait apparaître la société « pour ce qu'elle est : un entrecro-

isement de positions individuelles ». Pierre Rosanvallon en conclut que la sociologie est désormais inutile.

L'ouvrage fourmille d'a-peu-près et de contradictions. Les classes sociales sont présentées tantôt comme ayant existé dans un passé lointain (au XIX^e siècle), tantôt comme ayant toujours constitué une illusion, aujourd'hui dissipée par la micro-histoire. Plus étonnante, sous la plume d'un auteur qui se réclame souvent de la philosophie politique, est l'interprétation qui nous est donnée du voile d'ignorance, tout à fait contraire à l'esprit de la *Théorie de la justice*. Chez Rawls, le voile d'ignorance ne désigne pas des opérations empiriques mais modélise une exigence logique et éthique. Si, comme le pense Rawls, aucune différence naturelle ou sociale n'est justifiable a priori du strict point de vue de la morale et de la justice, les procédures équitables de coopération sociale doivent être définies sous un voile d'ignorance, c'est-à-dire en faisant abstraction de ce qui pourrait favoriser les uns par rapport aux autres (position sociale, famille, etc.).

Dans ce que nous concevons comme une Cité juste, les positions sont modifiables. Une action nouvelle doit pouvoir changer l'ordre qui a résulté d'une action antérieure. C'est la raison pour laquelle, d'un point de vue éthique, le jugement peut concerner des actes non des personnes.

Or, cette exigence formelle n'a été, dans l'histoire des idées politiques, directement mise en cause, que dans un seul cas : lorsque, à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, des idéologues d'inspiration hygiéniste ont entrepris, en s'appuyant sur la connaissance médicale de leur temps, de définir une Cité eugénique. Une Cité eugénique ignore en effet le voile d'ignorance, puisqu'elle fonde la « valeur sociale » des personnes sur des dotations de personnes irrémédiablement inégales au moment de la naissance.

Certes, on ne trouve pas dans l'ouvrage de Pierre Rosanvallon de propositions qui raient directement dans le sens d'une politique

eugéniste. Les passages de son livre qui proposent des actions concrètes font appel à la solidarité : leur intention est de rendre l'Etat-providence plus concret et plus efficace par une personnalisation de son action prenant en compte les différences individuelles telles que les progrès de la connaissance génétique sociale nous permettent de les connaître. Il faut, dit-il, instaurer un Etat-providence actif qui ne se contente pas d'indemniser les handicapés et les chômeurs, mais qui favorise leur insertion dans un « espace économique intermédiaire » où ces « individus moins performants » ne feroient pas concurrence au secteur marchand. Mais comment cette proposition se concilie-t-elle

avec l'irréversibilité des handicaps que le déchirement du voile d'ignorance a révélée ? En effet, soit les « peu performants » sont dotés d'une capacité à redevenir performants, et alors pourquoi les tenir à l'écart du marché du travail et des activités marchandes, soit leur handicap est stable, inscrit dans leur personne, et la proposition revient bien, comme la critique en a souvent été faite, à l'institutionnalisation d'une main-d'œuvre de seconde zone, d'un sous-prolétariat au sens propre du terme.

Luc Boltanski est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Hors de l'Europe, point de salut ?

par Guillaume Parmentier

La France compte-t-elle encore ? Dans la nouvelle situation internationale, la question n'est pas posée. Après avoir admirablement utilisé, depuis 1958, les atouts limités que le système bipolaire de la guerre froide lui avait laissés grâce à une politique étrangère claire et pour l'essentiel continue, la France semble aujourd'hui à beaucoup d'observateurs étrangers manifester une inquiétude diffuse à l'égard des nouvelles règles du jeu international, fondées sur l'incertitude. Il faut espérer que la campagne présidentielle fournisse l'occasion d'un débat de fond sur l'orientation qui permettra au mieux à la France de compter sur la scène internationale.

Faut-il insérer la politique française dans des politiques multilatérales lui permettant de multiplier son influence par l'intermédiaire d'organisations internationales, et en particulier de l'Union européenne, ou lui faut-il affirmer sa politique, sa « différence », au-delà du point de savoir si cette affirmation pèsera effectivement sur les événements ? Ces deux orientations, celle de la puissance moyenne, ou celle du témoin clairvoyant, ne sont pas mutuellement exclusives, mais si un choix général et de principe n'est pas de mise, les politiques proposées par les uns et par les autres dans le cadre de la campagne présidentielle se caractérisent par une préférence au moins implicite pour l'une ou l'autre option.

La France garde-t-elle la liberté de son expression et de ses alliances ?

Un universitaire américain, dans le cadre du prestigieux Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington, vient d'ailleurs de consacrer un ouvrage à cette question (Steven Philip Kramer, *Does France Still Count?*, « The Washington Papers », n° 164, Praeger, 1994), ce qui manifeste un intérêt nouveau pour la politique française de la part des Américains. Son diagnostic est nuancé : la France, active dans la gestion des crises internationales, influence aux Nations unies, quatrième puissance économique du monde industriel, compte bien, en effet, mais sa puissance donne des signes d'essoufflement, son influence culturelle décline, tandis que sa dépendance économique augmente, et sa politique est moins claire, ou moins lisible, aujourd'hui qu'hier. Le remède, en revanche est simple, s'écrit-il : pour maintenir son rôle, elle doit « échanger de la souveraineté contre de l'influence », en acceptant une intégration européenne poussée, spécialement en ce qui concerne la politique étrangère, de sécurité et de défense.

Cette recette, qui recoupe celle d'autres observateurs, comme Alain Minc, est fondée sur un pré-supposé contestable, selon lequel

les intérêts et les politiques de la France et de ses partenaires de l'Union européenne convergent nécessairement. Les positions de M. Giscard d'Estaing, illustrées par sa suggestion de faire du noyau dur de l'Union une « Europe-puissance », se fondent, avec plus de profondeur analytique, sur le même pari, qui est celui d'une identité profonde d'intérêts entre la France, l'Allemagne et les autres pays d'un éventuel « noyau dur ».

Le fait est que celui-ci ne pourra pas être le même dans le domaine monétaire (où il devrait inclure le Benelux mais exclure l'Espagne) et dans le domaine politico-militaire (où l'inverse serait probablement nécessaire si une efficacité politique est recherchée). En outre, pour construire une « Europe-puissance », encore faut-il que nos partenaires partagent cette idée. L'immense majorité des Allemands, d'après des sondages concordants depuis des années, prennent la Suisse pour modèle de conduite internationale, alors que la politique française consiste à faire de l'Union européenne une puissance internationale active et de premier rang, une nouvelle superpuissance.

Cette constatation permet de mesurer la distance qui sépare les deux nations européennes sur lesquelles repose l'essentiel de la dynamique communautaire. En ce qui concerne les autres, nouveaux adhérents ou partenaires plus anciens, les exemples de divergences avec nos vœux foisonnent, de la neutralité affichée de certains à la méfiance systématique des Britanniques. Il n'est pas douteux qu'il convient de tâcher de rapprocher les positions des principaux partenaires européens, et ne pas se satisfaire du maintien de divergences parfois dangereuses, mais on ne peut davantage tenir pour acquis que l'objectif majeur poursuivi par la France dans sa politique européenne est partagé par ses partenaires. Si nous sommes en désaccord sur les finalités de la construction européenne, il est sans doute illusoire de construire toute notre politique étrangère sur la base de celle-ci et d'imaginer nos troupes dans des corps multinationaux qui risquent d'être réduits à l'impuissance par les désaccords entre les Etats qui les composent. Additionner les contraintes constitue une recette pour assurer l'impuissance et non pour créer une puissance.

Il faut utiliser cette campagne électorale pour discuter au fond cette question : la France garde-t-elle la liberté de son expression et de ses alliances, ou doit-elle s'insérer dans un cadre exclusif, au risque de réduire ses options ? Si cette occasion de grand débat public était manquée, la décision serait inévitablement prise par défaut, et probablement dans le sens de la plus forte pente, ce qui priverait le peuple français de son droit de prendre clairement ses propres décisions, et donc d'assumer celles-ci sans remords.

Guillaume Parmentier est administrateur au Centre d'analyse pour la sécurité européenne (CASE).

Plus 27 000 ou plus 240 000 chômeurs en 1994 ?

par Michel Godet

Les chiffres ne sont jamais neutres. Il y a ceux que l'on publie d'autant plus facilement qu'ils vont dans le sens souhaité et ceux que l'on cache, que l'on maquille ou que l'on tarde à publier car ils dérangeraient. En cette période de campagne présidentielle, où l'on se bat à coups de chiffres, il faut plus que jamais le vérifier avant de les reprendre, si on compte et ne jamais oublier que, si la bouteille est à moitié vide, elle est aussi à moitié pleine.

Bref, les mêmes chiffres pourront être interprétés différemment par les adversaires et les tenants d'une politique. Ainsi, pour les uns, la déroute du chômage annoncée pour la fin 1994 par le premier ministre comme preuve de l'efficacité de sa politique n'a pas eu lieu : fin 1994, il y avait en France 27 000 chômeurs de plus que fin 1993.

La reprise économique dont on parle tant et que l'on ne voit guère sur le terrain n'a pas suffi à endiguer la montée du chômage et de l'exclusion. La preuve, le chômage de longue durée (plus d'un an) a grimpé allégrement vers des sommets jusqu'ici inconnus : plus de 1,2 million de personnes, soit 36 % des chômeurs ! Les autres ne manquent pas de relever que la déroute est pour bientôt puisque le chômage n'a augmenté que de 27 000 personnes contre près de 300 000 en 1993 ! Ils ajoutent que la France a créé plus de 200 000 emplois supplémentaires en 1994, alors qu'elle en avait perdu près de 500 000 dans les trois années précédentes. Quelle chance pour le gouvernement en place ! La fée statistique le comble à merveille quelques mois avant les élections ! Et le débat nourri par les médias porte sur l'interprétation pessimiste ou optimiste de chiffres statistiquement justes mais économiquement discutables, voire faux et qui ne

peuvent pas être comparés « toutes choses égales, par ailleurs ». En effet, il ne faut pas confondre des contrats de travail supplémentaires avec de vrais emplois nouveaux à temps plein. En 1994, l'augmentation du nombre de contrats de travail (+ 210 000) s'explique simplement par :

- le regain de l'apprentissage (+ 31 000) et des contrats de qualification (+ 21 000). Ce qui est une bonne chose car c'est autant de jeunes qui demain s'inséreront plus facilement que d'autres dans le monde du travail, mais cela ne correspond pas à de réels nouveaux emplois ;

- le développement important des contrats de retour à l'emploi (+ 67 000), où les entreprises sont exonérées de charges pendant deux ans. Cela montre que le coût complet du travail (Smic + charges), est bien une barrière à l'emploi et témoigne d'un effort supplémentaire pour lutter contre le chômage de longue durée, mais n'a pas empêché ce dernier de progresser dramatiquement. Là encore, il ne s'agit pas de vrais emplois nouveaux aux conditions normales du marché ;

- l'augmentation des contrats emplois solidarité, les fameux CES (+ 65 000) dans les collectivités et entreprises publiques. Il s'agit d'emplois à mi-temps rémunérés sur la base du Smic, et il est interdit d'avoir en parallèle une deuxième activité rémunérée ;

- le gonflement des aides aux chômeurs créateurs d'entreprises (+ 26 000). Ils ont été ainsi plus de 80 000 en 1994 à recevoir une prime de plus de 300 000 francs pour avoir le droit de se jeter à l'eau, sans leçon de natation. La plupart vont se noyer et en sortent ruinés ou endettés. Leur sacrifice aura au moins permis de faire baisser provisoirement les statistiques du chômage.

Faites le compte, c'est bien

210 000 chômeurs supplémentaires qui ont été ainsi évités. Et beaucoup plus si l'on tient compte du développement des contrats de travail à temps partiel. Bref, il faut comparer ce qui peut l'être. Si ces mesures nouvelles de formation, d'insertion, de baisse des charges et d'incitation au risque individuel n'avaient pas été prises, le chômage aurait augmenté de 240 000 personnes en 1994, soit guère moins qu'en 1993, et l'emploi total aurait bel et bien baissé d'environ 40 000 personnes. D'une année à l'autre n'est guère par ailleurs : on a pris des mesures qui souvent vont dans le bon sens, mais faussent les comparaisons. Ces dernières sont discutables, et posent la question de savoir pourquoi on n'a pas été plus loin dans l'effort pour lutter contre l'exclusion et embellir la météo statistique.

A croissance comparable, la France a créé deux fois moins d'emplois que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne durant cette période. L'embellie d'aujourd'hui, comme celle d'hier, sera de courte durée car, sur le long terme, il n'y

AU COURRIER DU MONDE

LE DÉRAPAGE DES SONDAGES

Depuis des semaines, des mois, la presse écrite ou audiovisuelle nous rebat chaque jour les oreilles avec des sondages donnant Edouard Balladur gagnant (...). Il y a là une mise en condition des Français largement inacceptable et faussant le jeu démocratique. En effet, nous savons tous qu'un grand nombre de nos concitoyens sont hésitants. Or, à force d'entendre, jour après jour, dire que Balladur est le meilleur, ils sont conditionnés et acceptent cette idée, prêts à voter pour lui. Il ne faut pas confondre sondage et simulation, et il faut se décider à mettre en cause ce basculement de sondages qui n'ont d'autre résul-

tat que de troubler le fonctionnement de la démocratie (...).

On voit bien aujourd'hui le dérapage occasionné par les instituts de sondage : à gauche, on risque de choisir un candidat qui « sait y faire » en termes de médias plutôt qu'un candidat de conviction. A droite, depuis des mois, la petite guerre balladuro-chiracienne fait le bonheur des « Guignols » mais ne donne pas à réfléchir sur les idées politiques. Et les journalistes que vous êtes, sans doute moins au monde que dans d'autres organes de presse, sont les complices de ce dérapage. C'est bien dommage pour la démocratie.

B. Lazard, Rennes

Le Monde

Alger contre L'Elysée

Alger, 6 février. L'Algérie a refusé de signer le traité de coopération économique et culturelle signé à Paris le 25 janvier dernier. Le refus est motivé par le fait que le traité ne prend pas en compte les intérêts de l'Algérie. Le gouvernement algérien a déclaré que le traité était « inacceptable » et qu'il ne pouvait pas être signé. Le traité prévoit notamment la création d'une zone de libre-échange entre la France et l'Algérie, ce qui pourrait entraîner la disparition de nombreux emplois dans le secteur industriel algérien. Le gouvernement algérien a également critiqué le fait que le traité ne prenait pas en compte les intérêts des populations algériennes. Le traité a été signé par le président français, Jacques Chirac, et le président algérien, Abdelkader Bouche. Le traité est entré en vigueur le 1^{er} février 1995.

Le traité de coopération économique et culturelle entre la France et l'Algérie a été signé à Paris le 25 janvier dernier. Le traité prévoit notamment la création d'une zone de libre-échange entre la France et l'Algérie, ce qui pourrait entraîner la disparition de nombreux emplois dans le secteur industriel algérien. Le gouvernement algérien a déclaré que le traité était « inacceptable » et qu'il ne pouvait pas être signé. Le traité a été signé par le président français, Jacques Chirac, et le président algérien, Abdelkader Bouche. Le traité est entré en vigueur le 1^{er} février 1995.

La droite défiée

Paris, 6 février. La droite a été défiée par la gauche lors des débats de la commission des affaires européennes du Sénat. La gauche a critiqué la politique de la droite en matière de coopération avec l'Union européenne. La gauche a déclaré que la droite était « incohérente » et qu'elle ne prenait pas en compte les intérêts de la France. La droite a répondu que sa politique était « réaliste » et qu'elle prenait en compte les intérêts de la France. Les débats ont été animés et ont duré plusieurs heures.

L'opposition nécessaire

Paris, 6 février. L'opposition est nécessaire pour que la France puisse progresser. C'est la conviction de nombreux responsables politiques. L'opposition permet de remettre en question les décisions prises par le gouvernement et de proposer des alternatives. L'opposition est également nécessaire pour que les citoyens puissent s'exprimer et faire entendre leur voix. L'opposition est donc un élément essentiel de la démocratie. Elle permet de garantir la liberté d'expression et de garantir que les décisions prises par le gouvernement sont justifiées.

Le Monde

Alger contre L'Elysée

Li ne fallait pas être grand clerc pour deviner que le pouvoir en place à Alger n'allait pas rester sans réagir à l'idée lancée par François Mitterrand de réunir une conférence sur l'Algérie sous l'égide de l'Union européenne. Ou bien cette idée-là a été hâtivement jetée sur la place publique, sans vraie préparation ni consultations - ce qu'a laissé entendre Charles Pasqua et que déplore le Quai d'Orsay - sans mesurer l'impact qu'elle ne manquerait pas d'avoir sur l'autre rive de la Méditerranée. Ou bien cette idée-là a été mûrement réfléchie à l'Elysée, mais pas au point, cependant, de la défendre avec la discrétion qui s'imposait, compte tenu des susceptibilités à fleur de peau d'un interlocuteur algérien de plus en plus sur la défensive.

Tout porte à croire que cette idée dont M. Mitterrand avait vaguement tenu informé le chancelier allemand, à la veille de la rendre publique, a été lancée - c'est le moins que l'on puisse dire - à la volée. Comme une sorte de ballon d'essai pour maintenir la pression sur le gouvernement algérien. A moins qu'il ne se soit agi, plus insidieusement, de jeter un pavé dans la mare pour troubler le jeu politique français en période pré-électorale.

Quoi qu'il en soit, si cette initiative présidentielle se concrétisait, elle marquerait une inflexion assez nette dans l'attitude française à l'égard du pouvoir en place à Alger, dans la mesure où Paris - en l'occurrence le palais de l'Elysée - en serait arrivé à la

conclusion qu'il n'y a plus rien à attendre d'un gouvernement discrédité. Un gouvernement avec lequel il n'y aurait donc plus de précautions à prendre pour le contraindre à négocier une « solution politique » à la crise.

Il est vrai que, depuis quelque temps - précisément depuis la prise en otage fin décembre, sur l'aéroport d'Alger, des passagers d'un Airbus d'Air France par un commando du GIA - Paris avait pris quelque distance avec Alger, jugeant que les autorités locales n'avaient pas géré cette crise dans les règles de l'art. Il est vrai aussi que les efforts faits par l'opposition - islamistes compris - pour mettre au point une plate-forme commune qui prônerait les grands principes démocratiques, tout comme de sanglants attentats qui, il y a une semaine, dans la capitale, a coûté la vie à quarante-deux personnes, ont donné à penser que le pouvoir algérien, malgré son attitude de matamore, ne contrôlait plus vraiment la situation.

Il reste que le pouvoir algérien - et derrière lui l'armée - est aussi partie prenante à la négociation d'une sortie de crise honorable.

Vouloir ignorer cette donnée de base, c'est se condamner à l'échec. Exercer des pressions subtiles, discrètes mais efficaces pour ramener à la raison tous les protagonistes du drame algérien est une chose. Leur imposer une marche à suivre, qui a tout l'air d'une ingérence, en est une autre, qui peut retarder l'heure tant attendue de la réconciliation nationale.

La droite défiée

Le baromètre est à la baisse. M. Balladur, qui ne s'attendait pas à ce que le débat politique en réduisant tout à fait, à une simple perturbation périphérique, est menacé de s'affaiblir sous l'effet de la dynamique provoquée par la désignation du candidat socialiste.

Le vote des militants du PS et le fait que Lionel Jospin ait dû triompher d'un challenger ont créé les conditions d'une entrée en campagne des plus intéressantes pour l'opposition résolu et pugnace qu'il veut être face au premier ministre.

Lionel Jospin promet à M. Balladur les « turbulences » qu'affectionne le pays en période de campagne électorale. Ce n'est pas encore l'heure de brouter les cornues, mais on peut prévoir que les péripéties du vol vont gagner en intérêt et dispenser l'attention des passages au film soviétique jusqu'à présent projeté dans le cabinet.

Charles Pasqua n'a pas tardé à tirer du congrès socialiste la première leçon qui s'impose aux yeux des partisans de M. Balladur : l'adversaire d'aujourd'hui, la droite est prêle à céder de s'égarer dans les chemins et invite à rentrer dans ses rangs.

L'effet Jospin n'est certes pas comparable - en tout cas, pas encore - à l'effet Delors de la fin de l'année 1994, mais l'argument qui devait dissuader Jacques Chirac de se présenter contre Edouard Balladur est resté, aujourd'hui, légèrement

reculé. Le ministre de l'intérieur n'espère pas du maître de Paris qu'il renonce à sa candidature : il lui enjoint, simplement, de la justifier en faisant campagne pour M. Balladur.

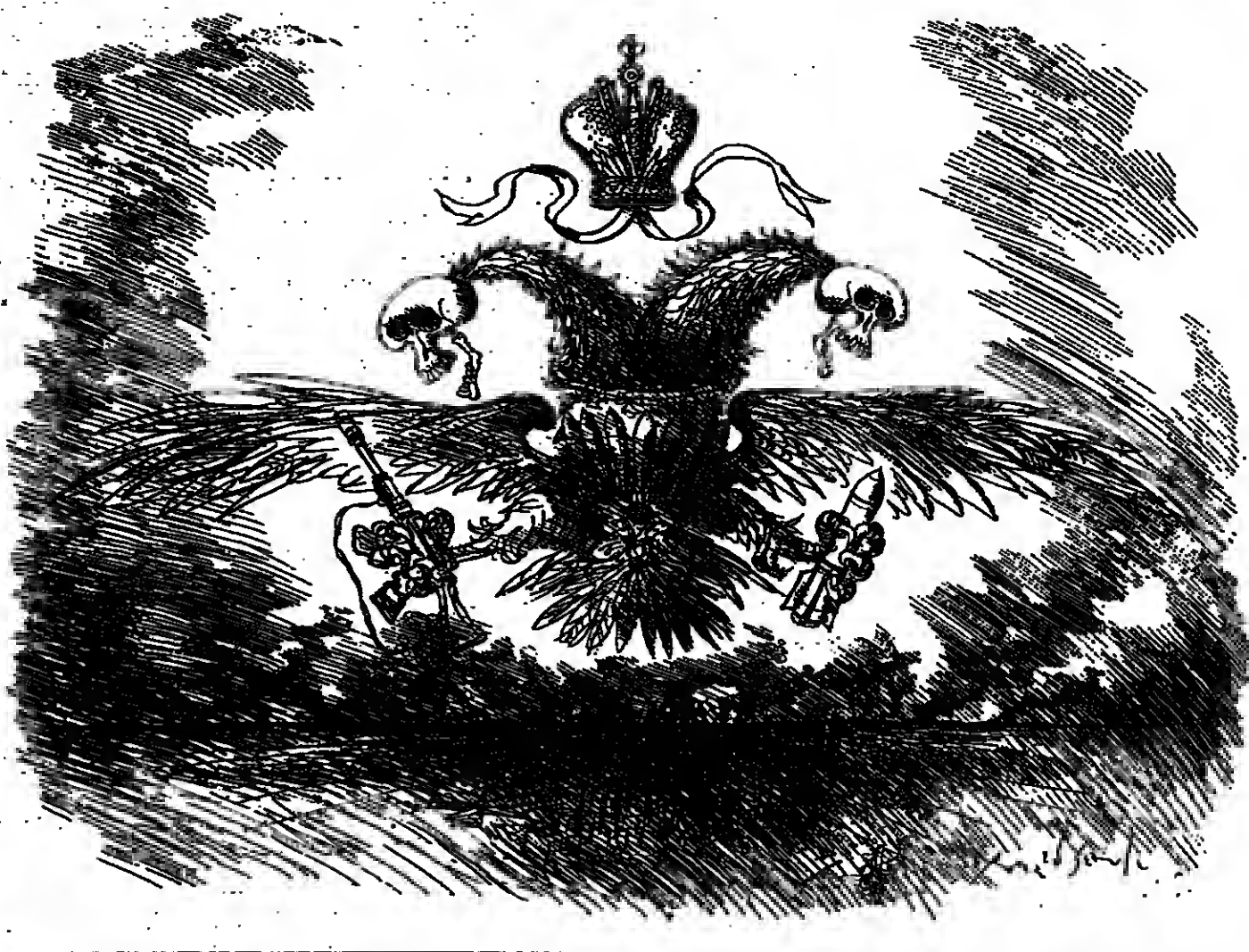
Droite contre gauche, il n'y a que cela de vrai. Le bilan du pouvoir socialiste, auquel le suicide de Pierre Bérégovoy, le 1^{er} mai 1993, avait empêché M. Balladur de donner le retentissement souhaité, va être mis en scène avec force maintenant qu'il se trouve en candidat pour en répondre.

Face à M. Jospin, en effet, ce sont aussi les mauvais souvenirs de la gauche que les partisans du premier ministre vont s'employer à raviver : la gauche mitterrandienne, sectaire, d'appareil, enseignante et laïcarde, inventeuse de systèmes, fabricante de rêves et domes de leçons qu'elle ne respecte pas elle-même.

Tout ce que l'électeur de droite abhorre. Cependant, si M. Jospin parvient à capter l'aspiration à la réforme - laissant au coup d'essai un réformisme barbare sur lequel continuait à parier les quelques indociles de l'UDF - M. Balladur pourrait se voir contraint à illustrer un conservatisme pur et simple, dont il avait cherché, jusqu'à maintenant, à se distinguer. Le subtil alliage, qui lui garantissait une position imprenable dans un paysage déstructuré par l'absence de la gauche, pourrait se révéler moins résistante qu'il ne le paraissait.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
Directeur : Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ;
Directeur : Alain, directeur général ; Noël Jean Borgeaud, directeur de la rédaction ;
Rédacteur en chef : Anne Chassagnon, directeur délégué ;
Rédacteurs en chef : Thomas Ferey, Edwy Frenet, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Groussier, Daniel Heymann, Renaud Le Gendre, Luc Nourissier ;
Michel Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Rabat, conseiller de la direction ; Daniel Varner, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ;
Médiateur : André Laroche ;
Comité de surveillance : Alain Jélou, président ; Olivier Bédard, vice-président ;
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauriol (1959-1982), André Laurens (1982-1993), André Fontana (1993-1994), Jacques Lecomte (1994-1995) ;
Le Monde est édité par la SA Le Monde, filiale de la société : tout acte à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Louis Colson, président du conseil de surveillance ;
Rédaction et siège social : 15, rue Falguère 75008 PARIS CEDEX 15.
Tél. : (1) 46 43 25 25 Télécopieur : (1) 46 43 25 21 Fax : 46 46 06 09
Administration : 1, place Hubert Beuve-Méry 94032 Ivry-sur-Seine CEDEX.
Tél. : (1) 46 43 25 25 Télécopieur : (1) 49 40 10 10 Fax : 46 31 11

La Russie nouvelle par Ronald Searle



AU FIL DES PAGES/ÉCONOMIE

La peur du progrès technique

Al'inventeur d'une machine, Colbert répondit : « Je cherche le moyen d'occuper le peuple suivant ses facultés afin de le faire vivre doucement de son travail et non celui de roir au peuple le peu d'occupations qu'il possède. Portez votre invention ailleurs. » Déjà, au XVIII^e siècle, les princes qui nous gouvernent se souciaient de l'efficacité des innovations sur l'emploi. En fait, la peur du progrès est sans doute aussi vieille que la technique elle-même. Pour exorciser cette peur, Jean-Hervé Lorenzi et Jean Bourlès ont écrit *Le Choc du progrès technique*. Il n'est pas sûr qu'ils y aient réussi.

D'abord parce que leur livre lui-même fait peur. Conclure un ouvrage de 600 pages en quelques lignes, c'est presque une insulte à la bonne volonté du lecteur. Si encore l'introduction de l'ouvrage ! Mais d'introduction il n'y a pas. En outre, les auteurs ne nous font grâce d'aucun de leurs brouillons mathématiques. De quel rebuter beaucoup d'amateurs. Sur un sujet aussi difficile et crucial, comme Savvy nous manque encore, qui savait se faire lire par le plus grand nombre. Toutefois - mais que ceci reste entre nous - on peut faire l'impression sur des centaines d'équations sans noire à la compréhension du livre.

Il y a une autre raison, plus fondamentale, pour laquelle ce livre n'est guère rassurant. Les auteurs, en effet, nous disent que la destruction d'emplois par le progrès technique ne

peut être annulée à long terme - à court terme elle est irréversible - que dans certaines conditions qui paraissent aujourd'hui peu réalisables. Passe encore que la baisse de la durée du travail ne soit pas totalement compensée par des hausses de salaires et qu'elle dégage un temps libre suffisant pour absorber les produits nouveaux. Mais il faudrait aussi que les pouvoirs publics, d'une part, réamorcent la pompe par une augmentation de la demande, que, d'autre part, ils soutiennent l'éducation et la recherche par des subventions.

La peur du progrès est sans doute aussi vieille que la technique elle-même

Bref, l'Etat est chargé pour l'essentiel du retour au plein emploi au moment même où, un peu partout dans le monde, son rôle est mis en cause. Certes, Lorenzi et Bourlès ne cèdent pas à la mode ambiante. Mais, tout de même, ils donnent trop l'impression d'habiter une planète où des Etats pleinement souverains, censés œuvrer pour l'intérêt général, auraient à leur service des ministres et des fonctionnaires strictement incorruptibles. Du reste, les subventions à l'éducation et à la recherche n'ont

pas fait défaut, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les aridités touffues de ce livre courageux ne doivent pas masquer le très grand mérite qu'il a de nous offrir un panorama complet des relations entre technique et économie. Et de faire ressortir qu'au fond le progrès technique reste une énigme pour l'économiste, soit qu'il le sorte du champ de son savoir (néoclassiques, Solow et ses disciples), soit qu'il cherche à l'intégrer (classiques, keynésiens, théoriciens de la croissance endogène). Lorenzi et Bourlès, quant à eux, affirment avec force le primat « incontestable » de la technique. « La cause première de l'apparition des crises et de la succession des périodes d'expansion et de dépression, écrivent-ils, est le progrès technique, avec ses mécanismes propres d'émergence, d'innovation et de diffusion des nouvelles techniques. » D'où paradoxalement leur optimisme : la cause des crises étant identifiée, et même localisée dans le cycle économique, il suffirait d'une meilleure « organisation » pour éviter les « excès » et les « souffrances » auxquels ont donné lieu dans le passé les révolutions industrielles. Plus facile à dire après qu'avant.

Philippe Simonnot

* Jean-Hervé Lorenzi, Jean Bourlès, *Le Choc du progrès technique, ses relations tumultueuses avec la croissance et l'emploi*, Economica, 602 p., 198 F.

EDITORIAL

L'opposition nécessaire

Suite de la première page

« Le problème le plus difficile de l'avenir, c'est la réinvention de la division politique », affirme François Furet dans la dernière livraison des « Notes » de la Fondation Saint-Simon, où il s'interroge, en compagnie de Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, de l'avènement d'une « République du vide » en lieu et place de la « République du centre » qu'ils avaient diagnostiqué en 1988, à l'aube du second septennat de François Mitterrand. Et François Furet d'ajouter : « La politique doit parler à l'imagination. »

C'est à retrouver cette imagination que doivent s'attacher les candidats. La démocratie doit se nourrir sans cesse d'un conflit créateur entre majorité et opposition du moment. On opposera, avec raison, que Jacques Chirac, dans son affrontement avec Edouard Balladur, défend un projet cohérent, dont certains de ses supporters ne sont pas loin de penser qu'il dessine les contours

de la nouvelle opposition de demain. Mais comment ne pas voir que la radicalisation de son discours, notamment sa tonalité sociale soudaine, doit beaucoup à l'impasse dans laquelle le RPR s'est engagé en laissant s'épanouir la guerre des deux amis de trente ans. Comment ne pas discerner le poids des circonstances récentes, bien plus que celui de cohérences anciennes, dans les thèmes idéologiques de sa campagne dont il n'a échappé à personne qu'ils occupent la place laissée vacante par une gauche téjanisée par sa déroute de mars 1993 ?

Jacques Chirac comme Edouard Balladur fédèrent pour l'heure des forces contradictoires. C'est parce que le premier ministre est en meilleure posture pour l'emporter que Charles Pasqua s'est finalement rangé derrière lui : l'entourage du ministre de l'intérieur se sent plus proche du discours de M. Chirac, mais il s'est résigné à faire contre mauvaise fortune bon cœur, au prétexte que le maire de Paris ne serait plus le bon « médium » d'une droite aux portes du pouvoir présidentiel. Or n'y a-t-il pas autant de divergences entre les composantes centristes du camp Balladur et M. Pasqua qu'entre les composantes sociales et ultralibérales du camp Chirac ? Et, que l'on sache, M. Chirac n'a

pas guerroyé contre les principales mesures du gouvernement Balladur, qu'il s'agisse du droit d'asile, des privatisations, de l'Euro, etc. ?

Il revient maintenant à Lionel Jospin de prouver qu'il est à la hauteur du défi. Cela suppose qu'il sache, lui aussi, affronter les contradictions de son propre camp. Candidat du Parti socialiste, il ne convaincra que s'il sait affirmer son bilan critique de la gauche gouvernante, sa distance à l'égard de la personnalisation du pouvoir et des privautés à l'égard de la morale publique qui en furent la résultante. Il lui faudra rassembler son camp tout en l'invitant à l'examen de conscience. Contre les injustices du capitalisme, dans un contexte où sont réapparues les questions - nationales, sociales, ethniques et religieuses - qui se posaient avant l'apparition du socialisme, il lui reste le plus difficile : jeter les bases d'une nouvelle pensée transformatrice, qui aille au-delà de celle que propose la droite, dans ce qu'elle peut avoir de meilleur, à savoir réguler le marché et conforter l'Etat de droit. La gauche doit redevenir le parti de la transformation sociale, et dire laquelle.

J.-M. C.

RECTIFICATIFS

VENTE ILLICITE D'ARMES

L'article concernant la vente illécite d'armes de guerre à destination du Rwanda, imputée à l'homme d'affaires français Dominique Lemonnier (*Le Monde* du 2 février), comportait une erreur. La liste des matériels visés par le contrat passé en mai 1993 avec les autorités rwandaises n'incluait pas 10 000 automitrailleuses, mais bien 10 000 obus pour automitrailleuses.

CHOMAGE

Deux erreurs ont rendu peu lisible la légende de la carte publiée dans *Le Monde* du 4 février, décrivant l'évolution du chômage selon les régions françaises entre 1992 et 1993. Les quatre paliers d'augmentation du chômage portés sur cette carte étaient, du plus clair au plus foncé : 0,4 à 0,9 ; 1,0 à 1,1 ; 1,2 à 1,4 ; 1,5 à 1,7.

LE GIE RIRE

Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 4 février, Radio-Scoop, station commerciale indépendante de Lyon, nous signale qu'elle ne sera pas commercialisée par le groupe d'intérêt économique Rire. Radio-Scoop reste membre du GIE Les Indépendants.

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 7 FÉVRIER 1995

RAZZIA Les fabricants américains d'équipements automobiles multiplient les rachats en Europe pour ne plus être dépendants de leur marché. ACG, filiale de General Motors

et plus gros équipementier mondial, affiche sa stratégie. Certains européens, qui pensaient avoir terminé leur restructuration, sont déstabilisés. Ils découvrent qu'ils n'ont pas

encore atteint la taille critique. D'autres jugent ces rachats comme des occasions à saisir. ● EPEDA BERTRAND FAURE, bousculé par deux américains, perd sa première place

en Europe dans les sièges. ● CEAC, le fabricant de batteries, devrait tomber dans le giron de l'américain Exide, mais la Commission de Bruxelles ne s'est pas encore prononcée. ● EN FRANCE, les constructeurs réduisent le nombre de leurs fournisseurs. Mais ceux-ci sont encore deux à trois fois plus nombreux qu'au Japon et aux États-Unis.

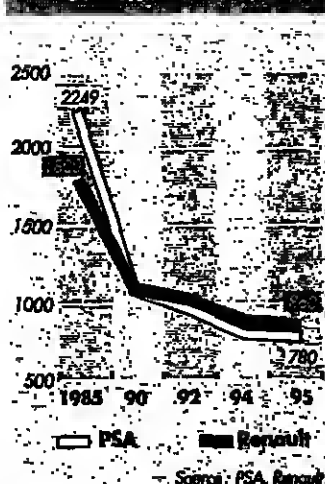
Les équipementiers automobiles américains conquièrent l'Europe

Des groupes traversent l'Atlantique pour racheter des fabricants de sièges de voitures, de batteries ou de pots d'échappement. Ils répondent à la stratégie mondiale des constructeurs.

C'EST une arrivée en force : depuis un an et demi, il ne se passe pas un mois sans qu'un équipementier américain annonce une prise de contrôle d'une société européenne. En novembre dernier, Tenneco Walker a racheté le numéro un allemand des pots d'échappement catalytiques Gillet. Deux mois avant, Lear Seating s'était emparé de la filiale de sièges automobiles de Fiat Sepi. Le groupe canadien Magna a repris en octobre les activités de Kolbenschmidt, filiale de Metallschmidt, dont il détient par ailleurs 12,5 % du capital. Dans la main sur le réseau de distribution français de pièces détachées Acam ainsi que sur la société allemande Reitz (joints de culasse), Allied Signal vient de signer une lettre d'intention pour racheter à Fiat Auto Poland son activité freins.

Cette déferlante inquiète les concurrents européens, et notamment les français qui réalisent quelque 73 milliards de francs de chiffre d'affaires et emploient environ 100 000 personnes. Des groupes qui pensaient avoir atteint la taille critique, au moins sur le Vieux Continent, se sentent déstabilisés. Car l'arrivée des américains est irréversible. « Nous l'avons prévue », affirme Noël Goutard, PDG de Valeo. Avec la fin de la guerre des étoiles en

Le nombre de fournisseurs de Renault et PSA



Renault et PSA ont fortement réduit leur nombre de fournisseurs et n'entendent pas s'arrêter là.

guerre», souligne Georges Nicolet, PDG d'Ecia, filiale de PSA. Cette puissance financière facilite leur internationalisation. Au moment où les premiers signes d'essoufflement

2000, qu'une centaine d'achat par modèle pour l'ensemble des usines qui le produisent dans le monde.

Déjà bien engagé aujourd'hui, ce mouvement devrait encore s'accroître dans les années à venir, et surtout en Europe : si les constructeurs japonais ou américains ont aujourd'hui en moyenne trois cents équipementiers de premier rang, les européens en ont encore deux à trois fois plus. Dans cette vaste réorganisation de l'industrie automobile, les équipementiers américains font feu de tout bois pour renforcer leur assise en Europe. « Ils cherchent à vendre tous les actifs de sociétés à vendre », affirme Jean-Baptiste Duzan, directeur des achats chez Renault. Il reste encore des opportunités. Les constructeurs abandonnent certaines activités périphériques comme Renault, qui a renoncé à fabriquer des sièges.

Mais le véritable morceau de choix pour les équipementiers américains se trouve en Allemagne. A la différence de la France, le secteur automobile y est encore dispersé. Les équipementiers sont souvent de taille moyenne, à capitaux familiaux, et ont mal vécu la crise. Les constructeurs germaniques referment peu à peu leur parapluie protecteur. Menacés d'être disqualifiés, les PME allemandes deviennent sensibles aux sirènes du dollar.

Des sociétés françaises peuvent également attirer les américains. A côté de groupes comme Valeo, Sommer Allibert ou encore Ecia, qui ont acquis des positions fortes sur certains créneaux, subsistent des sociétés qui n'ont pas atteint la taille critique comme les fabricants de sièges Trèves ou Roth Frères. Même une société comme Epeda Bertrand Faure n'est pas à l'abri d'une prise de contrôle. Avec un capital mal contrôlé (Michiel Thierry n'en possède que 17,6 %), l'action EBF est régulièrement citée par les analystes comme une valeur spéculative. « Un rachat ne peut toutefois pas se faire dans l'hostilité de la direction de l'entreprise et de ses clients », nuance Bertrand Bourgeois, PDG de Reydel, fabricant d'électrodes en plastique. D'ailleurs, Renault a déjà affiché son opposition à tout changement chez EBF compte tenu du partenariat noué avec lui.

1989, il était évident que les grands équipementiers militaires américains allaient tout naturellement se tourner vers l'automobile. ● Rockwell, Allied Signal, ACG, United Technology figurent désormais parmi les plus grands noms de l'équipement automobile.

La crise qui a sévi sur le marché américain en 1990 et 1991 les a contraints à se restructurer. Ceux d'entre eux qui ont survécu sont devenus très compétitifs et ont bénéficié des trois dernières années de croissance. « Aujourd'hui, ils sont tous en possession de véritables trésors de

se manifestent outre-Atlantique, les équipementiers américains misent sur l'Europe. Ils n'ont d'ailleurs pas le choix. Les constructeurs outre-Atlantique exigent désormais de leurs fournisseurs qu'ils soient en mesure de les accompagner partout dans le monde et de les livrer en « juste à temps ». Ils veulent aussi réduire au maximum le nombre de leurs fournisseurs afin de leur confier des volumes plus importants et partager l'intérêt des économies d'échelle. Ford pousse même le raisonnement à l'extrême. Le groupe américain prévoit de ne plus avoir, avant l'an

Une telle protection n'est pas le lot commun. « Nous n'avons pas vocation à offrir de protection artificielle aux équipementiers », précise Jean-Baptiste Duzan. Plus alarmiste, PSA semble redouter toute intrusion ve-

(33 %), et s'approvisionne également auprès de UTA, une filiale de United Technology qui postule pour équiper la remorque de la Safrane. Car, pour obliger leurs fournisseurs européens à baisser leurs prix,

Le rachat de CEAC par Exide remis en cause ?

Le monde automobile en reste pantalo : l'américain Exide veut acquérir la CEAC, Compagnie européenne d'accumulateurs, contrôlée à 37 % par Alcatel et à 43 % par Fiat depuis 1990. Le groupe américain (3,6 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1993-1994) qui vient de conclure son OPA sur l'espagnol Tudor détiendrait, après le rachat de la CEAC (4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) 43 % du marché européen des batteries au plomb.

A ce jour, la Commission de la concurrence à Bruxelles n'est pas saisie du dossier. Les autorités européennes devraient toutefois se pencher sur ce rachat, puisque chacune des parties prenantes réalise au moins 250 millions d'euros (1,6 milliards de francs) de chiffre d'affaires en Europe. Tout pourrait alors être remis en cause, si on se réfère à une précédente affaire : en 1990, Bruxelles avait imposé à la CEAC, en situation de position dominante avec plus de 25 % du marché européen, de se séparer d'une de ses filiales, la CEEC.

nue d'outre-Atlantique, ce qui ne l'empêche pas de prévoir d'acheter 18,6 % de ses équipements auprès de sociétés à capitaux américains en 1995, contre 14 % environ l'an dernier. En matière de câblage électrique, Renault a fait de l'américain Packard son premier fournisseur

les constructeurs français n'hésitent pas à faire jouer la concurrence américaine. Noël Goutard regrette qu'à la différence des constructeurs américains au Japon les européens n'utilisent pas cette arme de la concurrence avec mesure. « Dès lors, nous avons bâti notre propre stratégie.

Virginie Malingre et Martine Orange

Johnson Control détrône Bertrand Faure

C'EST UN BILAN mitigé que Bertrand Faure, filiale d'EBF dans l'automobile, dresse pour l'année 1994, même si le spécialiste du siège automobile a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 9,7 milliards de francs, en hausse de 15 % par rapport à 1993. Car ses deux concurrents américains, Lear Seating et Johnson Control, lui ont mené la vie dure. A tel point qu'il ne sera plus, cette année, leader européen dans son domaine : Johnson Control qui détenait 10,4 % du marché à la fin 1994, derrière Bertrand Faure (16 %) et devant Lear Seating (37 %), deviendra numéro un.

Selon les prévisions de Bertrand Faure lui-même, sa part de marché s'élevait à la fin 1995 à 16,2 %, celle de Johnson Control à 19 %, et celle de Lear Seating à 14,7 %. A deux reprises, le groupe a dû s'effacer devant les Américains. L'activité de Ford Europe dans les sièges, qu'il brigait, est tombée dans le giron de Johnson Control. La Sepi, filiale de Fiat spécialisée dans le siège automobile (huit usines en Italie, deux en Pologne, plus des intérêts en Espagne et en Turquie), dont Bertrand Faure détenait pourtant 30 %, a

finalément été reprise en septembre dernier par Lear Seating. Le groupe français n'était pas en mesure de rivaliser avec l'offre américaine de 160 millions de dollars (870 millions de francs).

Beaucoup d'analystes ont d'ailleurs considéré ce prix excessif compte tenu des pertes de Sepi (30 millions de dollars deux années consécutives) et du niveau d'endettement déjà élevé de Lear Seating (plus de 400 millions de dollars à la fin 1994). Mais l'américain semblait prêt à tout pour prendre des parts de marché en Europe, quitte à oublier certains équilibres financiers. « Avec le retrait des constructeurs des activités d'équipementier, ce mouvement ne devrait pas s'arrêter », estime Daniel Dewavrin, PDG de Bertrand Faure, se référant à l'exemple américain. Déjà, le groupe prévoit qu'en 1995 les constructeurs présents en Europe produiront 32,4 % des sièges qu'ils utilisent, contre 42,7 % en 1994. En Amérique du Nord, la proportion sera de 17 %, contre 35 % en 1994.

V.M. et M.O.

Cable and Wireless et NEC lancent un partenariat dans les télécoms

ALLIÉ à l'américain US West pour son réseau de radiotéléphone Mercury One-to-One au Royaume-Uni, membre, tout comme le même US West, du consortium Bouygues pour le troisième réseau de téléphonie mobile français, associé depuis quelques jours à l'allemand Veba pour attaquer le marché des télécoms outre-Rhin, le groupe britannique Cable and Wireless vient de se choisir un partenaire de plus, le japonais NEC.

Les deux entreprises ont conclu un accord dans le domaine des télécommunications internationales, à l'annexe de Tokyo, le groupe nippon d'électronique NEC, vendredi 3 février. Le contenu de ce partenariat n'a pas été précisé dans le détail. Et les deux compagnies n'ont pas, pour le moment, de projets immédiatement opérationnels. En fait, il s'agit d'une sorte d'accord-cadre qui engage Cable and Wireless à apporter à NEC sa connaissance des affaires et des projets de télécommunications à l'étranger, en échange d'une assistance technologique du japonais.

Les deux partenaires ont commencé ainsi à engager des discussions sur les systèmes de communication par satellites et envisagent de s'associer dans le domaine de la téléphonie mobile en Asie.

Cable and Wireless établit ainsi un lien privilégié avec un fabricant de matériel qui, a-t-il expliqué, lui fait défaut. Le groupe britannique

estime avoir besoin de renseignements rapides sur l'évolution des technologies. Et, sans doute, d'un appui supplémentaire pour se développer en Asie.

Cable and Wireless, implanté de longue date en Extrême-Orient, détient 57,5 % de Hongkong Telecom, la première compagnie de téléphonie de Hongkong. De son côté, NEC, qui nourrit de très fortes ambitions dans les télécommunications - très gourmandes en semi-conducteurs, ces puces dont il est l'un des tout premiers producteurs au monde -, est aussi un important fabricant de centraux téléphoniques, avec notamment des usines spécialisées en Malaisie et en Chine. Le tandem semble s'être d'ailleurs en partie formé pour attaquer ce marché chinois via la téléphonie mobile. En se rapprochant d'un industriel, en s'inspirant à d'autres technologies, Cable and Wireless montre également sa volonté de devenir un véritable maître d'œuvre, capable aussi bien de concevoir que de gérer les réseaux téléphoniques.

Caroline Monnot

Le PMU menacé de nationalisation

L'idée ne suscite pas l'unanimité

LA COMMISSION européenne a donné vendredi 3 janvier son autorisation à un accord entre le Pari mutuel urbain (PMU), le Pari mutuel international (PMI) et la société allemande Deutscher Sportverlag Kurt Süss (DSV) sur la retransmission en Allemagne de courses hippiques françaises. L'affaire, qui remonte à 1989 après que la filiale allemande du bookmaker britannique Ladbroke eut porté plainte auprès de la Commission pour concurrence déloyale, semble donc close.

Enfin une bonne nouvelle pour le PMU plutôt en proie, actuellement, à des incertitudes. Les dirigeants des sociétés de courses se rapprochent au président Jean Farge d'être responsable du déficit dans lequel elles sont plongées (plus de 400 millions de francs). Le chiffre d'affaires de 33,34 milliards de francs en 1994 est en recul de 1,1 % après une érosion de 2,7 % en 1993, selon les chiffres présentés, mercredi 1^{er} février, par Jean Farge. Pour 1995, les perspectives sont juste état d'une stabilité malgré l'annonce en grande pompe du lancement en mai d'un nouveau

jeu au plan national, le « Grand 7 », qui semble avoir pris un retard considérable.

Aussi repartie-t-on du remplacement de Jean Farge. Le nom de Pierre Chardon, actuellement président du GIE Galop, un proche de Nicolas Sarkozy, est avancé. En début d'année, le ministre du budget a précisé ses directives dans une lettre où il demande la convocation d'une assemblée générale exceptionnelle du PMU.

RESERVES : Il s'agirait d'une prise de contrôle du conseil d'administration par une majorité de représentants de l'Etat (six sur dix). Le président, haut fonctionnaire au personnel extérieur, serait choisi par le gouvernement, de même que le directeur général. Ce montage ne fait pas l'unanimité. Avec plus ou moins de conviction, les dirigeants hippiques protestent contre ce qu'ils appellent une « nationalisation larvée ». Ils obtiendraient en échange des subsides et la promesse d'un maintien du prix des courses à leur niveau actuel (1,9 milliard). Certains juristes émettent des réserves sur la formule choisie d'un GIE d'Etat. Le texte d'un décret modifiant la réforme Rocard de 1983 a été transmis au Conseil d'Etat. L'échéance du 28 février, fixée pour faire aboutir ce montage, paraît difficile à respecter.

Guy de la Brosse

La télévision européenne

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

Les sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

La télévision européenne tente de s'organiser

Plusieurs réunions doivent permettre aux autorités françaises et aux instances européennes d'échanger leurs points de vue et peut-être d'arriver à un compromis dans le domaine des quotas de diffusion

Les dix prochains jours promettent d'être importants pour l'organisation de l'audiovisuel européen, de laquelle peu perturbée depuis les déclarations de Jacques Santier, successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commis-

sion européenne, exprimant des réserves face aux quotas de diffusion promus par la directive Télévision sans frontières. A l'issue de plusieurs réunions qui vont se succéder, à Bruxelles (mercredi 8 février), à Bordeaux

(lundi 13 et mardi 14 février), à Strasbourg (mercredi 15 février), on saura si les principaux protagonistes, à savoir la Commission de Bruxelles, les autorités françaises et le Parlement européen, s'orientent vers la re-

cherche d'un compromis ou bien, au contraire, se préparent à l'affrontement. Le souhait de Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, est que la directive soit adoptée dès le second semestre.

Le procès-verbal de la cérémonie des 7 d'or a été rendu public

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

L'enjeu est d'importance pour les télévisions européennes. Dans les dix prochains jours, il s'agit de décider comment les quinze pays de l'Union européenne élargie peuvent aménager la directive de 1989 sur la Télévision sans frontières (TSF) et, par ailleurs, renforcer l'effort consenti en faveur de la production et de la distribution d'œuvres européennes dans le cadre d'un nouveau programme « Média ».

La controverse porte sur l'actualisation de la directive et, surtout, sur l'obligation faite aux chaînes de diffuser une majorité de programmes européens. Le texte de 1989 impose cette contrainte « chaque fois que c'est possible ». Une clause qui permet bief des échappatoires aux pays hostiles à toute forme de protection.

Les Français souhaiteraient qu'elle soit supprimée dans le texte révisé. D'après les déclarations de Jacques Delors, la Commission européenne n'était pas parvenue, avant l'expiration de son mandat, à présenter une proposition. Celle préparée

par ses services, qui suggère d'offrir aux chaînes le choix entre quotas de diffusion et quotas d'investissement, avait, il est vrai, été mal accueillie par Paris.

Avec le changement de Commission, le 23 janvier, les cartes se trouvent rebattues, le titulaire du dossier devenant l'espagnol Marcelino Oreja. Celui-ci hésite sur la voie à suivre, alors que les opposants aux quotas repartent à l'offensive. Martin Bangemann, le commissaire (allemand) chargé de la politique industrielle, contredisant la position constante du collège, affirme que le texte actuel de la directive n'impose en réalité aucune contrainte légale aux chaînes de télévision.

Plus grave, le Luxembourgeois Jacques Santier, successeur de Jacques Delors, dans un entretien à l'*International Herald Tribune*, exprime à son tour son antipathie pour tout système de quotas (*Le Monde* daté 29-30 janvier). Ces interventions intempestives ont provoqué un double tir de barrage.

Le gouvernement français a manifesté sa mauvaise humeur. Intervenant le 1^{er} février devant la commission de la culture du Parle-

ment européen, laquelle lui a réservé un accueil chaleureux, le ministre de la culture et de la francophonie, Jacques Toubon, a expliqué que la nouvelle directive TSF devrait « assurer la promotion des œuvres audiovisuelles européennes en améliorant le dispositif prévu en 1989 sans que cela se traduise par un recul par rapport à ce dispositif ».

Les déclarations intempestives de M. Santier ont provoqué un double tir de barrage

Lors de cette rencontre, des parlementaires ont mis en doute la bonne volonté de la Commission. « M. Oreja exprime une position très peu combative, pour ne pas dire inerte. La Commission qui est en place aujourd'hui a l'intention de

gagner du temps, d'appliquer une tactique dilatoire, de ne pas tenir compte des demandes françaises et d'attendre des jours meilleurs [la fin de la présidence française] pour appliquer ses théories libérales », s'est exclamé Carlo Ripa di Meana (Vert-Italie). Roberto Barzanti (PSE-Italie) a proposé ses services à M. Toubon : « On peut imaginer une initiative législative du Parlement s'il n'y a pas de proposition de la Commission ».

Veodredi 3 février, lors d'une rencontre à Paris entre la présidence et la Commission, les Français ont renouvelé le message : Bruxelles est invité à soumettre des propositions avant la fin février (convenant qu'il est préférable de laisser passer la réunion du 7 sur la société de l'information, organisée par la Commission les 24 et 25 février) et prié de ne pas remettre en cause l'acquis (*Le Monde* daté 5-6 février).

A Paris, les réactions de MM. Bangemann et Oreja sont alors jugées « plutôt positives », mais on se demande s'il ne s'agit pas là d'« attitudes de circonstances ». On en saura davantage mercredi 8 février, la Commis-

sion Santier devant alors ouvrir le dossier sur la base d'un document, décrit comme « descriptif », qui lui sera soumis par M. Oreja.

Celui-ci rendra compte de ce débat et des orientations qui s'en sont dégagées, lors d'une réunion informelle des ministres de la culture qui se tiendra les 13 et 14 février à Bordeaux. Les Quinze réagiront à leur tour, et M. Oreja se rendra le 15 février à Strasbourg pour exposer les résultats de ce premier tour de piste devant la commission de la culture du Parlement.

Les Français espèrent que les propositions de la Commission, rédigées à la lumière des positions exprimées lors de la réunion de Bordeaux, parviendront suffisamment tôt au Conseil pour qu'il puisse avoir un échange de vues utile lors de sa session du 3 avril.

M. Toubon a indiqué qu'il était prêt, le cas échéant, à convoquer une réunion spéciale des ministres de la culture en juin. Son objectif est que la directive révisée puisse être adoptée au second semestre sous présidence espagnole.

Philippe Lemaître

L'ACADÉMIE des arts et de la télévision, coorganisatrice avec l'hebdomadaire *Télé 7 jours* de la cérémonie des 7 d'or, mardi 31 janvier, dont le palmarès a été annoncé (*Le Monde* du 3 février), a rendu public le procès-verbal des votes. Celui-ci montre que les 7 d'or ont bien été remportés par les lauréats cités et que les émissions et les professionnels de TF1 n'ont pas franchi la barre du vote. Sur 5 000 inscrits, 1 962 votes ont été enregistrés dans les délais requis. Les deux tiers émanent de sociétés comme la Société française de production et France Télévision, ce qui expliquerait, en partie, pourquoi les « nominés » de TF1 n'ont pas été retenus.

Ainsi, dans la catégorie « meilleur présentateur de journal télévisé », Bruno Masure (France 2) a recueilli 750 voix, Jean-Pierre Pernaut (TF1) 427, Christine Ockrent (France 3) 395, Patrick Poivre d'Arvor (TF1) 263. Paul Giannoli, directeur de la rédaction de *Télé 7 jours*, après avoir certifié ce vote sur factures d'envois postaux, sur Canal Plus, a précisé que la liste des votants pour les prochains 7 d'or serait revue. TF1 a toutefois réaffirmé ne plus participer à cette manifestation.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PINAULT - PRINTEMPS - REDOUTE

Le chiffre d'affaires progresse de 12 % en termes réels et de 2,2 % à structure et taux de change comparables.

Le résultat net part du Groupe devrait plus que doubler en étant au moins égal à 1.200 MF contre 511 MF en 1993.

Le Conseil de Surveillance, réuni le vendredi 3 février 1995 sous la Présidence de Monsieur Ambroise ROUX, a pris connaissance du rapport de Monsieur Pierre BLAYAU, Président du Directoire, concernant l'activité du Groupe en 1994. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour l'exercice 1994 s'inscrit à 70.860 MF contre 63.300 MF en 1993. La progression de 12 % s'établit à 2,2 % à taux de change et périmètre comparables, ce qui confirme la grande résistance du Groupe en 1994.

(en millions de francs)	1993 Publié	1994 Réal	Variation % Réal	Variation % Périmètre et taux de change comparables
Distribution Grand Public	37 143	41 538	11,8	0,0
Distribution Professionnelle	19 725	25 741	30,5	5,7
Commerce International	4 443	3 560	- 19,9	3,8
Holdings	42	21	NS	
TOTAL	61 353	70 860	15,5	
Sociétés sorties	1 947		NS	
CONSOLIDÉ	63 300	70 860	11,9	2,2

1) Les évolutions du périmètre du Groupe en 1994

Les restructurations de périmètre réalisées depuis 1993, qui ont conduit à céder des activités non stratégiques, essentiellement Prime Equipment et l'activité automobile de CICA en 1993, ont été complétées par les cessions de GDFI filiole de REXEL, et de la division Appareils de WILCOX and GIBBS aux Etats-Unis.

Parallèlement, le Groupe a continué en 1994 à se renforcer dans ses secteurs cibles :

- dans le pôle Distribution Grand Public, la Société d'investissement IENA, filiale commune de PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE (66,66 %) et de la Compagnie Générale des Eaux (33,34 %), a acquis, à l'issue d'une Offre Publique d'Achat simplifiée en octobre 1994, plus de 99 % du capital de la FNAC ; celle-ci est consolidée dans les comptes du Groupe à partir du 1^{er} septembre 1994 ;
- ou sein de REXEL, WILCOX and GIBBS consolidée par mise en équivalence en 1993, est consolidée par intégration globale ;
- CFAO a également renforcé sa présence dans le secteur automobile en Afrique en acquérant auprès de SCOA et d'OPTORG de nouvelles cartes de distribution ;
- enfin, le pôle Crédit et Services Financiers a acquis le contrôle en décembre 1994, de l'UCCM (non consolidée), établissement de crédit lié à la FNAC.

2) L'activité du Groupe a fait preuve d'une grande résistance en 1994

L'alliance des quatre pôles du Groupe permet aujourd'hui de tirer les bénéfices d'un bon équilibre des risques conjoncturels.

■ Dans un climat de consommation des ménages encore médiocre, le niveau des ventes du pôle Grand Public sur base comparable est resté stable avec des différences marquées selon les enseignes :

- les ventes de PRINTEMPS se sont maintenues au niveau de 1993, dans un contexte concurrentiel très vif ;

- PRISUNIC a enregistré une baisse attendue de son chiffre d'affaires due à l'assainissement engagé du parc des magasins, et à la réduction du nombre des affiliés. L'activité s'est redressée en fin d'année grâce à un positionnement prix très compétitif et à la relance de la politique commerciale ;

- des modifications du mix-produit ont permis à CONFORAMA de regagner des parts de marché dès le deuxième semestre et de terminer l'année de façon très satisfaisante ;

- LA REDOUTE qui a pu limiter les effets des pressions promotionnelles grâce essentiellement à la croissance des filiales étrangères et à une relance du service à la clientèle, a connu une année globalement stable ;

- la FNAC a vu son activité progresser sur les quatre derniers mois de l'année 1994 par rapport à la même période de 1993.

■ La reprise dans le secteur des biens intermédiaires a été ressentie dans l'ensemble du pôle Distribution Professionnelle (REXEL, PINAULT DISTRIBUTION, PINAULT EQUIPEMENT) dont le chiffre d'affaires progresse à structure comparable de 5,7 %.

■ Le pôle Commerce International, en dépit des effets de la dévaluation de 50 % du Franc CFA survenue en janvier, a enregistré une progression de son chiffre d'affaires de 3,8 % à périmètre et taux de change constants.

■ Le chiffre d'affaires du pôle Crédit et Services Financiers (mis en équivalence) s'élève à 2.508 MF contre 2.572 MF en 1993, l'effet de l'augmentation de la production de 7 % ayant été entièrement absorbé par la baisse des taux des crédits distribués.

3) Des résultats supérieurs aux prévisions

Il a été indiqué au Conseil, que sur la base de données provisoires non auditées, le résultat d'exploitation pour l'exercice 1994 devrait être supérieur à 2.500 MF, et le résultat net part du Groupe au moins égal à 1.200 MF.

Les catholiques sont en froid avec les médias

A L'OCCASION de la Journée chrétienne de la communication (JCC), célébrée par les Eglises dimanche 5 février, la Fédération française de la presse catholique et le quotidien *La Croix* ont rendu public un sondage réalisé fin décembre 1994 par la Sores sur les rapports entre les catholiques et les médias. Selon cette étude, 50 % des catholiques pratiquants réguliers estiment que la religion chrétienne est « plutôt mal prise en compte » par les médias, 31 % seulement étant d'avis contraire.

Sur ce point, la population catholique pratiquante (13 % de l'échantillon) se distingue de la moyenne des Français, celle-ci étant très partagée : 32 % des Français pensent que le christianisme est « plutôt bien pris en compte » dans les médias et 32 % pensent le contraire. Par rapport au traitement de l'islam, les catholiques pratiquants se montrent également insatisfaits : la religion musulmane est plutôt mal prise en compte pour 44 % des catholiques et pour 36 % de l'ensemble des Français.

En revanche, les thèmes d'intérêt du public catholique ne se différencient pas de ceux de l'ensemble des Français. Les faits divers, les questions humanitaires, la situation internationale arrivent en tête. La « vie des religions » n'intéresse même que 15 % des catholiques pratiquants contre 6 %

pour l'ensemble des Français, ce sujet arrivant en fin de liste.

« Dialoguer avec les médias » était le thème de cette Journée chrétienne de la communication. Pour l'illustrer, Radio-Notre-Dame avait demandé, dimanche, au cardinal Lustiger, archevêque de Paris, de changer de rôle et d'interroger quatre responsables des médias : Jean-Marie Colombani (*Le Monde*), Laurent Joffrin (*Le Nouvel Observateur*), Yvan Levaï (*France-Inter*) et Patrick de Carolis (*M 6*). Souvent exposé, bien ou mal, au traitement des médias, le cardinal Lustiger a pu renvoyer ses interlocuteurs à quelques questions concernant le traitement des événements religieux. Il a notamment regretté la « sous-estimation du fait religieux et de son impact social », la « vision folklorique » de cette dimension de l'existence humaine, et surtout la grille d'interprétation en « catégories politiques classiques » des événements d'Eglise.

L'archevêque de Paris s'est inquiété de la « dictature d'opinion » dans laquelle on a enfermé, selon lui, le débat sur le préservatif. Enfin, à propos de la « tentation intégriste », qui marquerait l'Eglise catholique, il a rejeté les interprétations qui consistent à confondre la « force d'affirmation » de la religion avec une « tyrannie potentielle ».

H. T.

Dix-sept quotidiens régionaux expérimentent une banque d'images

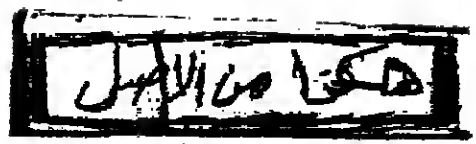
LE SYNDICAT national de la presse quotidienne régionale (SNPQR) a décidé de créer un groupement d'intérêt économique (GIE) pour la constitution d'une banque collective de photographies de presse. Il s'agit de mettre en commun le « regard de proximité » qui est celui des quotidiens régionaux en échangeant, à moindre frais, les images de terrain d'intérêt national.

Cette initiative, qui, selon le SNPQR, a « un caractère expérimental sur un ou deux ans, en dehors de toute logique commerciale », doit se concrétiser sur la base du volontariat. Sur les 37 quotidiens membres du syndicat, 17 ont actuellement dit oui : *L'Alsace*, *Le Bien Public de Lyon*, *Le Courrier de l'Ouest*, *La Dépêche du Midi*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *L'Indépendant de Perpignan*, *Midi-Libre (Montpellier)*, *La Montagne (Clermont-Ferrand)*, *La Nouvelle République du Centre-Ouest*,

Ouest-France, *Le Parisien*, *Le Progrès de Lyon*, *Le Provençal*, *Le Républiqueain lorrain*, *Sud-Ouest*, *Le Télégramme de Brest*, *La Voix du Nord*.

Cette banque d'images devrait être centralisée et gérée par *La Nouvelle République du Centre-Ouest*. Ces échanges pourraient s'opérer à moindre coût : 200 francs le cliché noir et blanc, 300 francs le document couleur. L'initiative du SNPQR sème l'émotion dans les rédactions, et notamment dans les services photographiques des quotidiens qui ont donné leur feu vert à l'expérience. C'est, estiment les syndicats de journalistes, la propriété intellectuelle qui est en jeu. Le SNJ, la CFDT, le SNJCGT et la FILPAC (Livre CGT) ont demandé à rencontrer le SNPQR. Dans chacun des quotidiens volontaires, la direction doit négocier les conditions de cette expérience.

G. Ch.



Le deuxième groupe d'expertise comptable risque d'être radié de l'ordre

Fiducial est accusé de ne pas respecter la déontologie de la profession

Fiducial, contrôlé par Christian Latouche, est en conflit avec l'ordre des experts-comptables qui lui reproche des entorses graves à la déontologie

de la profession. Selon un rapport réalisé par le cabinet d'Antoine Gaudino pour l'ordre des experts-comptables, les comptes de filiales se-

raient douteux et l'endettement de Fiducial atteindrait 1 milliard de francs. Christian Latouche rejette ces accusations.

FIDUCIAL, le numéro deux de l'expertise comptable en France derrière KPMG, est dans le collimateur de l'ordre des experts-comptables (OEC). Présidé par Christian Latouche, un lyonnais de cinquante-cinq ans, le groupe pourrait même être radié de la profession. Inconnue du grand public, cette nébuleuse opaque réalise auprès de ses 70 000 clients un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, avec ses 450 agences et ses 4 600 collaborateurs répartis sur tout le territoire français.

Premier grief à son encontre, depuis des années, le groupe de Christian Latouche ne respecte pas les normes, très strictes, de la profession. Pour assurer la qualité de leurs travaux, les sociétés d'expertise comptable doivent employer au moins un expert-comptable pour dix collaborateurs. L'expert-comptable doit superviser en outre tous les dossiers des clients du cabinet et ne pas les déléguer. « Fiducial ne respecte pas ces critères », explique Etienne Lampert, membre du conseil supérieur de l'OEC. « Nous avons par exemple recensé chez Fiducial des régions où un expert-comptable dirige seul douze bureaux différents, qui emploient au total une soixantaine de collaborateurs. »

CONTRADICTION

Ce manque d'experts-comptables dans Fiducial s'explique historiquement. En juillet 1989, Christian Latouche rachète l'entreprise de son père, l'association qui tient la comptabilité de très petites entreprises en violation de la monopole de tenue de comptabilité des experts-comptables. L'ordre accordé alors à Fiducial un délai de cinq ans pour intégrer l'OEC et se mettre en conformité avec les règles de la profession. Depuis le 30 juin 1994, le délai de grâce étant écoulé, tous les bureaux de Fiducial font l'objet d'un contrôle serré. « Pour Christian Latouche, la comptabilité est une prestation de service comme une autre. Il se moque totalement de nos règles déontologiques », explique Didier Kling, le nouveau président des commissaires aux comptes (Le Monde du 4 février). « Je respecte toutes les règles de l'ordre » se défend M. Latouche.

L'affrontement avec l'ordre paraît inéluctable. « J'ai la volonté d'aller jusqu'au bout de ce que les règles de l'ordre exigent. Je ne fléchirai pas », affirme William Nahum, président du conseil régional de l'OEC de Paris-Ile-de-France, dont dépend Fiducial - son siège est à Courbevoie (Hauts-de-Seine). Car Fiducial ne se contente pas d'avoir trop peu d'experts-comptables. Il offre aussi à ses clients une palette de prestations apparemment incompatibles avec l'expertise comptable. Non seulement Fiducial propose des conseils juridiques et fiscaux ou des services informatiques, mais il distribue du matériel de bureau par le biais de sa filiale SACI, rachetée en 1990. Il vend aussi des produits financiers grâce à la Banque Fiducial et Fiducial Finance. Tout cela sans sé-

certainement pas pour la vente de produits en tous genres », prévient René Ricot, président du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.

COMPTES DOUTEUX

Enfin, l'orthodoxie financière du groupe Fiducial laisse beaucoup à désirer. Les comptes de certaines filiales sont douteux. Les commissaires aux comptes de SACI, société cotée au second marché, ont émis une réserve sur ses états financiers en 1993. Ils n'ont pas voulu cautionner l'évaluation à hauteur de 133 millions de francs des titres de sa filiale Sadi Diffusion. L'année suivante, SACI a changé de commissaire aux comptes, comme l'ont fait la plupart des sociétés du groupe. Latouche dont les comptes font l'objet de réserves. A son tour, Sa-

Christian Latouche va prouver qu'il rembourse les dettes qui ont financé sa croissance. Les reprises de DACF en 1989, de SACI en octobre 1990 puis de la Financière de la Part-Dieu en juillet 1991 ont été financées, toujours selon M. Gaudino, par trois emprunts de 100, 180 et 133 millions de francs. Au 30 septembre 1991, la société civile Fiducial, qui contrôle l'ensemble du groupe de Christian Latouche, avait un endettement de 481 millions de francs. Toujours selon le rapport Gaudino, l'endettement de l'ensemble du groupe s'élèverait à 1 milliard de francs. « Faux », explique M. Latouche, il est de 300 millions de francs.

La façon dont Christian Latouche a pu emprunter tant de capitaux reste un mystère : surtout avec 13 millions de francs de fonds propres seulement dans la société civile Fiducial en 1991. L'explication se trouve peut-être derrière les sociétés écran qui détiennent Fiducial. Car aujourd'hui Fiducial n'est contrôlée par Christian Latouche et son épouse qu'à hauteur de 83 %. Une société civile, Dame Blanche, en détient 58,3 % et Fidintertrust, une « co-qualité » basée aux Pays-Bas, les 33,3 % restants. Officiellement, les époux Latouche contrôlent ces deux sociétés. Ce qui n'empêche pas Didier Kling d'être dubitatif. « Les sociétés d'expertise comptable doivent être détenues à plus de 50 % par des professionnels. Je n'exclus pas que Christian Latouche ait des sources de financement en dehors de la profession. Sinon pourquoi aurait-il fait toutes ces sociétés écran ? » Le dernier mystère réside dans la banque Fiducial, chargée de gérer la trésorerie du groupe. « Les placements de trésorerie du groupe Fiducial devraient atteindre 150 millions de francs (en 1994), voire davantage, transformés en majeure partie en des avances à d'autres sociétés du groupe », explique la banque dans son rapport de gestion du 2 février 1994. Elle envisage de collecter auprès des clients du groupe 50 millions de francs d'OPCVM et 30 à 40 millions de francs de SCPI. Reste à savoir si ces fonds seront réinvestis dans le groupe Fiducial. Dans ce cas, tous les excès sont possibles.

Arnaud Leparmentier

Des menaces contre René Ricot

René Ricot, qui devait être réélu le 6 février président du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables (OEC), a commandé au cabinet d'Antoine Gaudino un rapport sur l'organisation du groupe Latouche et sa santé financière. Par une coïncidence troublante, au moment où René Ricot recevait ce rapport, l'Libération révélait le 19 janvier que la Commission des opérations de Bourse (COB) avait transmis au parquet un dossier impliquant René Ricot, qui fut aussi l'un des organisateurs de la campagne pour l'élection présidentielle de Raymond Barre en 1988.

« Au regard des informations disponibles, on ne voit pas où est le problème dans le dossier Ricot », constate William Nahum, président des experts-comptables de Paris-Ile-de-France. Mais, impliqué dans une affaire judiciaire, René Ricot perd de son autorité pour sanctionner Fiducial. Depuis des mois, la profession s'inquiète des agissements de Christian Latouche. « Vous avez tenu des propos qui ont été compris comme pouvant apparaître comme des menaces, voire des moyens de pression, contre le président du conseil supérieur », écrit le 13 janvier 1995 William Nahum à Christian Latouche. Déjà sermonné à ce sujet quelques mois plus tôt, M. Latouche avait répondu à « avoir des idées qui font peur d'irréversible » contre René Ricot.

par, au moins formellement, ces activités pluridisciplinaires. « Le collaborateur [de Fiducial] représente l'ensemble de la firme, et il doit distribuer à son client... l'ensemble des produits de la firme », expliquait Christian Latouche en novembre 1994 dans une cassette vidéo destinée à son personnel.

Fiducial se retrouve clairement en contradiction avec les normes de la profession. « Le conseil supérieur de l'ordre va probablement autoriser les experts-comptables à faire du conseil, uniquement pour les clients de chaque cabinet, mais

ci Diffusion a « oublié » de déprécier les titres de participation d'une de ses filiales, qui lui avait transféré son fonds de commerce. En jonglant avec la comptabilité, SACI a surévalué les titres de ses filiales, qui représentent 99 % de ses immobilisations. Selon le rapport établi par Antoine Gaudino, la différence entre la valeur inscrite au bilan des filiales de SACI et leur actif net comptable atteint 87 millions de francs. « Tout le rapport Gaudino est fantaisiste », accuse M. Latouche.

Nul ne sait réellement comment

La BNP cède ses crédits hypothécaires à Halifax

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS vient de signer la vente de sa filiale BNP Mortgages à la Halifax Building Society, premier établissement de crédit hypothécaire britannique. Elle cède ainsi la totalité de son portefeuille d'environ 1,5 milliard de livres (12,5 milliards de francs). La BNP Mortgages Ltd, dont le siège est à Londres, était jusqu'à présent une filiale à 100 % du groupe BNP à travers BNP UK Holding Ltd. Elle exerce son activité dans les domaines du crédit aux particuliers, du courtage d'assurances et de l'administration de prêts immobiliers pour le compte d'autres institutions financières. Cette cession marque la poursuite du recentrage des activités internationales, orientées principalement vers la banque de grande clientèle au niveau mondial, indique la BNP dans son communiqué.

■ ERIDANIA BÉGHIN-SAY : le rachat du groupe sucrier n'est pas exclu par Umberto Agnelli, président de l'Ifil, holding de diversification de la famille Agnelli (Le Monde du 4 février). Eridania Béghin-Say contrôle 14 % du marché européen du sucre à travers le groupe Saint-Louis, dont l'Ifil détient 25,9 %. « Saint-Louis a d'énormes ressources disponibles, et quand on a beaucoup d'argent, il faut faire attention à la façon dont on le dépense, même s'il est sûr que les investissements iront vers les secteurs stratégiques du sucre et du papier », a déclaré Umberto Agnelli au quotidien économique italien Il Sole-24 Ore. « Nous ne pouvons affirmer que nous acquerrons Eridania Béghin-Say, mais cela n'est pas à exclure », a dit M. Agnelli.

■ BOLLORE : Bollore Technologies et le groupe papeter allemand Schoeller et Hoesch viennent de conclure un accord pour rapprocher leurs activités dans les papiers à fibres longues, dont la principale utilisation est la fabrication de sachets à thé. Le nouvel ensemble franco-allemand se placera au deuxième rang mondial. Bollore, qui occupe le quatrième rang mondial, dispose d'une usine à Saër (Finistère), a précisé un communiqué du groupe le 3 février, et le papeter allemand est le troisième producteur mondial de sachets à thé, avec des usines en Alsace, aux Philippines et en Allemagne.

■ DASSAULT : l'avionneur a doublé ses ventes d'avions d'affaires en 1994, avec 45 appareils vendus contre 23 en 1993 et 22 en 1992, a annoncé, vendredi 3 février, Bruno Revellin-Falcoz, vice-président de la société aéronautique française. Ces ventes, qui représentent un chiffre d'affaires de près de 6 milliards de francs contre 3 milliards en 1993, ont été réalisées pour 98 % à l'étranger. Le marché nord-américain représente les deux tiers des ventes.

■ OPEL : la filiale allemande de General Motors devait annoncer, lundi 6 février à Francfort, un bénéfice de 390 millions de deutschemarks (1,33 milliard de francs) pour l'année 1994. En 1993, année noire pour les constructeurs automobiles, Opel avait affiché des pertes de 571 millions de deutschemarks.

■ SDBO : la filiale du Crédit lyonnais fait l'objet d'une information judiciaire, ouverte contre Pierre Despesailles, ancien directeur général de la SDBO, à la suite d'une plainte contre X... déposée par la banque publique. Celle-ci porterait sur les financements immobiliers de la SDBO, notamment sur le dossier Immobilap, société présidée par le marchand de biens Jean-Claude Hallais, dont l'endettement a atteint 8 milliards de francs pour un capital de 160 millions de francs. La conciliation entamée par le tribunal de commerce de Paris en octobre 1993 avec les différents créanciers d'Immopar est toujours en cours.

■ UAP : le président de la première compagnie française d'assurances, Jacques Friedmann, a annoncé que son groupe venait de signer un accord de coopération avec l'assureur japonais Dai-Itokyo. Aux termes de cet accord, l'UAP représentera cette compagnie d'assurances, dommages-en Europe et dans les pays d'Asie où elle n'est pas encore implantée, tandis que Dai-Itokyo représentera l'UAP au Japon.

■ MANPOWER : le groupe spécialisé dans le travail temporaire, porté par la croissance de son secteur en 1994, a réalisé au plan mondial un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de dollars (22,8 milliards de francs), en hausse de 35 %, et doublé son résultat net à 63,9 millions de dollars. La progression est encore plus sensible pour la filiale française, qui, avec un chiffre d'affaires de 9,36 milliards de francs, en hausse de 41 %, a quintuplé son résultat net à 157,4 millions de francs, pour 1,2 million de contrats (+38 %) signés dans l'année.

IBM renonce à imposer à ses cadres un code vestimentaire

LE PATRON du groupe informatique américain, Louis Gerstner, a affirmé, vendredi 3 février, le personnel de « Big Blue » du code vestimentaire traditionnel de la société, chemise blanche et complet bleu nuit. En 1993, M. Gerstner, à peine nommé à la tête d'IBM, avait déjà fait sensation en portant une chemise bleue. Certains cadres du groupe, notamment les équipes de Boca Raton, en Floride, ou de la Silicon Valley, en Californie, avaient déjà pris des libertés avec les critères d'élégance de la compagnie, sans réussir à rendre obsolète l'uniforme officiel. M. Gerstner, bien décidé à rompre avec certains fondements de la culture IBM, a annoncé la mise en vente prochaine du siège social du groupe, érigé en 1964 à Armonk, dans l'Etat de New York. De nouveaux bâtiments devraient être construits à proximité de l'ancien site.

L'assainissement de Sumitomo pourrait servir d'exemple au Japon

TOKYO

de notre correspondant
L'annonce faite par la banque Sumitomo qu'elle inscrist à son compte d'exploitation pour l'année fiscale 1994 qu'elle s'achève en mars une perte de 200 milliards de yens (14,5 milliards de francs) (Le Monde daté 29-30 janvier) indique-t-elle une accélération de la politique d'assainissement des créances douteuses menée par les banques japonaises ? Certains observateurs, sans nier que l'initiative de Sumitomo pourrait avoir un effet d'entraînement, doutent que son exemple soit immédiatement et largement suivi. Ils estiment que, si un mouvement se dessine, il contribuera à élargir le fossé entre les banques en bonne santé et celles qui le sont moins.

Contrairement à ce que certains opérateurs avaient pu craindre, le marché boursier a réagi favorablement à cette annonce sans précédent : l'indice Nikkei a gagné 2,40 % la semaine dernière. Selon les analystes, l'initiative de Sumitomo est interprétée comme un signe d'une plus grande confiance dans les perspectives d'assainissement de comptes des banques. Les autorités financières, jusqu'à présent réticentes à laisser une banque présenter un bilan déficitaire de peur d'entamer la confiance du public (la faillite d'une banque est pratiquement inconnue au Japon), semblent avoir modifié leur attitude et souhaitent accroître la pression en vue d'une liquidation au plus tôt des séquelles de la bulle spéculative de la fin des années 1980. La banque Sumitomo n'aurait

jamais procédé à une annonce sans précédent sans leur accord.

C'est la première fois depuis la sonnerie qu'une banque de l'importance de Sumitomo annonce des pertes aussi considérables. Relevant sur ses prévisions antérieures qui faisaient état d'un bénéfice de 65 milliards de yens, Sumitomo a décidé de faire passer de 500 milliards à 800 milliards le montant des pertes consécutives à des provisions sur de mauvaises créances qui devront être ajoutées cette année. Cette initiative confirme l'ampleur du problème de mauvaises créances dont souffrent les banques nipponnes.

DETTES SOUS-ÉVALUÉES

Le montant réel des mauvaises dettes de Sumitomo est en effet bien supérieur à ce qu'elle avait reconnu : alors que la banque avait annoncé en septembre que le montant de celles-ci s'élevait à 1190 milliards de yens, la semaine dernière elle reconnaissait que les 800 milliards qu'elle entend éponger cette année ne représentent que 20 % du total de ses créances douteuses (en d'autres termes, le montant de celles-ci serait donc de 4 000 milliards de yens).

Selon les critères en vigueur, les banques ne sont tenues d'inscrire comme créances douteuses que les prêts pour lesquels les intérêts n'ont pas été versés ou le principal remboursé depuis six mois. Si l'on tient compte de l'ensemble des prêts « restructurés » et des créances sur la coopérative de rachat mise en place pour faciliter l'apurement des dettes, le montant

des mauvaises créances est infiniment plus élevé. Ce qui est valable pour Sumitomo l'est vraisemblablement aussi pour le reste des banques : le montant officiel des mauvaises créances des vingt et une principales banques (19 000 milliards de yens) est fortement sous-estimé. Jusqu'à présent, on pensait que le montant officiel devait être multiplié par deux : en fait ce serait par quatre.

Le recul des résultats d'exploitation des banques japonaises, arrêtés en septembre dernier, ne facilite pas la liquidation de leurs créances douteuses. Au cours des six premiers mois de l'exercice 1994 (qui a commencé en mars de l'année dernière), les onze premières banques avaient passé aux profits et pertes 1 300 milliards de yens, un montant presque égal à celui de 1993, grâce à la réalisation de plus-values sur des valeurs mobilières. Compte tenu des bénéfices enregistrés au dernier semestre et du rythme d'apurement des mauvaises dettes suivi jusqu'à présent, il faudrait dix ans aux banques pour « éponger » l'ensemble des créances douteuses déclarées. Le séisme de Kobe pourrait augmenter le nombre des petites entreprises insolubles : ces nouvelles créances douteuses pourraient se chiffrer à 1 000 milliards de yens.

SCANDALES

La politique poursuivie par Sumitomo suscite d'autant plus d'attention qu'elle fut la banque dont la gestion a été parmi les plus aventureuses au cours de la fin des années 80. Les scandales auxquels elle a été

mêlée montre que certains dirigeants de la banque n'hésitaient pas dans la poursuite agressive de profits qu'ils menaient à entretenir des liens avec les milieux les plus interlopes de la société. En automne dernier, le directeur de la succursale de la banque à Nagoya a été assassiné. On ignore toujours le commanditaire de ce crime.

Selon Ralsuke Miyawaki, ancien chef de la brigade anti-gang de la police nationale et aujourd'hui conseiller d'entreprises, une bonne partie des mauvaises créances des banques (30 % à 40 %) pourrait être liée à des opérations spéculatives menées au profit de truands (Le Monde du 2 décembre). Même si d'autres grandes banques suivent l'exemple de Sumitomo, les plus affectées par les dettes irrécouvrables sont les organismes de crédit non bancaires qui se trouvent dans leur mouvance et se sont lancés dans des opérations hasardeuses. Dans l'hypothèse d'une hausse des taux d'intérêt entraînée par l'accroissement du déficit budgétaire dû au financement de la reconstruction de Kobe, les banques ne pourront plus les soutenir comme elles l'ont fait au cours des deux ou trois dernières années et beaucoup pourraient être accusés à la fin.

Les mauvaises dettes enregistrées par les banques nipponnes les affaiblissent assurément, mais ne mettent pas en péril leur survie : elles disposent notamment de réserves profitables de leurs portefeuilles qui sont estimées à 19 300 milliards de yens.

Philippe Pons

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA The Link Between Continents Since 1980

SAN FRANCISCO 114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco

California State APPROVED
fully ACCREDITED W.A.U.C.

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational

■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés

Autres programmes de l'Université : Bachelor, et DOCTORATE of Business Administration

Main European Information Center :
17-25, rue de Chaillot 75116 Paris
Tél : (1) 40.70.10.00
Fax : (1) 40.70.10.10
IUA Tél : (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052

IUA SAN FRANCISCO

■ LE DEUTSCHEMARK recule face au franc à 3,4667 francs lundi au cours des premiers échanges entre banques contre 3,4710 francs vendredi soir (3,4717 francs selon le cours BdF).

CAC 40 ↗ Clôture	CAC 40 ↘ 1 mois	CAC 40 ↘ 1 an	SBF 120 ↘ 3 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	------------------------

nault-Printemps-Redoute ou Ugine. L'intention de l'Ifil (groupe italien Agnelli) de reprendre la totalité du capital d'Eridania Béghin-Say entraîne une hausse de 7,2 % de ce titre.

s'améliorer pour 1994, même si leur progression sera inférieure à l'objectif de 30 % (*Le Monde* du 31 janvier).

APRÈS UN DÉBUT D'ANNÉE à nouveau très difficile, qui s'est traduit par un recul de plus de 10 %, l'action UAP s'est reprise la semaine dernière, et notamment vendredi, en regagnant 4,6 % à 125 francs. Le titre UAP a été victime des inondations. L'action UAP a également subi l'annonce de provisions supplémentaires pour couvrir les risques immobiliers. Toutefois, Jacques Friedmann, le président de l'UAP, a confirmé que les résultats vont

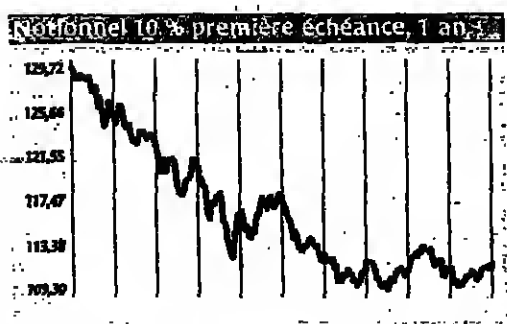
« Je ne pense pas que leur progression durera, car les volumes ne sont pas très étoffés. Des rachats d'opérateurs à découvert, après les dégagements de la semaine dernière, ont contribué à leur redressement », souligne Toshiyuki Nistiguchi, de Daiwa Securities.

	Cours au 03/02	Cours au 02/02	var. en %
Paris CAC 40	1842,69	1816,10	+1,43
New-York/DJ Indus.	3910,40	3920,70	-0,26
Tokyo/Nikkei	18539	18604,30	-0,35
Londres/T100	2057,08	2034,70	+1,12
Francfort/Dax 30	2057,90	2045,20	+0,62
Frankfurt/Comex	768,74	765,60	+0,41
Buenos Aires	1537,28	1536,65	+0,07
Brasile/IBV	1363,63	1362,60	+0,07
Brasile/IGP	154,64	155,00	-0,23
Amsterdam/AEX	277,80	274,10	+1,35
Madagascar/30	265,30	264,70	+0,24
Stockholm/FTSE	1175,68	1166,29	+0,80
Londres/F100	2312,50	2303,30	+0,40
Hong Kong/Hang Seng	7470,72	7342,63	+1,72
Singapour/STI	2110,20	2100,20	+0,48

PARIS → jour le jour
PARIS ↘ CAT 10 ans
NEW YORK ↗ jour le jour

aux prévisions. Des chiffres qui pou-
diquent un ralentissement de la croi-
Le département du travail a annoncé
5,7 % du taux de chômage en janvier
décembre 1994, et 134 000 créations
256 000 anticipées par les analystes
coup, le taux d'intérêt sur les bons
est tombé à 7,68 % vendredi contre

LE MATIF a entamé la séance du lundi 6 février sur une nouvelle hausse de 0,24% du contrat notional à 111,94. Vendredi 3 février, le contrat notional mars avait déjà gagné 44 centimes à 111,70. Une progression dans la foulée du marché obligataire américain, euphorique, vendredi, après la publication d'une hausse du taux de chômage en janvier aux Etats-Unis et d'un nombre de créations d'emplois nettement inférieur



France jour le jour	5,25
Pibor 3 mois	5,85
Eurofranc 3 mois	7,65
US Bond 7,50 % 11/2024	7,65
Fed Funds	3,95
Eurodollar 3 mois	93,40
Bund 6,75 % 2004	7,65
Allemagne jour le jour	4,85
Euro DM 3 mois	94,75
Gilt 6,75 % 10/2004	8,50
Royaume-Uni jour le jour	5,25

Taux de rendement	Taux au 02/02	Taux au 02/02	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,62	7,62	100,72
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,79	7,74	100,92
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	8,03	7,96	101,16
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,12	8,09	101,46
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,42	8,38	102,03
Obligations françaises	8,25	8,21	101,06
Fonds d'Etat à TME	-0,51	-0,75	100,44
Oblig. franc. à TME	-0,54	-0,59	99,80
Oblig. franc. à TME	-0,57	-0,47	99,84
Oblig. franc. à PRR	+0,15	+0,15	100,12

	Q3R2	Q3R1
Jour le jour	5,31	
1 mois	5,42	5,34
3 mois	5,66	5,70
6 mois	6,02	6,14
1 an	6,53	6,63
PIBOR FRANCS		
1 mois	5,50	--
2 mois	5,62	--
3 mois	5,75	--
6 mois	6,12	--
9 mois	6,38	--
1 an	6,62	--
PIBOR ECU		
Pibor Ecu 3 mois	6,12	--
Pibor Ecu 6 mois	6,50	--
Pibor Ecu 12 mois	7,06	--

Échéances	volumé	dernier prix	plus haut	plus bas	cours de compté
NOTIONNEL 10 %					
Mars 95	148,352	111,70	111,80	111,54	111,76
Juin 95	942	110,80	110,85	110,52	110,84
Sept. 95	32	109,88	109,88	109,88	110,18
Déc. 95					
PRIOR 3 MOIS					
Mars 95	18264	93,93	93,93	95,87	93,93

échéances	volum	premier prix	plus haut	plus bas	cours d' compen
Février 95	23131	1354	1357	1351	1355
Mars 95	835	1363	1364	1362	1362,5
Avril 95	—	—	—	—	1370
juin 95	—	—	—	—	—

Échéances	volume	premier prix	plus haut	plus bas	cours d'compen
Février 95	231,91	1854	1857	1881	1855
Mars 95	855	1863	1864	1842	1862,5
Avril 95	—	—	—	—	1870
Juin 95	—	—	—	—	—

PRINCIPALY ÉCARTS

HAUSSES	Cours du jour	Var. en %
Eridania Bégin I	77	+ 0,6
Dynaction I	13,58	+ 0,1
Des-Lite 1	465	+ 0,1
Des-Lite 2	114,50	+ 0,2
Soleobanque I	158	+ 3,9
Ingenio I	81	+ 0,7
Bancarie (Co) I	489,10	+ 0,1
ACF-Aus. Inter. I	156,90	+ 0,2
Groupe Anad. S.A.	500	+ 6,6
Préfin. Prim. Régl.	1013	+ 8,2
BAISSES		
Metropole Inter. I	51	- 0,6
HS 2	206,10	- 0,1
Geophysical Int	326	- 0,2
Lébon 2	256,10	- 0,2
Norden (Ny) 2	375	- 0,2
Sig. Batignolles I	201,10	- 2,3
BT-Entrepote I	358	- 0,2
GFM Canada I	1080	- 0,5
Sauquignon (N) I	1192	- 0,1
Des-Lite-Aus. Inter.	426	- 0,1

HAUSSES		Cours du jour	Var. %
Finats (esLocalin)		141	-2,1
ABCAJ(nDew.Xy		60	-1,7
ed Electronique		16,15	-1,2
Chaine et Trains #		275	+2,5
Devernos (Ly)		415	+2,2
BAISSES			
Mecolac 2 (Ly)		115	-2,2
Alain MiroslavTyz		92,50	-1,1
Saci (Ly)		148	-1,3
G.E.P. Pasquier		56	-1,8
Ducros Serv.Rapide		91	-2,2

INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ		09/02	08/02	07/02
Ind. gén. SBF 120		120,49	+1,1	+1,1
Ind. gén. SBF 250		1215,41	+1,1	+1,1
Valeurs index:				
1 - Energie		1403,06	+1,1	+1,1
		1403,71	+1,1	+1,1

3 - Construction	1484,14	1469,22	+ 0,98
4 - Piece d'equip	1057,00	1057,00	+ 1,00

	Titres échangés	Capital en millions de francs
LYM&H Moore Vuitton 1	82050	699
Air Liquide 1	69420	524
Saint-Gobain 1	61580	519
Elf Aquitaine 1	114533	466
Rhône-Poulenc A 1	354060	443
Pineau-Prin, Red.1	46695	439
Erdosian Beylin 1	55500	415
Eurotunnel 1	1724000	478
Société Générale 1	76750	411
Danone 1	53660	405

4 - Bienes e equip.	1.062,91	1.062,91	+1,23
5 - Automóviles	1.866,99	1.866,99	+1,70
6 - Bienes consom.	1.726,68	1.726,68	+1,03
7 - Indus. agro-alim.	1.282,94	1.282,99	+1,15
Servicios	1.155,97	1.149,14	+0,95
8 - Distribución	1.781,32	1.746,35	+0,68
9 - Otros servicios	894,40	888,55	+1,14
Sociedades financieras	970,48	956,65	+1,45
10 - Inmobiliario	730,74	732,65	-0,26
11 - Servicios financ.	1.000,54	999,90	+2,15
12 - Sociedades invest.	1.084,56	1.079,98	+0,50
Inv. Social. Marcha	237,47	236,85	+0,23

FRANCFORT

Sélection de valeurs du FT 100		03/02
Allied Lyons		5,21
Burdens Bank		5,91
C.A.V. Services		4,48
British Aerospace		4,81
British Airways		3,69
British Gas		3,08
British Petroleum		4,20
British Telecom		4,21
B.T.I.R.		3,04
Cadbury Schweppes		4,35
Eurotunnel		2,88
Gazco		3,78
Grand Metropolitan		3,77
Gullerries		4,28
Hanson Plc		2,35
Griat Inc		5,27
H.S.B.C.		6,94
Imperial Chemical		5,22
Loysls Bank		5,49
Marles and Spencer		3,86
National Westminster		4,96
Peninsular Oriental		5,74
Reuten		3,08
Saatchi and Saatchi		2,08
Shell Transport		7,09
Smithline Becham		4,52
Tate and Lyle		4,78
Unilever Plc		5,17
Wellcome		10,17
Zecca		9,01

	02/02	02/03
Aktien Holding N	2365	2340
BASF	5247	501,26
Bayer	266,30	267,80
Bayer hypotekendarb	379	386,70
Bayer Vereinsbank	426,50	425,20
BMW	742	739
Commerzbank	525,30	520
Continental AG	213	222,50
Daimler-Benz AG	709,50	700,50
Deutsche	453	455,30
Deutsche Babcock A	195,50	189,50
Deutsche Bank AG	704,80	705
Deutsche BK AG FR	295,20	295,20
Henkel V	550	549
Hoechst AG	523,60	521
Manfred AG	566,50	565,10
Kauffhold Holding	467,50	461,50
Linde	529,50	519,50
LT, Lufthansa AG	192,50	194,50
M&T	409	408,50
Mannesmann AG	416,80	412,70
Metallgesellschaft	124	125
Preuss AG	468	470
Rohr	430,80	426,30
Scherff AG	1108,50	1099,50
Thyssen	694,50	695,50
Thyssen AG	256,50	265,90
Viel AG	322,10	320,50
Ving	492,50	490
Wieland AG	1020	990

US/F ↗ 5.2775	US/DM ↘ 1.3090	US/Y ↘ 97.2500	DM/F ↗ 3.4717	I/E ↘ 8.3030
---------------------	----------------------	----------------------	---------------------	--------------------

contre 99,80 yens vendredi soir. Le dollar était coté à 99,5 yens lundi à Tokyo en très légère baisse par rapport aux derniers cours de vendredi (99,50 yens), mais en baisse par rapport aux cours d'ouverture de lundi (99,68 yens).

LE DEUTSCHEMARK recule à 3,4667 francs, lundi 6 février, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4710 francs (3,4717 francs selon le cours indicatif de la BdF), vendredi soir 3 février. Le dollar s'apprécie à 5,3008 francs et 1,5295 deutschemark, contre respectivement 5,2940 francs (il s'inscrivait à 5,2725 francs BdF) et 1,5290 mark dans les échanges interbancaires de vendredi en fin de journée, mais s'effrite face au yen à 99,64 yens

	06/02	03/02
FRANCFORT: USD/DM	1,5090	1,6890
TOKYO: USD/Yens	97,2500	103,6500

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVICES	coins BDF 80%
Allemagne (100 dm)	347,170
Ecu	6,5435
Etats Unis (1 usd)	5,2725
Belgique (100 F)	16,6510
Playa-Bas (100 fr)	309,7500
Traffic (1000 fr)	3,7190
Quatrema (1000 lrd)	8,7790
Irlande (1 lrd)	2,2125
Gde-Bretagne (1 £)	8,3030
Grèce (100 drach)	4,7210
Suède (100 krs)	70,5600
Suisse (100 F)	410,8300
Norvège (100 k)	79,2200
Autriche (100 sch)	49,3360
Espagne (100 pes.)	3,9890
Portugal (100 esc)	3,3650
Canada 1 dollar ca	3,7560
Japon (100 yens)	3,5900
Finlande (couronne)	111,9000

DEVISES comptées:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	5,26	5,26	5,26	5,26
Yen (100)	3,29	3,29	3,29	3,29
Deutschmark	3,46	3,46	3,46	3,46
Franc Suisse	4,10	4,10	4,10	4,10
Lire ital. (1.000)	3,32	3,32	3,32	3,32
Livre sterling	6,30	6,30	6,30	6,30
Peseta (100)	4,05	4,05	4,05	4,05
Franc Belge	16,84	16,84	16,84	16,84
Dollar Canadien	3,74	3,74	3,74	3,74
Florin Pays-Bas	3,09	3,09	3,09	3,09

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	cours 08/02	cours 09/02
Or fin (1/2 barre)	63300	63600
Or fin (en lingot)	63900	63950
Once d'Or Londres	375,25	376,35
Pièce française (20f)	367	369
Pièce suisse (20f)	370	370
Pièce Union lat (20f)	367	369
Pièce 20 dollars us	2505	2480
Pièce 10 dollars us	1250	1250
Pièce 50 pesos mex.	2370	2380

INDICES		
	05/02	02/02
Dow-Jones Compliant	194,83	2.359,00
Dow-Jones à terme	259,83	205,00
MÉTALX (Londres)		
Cuivre comptant		2920
Cuivre à 3 mois		2895
Aluminium comptant		2280

Plomb à 3 mois	5000	5000
Plomb compliant	5000	5000
Plomb à 3 mois	5000	5000

	cours 05/02	cours 02/02
WTI (New York)	16,38	16,3
Brant (Londres)	17	16,8

Plomb à 3 mois	5245
Plomb comptant	5245
Plomb à 3 mois	5245
Etain comptant	5865
Etain à 3 mois	5865
Zinc comptant	1140
Zinc à 3 mois	1140

COMPTANT

235

SECOND
MARCHÉ

150

AUJOURD'HUI

SPORTS

TOURNOI Le XV de France s'est nettement incliné face à celui d'Angleterre (31-10), samedi 4 février à Twickenham, lors de la deuxième journée du Tournoi des cinq na-

tions. Au terme d'un match intense, où ils ont été dominés par un paquet d'avants aussi puissant que dynamique, les Français ont subi leur huitième défaite consécutive face à

l'équipe d'Angleterre, par la plus grosse marge depuis 1914. ● LES ANGLAIS, meilleurs rugbymen européens, ont toutes les chances de gagner le Tournoi en réussissant la

grand chelem. Leur démonstration de force et de technique les place parmi les favoris de la Coupe du monde en Afrique du Sud. ● LES ECOSSAIS sont entrés dans le

Tournoi en battant les Irlandais (26-13). Pour la prochaine journée, le 18 février, les Français recevront les Écossais tandis que les Anglais se déplaceront au pays de Galles.

Les rugbymen français partent à reculons pour la Coupe du monde

Le match au sommet du Tournoi des cinq nations a livré un verdict sans appel : le XV d'Angleterre vainqueur (31-10) est aujourd'hui bien supérieur à l'équipe de France

ANGLETERRE : trois essais par Jeremy Guscott (33) et Tony Underwood (74, 80) ; deux transformations (33, 80) et quatre pénalités (19, 27, 53, 58) par Rob Andrew.

FRANCE : un essai par Sébastien Vias (50) ; une transformation et une pénalité (18) par Thierry Lacroix. Remplacements : Lanreot Bénézech par Laurent Seigne (24), Jean-Luc Sadourny par Sébastien Vias (38).

TWICKENHAM

de notre envoyé spécial
Ce furent trente minutes à regretter d'être entré sur le terrain et à se frotter les mains d'être assis dans les tribunes, jamais à court de formules, le troisième ligne Laurent Cabannes les compare à « un séisme, très haut dans l'échelle de Richter ». « C'était Kobé », ré-

sime-t-il. Lorsque trente corps s'affrontent, lorsque deux volants de puissance ovale se chevauchent, il ne s'agit heureusement pas de décompter des pertes humaines sur le terrain. Sur le gazon de Twickenham, des énergies s'ébréchaient, des stratégies s'effondraient, des orgueils vacillaient. Sous un soleil qui avait fait fondre d'avance toute tentative de justification climatique, les joueurs en blanc avaient chargé huit d'entre eux d'exposer d'emblée leur méthode.

Les anglais s'ajoutaient-ils pour décompter les mètres gagnés. Les ballons passaient de main en main, selon un plan établi d'avance qui ne tolérât pas plus d'erreurs qu'une relève de la garde à Buckingham Palace. Ils ne sortaient des regroupements que pour y être renforcés aussitôt par le demi de mêlée, Kyran Bracken, Tim Rodber et Ben Clarke, trois

sièmes lignes d'un troisième type, ne s'absentaient du groupe que pour aller sonder le mur un peu plus loin, pour déceler au son de leurs percussions, les creux dans la défense adverse. Ils étaient aussitôt rejoints par leurs acolytes, voués corps et âme à la continuité de l'action.

Au bout de cette demi-heure, l'essai vint comme la preuve du bien-fondé de ces mouvements logiques. La plus longue des avances du pack anglais, en six regroupements successifs, avait animé le fer, devenu limaille, de la défense française. Lorsque le ballon lui parvint, Jeremy Guscott n'avait plus qu'à évaluer le déséquilibre des forces en présence. D'une feinte de passe, le trois-quart centre s'est chargé de rappeler que les anglais ne concentraient pas toute la technique de l'équipe anglaise. D'un ballon posé dans l'en-but, il n'a qu'anticipé le sort de la

partie, rendu inéluctable par ces trente premières minutes. Arrivés, la veille, à la gare de Waterloo, pour poser à leurs seuls vœux la question de la suprématie européenne, les Français allaient donc allonger d'une année supplémentaire leur tunnel de défaites face au XV d'Angleterre. Et rester dans le noir d'une série dont ils pensaient que leur double victoire chez les All Blacks néo-zélandais annonçait la fin.

L'essai vint comme la preuve du bien-fondé de ces mouvements logiques

Les deux essais inscrits en fin de match par Tony Underwood n'ont fait qu'entériner le déséquilibre créé dès le début de la partie, même si l'ailier a ensuite renié le premier, entaché d'une faute sur Philippe Saint-André. L'offensive jubilaire, lancée par Philippe Bernat-Salles et conduite par Sébastien Vias, n'y a rien changé. Par son déroulement, tissé d'inspiration et d'un peu de chance, elle a montré combien les réactions bleues restaient fragiles, suspendues au fil d'un mouvement de génie, face à la solidité de la domination anglaise.

« Il est construit méthodiquement chacune de leurs occasions de marquer », analyse Laurent Cabannes. Nous, nous avons eu besoin d'un coup d'éclat. En 1991, lorsque nous avions perdu de deux points à Twickenham, on n'avait parlé que de l'essai de cent mètres de Saint-André. Tout le monde avait oublié que, devant, nous étions passés sous le poteau et avions marqué quatre-vingt minutes. Cette fois-ci, l'écart interdit de s'en prendre au manque de chance, d'une pénalité injuste. Au moins les choses sont claires. Aussi claires que les qualités de cette équipe anglaise, qui n'avait jamais paru aussi impressionnante depuis qu'elle a pris l'habitude de battre le XV français.

Samedi, les joueurs français ont

tout simplement buté sur plus forts qu'eux. Mais aucun ne s'avançait, au moment des échanges d'après-match, à formuler ce constat aussi crûment, de peur, peut-être, de voir s'éteindre leurs dernières ambitions de domination mondiale. Les rugbymen de Pierre Berbizier avaient déjà fait à faire en éclaircissant deux points cruciaux pour la compréhension de l'écart qui les sépare au score des Anglais. D'abord cette fatalité qui transformait les regroupements en lessiveuses des intentions françaises. Les ballons y entraient bleus, et en sortaient invariablement blancs. Les anglais gaspillaient ainsi le fruit de mêlées et de touches où ils parvenaient à faire jeu égal avec les Français. Sans ces deuxièmes ou troisièmes temps autorisés par ces ballons, et qui sont aujourd'hui l'oxygène des mouvements de rugby, l'équipe de France savait ses offensives

man. Mais sous la pression des premières minutes, nous nous sommes emmêlés d'entrée dans la stratégie. En perdant nos forces, nous avons perdu le fil conducteur. » « Ils ont été plus orgueilleux qu'intelligents », renchérit-il, de son côté, l'entraîneur.

Plus étrange fut, en revanche, son partage des vœux du match, accordant la seule « force » aux Anglais et donnant le « dynamisme » aux Français. A moins qu'il ne s'agisse d'une technique de motivation tenant de la méthode Coué, Pierre Berbizier semblait pêcher par excès d'enthousiasme. Comme s'il faisait mine de ne pas vouloir comprendre que le rugby total, auquel la plupart des équipes majeures se sont converties en vue de la Coupe du monde, ne pouvait se tenter d'autres particularismes locaux que ceux des Français.

En y convertissant les Anglais, Jack Rowell, leur nouveau sélectionneur,

Début victorieux de l'Écosse

L'Écosse a battu l'Irlande 26 à 13 à Edimbourg sur son terrain de Murrayfield. Grâce à la réussite exceptionnelle de leur capitaine, Gavin Hastings, dans son jeu à pied, les Écossais se sont imposés en seconde mi-temps, pour leur premier match du tournoi. Hastings a marqué seize points au cours de la partie, quatre buts et deux transformations. Il franchit ainsi la barre des 500 points en matches internationaux, et devient le troisième meilleur réalisateur de tous les temps derrière l'Australien Michael Lynagh (813) et le Néo-Zélandais Grant Fox (645). Malgré deux essais des trois-quarts Brendan Mullin et Jonathan Bell, et une bonne première mi-temps, les Irlandais ont enregistré leur deuxième défaite en deux matches.

condamnées à l'asphyxie. Elle s'est ainsi condamnée à nager en eau peu profonde, à se débattre dans le tourbillon des défaites consécutives.

Les joueurs ont locriminé, à juste titre, leur déficit de préparation physique par rapport à l'adversaire. Mais cet argument n'explique pas l'autre grief, repris par Pierre Berbizier, à propos des événements tactiques. Les Français ont semblé s'ingénier à serrer le pack anglais en voulant répondre coûte que coûte à son épreuve de force. Ils ont concentré les forces adverses au lieu de tenter de les scinder sur toute la largeur du terrain. « Pierre Berbizier nous avait demandé de ne pas jouer sur leurs points forts, explique Laurent Cabannes, de les éparpiller au maximum.

Elle a choisi de ne pas renouer avec une stratégie offensante. C'est tout à fait compréhensible, mais c'est aussi une erreur. » « C'est la faute de l'entraîneur », a-t-il ajouté. Andrew de l'entraîneur a souligné de teneur de chandelles pour devenir le conducteur d'un pack de haute précision. Pierre Berbizier n'avait-il pas fait de même en obtenant que son exigence de jeu complet se place au service d'un french flair qui a pu dominer toute sa mesure en Nouvelle-Zélande ? Las, la condition physique et le niveau tactique des Français leur interdit aujourd'hui de tenir les promesses de cette tournée estivale. Ils commencent l'année 1995 comme les précédentes, et comme leur match de samedi : à reculons.

Jérôme Fenoglio

Faillite physique

SI LA COMPARAISON n'était sacrilège en rugby, on l'oserait. On dirait qu'il y avait des professionnels et des amateurs sur la pelouse de Twickenham. Mais le charme de la Coupe de France de football n'opère pas dans le Tournoi des cinq nations. La différence entre le jeu des Anglais et celui des Français n'est pas de celles qu'on gomme d'un coup de baguette magique. Un essai comme celui qu'a marqué Sébastien Vias, mélange de culot, de chance, de dextérité et d'inspiration, avait suffi à retourner le match contre les Gallois. Une telle relance, depuis les vingt-deux mètres, avait terrassé les terribles All Blacks à Auckland, et propulsé le XV de France dans la légende. Contre l'Angleterre, il n'a fait que retarder l'inéluctable faillite.

En Nouvelle-Zélande, les bleus, en fin de tournée, étaient parfaitement affûtés. Cette maturité physique leur avait permis de résister pendant quatre-vingt minutes à une débauche aveugle d'efforts « blacks », avant de porter la générale es-tocade. Samedi, à Twickenham, une demi-heure de défense héroïque les a épuisés. Seule la fatigue peut expliquer toutes ces balles perdues aussitôt que conquises en touche ou en mêlée. Seule une défaillance physique peut expliquer que tant de ballons français ont été arrachés des regroupements par des bras anglais. Seul un épuisement prématuré peut excuser les mauvais choix tactiques opérés par la charnière française. Pierre Berbizier l'a reconnu : les Français n'étaient pas prêts physiquement.

Certes, les Bleus devraient se rassurer en recevant, dans quinze jours au Parc, des Écossais

convalescents qui seront leurs plus dangereux adversaires dans la phase préliminaire de la Coupe du monde. Mais s'ils veulent encore viser le titre mondial, les tricolores auront comme objectif prioritaire d'améliorer leur état physique d'ici au mois de mai. Mais c'est-ce pas trop tard ? Depuis longtemps, Pierre Berbizier peste contre le championnat à rallonges qui entame le potentiel des internationaux. Depuis longtemps, les dirigeants de la FFR font la sourde oreille, incapables de choisir entre la priorité au XV de France, pourtant joyau de la politique fédérale, et les petits lotissements des petits clubs.

Les Anglais, eux, ont pris soin d'alléger le calendrier de leurs internationaux, et de les séparer à intervalles rapprochés pour de longs stages, ce commun. C'est là qu'ils ont appris à confectionner ce jeu d'avants si efficace. Grâce à cette préparation, le temps n'est plus où la puissance du pack de la rose ne produisait que des maladroites. Désormais, toute cette énergie dépensée se transforme en lumière.

Autre, le salut naitra-t-il de la stratégie de contournement que d'aucuns conseillent aux Français ? Quand on n'a que son courage à opposer, faut-il fuir l'impact physique ? Et courir exploiter au grand large la moindre balle gaspillée. Même si les magiciens français sont passés maîtres dans l'art d'accommoder les restes, ils ne peuvent se contenter des miettes du jeu : la recette pour devenir champions du monde est plus exigeante.

Jean-Jacques Bozonnet

COUPE DAVIS

Les doutes de Forget font chuter l'équipe de France

Malgré la défaite contre les États-Unis, Yannick Noah garde confiance

SAINT PETERSBURG (Floride)

Correspondance

Yannick Noah se frotte les yeux pour s'arracher au mauvais rêve. C'est fini, la France est battue avant le cinquième match. Les mains sous la table de la conférence de presse, l'air contrit d'un écuyer pris en faute, Guy Forget explique sa déroute dans un anglais mécanique, la voix éteinte. Au supplice, il s'efforce de donner le change à ses interlocuteurs sans se départir de ses fameuses bonnes manières.

Pour sa grande rentrée après deux ans d'absence dans l'épreuve, il vient d'achever la campagne de Coupe Davis la plus désastreuse de sa carrière. Nettement dominé par Jim Courier vendredi, il espérait « se racheter envers ses camarades » grâce au double aux côtés d'Olivier Delaite. Un vœu pieux tant Forget a « cafoillé » sur le court, avant de laisser échapper un point, dimanche, face à Todd Martin, celui de la victoire américaine. Malgré la déconvenue du double, Noah avait encore voulu croire en un exploit. Sans élever le ton, comme à la fin de chaque journée, il a réuni son équipe en conciliabule « pour qu'elle ne se démolisse pas ». Dimanche, accablé face à Forget à chaque changement de côté, il a martelé jusqu'à

la balle de match que rien n'était perdu. Mais « ça n'était pas le week-end de Guy », a sobriement résumé le capitaine français. Dans son dernier match, Forget s'est remis à pratiquer ce tennis étriqué qu'on ne lui connaissait guère. Il a bien fait mine de s'ébrouter au deuxième set, mais sans pouvoir imprimer à ses coups leur puissance et leur précision habituelles. « Je n'ai pas vraiment mal joué dans les deux derniers sets contre Martin, il a tenté le tout pour le tout, a-t-il expliqué. Mais le fond de l'histoire est le même que pour les autres matchs. Je n'ai pas été assez bon. Point. »

RECULER LES MORCEAUX

Consciant qu'il s'agit maintenant de recoller les morceaux, Noah Pa défendu : « Il a fait le maximum. Il était dans un état d'esprit, de jeu qu'on a tous connu un jour ou l'autre. Avec un autre Guy, on aurait sans doute gagné cette rencontre, mais il ne faut pas lui en vouloir. Il est revenu seul l'an dernier, il doute encore un peu par moments. » Mais les traces de son agacement d'il y a trois semaines sur le manque de préparation et de combativité de ses troupes et une pointe de déception percent : « On n'aurait pas craché sur une autre petite semaine de préparation, n'a pu s'empêcher d'ajouter le capi-

taine. J'ai entrevu des possibilités pendant toute cette rencontre. Si on avait gagné, c'aurait été un petit hold-up. Cette expérience nous sert de leçon. Tout le monde est responsable si les joueurs arrivent dans un certain état d'esprit. On parle beaucoup de notre esprit d'équipe ; c'est là qu'il faut qu'il tienne. Notre équipe est tombée, il faut qu'elle rebondisse, vite fait. » Noah refuse de devenir au sein de la Fédération « un fonctionnaire au mauvais sens du terme. Quoi qu'il arrive, les joueurs peuvent toujours compter sur une structure. Je préfère jouer au coup par coup, redéfinir les objectifs, c'est à eux de travailler et de gagner même si je les y aide. »

Prochaine étape majeure, Roland-Garros. Pour l'aborder dans les meilleures conditions, Noah souhaite ardemment réunir l'équipe française lors d'une préparation d'une semaine. Peut-être chez lui, à Nainville-les-Roches. Avant de repartir à ses affaires sur le circuit indoor, Guy Forget répond déjà présent : « Je n'ai plus dix ans à jouer et chacun a des objectifs différents, estime-t-il. Je suis très sensible au fait que Yannick soit revenu. Je ne l'aurais pas fait avec quelqu'un d'autre. » Même si Noah n'est pas magicien, la confiance reste entière.

Patricia Jolly

PATINAGE ARTISTIQUE

Surya Bonaly, l'enfance de l'art

Cinquième titre européen pour la Française

DORTMUND

de notre envoyé spécial

Quand les trois 5,9 ont fait sourire le tableau, Surya Bonaly a explosé de joie. Après l'unanimité du jury sur les notes techniques, trois juges sur neuf venaient de juger sa prestation artistique à la quasi-excellence. Ce bras qui s'allège, cette courbe plus gracieuse avant le saut, cette ceinture. Cette fois, elle ne se serait pas seulement sacrée quintuple championne d'Europe à la valeur de ses muscles. Elle serait enfin danseuse, plus étonnante que spectaculaire, s'envolant de sa grâce.

L'événement a son importance. Surya Bonaly sillonne le circuit, tentant de gommer cette image d'athlète bondissante pour devenir ballerine. Et aime des autorités qui font du patinage affaire de technolgie et de défi d'imagination chorégraphique. Petit matador aux jeux olympiques d'Albertville en 1992, ou l'un des Quatre Saisons aux championnats du monde de Chiba en 1994, Surya avait été boudée, déçue du podium ou d'un titre, respectivement cinquième, quatrième et deuxième.

A Dortmund, en deux minutes — une moitié de programme libre —, elle s'est offert cette illusion d'une championne complète, émouvante, gracieuse, racotant, dans sa

trace, des Contes tziganes. La suite fut plus convenue, enchaînement de sauts, cette curieuse façon de patiner sur des cercles, petit chat échaudé : « La chorégraphie était mon point faible, dit-elle. Les juges n'ont pas été tendres avec moi. C'était toujours la faute qui comptait. »

A l'origine de cette métamorphose, Natacha Dabbadie, l'une des chorégraphes de l'équipe de France, plus particulièrement attachée à Philippe Candeloro, Sophie Moulotte et Pascal Lavanchy. Pendant longtemps, cette femme d'origine russe, ancienne danseuse à Saint-Petersbourg, n'a pu approuver le couple Suzanne-Surya Bonaly, distillant de menus conseils lors de trop rares visites à Pralognan.

Depuis un an, les trois femmes s'y retrouvent tous les week-ends en une entente parfaite. « J'ai demandé à travailler vraiment, ou à ne plus travailler du tout, se souvient-elle. Surya comprend tout ce que je veux lui apprendre. » Le secret ? La danse, en exercices classiques ou contemporains : « Je travaille ces petits détails que les patineurs russes ont naturellement, un regard, une main déroulée, un petit coup de patin sur la glace. » Des entretiens. Natacha a offert à Surya un ouvrage sur les ballets du monde : « Lorsqu'on patine, il faut comprendre la beauté de son art. »

Elle considère que son élève est aussi douée pour la danse que pour la technique : « Il suffisait de travailler chaque détail, et c'est magique. » De la magie, Surya Bonaly devra en avoir pour espérer des championnats du monde de Birmingham, dans trois semaines : « Un bon programme passe par l'émotion, constate Didier Gauguier, directeur de l'équipe de France et ancien entraîneur de Surya Bonaly. Je ne crois pas qu'elle parvienne à en faire passer dans les mouvements lents. »

Restent les juges. Aux championnats d'Europe, ils furent toujours séduits par la Française entre 1991 et 1995. Celle-ci fut moins heureuse aux championnats du monde de Prague, en 1993, et à Lillehammer, battue par Oksana Baiul. A Dortmund, les juges américains et canadiens, principaux détracteurs du « style Bonaly », n'étaient bien sûr pas là. « Avec eux à Birmingham, ce ne sera pas du tout cult, estime Didier Gauguier. Nous ne ferons pas de Surya une artiste en un mois. » Elle a prouvé qu'elle était prête à ce nouveau défi. A Dortmund, Surya Bonaly a enlevé son cinquième titre européen avec un petit oeil cassé... durant une séance d'entraînement au trampolin.

Bénédicte Mathieu

Les skippers de la Coupe du monde ont fait assaut de procédures

RÉSULTATS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

COUPE DAVIS

Les skippers de la Coupe de l'America font assaut de procédure et de psychologie

Le deuxième Round Robin de la Coupe Louis-Vuitton montre que les régates se jouent parfois à terre

Le jury de la Coupe de l'America a repoussé, dimanche 5 février, la réclamation de Peter Blake, skipper de Team-New-Zealand, contre Nippon.

Les Japonais étaient accusés d'avoir réalisé, sur leur premier bateau, des modifications équivalentes à la construction d'un troisième bateau.

Cette procédure est une illustration de la guerre des nerfs engagée autour du tapis vert que sur le plan d'eau de San Diego.

SAN DIEGO
de notre envoyé spécial
Dans sa conquête historique de la Coupe de l'America en 1983, John Bertrand s'était avéré un redoutable stratège et un fin psychologue pour déstabiliser Dennis

Comer. Son recours aux méthodes de visualisation pour préparer son jeune équipage à l'ambiance de Newport, l'interdiction de faire référence au prestigieux skipper de la Coupe de l'America appelé le « bateau rouge », pour « déshumaniser » l'adversaire, l'adoption d'un « hymne de bataille » et d'un kangourou boxer pour développer l'esprit de conquête de ses troupes et le recours à une bêche pour masquer la mystérieuse quille à silettes, arme secrète d'Australia-2 (Le Monde du 14 janvier), ont fait école. Même s'il a peu navigué depuis, le skipper n'a rien perdu de sa sagacité pour appréhender toutes les composantes d'une régate de la Coupe de l'America.

Après un premier Round Robin très discret (trois victoires et trois défaites), probablement consacré à l'essai de nouveaux appendices, One-Australia, remis dans une configuration proche de celle qui lui avait permis de remporter le championnat du monde en novembre 1994 après avoir gagné les cinq régates en flotte, était invaincu dans le deuxième Round Robin jusqu'à la casse d'une barre de flèche qui l'a contraint à l'abandon contre Nippon, dimanche 5 février. John Bertrand était parvenu à ce résultat en gardant en réserve son deuxième class America et en infligeant à l'impensable Team-New-Zealand une première défaite sur tapis vert.

Curieusement, les défis néo-zélandais de Peter Blake et australiens de John Bertrand, favoris des chal-

lengers, ont opté pour deux stratégies opposées. Les premiers ont tenté d'impressionner d'entrée leurs adversaires et de créer une dynamique de victoire en alignant leur deuxième bateau dès le premier Round Robin. Les seconds, confiants dans leur qualification pour les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, ont préféré considérer les premiers Round Robin comme des régates d'entraînement et cacher à leurs adversaires les performances de leur second bateau - a priori plus rapide - jusqu'au troisième, voire au quatrième Round Robin.

Les Néo-Zélandais seraient toujours invaincus si les Australiens, devant de 2 minutes 6 secondes dans la régate qui les opposait, n'avaient pas obtenu la victoire par disqualification. La faible et irrégulière brise thermique qui balayait le plan d'eau de San Diego en janvier avait incité les Néo-Zélandais à envoyer un équipier, le tacticien Murray Jones, sur le « guillemet » (dernier étage de barres de flèches) pour guetter les risées. Lorsque le bateau glissait, cet équipier juché à plus de 25 mètres au-dessus des flots ne se trouvait plus à la verticale du pont mais de l'eau. Toute aide « extérieure » au bateau était interdite pendant les régates, les Australiens ont eu gain de cause auprès du jury.

DEUX OU TROIS BATEAUX ?
Le caractère procédurier de cette démarche pourrait choquer mais il fait partie intégrante de la Coupe de l'America. Avant même le début des éliminatoires, plusieurs challenges avaient été déposés contre la démarche des deux défis australiens qui avaient confié au même bureau d'études (Fluid Thinking) la conception de leurs trois bateaux. Les autres challengers estimaient que John Bertrand contournait ainsi le nouveau règlement interdisant à chaque syndicat de construire plus de deux bateaux, afin de lutter contre l'inflation des

budgets (Mutual Consent Agreement du 24 mai 1993). Le comité des trustees (représentants des Yacht Clubs de New York, Perth et San Diego, vainqueurs de la Coupe de l'America) avait estimé que les deux syndicats australiens étaient « deux entités séparées ». John Bertrand avait donc le droit d'utiliser son deuxième bateau.

Cette règle des deux bateaux a encore été évoquée par les deux défis néo-zélandais pour protester contre les modifications de structures (« nouvelle forme de coque radicalement différente ») apportées à Nippon depuis le championnat du monde des class America en novembre 1994. Les Néo-Zélandais estimaient que ces modifications étaient telles que le voilier aligné dans le premier Round Robin devait être considéré comme un deuxième bateau, empêchant les Japonais de recourir à leur autre class America attendu pour le troisième ou le quatrième Round Robin. La première protestation déposée le 24 janvier, à l'issue du premier Round Robin, a été rejetée sur la forme par le jury international. Sans se prononcer sur le fond, le jury avait estimé que les Néo-Zélandais auraient dû porter réclamation avant d'affronter Nippon, le 20 janvier. C'est ce que les Néo-Zélandais ont fait avant de retrouver les Japonais dans le deuxième Round Robin.

Sans trop se faire d'illusions sur l'issue de leur réclamation, les Néo-Zélandais entendaient souligner les lacunes du Mutual Consent Agreement et espéraient déstabiliser le défi japonais. Peter Blake est bien placé pour savoir qu'une telle polémique peut créer un climat de défiance et troubler les esprits d'un équipage. En 1992, les Néo-Zélandais avaient mené par 4 victoires à 1 en finale de la Coupe Louis-Vuitton avant de perdre 5 à 4 après une réclamation des Italiens d'Il-Moro-di-Venezia sur la conformité du bout-dehors de New-Zealand. Cette fois, les Ja-

ponais n'ont pas manqué de se déclarer « profondément choqués » de cette action contraire à « l'esprit amical de compétition entre nations » défini dans le Deed of Gift (acte de donation de la Coupe de l'America). Coïncidence ? Après la réclamation des Néo-Zélandais, les Japonais ont perdu deux régates consécutives contre Team-New-Zealand et France-3 avant de gagner par abandon contre One-Australia.

Le Britannique Chris Law, barreur de Sydney-95, a été remercié à l'issue du premier Round Robin pour s'être interrogé, dans un... bas, sur un discret changement de safran, après les opérations de jauge de son bateau. Il a été remplacé à la barre par Michael Conon, le tacticien du bord, mais le voilier australien a, depuis, été largement dominé par tous ses adversaires, à l'exception des Espagnols. Les amis des Japonais et des Australiens de Sydney-95 ont, peut-être, facilité la tâche des Français, qui ont pris leur revanche sur ces adversaires qui les avaient battus dans le premier Round Robin.

Contrairement à John Bertrand, Marc Pajot n'a pas eu à s'interroger sur la meilleure stratégie pour atteindre les demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton. Le handicap de vitesse au vent (vent arrière) de France-2, qui perdait une trentaine de secondes sur chacun de ces bords, ne lui laissait pas d'autre choix qu'un recours urgent à France-3. Heureusement, le second bateau de l'architecte Philippe Briand s'est avéré beaucoup plus performant et peut encore progresser lorsqu'il aura été optimisé. Même les courtes défaites consécutives à One-Australia, sur une faute tactique, et à Team-New-Zealand, sont jugées « très encourageantes » par l'équipage de France-3, désormais placé en embuscade derrière les quatre premiers challengers.

Gérard Albouy

Saint-Leu-la-Forêt, de la peur aux rires

Après avoir éliminé Nantes, le club de N1 affrontera Strasbourg en huitièmes de finale de la Coupe de France

AU BOUT d'une nuit sans sommeil, Philippe Pöll parle encore de solitude. Les mots s'échappent avec peine de sa bouche, ternie par une barbe grise de fatigue. Il le sait. C'est de cette solitude-là, de cette étrange capacité à se retrancher du monde, à oublier le stade qui

hurlait des encouragements, qu'on fait les plus beaux arbitres.

« Dès le coup de sifflet final, je me suis mis dans ma bulle, mon monde à moi, je suis parti tout seul dans mon coin, on m'a tapé sur l'épaule, je ne le sentais même pas, et je me disais qu'il faut faire attention aux deux premiers tirs, c'est ceux-là qu'il faut arrêter, pour les faire doubler. » Philippe Pöll a arrêté le premier tir au but. Le dernier est passé haut, suffisamment haut, pour éliminer Nantes, et remplir Pöll et Saint-Leu de cette joie immense des triomphes totalement inattendus.

Les huitièmes de finale

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de France, qui se disputent les 17 et 18 février est le suivant : Le Havre (D1) - Paris SG (D1) ; Saint-Leu (N1) - Strasbourg (D1) ; Marseille (D2) - Beauvais (D2) ; Montpellier (D1) - Metz (D1) ; Mulhouse (D2) - Angers (D2) ; Amiens (D1) - Bordeaux (D1) ; Bastia (D1) - Nancy (D2) ; Châteauroux (D2) - Poitiers (N1).

Philippe Pöll et ses équipiers n'ont jamais voulu y croire. Le tirage au sort avait été comme un coup de poignard dans le dos des modestes joueurs de nationale 1. Nantes, l'invincible. « Nous avions plus peur qu'autre chose, avoue le gardien de but, on ne les avait vus qu'à la télévision, et on se disait que sur le terrain c'était vraiment des avions. » Seul à se battre contre le courant du défaitisme, le directeur sportif : il connaît l'adversaire un peu mieux que les joueurs. Fabrice Picot est un ancien Nantais. De 1976 à 1984, il a porté les couleurs des « canaris ». « Nantes, ce sont mes attaches, c'est toujours un peu mon club, mais j'étais sûr que nous pouvions avoir ce petit grain de folie qui fait l'exploit. »

Ces paroles sont d'abord accueillies par des rires. Pöll ricane. Pöll se moque. Les autres se rangent derrière lui, unanimes. C'est l'entrée sur le terrain d'Evry qui a tout changé. Dès les premières minutes, les Nantais ont été éliminés, et quatre supporters marseillais interpellés, au cours des incidents qui ont marqué la fin de la rencontre Nice-Marseille de la Coupe de France. Pendant la partie, quelques pétards avaient été jetés sur la cage du gardien de but marseillais Fabrice Barthez. Au coup de sifflet final, les supporters de FOM ont envahi le terrain et nargué les Nantais restés dans leur tribune.

Saint-Leu se rend compte que ce Nantes-là n'est pas la terreur annoncée. Les leaders invaincus du championnat de D1 ont l'air étrangement absents de professionnels trop sûrs d'eux. Instant magique où l'on se met à croire à l'impossible, où le rêve semble s'incarner peu à peu aux quatre coins du terrain, à chaque attaque de balle, à chaque offensive, chaque arrêt du gardien.

Après est venue la nuit, nuit de fête, nuit de folie, avec le match mille fois rejoué autour des bouteilles de champagne, les propos mille fois entendus sur l'éternelle histoire du cendrier de la Coupe. Au matin, Saint-Leu n'est pas encore vraiment retombé sur terre. Il n'y a que le président Serge Buga, sponsor principal du club, pour se rappeler que cette victoire est vraiment une bonne affaire. En début de saison, Saint-Leu visait la montée en deuxième division. Aujourd'hui, l'équipe végète en milieu de tableau. Elle a dû se séparer de son meilleur joueur, et diminuer de 20 % le salaire de sept autres. La Coupe de France lui permet de boucler 10 % de son budget, d'autant qu'en huitièmes de finale Saint-Leu recevra Strasbourg, une nouvelle source de recettes assurée.

A cause de Nantes, Philippe Pöll est devenu gourdmand. « Je préfère ça à un autre tirage, contre une équipe de D2 par exemple. Maintenant, nous n'avons plus rien à perdre. Nous avons réussi un exploit, tout ce qui vient par la suite est du bonus. » Après la qualification, le rêve continue. Le gardien de but de Saint-Leu n'avoue qu'un regret. A tout prendre, il aurait préféré affronter le Paris-Saint-Germain...

Pascal Ceaux

INCIDENTS : trois spectateurs ont été blessés, et quatre supporters marseillais interpellés, au cours des incidents qui ont marqué la fin de la rencontre Nice-Marseille de la Coupe de France. Pendant la partie, quelques pétards avaient été jetés sur la cage du gardien de but marseillais Fabrice Barthez. Au coup de sifflet final, les supporters de FOM ont envahi le terrain et nargué les Nantais restés dans leur tribune.

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

24 HEURES DE DAYTONA
1. Porsche Spyder, Jürgen Lässig (All.) ; Christophe Bouchud (Fra.) ; Giovanni Lavaggi (Ita.) ; Marco Werner (All.) ; 2. Oldsmobile Spice Jeremy Dale (Can.) ; 3. Ford Mustang, Paul Newman, Michael Brockman, Tommy Kendall, Mark Martin (Et.).

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
17^e journée
PSG Racing-Gravelines 66-69
Lyon-Villeneuve 62-56
Montpellier-Lyon 98-81
Nancy-Levallois 66-68
Cholet-Villeneuve 81-62
Le Mans-Dijon 64-66
Amiens-Pau-Orthez 91-83
Classement : 1. Amiens, 33 pts ; 2. Limoges, 30 ; 3. Pau-Orthez et Dijon, 29 ; 4. Cholet, 28 ; 5. Villeneuve, 26 ; 6. PSG Racing et Levallois, 25 ; 7. Gravelines, 24 ; 8. Montpellier, 23 ; 9. Lyon, 22 ; 10. Nancy, Strasbourg et Le Mans, 21.

BOULE

CHAMPIONNAT D'EUROPE
Supers-légers
Rahid Rahimov (Fra.) b. Patrick Ballesta (Fra.) par arrêt de l'arbitre à la 7^e reprise.

ESCRIME

CHALLENGE DE SAINT-MAUR
Épée dames
Yang Shaoqin (Ch.) b. Valérie Barlas (Fra.), 15 touches à 8.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE
Sélections de finale
Bastia (D1)-Cannes (D1) 3-0
Strasbourg (D1)-Lille (D1) 1-0
Cherbourg (N2)-Beauvais (D2) 1-3
Aubervilliers (N1)-Montpellier (D1) 0-1
Noye-le-Sec (N1)-Metz (D1) 2-2
Metz qualifié 3 tirs au but à 2
Saint-Leu (N1)-Nantes (D1) 1-1
Saint-Leu qualifié 4 tirs au but à 2
Auxerre (D1)-Lens (D1) 0-0
Auxerre qualifié 4 tirs au but à 2
Fécamp (N1)-Châteauroux (D2) 2-3
Nîmes (D1)-Nantes (D1) 0-1
Lyon (D1)-Angers (D2) 1-3
Poitiers (N1)-Monaco (D1) 1-2
Tours (N1)-Le Havre (D1) 1-2
Nancy (D2)-Saint-Denis (D1) 2-1
Mantoux (D1)-Paris SG (D1) 0-1
Mont-de-Marsan (N2)-Bordeaux (D1) 1-2
Saint-Leu (N1)-Mulhouse (D2) 1-1
(Mulhouse qualifié quatre tirs au but à 3)
Les clubs qualifiés sont en gras. Lire le tirage au sort des huitièmes de finale page 24.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE

17^e journée
Coventry-Chelsea 2-2
Everton-Norwich 2-1
Ipswich-Crystal Palace 0-2
Leicester-West Ham 1-2
Manchester United-Aston Villa 1-0
Notttingham Forest-Liverpool 1-1

Queens Park Rangers-Newcastle 3-0
Sheffield Wednesday-Arsenal 3-1
Southampton-Manchester City 2-2
Wimbledon-Leeds 0-0
Tottenham-Birmingham 3-1
Classement : 1. Blackburn, 55 pts ; 2. Manchester United, 57 ; 3. Newcastle, 48 ; 4. Liverpool, 47 ; 5. Nottingham Forest, 46 ; 6. Tottenham, 42 ; 7. Leeds et Sheffield Wednesday, 38 ; 8. Wimbledon, 36 ; 10. Norwich, 34 ; 11. Arsenal, 33 ; 12. Chelsea et Manchester City, 32 ; 14. Aston Villa, 31 ; 15. Southampton, Crystal Palace, Queens Park Rangers et Everton, 30 ; 16. West Ham et Coventry, 28 ; 21. Ipswich, 20 ; 22. Leicester, 18.

CHAMPIONNAT DE BELGIQUE
18^e journée
FC Liège-Alost 2-3
Eupen-Seraing 3-1
Cercle Brugge-Club Brugge 0-0
Ostende-Malines 1-1
Molenbeek-St-Trond 1-0
Standard Liège-Charleroi 2-0
Lommel-Seraing 1-1
Gand-Antwerp 2-1
Lierse-Anderslecht 1-8
Classement : 1. Standard Liège, 31 pts ; 2. FC Liège et Anderlecht, 30 ; 4. Alost, 22 ; 5. Lierse, Seraing et Molenbeek, 21 ; 6. Malines, Eupen, Lommel et St-Trond, 20 ; 12. Beveren et Charleroi, 19 ; 14. Antwerp, 18 ; 15. Gand et Cercle Brugge, 17 ; 17. Dender, 11 ; 18. FC Liège, 9.

CHAMPIONNAT D'ESPAGNE

20^e journée
Valencia-Albacete Madrid 2-0
Benfica-Saragossa 2-0
Real Sociedad-Compostelle 1-1
Oviedo-Espanol Barcelone 3-0
Valladolid-Santander 1-1
Barcelona-Giron 3-1
Vigo-Albacete 0-0
Bilbao-Séville-Lagunas 1-0
Real Madrid-FC Séville 2-0
La Corogne-Atletico Bilbao 0-0
Classement : 1. Real Madrid, 31 pts ; 2. La Corogne, 28 ; 3. Barcelone, 27 ; 4. Séville et Saragossa, 25 ; 5. Tenerife et Atletico Bilbao, 22 ; 6. FC Séville, 21 ; 7. Espanol Barcelone, 20 ; 10. Real Sociedad, Valencia, Oviedo et Compostelle, 19 ; 14. Vigo, 18 ; 15. Albacete et Valladolid, 16 ; 17. Atletico Madrid, Santander et Giron, 15 ; 20. Logrones, 8.

HANDBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
National 1
7^e journée retour
SO Chambéry-Paris 22-24
Montpellier-HBUS Créteil 21-16
Gir. de Bordeaux-CSM Lury-Gargan 22-23
US Dunkerque-USM Pontault-Combault 20-23
US Dunkerque-USM Gagny 17-25
Saint-Brieuc-VO-SC Sélestat 16-24
RC Strasbourg-OM Vitrolles 25-33
Classement : 1. Montpellier HB, 40 pts ; 2. OM Vitrolles, 36 ; 3. US Lury, 33 ; 4. PSG-Amélie, 26 ; 5. US Créteil et HBUS Pontault-Combault, 20 ; 7. SC Sélestat, 18 ; 8. USM Gagny, Girondins de Bordeaux et RC Strasbourg, 18 ; 11. SO Chambéry, 12 ; 12. US Dunkerque, 8 ; 13. CSM

Lury-Gargan, 7 ; 14. Saint-Brieuc VO, 5.

PATINAGE ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS D'EUROPE
Dames
1. S. Bonaly (Fra), 2 pts ; 2. O. Markova (Rus), 2,5 ; 3. E. Luchinskaya (Ukr), 7,5 ; 4. T. Sawczuk (Pol), 8 ; 5. S. Skutskaya (Rus), 8,5 ; 6. J. L. Hubert (Fra), 16.

RUGBY

TOURNÉE DES CINQ NATIONS
Deuxième journée
Angleterre-France 26-19
Ecosse-Irlande 31-10
Ecosse (1 m) et France (2 m), 2 ; 3. Pays-de-Galles (1 m) et Irlande (2 m), 0.

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE
Slalom géant messieurs à Adelboden (Suisse)
1. Tomba (Ita) ; 2. Koke (Esp) ; 3. Spang Nilsen (Nor) ; 4. Kroll (Aut) ; 5. Nyberg (Sue) ; 6. Kjaer (Dan) ; 7. Vogt (Aut) ; 8. Grueninger (Aut) ; 9. Kaelin (Sui) ; 10. Salabak (Aut) ; 11. J. C. Picard (Fra) ; 12. J. Picard (Fra) ; 14. J. Picard (Fra) ; 15. J. Picard (Fra).

TENNIS

COUPE DAVIS - Huitièmes de finale
Suisse-Pays-Bas 1-4
Autriche-Slovaquie 1-3
Autriche-Espagne 4-1
Allemagne-Croatie 4-1
Italie-Hon. Tchèque 4-1
Danemark-Suède 2-3
Belgique-Russie 1-4
Etats-Unis-France 4-1
1. Palmeri, Remyberg b. G. Forget-O. Delaune 6-4, 3-6, 6-3, 6-4 ; 2. Martin b. G. Forget 6-3, 7-6, 7-5 ; 3. Courier b. C. Pietrangeli 6-4, 6-3, 6-3.

VOILE

COUPE DE L'AMERICA
Deuxième Round Robin
Coupe Louis-Vuitton : Team New Zealand b. France 2 de 1 min 16 s ; Team New Zealand b. Nippon de 1 min 45 s ; Nippon b. One-Australia par abandon barre de flèche cassée.
Classement des challengers : 1. Team New Zealand, 12 pts ; 2. One-Australia et Team New Zealand, 11 ; 3. Nippon, 8 ; 4. France 3, 5 ; 5. Sydney-95, 4 ; 6. Nippon de 1 min 45 s.
Classement des défenses : 1. Stars 8 Stripes, 9 pts ; 2. Young America, 7 ; 3. America 7, 3.

VOLLEY-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
National 1
10^e journée retour
Cannes-Sète 3-1
Tour-PSG-Agenais 1-3
Angoulême-Agenais 3-0
Rennes-Bordeaux 3-1
PUC-Tourcoing 3-0
Classement : 1. Cannes, 41 pts ; 2. PUC, 38 ; 3. Rennes, 37 ; 4. PSG-Agenais, 35 ; 5. Angoulême, 34 ; 6. Tourcoing, 32 ; 7. MJC, 31 ; 8. Tour, 30 ; 9. Sète, 29 ; 10. Rennes, 25 ; 11. Grenoble et Bordeaux, 23.

الرياض

Louis XIV et les médias

Au Musée du Louvre, une exposition retrace le règne du Roi Soleil à travers les almanachs de l'époque. Edifiant

LES EFFETS DU SOLEIL
Almanachs du règne de Louis XIV
Exposition organisée par le Musée du Louvre et la Bibliothèque nationale de France.
Musée du Louvre, aile Sully, premier étage, jusqu'au 17 avril.

L'Etat, c'était lui. Net et sans contestation possible. Profession, roi ; signe particulier, de droit divin. Seules ses fins de mois difficiles le ramenaient aux réalités de simple mortel tourmenté par des problèmes d'argent. Ses banquiers fermaient les yeux, aveuglés par sa persévérance à saluer son pays pour la grandeur du royaume.

Tout de même, Louis XIV n'entendait pas passer pour un étourdi et veillera toujours à ce que son image de marque reste à la hauteur de ses ambitions. Il lui fallait un instrument de communication, une équipe attachée à son œuvre et à sa personne, des adorateurs froids comme des publicitaires qui sauraient mettre le règne en images et le reverser, adonné d'instantanés héroïques et fatals, aux masses laborieuses.

Les almanachs servaient à cette campagne d'affiches permanente, de grand support au plébisite perpétuel. Une force tranquille qui n'ayant rien à démontrer, assénait sa vérité, sûre de son bon droit.

D'opuscule commode depuis le Moyen Age, l'almanach devient gravure ornementale au milieu du XVII^e siècle, moment justement choisi pour que l'on sache bien à quel monarque on doit tant de moments gracieux et quels sont les faits marquants de l'année écoulée qui les ont fait naître.

On le trouve chez les professionnels qui l'utilisent à des fins pratiques, mais aussi chez les petites gens ou chez les bourgeois, dans les cabarets même où il jette, au centre des désordres et des turpitudes, une touche aus-



« L'art de vaincre et de régner », almanach daté de 1669.

ture et enflammée du meilleur effet. Il est vaste, entre 60 et 90 centimètres de hauteur sur une largeur d'environ 60 centimètres. Fabrication et détails. Maxime Prédau, commissaire de l'exposition, note dans l'avant-propos du catalogue : « Il semble que les almanachs étaient mis dans le commerce dès le mois de décembre. Les événements qui y sont décrits sont royalement postérieurs

ou début octobre (...). Pour l'éditeur, le problème devient sérieux quand un événement capital se déroule à l'automne. » Bigre, déjà la nécessité d'être au plus près de l'actualité ! Au plus près du ton juste en tout cas, il ne s'agit pas de laisser imprimer n'importe quoi. La politique d'abord, celle du roi, celle de la France. Une France qui gagne, une France aux récoltes

abondantes, aux artistes éclairés, une France, aux ennemis malmenés mais pardonnés. Une France rayonnante. Un pays qui se chauffe aux braises ardentes du regard d'un prince dépourvu de complexés, mais prudent en affaires. Attentif au bon montage de ses relations publiques. Moderne.

Il faut se méfier de la publicité politique. C'est un art mineur qui a beaucoup trop d'intérêts à le rester

Le graveur seul ne pouvait avoir tout ce lourd appareillage d'imagerie en tête. Ni l'éditeur, il fallait des relais, des hommes de bon conseil et de mise aux normes. De ce genre aussi.

Maxime Prédau : « Peut-être le pouvoir imagine-t-il que le peuple, à force de regarder ces images, où il est parfois représenté, y pénétrera vraiment pour manifester son approbation et son soutien. » Sûrement. Et attendant l'heure des déconvenues et des questions à haute voix.

Pour le moment M. Soleil fait le gracieux. Le voilà, en 1667, entouré de sa famille, le dauphin avec canne, en grand uniforme d'enfant de haute lignée, Marie-Thérèse, l'œil en biais, pas vraiment souriante, Monsieur, légèrement en retrait.

Devant, des anges, en pleine forme, genre musiciens. Titre : « Triomphe du bonheurs ». Modeste. Plus fort : « L'admiration des nations. » Louis tend sa main à une France émue qui ne sait si elle doit lui le baiser ou la lui rendre. Toujours le dauphin, qui a grandi, l'animal, et encore Marie-Thérèse avec colifour à la française.

En dessous, les nations : quatre dames d'âge allégorique, dont deux sont noires, font aucti-chambre. On les voit mal être, elles ont un jour par le souverain, surtout celle avec le collier et les épaulettes, mais elles sont là. Au centre, un chameau.

On comprend que ces posters aient bluffé leur monde. Scénographiquement, ils étaient étonnamment roboratifs. On voyait le roi et on le connaissait, on imaginait la cour et on la respectait. Comme des tracts, ils étaient jetés sur le pays pour faire le lien avec cette aristocratie encore intouchable et qui, ne voyant pas le danger s'approcher, offrait sa disparition probable dans un moment de fièvre déplaçée.

Tout au long de son règne - très long règne - ce Bourbois astucieux aura magnifiquement réussi sa campagne de promotion. Dans une nuit sans grâce, enveloppé d'un vilain linceul de peur, il fut emporté à la sauvette vers les grands efforts de l'Histoire. Il faut se méfier de la publicité politique, c'est un art mineur qui a beaucoup trop d'intérêts à le rester.

Jean-Pierre Quélin

★ Catalogue de l'exposition, 160 pages, 70 illustrations noir et blanc, 180 F. Editions Réunion des Musées nationaux.

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Stages linguistiques ou Etudes.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Daumesnil 75007 PARIS
(1) 46 50 28 28

Belles lettres

par Claude Sarraute

T'AS PENSÉ à écrire à tata Caro ? Formule magique. Suffit de la prononcer pour que votre post-ado s'étrangle d'horreur paniquée avec le fil du téléphone squatté depuis la veille et file se réfugier dans sa tanière. Eh oui, ma bonne dame, on ne s'écrit plus, de nos jours, on se parle. La raison ? Toute bête : écrire, on ne sait pas ; parler, on se débrouille à peu près. Sur-tout s'agissant d'une langue réduite à sa plus simple expression, à peine deux cents mots ponctués d'onomatopées et de grognements. On a déjà du mal à les prononcer de façon intelligible, alors ne venez pas nous demander comment ils s'écrivent. Dans un pays qui a fait de la dictée l'événement de l'année, faut vraiment être une bête à concours pour ne pas secher sur l'orthographe d'orthographe.

Seule la lettre d'amour, envoyée trois fois sur quatre par une nana, résiste encore au bon usage de la parole. Les mecs, eux, préfèrent laisser le message sur un répondeur : Je t'ai pas dit, j'ossais pas, mais tu me... Enfin, tu vois ! Adressée à une vedette de l'écran ou à un personnage de série télévisée, elle se lit le plus souvent à une supplique passionnée : Sois chère, envoie-moi ta photo dédicacée. A Totoche, grosses bises, sois amant Dick Rivers.

Moi, il y a belle hure que j'ai remplacé le papier à lettres par la carte. Carte postale. Avantages : écrite à une terrasse de café, elle permet : 1) d'étaler ses connaissances ; 2) de se rappeler au bon souvenir de gens dont on ne se souvient que pour avoir vu leur nom dans son carnet d'adresses ; 3) de compenser la médiocrité du cliché giboulilé au verso par la qualité de la photo imprimée au recto. Inconvénient : l'embarras du

choix. Qu'est-ce que je prends ? Un plou-ploo ou une bonne d'enfants 1900 ? Non, ça m'obligerait à expliquer où je suis, la barbe ! Un menhir ? Elle va se sentir frustrée, la pauvre ! La gare en noir et blanc ? Généreux ! Un cocher de soleil à marée basse ? Banal !

Carte de visite. Avantage : pas besoin de la signer, votre nom y figure déjà. Votre adresse aussi. Inconvénient : si petite soit-elle, il reste quand même beaucoup de blanc, trop, à noircir de vos pattes de mouche. Si vous voulez faire court, faites spontanément un simple cri. De joie. ou de douleur, selon les cas. Exemples pliqués dans le manuel du nouveau savoir-vivre, La Politesse du cœur, de Christiane Collange : Quel plaisir de vous voir le 27, nous viendrons plutôt deux fois qu'une ! Ou, au contraire : Hélas ! Trois fois hélas ! Nous ne serons pas là le 27 !

Carte de vœux. Avantages : tous ceux du pré-écrit. On peut se contenter de s'y inscrire que le prénom du destinataire, précédé de cher ou suivi de chérie (e), sans commentaire. Bonne fête, Joyeux Piques, heureux anniversaire... Elle illustre de la manière la plus subtile, la plus recherchée, l'événement à célébrer. Anneaux dorés et pièce montée (mariage). Berceau et biberon (naissance). Châlet en neige (Noël). Brin de muguet parfumé (1^{er} mai). Amoureux de Peyote (Salot-Valeutin). Inconvénient : aucun. A se demander ce qu'ils attendent pour imprimer des cartes de condoléances, au lieu de nous obliger à les rédiger à la main. En traitement de texte, ça risque de paraître artificiel. Alors que là - saint Pierre assis sur un petit nuage rose, promettant, barbe au vent, l'extase éternelle au cher disparu - ce serait parfait. Très mode. Et pas triste !

AUTOMOBILE

L'Escort sur la bonne route

SI L'ON inclut les 4 millions d'unités dotées de roues arrière motrices (jusqu'en 1980), l'Escort de Ford a été fabriquée à 14 millions d'exemplaires depuis sa naissance, en 1968. A vrai dire, les modèles ont évolué au cours des années. Heureusement pour les propriétaires qui, par le passé, firent les frais de redoutables approximations techniques de cette voiture qui ne brillait guère par ses vertus routières. Mais nul ne s'étonnera, aujourd'hui, que la toute nouvelle gamme qui va être distribuée en France puisse être considérée comme réussie.

De gros efforts ont ainsi été faits pour améliorer l'insonorisation de ces voitures moyennes de gabarit et pourtant familiales. Sources de bruits, les vibrations peuvent venir tant de la route que des éléments de la carrosserie ou tout simplement des supports d'éléments mécaniques en mouvement.

Une tendance au plongeon déjà observée sur d'autres versions

Le travail a porté sur l'étalement entre plancher et habitacle, sur les supports du moteur et, plus directement, sur les multiples points de fixation des différents éléments de caisse et de suspension. En outre, chaque montage de pièce a été revu, et des modifications de tringlerie de la boîte de vitesses apportées pour assurer une meilleure isolation acoustique.

A l'intérieur de l'habitacle, un effort tout aussi louable a été consenti pour rendre la vie plus agréable. Les sièges comportent des assises à revêtement anti-glissement, les instruments ont fait l'objet d'attentions particulières. La pendulette à affichage analogique est ovale et donne un petit air rétro au tableau de bord. L'air conditionné, livré sans option sur la plupart des versions disponibles, se révèle efficace.

Ainsi la finition de l'ensemble des Escort 95 apparaît-elle satisfaisante, même si, dans les versions les plus luxueuses (Ghia), les entourages du tableau de bord genre années 50 peuvent étonner. Pas toujours heureux non plus sont les derniers résultats obtenus sur le train avant de ces Escort de nouvelle génération. S'il n'y a guère de reproches à faire sur le comportement général de la voiture tant que la route est modérée, sous stress, des effets de roulis et, au freinage, une tendance au plongeon, déjà observée sur les précédentes versions, se manifestent dès que l'on aborde à allure rapide les itinéraires tourmentés.

Si l'on veut néanmoins faire de sa voiture un engin de sport, le mieux est de prendre la version Cosworth, porte-détendant inaltérable et inchangé dans la nouvelle gamme. L'Escort Cosworth n'est pas vendue, on s'en doute, au même tarif que ses sœurs plus calmes. Elle réclame aussi des qualités de pilotage beaucoup plus pointues bien que ses aptitudes aux virages à plat inclinent à pousser la machine.

Claude Lamiotte

★ Prix : selon les moteurs (1,3 litre, 1,4 litre, 1,6 litre, 1,8 litre, 2 litres, 2 litres turbo, 1,8 litre diesel et turbo-diesel) selon les finitions et équipements, selon le nombre de portes (3 ou 5) les prix vont de 72 500 à 106 000 francs. Les breakers (Clipper) valent 3 600 francs de plus. La Cosworth est affichée à 261 000 francs (207 ch et 414). A partir de la 1,6 litre, les moteurs, tous en quatre cylindres, sont des multivalvées et le coussin antichocs est livré en série.

MON IMPER
Les grandes marques ont un spécialiste
IMPER ET PARKS H. & F.
SUNSHINE, BARTONS,
BLIZZARD, GORE-TEX,
REMISE 16 % LOCATEURS
63, Pontboug Poissonniers, 75008 PARIS
Tél : 48 24 46 98

AUTOMOBILE

GAP
RN3
CONCESSIONNAIRE
26793, rue de Paris - NOISY LE SEC
(1) 48.40.40.64

OMEGA GL 2,5 TD
0.000 Km - bordeaux - 95
SAFRANE allizé 2.1 OT
14.000 Km - bordeaux - 95
HONDA Accord LS 131 CV
4.800 Km - bleu métal - 95
NEVA OA RN 1.7
0.000 Km - gris métal - 05
Possibilité financement
Autres véhicules disponibles
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 89.10.19.00

VDS FORD CAPRI 2000 GT
B.A. - Mod. USA 1973
Factures - Etat collection
PRIX : 26.000 F à débattre
Tél : (1) 43.71.78.58 (Rép.)

Venez découvrir
et essayer
la gamme 1995 chez
Adam Clayton
CONCESSIONNAIRE
JAGUAR
11, rue Pierre Granier
92100 BOULOGNE
(1) 46 09 15 32

PONTIAC FIREBIRD
Coupé, Boîte méca.,
T. Top, Coudoir Varta,
A.M. 95, 1.500 Kms,
Vendue 155.000 Francs
Garantie 30 mois
Tél : (16) 37.34.13.73
SO. OL. CAR. 28110 LUCE

PORSCHE 911 CARRERA 4
juillet 89 - modèle 90
gris ardoise métal - intérieur cuir noir
ABS - Alarms - coupe circuit
carnet d'entretien
concessionnaire Porsche
205.000 F
Tél. 45.38.98.65 ap 20 h. Répondeur.

205 Style - 1993
7 cv - 37.000 Km
Prix Argus : 45.000 F à débattre
Tél. bur. : 40.66.26.96
" dom : 69.40.23.31

VEHICULES NEUFS 95
Safrane RT 215 DT, 156 900 F TTC
Peugeot 605 SPOT 2.5, 158 200 F TTC
Xantia TD SX diesel, 128 500 F TTC
Espace TD Allizé 153 500 F TTC
Rover 825 SD luxe 165 000 F TTC
et d'autres : citi, 308, Golf, etc...
SA ECOMAUTO - 78500 Sartrouville
Tél : 39 57 57 33 - Fax : 39 57 57 65
Mandat indépendant 123/85

BMW 730IA - 91
75.000 Km - T.B.E.G.
Nombreuses options
100.000 F
à débattre / urgent
46.78.99.90. (répondeur)

Oui vous lisez bien,
j'achète votre voiture
comptant, immédiatement
(1) 46.54.44.77

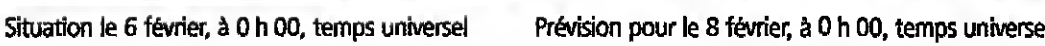
PORSCHE 968 - 93, 22.000 Km
MERCEDES 300 CE - 88
CALIBRA 2.16S, tres options 95
(1) 45.31.51.51

PORTE DE VERSAILLES AUTO
45.31.51.51
• 309 XTDT - 1994, jantes, alarme,
12.000 km
• Clio 16 S, T.O.E., ABS, Radio
100 NX - 1994, Cuir, Clim, T.O.
13.000 km
• MERCEDES 190 Auto. T.O.
59.000 F
• BMW M3 Tour de Corse, T.O.,
Cuir, 79.000 F
• MERCEDES 2,5 Diesel, 92, T.O.E.
• OPEL CORSA 5 portes, 1990,
23.000 F
• 309 XR, T.O., 50.000 km, 25.000 F

PROCHAINE PARUTION
LUNDI 13/02
CONTACTEZ :
Paula GRAVELOT
LE MONDE Publicité
44.43.76.23
ou
Fax : 44.43.77.31

Dans la journée de mercredi, une perturbation traversera le pays. Les pluies toucheront la moitié ouest le matin et s'étendront à l'ensemble du pays dans l'après-midi. Les températures seront toujours aussi douces.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



La sécurité sur le Rhin est très importante et très exactement pour elle une question de vie ou de mort. Il est donc naturel que la France organise ses alliances en tenant le plus grand compte de ce facteur primordial. Le général de Gaulle laisse clairement entendre que si le pacte franco-soviétique a été signé, c'est que l'URSS a compris la nature et le bien-fondé des exigences françaises. Si l'alliance avec l'Angleterre ne l'est pas encore, cela tient sans doute à certains vestiges d'une rivalité périmée, dans le Proche-Orient notamment. A quel bon une alliance n'existant même d'un des partenaires se trouvait au départ organiquement et irrémédiablement compromise ?

(7 février 1945.)

2013 LEMMONDE

**Le guide
de vos sorties**

3615 LEMONDE

LITTÉRATURE Patricia Highsmith était la reine de l'étrangeté et de l'angoisse. L'un de ses héros favoris, Tom Ripley, tuait volontiers, sans états d'âme, les gens qui le dé-

rangeaient. D'où le malentendu qui a fait d'elle un auteur de romans policiers, et qu'elle combattait, s'affirmant incapable de s'intéresser à la construction de ce type d'intrigues.

● **AU CINÉMA** et à la télévision, de grands réalisateurs ont adapté ses livres. D'abord Hitchcock, avec *L'inconnu du Nord-Express*, ensuite René Clément, Wim Wenders, Claude

Chabrol, Samuel Fuller... ● **TRA- DUITE** en quelque vingt langues, elle avait des lecteurs dans le monde entier, mais c'est en Europe que la qualité littéraire de son œuvre était

le mieux reconnue. C'est aussi en Europe que cette Américaine, née au Texas en 1921, avait choisi de vivre : Grèce, Italie, Angleterre, France et, enfin, Suisse.

Patricia Highsmith a disparu, avec son mystère

La romancière américaine installée en Suisse était l'un des grands maîtres du suspense et de l'angoisse. Elle est morte d'un cancer, samedi 4 février, dans un hôpital de Locarno, à l'âge de soixante-quatorze ans

RECLUSE, misanthrope, mutique, hostile : ce sont les mots qui reviennent le plus souvent dans les portraits de Patricia Highsmith. « Des clichés de journalistes », disait-elle avec froideur, mais sans mépris, elle qui respectait tant « le travail des autres ». Elle ne pouvait nier qu'il y eût dans ces mots une part de sa vérité, mais elle détestait les descriptions « sans nuances », comme les allusions à sa vie privée : « Si, au fond, presque tous les écrivains rêvent qu'on leur consacre des biographies, pas moi. D'ailleurs, que trouverait-on pour les remplir ? Je n'ai aucun goût pour la confidence orale, ni pour son avatar écrit, l'autobiographie, qui m'ennuierait furieusement. Et je refuse de parler d'amour. Je suis inflexible : no personal questions. » Si l'on veut quelques « clés », elles sont peut-être dans un roman, *Les Eaux dérobées*, paru sous le pseudonyme de Claire Morgan et réédité comme œuvre de Highsmith avec pour titre *Carol*, ou dans son dernier livre, *Small g* (en librairie, en France, mardi 7 février), qui se passe dans la communauté gay de Zurich. La seule fois où Patricia Highsmith a parlé explicitement d'elle-même, c'est dans un court essai écrit en 1965 et publié en France en 1987, *L'Art du suspense : mode d'emploi*, qui est plus une réflexion d'écrivain sur son travail qu'un récit intime.

UN CERTAIN NOMADISME

Farouche, sauvage, elle l'était, certes, comme tous ceux qui se veulent libres et se refusent à « donner le change » en se prêtant à un quelconque jeu social. Elle s'en disait « incapable ». « Ça me dérange trop dans mon travail », Hostile, elle ne l'était pas, et se donnait comme règle de « ne blesser personne ». Lorsqu'elle ouvrait sa porte, on était d'abord frappé par un certain embarras, un inconfort à voir des inconnus pénétrer, comme par effraction, dans son univers. Et puis on était surpris, et ému, par son charme singulier, sa délicatesse, sa voix profonde, ressemblant à celle de Lauren Bacall, sa conversation, dans un anglais magnifique qu'on n'entend guère depuis que cette langue meurt de devenir, comme Patricia Highsmith le constatait avec un humour navré, « un véhicule de communication ».

Tous ceux qui l'avaient rencontrée dans sa trentaine gardaient le souvenir d'une brune éblouissante, mince et belle, un peu garçonnie, intelligente et sévère, avec des yeux si noirs qu'on n'y distinguait pas la pupille, dans un visage impénétrable d'indienne silencieuse. Il en restait un tableau, au mur, « peint par une amie ». Les années, l'abus revendiqué d'alcool et de tabac brun, avaient alourdi non la silhouette mais le visage. Les cheveux avaient blanchi. Mais demeuraient intacts le regard, la voix, l'acuité intellectuelle. Et le mystère.

Quand « Pat » est née, au Texas, à Fort Worth, le 19 janvier 1921, elle se s'appelait pas Highsmith. Ses parents venaient de divorcer. Sa mère allait se remarier avec Stanley Highsmith et, curieusement, faire porter ce nom à sa fille, qui, puis



Propos d'écrivain et de femme libre

« Humour noir : c'est l'aptitude à ironiser sur la mort, la faculté de rire du danger et de la cruauté. »

« Il arrive parfois que les personnes qui nous attirent le plus, ou dont nous sommes amoureux, agissent avec autant d'efficacité que des isolants en caoutchouc sur l'éclat de l'imagination. »

« Je préfère Londres et Paris à New York, bien que je n'aime pas particulièrement les villes. Sur-tout, je préfère les Européens. C'est une question de valeurs. On n'imagine pas les Européens élitant M. Reagan. Ici, tout le monde s'intéresse à la vie politique et économique. On raisonne. On dit des hommes d'Etat. M. Reagan, c'est le triomphe de la télévision, cet univers du lien commun. Mais j'ai aussi des amis à New York. Je dirais quatre. Et puis, Venise, c'est tout de même autre chose que Dallas, Texas, non ? »

« Ripley n'est ni un gangster, ni un détective, ni un justicier, ni vraiment un escroc. C'est un homme dépourvu de la conscience du bien et du mal. Il agit comme s'il avait toujours le monde entier pour public. »

« Je crève à partir de l'ennui en me servant de la réalité et du reflet des habitudes et des objets autour de moi. Par conséquent, je ne déteste pas cet ennui qui me prend de temps en temps et l'essaye même de le faire ignorer. »

Patricia Highsmith : tous ceux qui l'ont rencontrée dans sa trentaine ont gardé le souvenir d'une brune éblouissante, un peu garçonnie, avec un visage impénétrable d'Indienne silencieuse...

Le résultat ? Une trentaine de livres, romans et nouvelles, une célébrité internationale, des traductions en quelque vingt langues (mais c'est en Europe que la qualité littéraire de son œuvre est le mieux appréciée, et en Allemagne que ses livres ont les plus forts tirages), une dizaine d'adaptations au cinéma et à la télévision (René Clément, Wim Wenders, Claude Chabrol, Samuel Fuller...) et l'admiration de grands écrivains, dont Arthur Koestler et Graham Greene - qu'elle n'avait jamais rencontré mais avec lequel elle a entretenu une correspondance. Highsmith a créé, affirmait Graham Greene, « un univers claustrophobe et irrésistible dans lequel on entre, à chaque fois, avec un sentiment de danger personnel. » C'est exactement cela, mais peu ont su la lire ainsi, d'où un malentendu que Patricia Highsmith n'a

jamais vraiment réussi à dissiper. A cause de Hitchcock et du personnage auquel elle a consacré cinq livres, Tom Ripley - qui se débarrasse avec une facilité déconcertante de tous ceux qui le gênent en les tuant sans jamais laisser de traces -, on a pris Highsmith pour un auteur de romans policiers.

« Qu'il s'agisse de faire dans tous les cols, sur le raman policier ou quel qu'il soit, se plaignait-elle. Je n'ai aucun mépris pour le polar, même si les histoires de détectives ou de justiciers ne m'intéressent pas vraiment. J'accepte l'idée d'être rangée parmi les auteurs d'« suspense », mais je n'écris pas d'intrigues policières. »

« Je trouve sot de prétendre que j'invente des histoires effrayantes. Je n'invente rien. Je lis les journaux, entièrement, jusque dans les recueils du moindre fait divers. Et je trouve mon

lot d'horreurs quotidiennes. Je m'intéresse à la société, à sa dégradation, à la montée des sectes, du fanatisme. Je regarde, je cherche à comprendre et j'écris. » Les sectes hantent. Ces gens qui frappent à la porte... La société américaine et la manière dont tout s'y déglisse constituent l'univers d'une créature de rêve (qu'elle jugeait assez médiocre), mais aussi de son livre le plus beau et le plus souterrainement terrifiant, *Le Journal d'Edith*, vingt ans de la vie d'une Américaine ordinaire, sa lente et irrémédiable décomposition, avec pour rempart dérisoire un journal intime imaginaire.

LE MOT JUSTE

Avant de retourner à ses romans, à ses nouvelles, aux frissons, à l'humour, à la littérature, il faut peut-être garder de Patricia Highsmith quelques images inattendues, souvenirs d'une femme complexe, égarée, imprévisible et drôle.

Un après-midi d'hiver, enneigé et froid, à Aurigeno, ne sachant pas comment dire, alors que le travail est fini, « restez-donc un peu et prenons encore un verre », elle propose de faire visiter sa maison. Surtout « les deux étages de caves du XVIII^e siècle » - des caves vides, à part un objet, « la bicyclette de la voisine », et des crochets « qui servaient à suspendre les jambons ». Dans un roman de Patricia Highsmith, on en serait déjà venu de peur. Dans la réalité, on s'en veut d'être quand même un peu inquiet (voir « Patricia Highsmith, la reine noire », dans « Le Monde des livres » du 13 mars 1987).

Sa manière d'écrire de courtes lettres - toujours tapées à la machine, sur des feuilles blanches demi-format - très narratives et s'interrompant parfois comme une conversation que la réalité viendrait déranger : « Je dois m'arrêter sinon mon courrier va manquer la levée de 17 heures. » Jamais de coups de téléphone, sauf strictement professionnels ou totalement inattendus : « Je suis à Paris. Peut-on dîner ou boire un verre ? »

Son rire clair et fort aux jeux de mots si subtils de son éditeur et ami de trente ans, Alain Oulman, qui est mort cinq ans avant elle. Et son envie de finir la soirée « dans un endroit où l'on puisse écouter du vieux jazz », des mélodies de Cole Porter. Peut-on encore trouver ça à Paris ?

Sa joie de petite fille à montrer les plans de sa nouvelle maison, à Tegna, construite, celle-ci, absolument selon son goût. Austère, avec des fenêtres carrées « et du soleil, ce qui manquait tant d'Aurigeno, car mon chalet était mal exposé ».

Tout cela est au passé, désormais. Dans ses livres, on retrouvera - ou on découvrira - une romancière rigoureuse et précise, laissant paraître ce qu'elle doit à son admiration pour Tchekhov, Dostoevski ou Henry James (comme lui, elle a préféré l'Europe), mais aussi, plus secrètement, à Flaubert et sa passion pour « le mot juste ». Un écrivain conscient de ne pouvoir être un vrai créateur qu'en étant d'abord un très grand lecteur.

Josyane Savigneau

« Tom avait lu récemment un article... »

« Tom (Ripley) avait lu récemment un article tout aussi déprimant, à propos des fours à micro-ondes (et de la cuisson des homards) : l'auteur prétendait qu'après avoir mis le four en marche on disposait de quinze secondes à peine pour se précipiter hors de la cuisine si l'on voulait éviter d'entendre (et probablement de voir) les homards cogner avec leurs pinces la vitre du four avant de rendre l'âme. Dire qu'il y avait des gens capables d'éplucher tranquillement leurs pommes de terre tandis que les homards agonisaient à un mètre d'eux... »

* *Ripley entre deux eaux*, traduit par Pierre Mé-

nard, Calmann-Lévy, 1992.

Le crématorium se trouvait dans un bâtiment en pierre de taille qui aurait tout aussi bien pu être

le siège d'une administration ou d'une banque, hormis la présence d'un petit symbole en cuivre et d'une inscription discrète à l'entrée (...). Bientôt apparut un homme en chausse rouge, dont Luisa n'aurait su dire s'il appartenait à une confession bien définie. Il leur souhaita la bienvenue d'une voix douce, et se mit à lire des phrases d'un livre pieux qu'il tenait à la main. Puis il commença une brève oraison funèbre. La mort nous appelait tous un jour. Renate était une partie de chacun de nous (vraiment ?). C'était une femme qui avait beaucoup travaillé toute sa vie et avait fait preuve d'une grande compétence dans sa profession. Elle était respectée de ses amis et de ses voisins... »

* *Small g, une idylle éternelle*, traduit par François Ros-

so, Calmann-Lévy, 1995.

Trente romans et recueils de nouvelles

En France, les livres de Patricia Highsmith (sauf *Toutes à tier*, Julliard, 1976) ont paru chez Calmann-Lévy. En poche, les éditions Pocket ont entrepris la publication de l'intégralité de son œuvre. Trois volumes de la collection « Bouquins » (Laffont, 1991, 1992 et 1994) rassemblent des romans et des nouvelles.

● **Cinéma**. Parmi les trente titres de Patricia Highsmith, outre son premier roman, *L'inconnu du Nord-Express* (porté à l'écran par Alfred Hitchcock en 1951), la série des « Ripley » :

M. Ripley (au cinéma, *Plein soleil*, de René Clément, 1956), Ripley s'amuse (au cinéma, *L'Ami américain*, de Wim Wenders, 1977), Sur les pas de Ripley, Ripley et les ombres, Ripley entre deux eaux; Le Meurtier (adapté au cinéma par Claude Autant-Lara en 1960); Ce mal étrange (au cinéma *Dites-lui que je l'aime*, de Claude Miller, 1977); La Cellule de verre (adapté par Hans W. Geissendorfer, 1978); Eaux profondes (adapté par Michel Deville, 1981); Le Cri du hibou (un film de Claude Chabrol en 1987).

● **Chef-d'œuvre**. Les nouvelles des *Cadavres exquis* (1990) ont été adaptées pour la télévision et diffusées sur M 6. Celles du *Rat de Venise* et autres histoires de criminalité animale à l'attention des amis des bêtes (1977) sont au rang des plus délicieuses terreurs. *Le Journal d'Edith*, sans doute son chef-d'œuvre, a été traduit en France en 1978 par Alain Delahaye. Enfin, son dernier roman, *Small g, une idylle éternelle*, sort en France le 7 février (Calmann-Lévy, 382 p., 120 F). Il en sera rendu compte dans « Le Monde des livres » du 17 février.

Patricia Highsmith

Soul Coughing, sculpteur de chansons

Révéls aux Transmusicales de Rennes, ces quatre garçons de New York sont passés à Paris. Inspirée par le hip hop et le cri des mouettes, leur musique traverse tous les quartiers de Brooklyn

Le groupe new-yorkais Soul Coughing (qu'on pourrait traduire par la toux de l'âme) s'est produit pour la première fois, dimanche 5 février, au club-rock de Pigalle, l'Érotika. Révéls aux Transmusicales de Rennes et par leur album Ru-

by Vroom, ces quatre remarquables musiciens venus d'horizons différents ont jeté leurs amarrés du côté de Brooklyn. Ils en ont tiré une inspiration multiple, fortement teintée de hip hop, mais d'une saisissante originalité. Sur

scène, leur forte présence, leur inspiration se traduisent par une ambiance de trances qui fait de Soul Coughing un groupe résolument à part, entre le plaisir de la musique et du langage, du physique et du cérébral.

CHACQUE FIN D'ANNÉE, un groupe conquiert de haute lutte le label « Révéls des Transmusicales » qui lui assure, dans les mois qui suivent le festival rennais, l'attention des médias et des professionnels de l'industrie phonographique. Dimanche 5 février, intrigués par le récent triomphe de Soul Coughing dans la cité bretonne, les curieux ont rempli sans mal l'Érotika, club rock de Pigalle, où les Américains dominaient leur premier concert parisien.

Les plus avertis des spectateurs avaient aussi eu l'occasion de vérifier la rumeur à l'écoute de *Ruby Vroom*, premier album d'un groupe singulier. Sorti à l'automne, ce disque juxtaposait deux univers avec une originalité saisissante. Par la grâce de quatre bricoleurs aux allures d'étudiants, la raideur conceptuelle de l'avant-garde se fondait à la sensualité de la culture hip hop. Quelle autre ville que New York aurait pu procéder à ce mariage avec une telle réussite ? « Aucune, répond en chœur le quatuor de Brooklyn. New York est comme une île au large des États-Unis. Le mélange des cultures s'y fait comme nulle part ailleurs. D'un point de vue pratique, il y est très difficile de monter un groupe fixe, par contre les musiciens sont nombreux et se croisent sans arrêt. »

Ce n'est pas non plus un hasard si la rencontre a eu lieu au Knitting Factory, endroit-clé brassant les musiciens new-yorkais les plus portés sur l'expérimentation. Se côtoient là les héritiers de Fred

Frith, Bill Frisell ou John Zorn, figures fondatrices de l'avant-garde locale à l'aube des années 80. Les points communs de ces quatre garçons, autant que leurs différences, allaient perenniser à Soul Coughing de s'épanouir dans toute sa fragile étrangeté. Le contrebassiste Sebastian Steinberg dit avoir joué toutes formes de basse électrique avant de se consacrer à l'acoustique. Son amour du *junk* et sa passion du reggae lui ont enseigné la souplesse, alors qu'au côté de l'anguleux Marc Ribot, il a durci son jeu et fait siens les préceptes du jazzman Thelonious Monk qui conseillait de dénouer la technique instrumentale de toute tentation de joliesse et de politesse. Au sein de son nouveau groupe, il propulse un groove brutal, impeccablement épaulé par le swing riche du batteur Youval Gabay, qui a quitté son Israël natal pour élargir son champ d'expériences musicales.

POÉSIE INCANTATOIRE

C'est aussi le hip hop qui a bouleversé la vie de M. Doughty, chanteur et guitariste de Soul Coughing. Enfant du rock, il a fini par se heurter à la froideur trop rigide des zélés du genre. Rapidement transporté par la chaleur des rythmes noirs, il a trouvé dans le rap le support idéal pour ses desirs de poésie incantatoire. Entre scansion et mélodie, ses rimes s'inspirent de l'art parlé des poètes afro-américains (Ntozake Shange, Langston Hughes), un zeste d'ins-

piration dadaïste faisant office de revendication communautaire. Approuvé par ses trois camarades, M. Doughty souligne l'importance de cette filiation. « Le hip hop est le courant musical le plus novateur de ces quinze dernières années. Aucun autre style n'a ouvert autant d'horizons, n'a fait progresser autant les rythmes et les mélodies. » Le genre, pourtant, a aussi ses tics. Soul Coughing y échappe brillamment. L'utilisation que fait Mark Doughty de l'échantillonneur y est pour beaucoup. Pianiste formé au Conservatoire, ce jeune homme amateur de musique contemporaine est autant un instrumentiste doué qu'un chasseur de sons.

VIBRATIONS

Sculpteurs de chansons plus véritables auteurs, ces quatre fortes personnalités se confrontent en studio, proposent chacune à leur tour le bout de matière musicale ou sonore qui initiera la construction de cette fusion unique de rythmes et d'harmonies. L'improvisation, le jeu « en direct » tiennent une place essentielle dans leurs créations. C'est d'ailleurs sur scène qu'en laboratoire que les idées du groupe prennent leur relief. Leurs conceptions théoriques s'animent en concert d'une flamme communicative. La section rythmique de Youba et Sebastian est un modèle de précision et d'intensité. Derrière son instrument réduit au minimum, le batteur économise ses gestes pour toujours laisser l'espace nécessaire

aux interventions de ses complices. Tous participent à une envie de transe quasi chamanique. La singularité des échantillonnages (cris de mouette, portes grincantes, solos de cuivre) n'a d'égal que la virtuosité avec laquelle sont placées ces ambiances décalées. On croirait l'instrument prisonnier d'un emploi robotique, Mark Doughty en fait le plus vivant des synthétiseurs. Il y a quelques mois, alors qu'il avait du mal à trouver sa place dans le groupe, le clavier demanda conseil à Marc Ribot. « Je voulais savoir comment il arrivait à poser sa marque si particulière dans la structure classique des chansons de Tom Waits ou Elvis Costello. Il m'a répondu : "Surtout, écoute bien les textes." »

Les mots de M. Doughty sont alors attentivement suivis. Leur musicalité peaufinée en fait un instrument à part entière. Ils serpentent au même rythme que les déhanchements reptiliens du chanteur. Cette voix semble traverser tous les quartiers de Brooklyn. Intonations italiennes, afro-américaines, juives, jamaïcaines. Les mélodies (un peu monocordes) importent moins que la jouissance des textures et du langage. La mélodie silhouette blonde de Doughty ne laisse pas présager une telle présence scénique. Elle personnifie pendant de longues minutes ce mélange new-yorkais de vibrations physiques et cérébrales.

Stéphane Davet

Le cinéma indien et les tensions sociales

Exclus, tribus oubliées, haines entre hindous et musulmans, ont été les grands thèmes du festival de Bombay

BOMBAY

Correspondance

C'est à Bombay que furent projetés les premiers films Lumière, dès le 7 juillet 1896, et que fut réalisé, en 1913, le premier film indien, *Radha Harishandra*, par le pionnier D. G. Phalke. « Bollywood » se devait donc de célébrer le centenaire du 7^e art et les quatre-vingts ans de la plus ancienne cinématographie extra-occidentale – quantitativement la plus importante du monde aujourd'hui. Même si la métropole indienne du cinéma est devenue surtout celle du *soap opera* télévisuel, et si elle subit désormais la concurrence des studios de Madras, voyant sa production dépassée par celle des régions méridionales.

Du 10 au 22 janvier, deux cents films de quarante-cinq pays – dont des incunables muets français, italiens, allemands, américains et indiens –, ainsi qu'un hommage exhaustif à Fellini et un gros plan sur les réalisatrices d'Asie concocté par la très professionnelle revue panasiatique *Cinemaya* (Delhi), ont tenté d'étancher la soif de films étrangers du public le plus cinéphile de la planète. Dans le panorama du cinéma indien actuel – une vingtaine de longs métrages et autant de documentaires –, le cinéma hindi faisait pâle figure face aux films d'art du sud ou d'un Etat excentré comme l'Assam pré-himalayen.

SUJET RÉCURRENT

Pourtant, avec une présence comparable à celle de Hollywood en Europe, les modèles du film hindi commercial dominent les petites cinématographies de l'im-
mense Union indienne, au point de menacer leur existence. L'Assam (quatre longs métrages en 1994) vient ainsi de revendiquer auprès de New Delhi une « exception culturelle », qui lui permettrait de sauvegarder l'expression et la diffusion de sa propre sensibilité.

Deux thèmes principaux auront dominé la sélection du festival. Le premier concerne les exclus de la société indienne. Sujet récurrent, le sort des femmes est notamment évoqué par *Meemana* (« Le Verdict »), de l'Assamais Sanjeev Hazorika, *Parinayam* (« Le Mariage »), du Kéralais Hariharan, *Sammohanam* (« L'Envoûtement »), premier film du Kéralais C. P. Padmakumar, remarquable coup de maître. Longtemps occulté par le cinéma, documentaires exceptés, le sort des Adivasis, les groupes tribaux des régions reculées profondément méprisées par

une majorité d'Indiens, commence lui aussi à intéresser les cinéastes. Biplab Ray Chaudhuri est allé dans l'Orissa voisin pour réaliser *Aranya Radha* (« Un cri dans le désert »). Il y dénonce les exactions des usagers et des propriétaires fonciers qui pillent les Adivasis, n'hésitant pas à tuer les hommes des villages et à violer les femmes. Celles-ci sont alors bannies, réduites à la prostitution ou à la mort dans une société où l'appartenance à un groupe est, au sens propre, vital. Ce type d'exactions est régulièrement imputé par les autorités aux terroristes naxalites ou à des *dacoits* (bandits).

Le second thème, abordé seulement depuis une date récente avec quelque systématisme, concerne les rapports entre hindous et musulmans – le splendide *Garam Hawa* (« Vents chauds », 1973) de M. S. Sathyu, sur la partition de 1947, demeurant jusqu'ici la référence absolue. Sur ce sujet, aujourd'hui crucial, se retrouvent des auteurs chevronnés, qui en profitent pour s'essayer à une mise en scène davantage orientée vers le grand public, et des faiseurs du cinéma populaire, témoignant d'autres préoccupations que le seul succès.

Parmi les premiers, l'exemple le plus convaincant est celui du vétéran Shyam Benegal : avec *Mamma*, interprété par l'époustouflante Farida Jalal, il choisit l'humour pour décrire les retrouvailles d'une indienne musulmane émigrée au Pakistan lors de la partition, et revenant en Inde, veuve et âgée. En revanche, *Drohkaal* (« Le Temps de la trahison »), de Govind Nihalani, pourtant séduisant par les deux plus grands acteurs indiens actuels, Naseeruddin Shah et Om Puri, déçoit dans sa peinture de la lutte antiterroriste.

De son côté, l'enfant prodige du cinéma commercial indien, le Tamioul Mani Ratnam, surprend. Alors que son film hyperpatriotique *Raja* (« Rose », 1992), sur les sécessionnistes musulmans au Cachemire, triomphe dans les salles depuis deux ans, il a frappé un grand coup avec *Bambay*, présenté en off du festival, car en attente de son visa de censure. Cette superproduction, tournée en hindi dans les studios de Madras (la métropole du nord-ouest y a été reconstituée), stigmatise les haines inter-communautaires à travers la vie d'un couple hindou-musulman jeté dans la tourmente.

Yves Thoraval

Moments intimes du saxophone et de la batterie

FRANÇOIS COTINAUD et RAMON LOPEZ, aux INSTANTS CHAVIRÉS, à Montreuil, vendredi 3 février, 20 h 30.

Moins de cinq mois avant sa mort (le 17 juillet 1967), John Coltrane, en compagnie de Rashied Ali, laissait à l'avenir du jazz un duo, saxophone et batterie. Les deux musiciens n'avaient en eux que l'envie d'un dialogue, leur essai deviendra un monument. Certains vont en garder occasionnel-

lement la mémoire. Archie Shepp et Max Roach, dans les années 70, le batteur Daniel Humair, amateur de défis, Joe Lovano et Aldo Romano...

Aux Instants chavirés, vendredi 3 février, le saxophoniste François Cotinaud et le batteur Ramon Lopez abordent, eux, leur vingtième rencontre sous cette forme en près de deux ans.

François Cotinaud vient du free jazz, « un passage obligé, important », dit-il. Il y a vingt ans, Jimmy Lyons, Steve Lacy, Cecil Tay-

lor, Alan Silva lui apprennent à se situer. Ramon Lopez a été l'élève du saxophoniste il y a dix ans dans un cours d'orchestre. Ils sont allés plus loin, forment un quartet avec le personnel stable depuis 1988, avec le contrebassiste Thierry Colson et le pianiste Heriberto Paredes.

PARTAGE ET DÉPASSEMENT

« Notre musique est improvisée, sans concertation préalable », explique François Cotinaud à la salle. Inscrite dans la durée, la démarche appelle à la fois l'intimité, la connaissance de l'autre et une sorte de virginité, d'oubli de ce qui a été joué avant, ailleurs. L'équilibre est délicat. Comme au sein du quartet qui courtant janvier jouait à Paris, à Dunois puis au Sunset un nouveau répertoire intitulé « Jambes de Dieu » – dont l'inspiration vient du *Notre-Dame* de Paris, de Victor Hugo –, Cotinaud et Lopez sont arrivés à un point de partage et de dépassement où chacun sait son rôle. Un roulement est une proposition, une phrase répétitive au soprano ne peut amener, à ce moment-là,

qu'une réponse sèche sur la caisse claire. Le batteur utilise le bois des caisses, les cercles d'acier, les harmonies des cymbales, les peaux sont détendues. Les dix mille saxophonistes d'aujourd'hui n'écourent pas les maîtres de Cotinaud : Steve Lacy, pour la fluidité du soprano, Charles Tyler, John Gilmore – le fidèle auprès de Sun Ra – pour le ténor.

Le jazz du duo, comme celui du quartet, a assimilé ses histoires. Cette musique a clairement son identité. Les deux solistes jouent ensemble. Cette faculté est l'un des états les plus fragiles et les plus exigeants de la musique improvisée. Le duo n'esquive pas, se perd rarement, module les volumes sonores, toujours en recherche. Il y a là une alliance générale et puissante, un moment arrêté qui se vit au-delà des références, unique.

Sylvain Siclier

* Discographie : en duo, *Opera* ; en quartet *Princesse et Pyramides*, Label Musivi, distribué par Mélodie.

VOYAGE AU PAYS SONORE DU L'ART DE LA QUESTION

de Peter Handke

Mise en scène Jean-Claude Fall

42 43 17 17 du 24 janvier au 25 février 95

190 pays sur minitel

ECONOMIE

GEOGRAPHIE

DEMOGRAPHIE

ENSEIGNEMENT

PRESENCE FRANCAISE

AIDE AU DEVELOPPEMENT

36 17 ECOGEO

• La population de moins de 20 ans en Inde, en Allemagne, au Kenya ?

• La production de vin ou d'acier en Italie, en Australie ou en Espagne ?

• Les taux de chômage en Finlande ?

• Le système scolaire au Japon ?

• Le nombre de Français au Pérou ?

• L'ensollement en août à Chicago, à Bangkok, à Jérusalem ?

MUSIQUES DU MONDE

THEATRE DE LA VILLETTE PARIS

SAM. 11 FEV. 20H30 80'

LOUTFI BOUCHNAK chant

ET L'ENSEMBLE AL-KINDI Tunisie

une grande voix du Maghreb

2 PL. DU CHATELAIN 42 74 22 77

Tout le cinéma

3615 LEMONDE

cité de la musique

17 et 18 février - 20h

BBC Singers

BBC Symphony Orchestra

Robertson, direction

Ives, Stravinsky, Stockhausen

Parc de la Villette @ Porte de Pantin

44 84 44 84 / 3615 CITEMUSIQUE

ECOUTEZ V I R

Un Livre blanc pour faire découvrir le théâtre aux enfants

L'Association du théâtre pour l'enfance et la jeunesse publie une étude sévère sur la politique culturelle à l'égard des jeunes spectateurs. Elle constate de multiples carences et propose des solutions concrètes

Former le public de demain est une action culturelle et un acte de civisme auxquels l'Etat et les collectivités locales ne répondent qu'imparfaitement en subventionnant inégalement le théâtre pour adultes et celui desti-

né aux enfants. Douze mois de concertation ont été nécessaires à l'Association du théâtre pour l'enfance et la jeunesse (ATEJ) pour rédiger *Théâtre et nouveaux publics*, Livre blanc pour une politique de l'enfant specta-

teur. Dans cette étude, l'ATEJ constate un manque de moyens ainsi que l'absence de concertation entre l'école, les professionnels et les différents ministères concernés. Elle émet des propositions, dont la création de

services spécialisés « théâtre et jeunes publics » dans l'administration centrale et les directions régionales des affaires culturelles et la mise en place d'un Fonds d'intervention « théâtre et jeunes publics ».

CHACQUE SAISON, trois millions d'enfants assistent à une représentation théâtrale à l'invitation des cent quatre-vingt-dix compagnies dramatiques, des six centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et des cent cinquante établissements culturels (scènes nationales, centres culturels, etc.) qui s'adressent à eux. Au cours des cinq dernières saisons, plus de vingt auteurs contemporains (Beckett, Jouanneau ou Handke...) ont été mis en scène aux côtés des auteurs réputés pour enfants (Andersen, Lewis Carroll ou Mark Twain). Même constat pour la mise en scène : les spécialistes ont été rejoints par des hommes de théâtre aussi différents que Daniel Mesguich, Stanislas Nordey, Laurent

Pelly ou Olivier Py... Sur la foi de différentes études, le Livre blanc souligne que « l'accès des enfants [...] à des représentations adultes du monde et de la vie, et la diversité des formes et des contenus, d'une création exigeante et contemporaine, est un moyen privilégié de développer leur sensibilité et leur esprit critique. L'accès des enfants au théâtre est à la fois un acte artistique et un acte citoyen [...] et l'un des meilleurs moyens de permettre au plus grand nombre possible d'entre eux [...] de développer un goût durable pour le théâtre ».

L'ATEJ recommande de revoir le lien entre le théâtre et l'école et se plaint de « la persistance de conceptions archaïques [...] chez des très nombreux professionnels de l'action théâtrale et culturelle. Pour

beaucoup d'établissements, l'école n'est rien d'autre qu'un « réservoir » de jeunes spectateurs ». De son côté, l'école devrait procéder à quelques révisions : « L'accès des jeunes spectateurs à une culture théâtrale de qualité passe davantage par la formation du spectateur que par des expériences éphémères de camédiens amateurs [...] ».

DÉRIVES COMMERCIALES

Le Livre blanc dénonce les limites actuelles de la politique menée par les ministères de la culture et de l'éducation nationale : « Selon les statistiques de 1993, les 690 ateliers de pratique artistique existants ne concernent en fait que 10 % des collèges et des lycées, 0,48 % des élèves, c'est-à-dire un peu moins que l'option de grec an-

cien. Ces ateliers sont presque inexistant dans l'enseignement primaire. »

Le ministère de la culture est pourtant responsable, selon l'ATEJ, de la situation précaire du secteur. « Depuis plus de dix ans, il a pratiquement cessé d'assumer le rôle d'incitation, de soutien et de régulation qui devrait être naturellement le sien. En dehors de mesures très catégorielles prises par les ministères Lang et Lottard, rien n'a été entrepris pour conforter de réelles possibilités de développement théâtral fondées sur l'accès des jeunes spectateurs, dès le plus jeune âge, aux formes et aux contenus du théâtre contemporain [...] La diffusion, plus quantitative que qualitative, est compromise par des dérives de plus en plus commerciales. »

Le Livre blanc s'achève sur des propositions concrètes. Les premières sont administratives : mise en place d'évaluation régulière des actions de création et de diffusion subventionnées par l'Etat ; création de services spécialisés « théâtre et jeunes publics » dans l'administration centrale et les directions régionales des affaires culturelles.

Les autres mesures sont budgétaires : réduction des disparités criantes de financement ; parité de subvention du fauteuil « adulte » et du fauteuil « enfant » ; création d'un Fonds d'intervention « théâtre et jeunes publics », doté de 30 millions de francs par an pour une période expérimentale de six ans par les ministères (culture, éducation nationale, jeunesse et des sports, enseignement supérieur et recherche) ; créations de conventions théâtre et jeunes publics pour assurer la pérennité des activités existantes et susciter des théâtres permanents bénéficiant du label « théâtres régionaux jeunes publics » ; établissement de « contrats de mission pour le développement théâtral en milieu rural » ; accroissement progressif du nombre des CDNEJ et particulièrement dans certaines métropoles qui en sont anormalement dépourvues comme Paris, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nice, Nantes, etc.

Olivier Schmitt

* *Théâtre et nouveaux publics*, Livre blanc pour une politique de l'enfant spectateur est disponible par correspondance auprès de l'ATEJ, 98, boulevard Kellermann, Paris (13^e), 112 p., 40 F.

M. C.

La pièce de Corneille qui valut des pommes cuites à Molière

HÉRACLIS, de Corneille. Mise en scène : Jean-Marie Villégier. Avec Frédéric Chéreau, Didier Nivard, Dominique Maras... THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 75009 Paris. Tél. : 47-42-67-27. Le mardi à 19 heures ; du mercredi au samedi à 20 h 30 ; le dimanche à 16 heures. 70 et 100 F. Jusqu'au 19 février.

Il est évident que Corneille avait mangé du lion lorsqu'il a écrit son *Héraclius*. Du lion enragé. Son idée première : donner une pièce strictement incompréhensible. Un salmigondis de faux traités, de vrais-faux frères, de quiproquos à la puissance quatre, et d'entrechosements d'incestes supposés. Corneille avait pris le soin d'avertir son monde : le propos « est si embarrassé qu'il demande une merveilleuse attention », et cette pièce, il faut « la voir plus

d'une fois pour en remporter une entière intelligence ».

La deuxième idée : dérouter le spectateur par l'aberration des faits racontés : « Le sujet d'une belle tragédie doit n'être pas vraisemblable. Un père qui tue son fils, une femme son mari, un frère sa sœur, ce sont de piteux dévotions qui font les belles et puissantes oppositions du devoir et de la passion. »

Les spectateurs prirent la fuite. C'est bien ce qu'avait cherché Corneille, pour la saveur de la chose, mais ce n'était pas assez, et il pria son âme damnée, Molière, de reprendre tout de suite le chef-d'œuvre, pour l'inauguration de son nouveau théâtre, la Salle de Bourbon. Récit d'un témoin : « Molière réussit si mal la première fois qu'il parut à la tragédie d'Héraclius, dont il faisait le principal personnage, qu'on lui jeta des pommes cuites qui se vendaient à la porte, et il fut obligé de quitter. » On imagine

Corneille et Molière se rejoignant dans la loge, au comble de la joie. Le très subtil et très savant Jean-Marie Villégier aurait pu compléter le trio de farceurs, s'il avait été là, en 1658. Mais c'est aujourd'hui qu'il est là, et comme il est une fête des bûches, il accomplit le prodige, avec deux rognures de rideaux poussiéreux, des costumes sans lignes ni couleurs, et des comédiens d'une nullité si enthousiaste que c'est à se demander où il a pu les dénicher, qui il accomplit le prodige de rendre *Héraclius* un comble de luminosité, d'évidence, et de succulente émotion. Le public, surtout des lycéennes de choc, est transporté. Corneille n'y comprendrait plus rien, les spectateurs de Molière dévoreraient leurs pommes au four au lieu d'en faire des projectiles. Vive Jean-Marie Villégier, sauveur des causes perdues !

M. C.

Saint Laurent Terzieff et son saxophone ténor

MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE, de T. S. Eliot, adaptation Henri Fluchère. Mise en scène de Laurent Terzieff et Raymond Hermantier. Avec Pascale de Boysson, Bernadette Le Saché, Françoise Walter, Laurent Terzieff, Michel Etcheverry, Gérard Darrieu, Raymond Hermantier... THÉÂTRE DE L'ATELIER, place Charles-Dullin, 75018 Paris. Tél. : 46-06-49-24. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; le dimanche à 15 heures. 50 F à 250 F.

C'est le meurtre de Thomas Becket, archevêque de Cantorbéry, que le roi Henri II Plantagenêt fit assassiner dans sa cathédrale, le 29 décembre 1170.

La pièce fut commandée, en 1935, par les organisateurs du Festival de théâtre de Cantorbéry, un grand poète Thomas Stearns Eliot, d'origine américaine, mais qui avait choisi en 1927 (à trente-neuf ans) la nationalité anglaise. Le festival devait produire une grande œuvre sacrée. Eliot venait d'écrire deux poèmes religieux, *Mercure* des cendres et *Le Roc*.

Meurtre dans la cathédrale est l'exemple de l'œuvre de commande accomplie à la perfection. Le conflit de l'énergie spirituelle de l'archevêque et de l'autorité civile du roi est donné à voir et entendre le plus clairement et le plus fort possible. Les bons prêtres et les vilains militaires sont dessinés et coloriés comme des images de livres d'enfants, très bien imprimées, au pochoir.

L'architecture, très équilibrée, prend appui sur des fondations classiques éprouvées : les accents directs du fait divers élisabéthain alternent avec les chants explicatifs du choeur grec.

L'écriture est efficace, c'est le grand vers « respiratoire », tempétueux mais solidement scandé, qu'a inventé, en Amérique, Walt Whitman, et qui est à l'origine de la grande poésie moderne (*Feuilles d'herbe*, le livre-génèse de Whitman, est de 1855). Mais il est évident qu'Eliot, quand il écrit *Meurtre dans la cathédrale*, a en mémoire les poèmes majeurs de Clau-

del, que Claudel a d'ailleurs écrits, en Chine, surtout, avec, lui aussi, *Feuilles d'herbe* à portée de la main.

Eliot a tout de même mis son grain de sel, ajoutant aux données de l'Histoire, aux postulats du théâtre et au porte-voix whitmanien une scène très personnelle, qui est de loin le meilleur moment de la pièce : c'est l'apparition d'un ténor, qui, plus lucide qu'il n'est permis, propose à l'archevêque d'accomplir... exactement ce que l'archevêque, par foi, par humilité, par espérance, par charité, se propose de son côté d'accomplir : tenir bon contre le roi jusqu'à se faire tuer. Effroyable crise de conscience : le diable avocat du diable. Mais l'archevêque, par un très long sermon à ses brebis, qu'Eliot a mitonné en virtuose, laissera son auditoire dans la vague, mais se convaincra lui-même.

Le vrai démon, en l'occurrence, c'est Thomas Stearns Eliot, qui a su fabriquer une pièce d'un intérêt soutenu, par une suite d'effets gros et sûrs, par des changements d'angles de vue, par des arguments frappants. Impossible de prendre, avec plus de ruse et de présence d'esprit, le public dans le sens du poil.

UN PUBLIC EN PÉLERINAGE

Au Théâtre de l'Atelier, la salle est pleine, c'est mérité, et les braves, à la fin, sont du genre marée d'équinoxe. La mise en scène cadre l'action bien clair, bien droit. Les costumes sont pur Moyen Age jusqu'aux lacets des mitaines. La traduction française d'Henri Fluchère est du Claudel pure grappe mis en versets au château.

Le jeu est forcément dominé par Laurent Terzieff. Le public vient pour lui, en pèlerinage. Terzieff a fait don de sa personne à l'art du théâtre. Il n'interprète pas des œuvres, il célèbre des mystères. Il se tient immobile, la tête un peu penchée, comme un martyr sur sa croix, qui balaise orchestre et balcons des arabesques enchanteresses de sa voix de saxophone ténor qui joue sagement le même air de Milosz à Claudel, de Rilke à Eliot. Un délice.

Michel Cournot

MUSIQUE

Une étude publiée par la revue *Science* affirme que le sens de la musique existe naturellement chez certaines personnes, mais, faute d'entraînement précoce, ce don de la nature risque de se perdre à jamais. La recherche a porté sur soixante personnes, dont la moitié composée de musiciens classiques du même âge. Les clichés et l'imaginaire électronique de leurs cerveaux ont permis de déterminer que, sur ces trente professionnels, les onze qui se sont révélés capables de nommer chaque note entendue (qui ont donc une oreille absolue) avaient la structure *planum temporale*, située sur le côté gauche du cerveau, plus développée que la normale (parfois de 40 %). Outre ce don de la nature, « nous savons que ceux qui reconnaissent parfaitement les notes ont été en contact avec la musique avant l'âge de sept ans », écrit le docteur Gottfried Schlaug du Beth Israel Hospital de Boston (Massachusetts) et responsable de la recherche.

Les rencontres musicales de Villarcieux (Val-d'Oise) seront consacrées à la technique d'interprétation baroque et classique. Du 19 au 26 février, le violoniste britannique John Holloway donnera des cours d'interprétation à seize jeunes instrumentistes invités par le Festival d'Ile-de-France, organisateur de cette manifestation. Les prochaines sessions se tiendront du 28 septembre au 5 octobre (alto avec Gérard Caussé) et du 30 novembre au 6 décembre (harpe avec Marielle Nordmann). Château de Villarcieux 95170 Chaussy. Tél. : 34-67-73-37.

Le ténor Roberto Alagna, qui triomphe actuellement dans *Lucia de Lammermoor* de Donizetti, à l'Opéra-Bastille, au côté de la soprano Jane Anderson, sera Rodolfo dans *La Bohème* de Puccini au Théâtre du Capitole de Toulouse. Leontina Vaduva, sa partenaire d'élection, y jouera le rôle de Mimì. Ce jeune ténor, que les plus prestigieuses scènes lyriques mondiales s'arrachent, reste fidèle à l'Opéra qui lui a confié ses premiers grands rôles. Cette nouvelle production sera mise en scène par Nicolas Joel et dirigée par Maurizio Arena. Du 17 au 28 mars. Location, tél. : 61-22-80-27.

CINÉMA

L'acteur et metteur en scène Kenneth Branagh n'exclut pas que les acteurs soient un jour remplacés par des images virtuelles. Dans un entretien publié, vendredi 3 février, par l'hebdomadaire portugais *Independente*, il dresse un parallèle entre cette possibilité et les questions que se posait le monde en 1818, année où Mary Shelley a publié son roman sur le mythe de Frankenstein. « C'était l'aube de la révolution industrielle et les changements qui allaient avoir lieu étaient imaginables, comme à l'époque. Nous assistons à un phénomène similaire. (...) Aujourd'hui comme hier, on continue de se demander s'il est possible de créer la vie, ce qui la crée, qui contrôlera le processus. » (Reuter).

Ridley et Tony Scott ont racheté, mercredi 1^{er} février, les studios anglais de Shepperton. Le montant de la transaction est de 12 millions de livres (environ 100,2 millions de francs). Les deux cinéastes (Ridley est, notamment, le réalisateur d'*Alien* et de *Blade Runner* ; et Tony celui de *Top Gun*) envisagent d'investir environ 10 millions de livres (environ 83 millions de francs) dans les cinq prochaines années, pour redonner aux prestigieux studios leur lustre d'autan.

Le premier long métrage de Dante Desarthe, *Fast*, a été couronné par le festival Rencontres des premiers films, organisé par la Société des réalisateurs de films (SRF), du 11 au 24 janvier à Paris, puis du 11 au 31 janvier, dans six villes d'Ile-de-France. *Fast* est interprété par Frédéric Gélard, Jean-François Stvenin et Karin Viard.

L'École normale supérieure organise un cycle de projections commentées par ses professeurs et des personnalités invitées. Au programme : *L'Enigme de Kaspar Hauser*, de Werner Herzog (projeté le 6 février à 18 h 15) et *Kaspar Hauser*, enfant de l'Europe de Peter Selz (20 h 30). Ces films seront suivis par un débat animé par Jean-Pierre Le Réveur, maître de conférences à Normale Sup. Le 7 février, c'est le mathématicien Henri Serresycki qui dirigera la conversation suivie de seconde projection de *Blow up*, de Michelangelo Antonioni, présenté à 18 h 15 et à 20 h 30. Projections et débats ont lieu au cinéma Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e (M^o Cardinal-Lemoine ou Monge). Tél. : 43-29-44-40.

Toute l'économie pour ceux qui la font.

La Tribune

ECONOMIE :

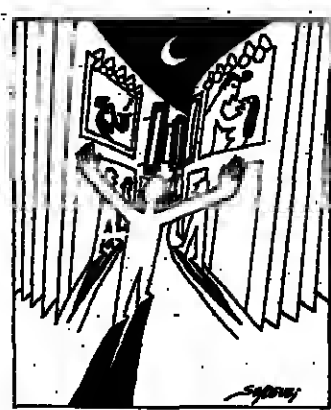
Les 5 questions qui n'attendront pas 7 ans.

A RECOMMANDER À TOUS LES CANDIDATS

5 dossiers exclusifs du 6 au 10 février.

Pierre Hantaï joue les « Variations Goldberg » dans le temple de la statue de cire

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, le ravissant petit théâtre du Musée Grévin s'est ouvert à la musique. La babouchka du piano russe, la regrettiée Tatiana Petrova Nikolaeva y avait fait ses débuts parisiens en y jouant les *Variorians* Goldberg de Jean-Sébastien Bach. Depuis, de nombreux artistes s'y sont succédés dans la série de concerts qui y sont organisés. Pierre Hantai y vient à son tour jouer la même œuvre, mais au clavecin. Artiste



inspiré, à l'imagination débordante, ce jeune claveciniste est considéré comme le chef de file des jeunes musiciens baroques français. Mais sa maturité, son individualité ne peuvent le faire comparer qu'à Gustav Leonhardt. Chacun de ses disques lui vaut de remporter les plus hautes récompenses.

★ Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, 9. (M^o Rue-Montmartre). 20 h 30, le 6. Tél. : 48-24-16-97. De 90 F à 200 F.

Scène ouverte aux écoles de jazz
Chaque début de mois, le Duc des Lombards s'ouvre aux formations issues des écoles de jazz : cinq groupes, un jury, la salle remplie par un public de supporters.
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards (M^e Châtelet). A partir de 21 heures, le 6 février. Tél. : 42-33-22-88. De 50 F à 70 F.

Rafael Aguilar
Il y a deux ans, l'Espagnol avait réussi une *Carmen* très érotique. Il ne craint pas, cette fois-ci, de se mesurer au *Boléro* de Ravel, à jamais légendaire par la version

qu'en a donnée Maurice Béjart.
Palais des Sports (M^e Porte-de-Versailles). 20 h 30, les mardi, mercredi et vendredi. 15 heures et 20 h 30, le samedi. 14 heures et 17 h 30, le dimanche. Jusqu'au 12 février. Tél. 44-68-69-70. De 125 F à 140 F.

Georges Chelon
Il a écrit de jolies chansons, s'est parfois éclipsé, mais jamais absenté.
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2^e (M^e Sentier). 20 heures, du mardi au samedi. Relâche les dimanche et lundi. Jusqu'au 18 février. Tél. : 42-36-37-27.
70 F et 90 F.

Tous les nouveaux films
de la semaine
et une sélection
des films en exclusivité

NOUVEAUX FILMS

LA CASSETTE
Film portugais de Manoel de Oliveira
VO: Latina, 4 (42-78-47-86); Europe
Pantheon (ex-Reffex-Pantheon), handi-
capes, 55' (43-54-15-04).
ÉLISA
Film français de Jean Becker
Gaumont les Halles, dolsby, 1^{re}
(36-68-75-55); rés.: 40-30-20-10;
Rex, dolsby, 2^e (36-68-70-23); Bre-
tagne, dolsby, 15' (42-64-34-34);
40-30-20-10; UGC Odéon,
dolsby, 5 (36-68-37-52); Gaumont
Ambassade, dolsby, 8' (43-59-19-
08); 36-68-75-55; rés.: 40-30-20-
10; Publicis Champs-Élysées, dolsby,
8' (42-70-76-23); 36-68-75-55;
40-30-20-10; UGC Louis Lumière,
dolsby, 8' (43-47-35-43); 36-65-71-
88); Geumont Opère Français,
dolsby, 9' (36-68-75-55); rés.: 40-
30-20-10; Les Nations, dolsby, 12'
(43-43-04-67); 36-65-71-35; rés.: 40-
30-20-10; UGC Lion Bastille,
dolsby, 12' (36-68-62-33); Gaumont
Gobelins Fauvette, handi-
capes, dolsby, 13' (36-68-75-55);
Gaumont Alésia, dolsby, 14' (36-
68-75-55); rés.: 40-30-20-10; Geu-
mont Parnasse, dolsby, 15' (36-68-
75-55); rés.: 40-30-20-10; Geu-
mont Kinoparoma, handi-
capes, dolsby, 15' (43-06-50-50); 36-68-75-
15; rés.: 40-30-20-10; Geumont
Convention, dolsby, 15' (36-68-75-55);
rés.: 40-30-20-10; Majestic,
dolsby, 15' (42-64-34-34); 40-30-20-10;
UGC Meillem, handi-
capes, dolsby, 17' (36-68-31-34); 18' (36-68-70-
handi-
capes, dolsby, 18' (36-68-70-23);
22); Le Gambetta, dolsby, 20c (46-
30-10-98); 36-65-71-44; rés.: 40-30-20-10;

[illegible]

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

LUNDI 6 FÉVRIER
Maxim Vengerov, Itamar Golan
Mozart: Sonate pour violon et piano
Chostakovitch: Concerto pour violon et piano
et piano n° 8, Prokofiev: Sonates
pour violon et piano n° 2, Chostakovitch:
Prélude pour piano op. 34
Maxim Vengerov (violon), Itamar Golan
(piano)
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue
des Champs-Élysées, Paris 8^e. 49-53-50-50.
De 100 F à 16 F. Tél. : 49-53-50-50.
De 100 F à 290 F.
Ensemble Itinerante
Romtelli: Acid Orrems & Spanish
Queens Ingolfsson: Oration, Kurtz
Gardner: The People by Janor Milnes
Pièces pour deux cymbalos.
Ensemble de l'Itinerante, Zsolt Nagy (di-
rection).
Carter Georges-Pompidou, rue Ren-
nais (à l'angle de la Rampe), 20 h 30.
6 à 16 T. : 44-78-13-15. De 75 F à 9 F.

MERCREDI 8 FÉVRIER

Orchestre de Paris
Stravinsky : *Les Noces*. Chostakovitch :
Symphonie n° 4. Natalia Korneva (sop-
rano), Elena Rubin (mezzo-soprano),
Vladimir Mostovoi (ténor), Yuri Dobro-
vol'sky (basse), Katie et Mariella La-
Bèque, Jean-Bernard Pommier, Carlos
Roque-Alsina (piano), Chœur de
chambre de Saint-Petersbourg, Or-
chestre de Paris, Semyon Bychkov (di-
rection).

Saint-Henry, 25^e rue du Faubourg-Saint-Michel, 75006 Paris, tél. : 49-57-11-80, fax : 49-57-51-00, Location France de 60 F à 240 F.
Aniko Szegedi
Beethoven : Sonate op. 2, Brahms : Fantaisies op. 116, Sonate op. 5. Aniko Szegedi (piano).
Salli Gaveau, 45, rue La Boétie, 8^e (M° Miromesnil), 20 h 30, le 8. Tél. : 49-53-05-07, Location France de 25 F à 240 F.
Dvořák, Carnaval, ouverture. Beethoven : Romance pour violon et orchestre op. 50, Janacek : Concerto pour violon et orchestre, création française. Brahms : Symphonie n° 3 Josef Suk (violon), Orchestre national d'Alsace-de-France, Theodor Guschlbauer (direction).

Jour 9^e, Théâtre des Aigles, place de la République, 75003 Paris, tél. : 49-57-22-22, 99, De 35 F à 120 F. In Mécénat-spectacle.

(77). Le Mas, 800, avenue de l'Europe. 20 h 30, le 10. Tél.: 64-64-08-75. De 60 F à 90 F. Paris, Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8^e (MP Termes). 20 h 30, le 11. Tél.: 45-61-53-00. Location Fnac. De 70 F à 190 F. Maisons-Alfort (94). Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-Oe-Gaulle. 16 heures, le 12. Tél.: 43-96-77-67. De 90 F à 110 F.

JEUDI 9 FÉVRIER

King Arthur
de Purcell. Avec Jonathan Best, Vainoise Gens, Claron McCradden, Mark McCradden, Peter Pearson, Sandra Piau, Pecteri Salomon, Susannah Waters (en listes), Orchestra et chœur les Arts Florissantes. William Christa (direction), Graham Vick (mise en scène), Ron Howell (chorégraphie).
Châtelet, 1^{re} place du Châtelet. 10 h *Châtelet*, 19 h 30, les 8, 10, 12, 14, 16 et 18. Tél. : 01 47 78 11 11. 13. Tél. : 01-48-28-28-40. De 70 à 75 530 F.

Francis Clidat
Chopin: Nocturnes op. 27, *Mazurkas*, *Balade* op. 152. Liszt: *Consolations* pour piano, *Liedesballades*, *Rapsoïdes* n° 3, *Frédéric Chopin*.
Salle Gaveaux, 45, rue La Bottrie, 8^{me} (Miromesnil). 20 h 30, le 9. Tél. : 49-53-05-07. De 75 à 200 F.

VENDREDI 10 FÉVRIER
Orchestre philharmonique
de Radio-France
Haydn : *Symphonie n° 96*. Prokofiev :
Concerto pour piano et orchestre op.
16. Bartók : *Musique pour cordes, per-*
cussion et célesta. Anatol Ugorski (piano), Orchestre philharmonique de Ra-
dio-France, David Robertson
(direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-
Saint-Honoré, 8^e (M[°] Ternes).
20 heures, le 10. Tél. : 45-61-53-00. De
80 F.A. 193 F.

La Damnation de Faust
de Berlioz. Avec Béatrice Uria-Monzon
(Marguerite), Thomas Moser (Faust),
Kristinn Sigmundsson (Méphistophélès),
François Harismendy (Brandar), Or-
chestre et chœur de l'Opéra de Paris,
Hubert Soudant (direction), Luca Ron-
coni (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, 11^e
(11^e Bastille). 19 h 30, les 10, 15, 18, 20,
23 et 25 ; 15 heures, le 12, jusqu'au
5 mars. Location Fnac.

SAMEDI 11 FEVRIER
Trio le Cercle
Monnet: *Le Cirque*. Ioachimescu: *Les*
Eclats de l'abîme, création. Tanaka:
Polarization pour deux percussions.

création. Reibel : Musique à voir et à entendre. Redolfi : Millenium, création. Daniel Kentzy (saxophone, contrebasse), Alex Grillo (percussion), Trio le Cercle.

Maison de Radio-France, 116 avenue du Président-Kennedy, 10^e (M^o Passy), 17.11.95 à 18.11 Festival Présence 95. Entrée libre.

Orchestre Padeloup

Tchaïkovski : Casse-Noisette, extrait, Concerto pour piano et orchestre n° 1, Symphonie n° 6. Jean-Pierre Collard (piano), Orchestre Padeloup, Metcalf Matalkiev (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 83 (M^o Ternes). 17.11.95, 18.11. 7h1 : 45-61-53-00. Location Franc. De 75 F à 165 F

Ensemble 2625

Sepulchrum, création. Méfano : Nouvelle Place, création. Schoenberg : réné pour sept instruments et voix
Basse, Roland Azout (cymbalum), ensemble 2e2m, Paul Mefano (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président Kennedy, 10^e (Pré Passy).
Entrée libre à 11 h. Festival Radio 85.

Matthieu Papadimitriou
Schubert : Sonate pour piano op. 78.
Chopin : Cinq Variations posthumes transcrites : Liszt : Étude d'exécution transcendante n° 9 après une lecture du piano. Matthieu Papadimitriou dans.

Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, 8^e (Pré Miramont), 20 h 30 le 11. Tél. : 75 20 20 00. Location France Op. 06 75 20 20 00.

Jean-Gabriel Lerlan
Chopin : Études pour piano op. 10 et 24. Jean-Gabriel Ferlan (piano).

Musique de chambre, 106, rue Brion-15^e (Pré-Mirame), 20 h 30 le 11. Tél. : 45 31 10-106, 100 F.

DIMANCHE 12 FÉVRIER
Abdel Rahman El-Bacha
Beethoven : Sonates op. 79, 22, 90, 81,
Abdel Rahman El-Bacha (piano).
Châtelet, 1, place du Châtelet, 1^{re} (M^o
Châtelet), 11 h 30, le 12. Tél. : 40-28-28-
40, 80 F.

Jean-Pierre Drouet
Aperghis-Drouet : Parcours. Jean-
Pierre Drouet (percussions).
Maison de Radio-France, 115, avenue
du Président-Kennedy, 18^e (M^o Passy),
16 h 30, le 12. Festival Présence 95. En-
trée libre.

Orchestre de la Radio de Katowice.
Stachowski : *Złysleg Nocy*. Szymanski :

tharina Thalbach, Udo Samel, Jeremy Gyda, Hansa Czyplonka, Williams (2 h 17).

Alair, 8° (45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, handicaps = 11° (43-57-50-81; 36-68-69-72); 8-Janv. Montparnasse, 15° (36-65-70-33); 36-68-70-10°; 30-Pathey, Wepler, handicaps, 14° (36-68-20-22).

de Ann-Maria Mielville, avec Maria Bunel, Manuel Bachel, Carolina Mica, Geneviève Passquary, Métilde Weygands, Harry Claven.
Franco-suisse (1 h 20).
Studio des Ursulines, handicapés 5* (43-26-19-09 ; rés. : 40-30-20-10).

OSBUE-MOI
de Nodème Lvovsky, avec Valérie Bruni-Taddei, Emmanuelle Devos, Laurent Greville.
Français (1 h 35).
Gaumont Opéra Impérial, Dolby 2* (36-68-75-55 ; rés. : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, handicapés, 3* (38-88-69-23) ; Saint-André-des-Arts 1, 6* (43-26-48-18) ; George-V, 8* (38-68-43-47) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 3* (38-68-75-13 ; rés. : 40-30-20-10) ; Sap

PRISICILLA, FOLLE DU DÉSERT
de Stephen Elliott, avec Trancam
Stamp, Hugo Waaving, Gady
Pearce, Bill Hunter, Sarah Chad-
wick, Mark Holmes.
Australien (1 h 43).
VO : Gaumont les Halles, handica-
pés. 35-68-75-55 : rés.
40-30-20-10 : Racine (0-50 :
(43-25-19-68) : Gaumont Cham-
pêtres, dolyb, 8* (43-59-04-57)
rés. : 40-30-20-10 : Gaumont Opé-
ra Français, dolyb, 9* (36-68-75-
55 : rés. : 40-30-20-10 : La Bastille
dolyb, 11* (43-07-48-60) : Gau-
mont Grand Ecran, Italia, dolyb
13* (36-68-75-13 : rés. : 40-30-20-
10 : Gaumont Parassa, dolyb, 14
36-68-75-13 : 40-30-20-10 :
14-juillet Beaugenille, dolyb, 15
(45-75-79-79 : 36-68-69-24 : Path
Wepler, handicaopés, dolyb, 18

(36-68-20-22). VF: UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14).

LE ROI LION
da Roger Allard.

Mirb Minkoff, avec Jean Reno, Damiel Roussel, Jean Pictet. Années 1930.

VD: (36-68-50), d'alby, 8° (36-65-43-47). VF: Form Orient Express handikapées, 1° r (36-65-70-67). Rex, d'alby, 2° (36-68-70-23). UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14; 36-68-70-14). George-U, d'alby, 8° (36-68-43-47). UGC Gobelins, 13° (36-68-22-27). Denfert, handikapées, 14° (43-21-41-05). Gaumont Alésia, 14° (36-68-75-55). Rex, 4° (36-68-10-10). Saint-Lambert, d'alby, 15° (45-33-91-68). UGC Convergence, 15° (36-68-29-31). Pathe Wagram, 15° (36-68-29-31).

Concerto pour piano et orchestre, création. *Mâche : Braltes, création.* Gouboulaïdou : *L'instinct de l'âme.* Elizabeth Penko (Vnse), soprano, Roman Gassanov (p), ténor, Evia Poloboka (alto), Elizabeth Chojnacka (clavedin), Orchestre de la Radio de Katowice, Antoni Witt (direction).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, 16^e (M^e Passy).
18 heures le 12. Festival Présence 95.
Entrée libre.

Acis et Galatée
de Haendel. Avec Christophe Elmhorn (Acis), Francesca Congiu (Galatée), Eric Tremollières (Damon), Jean-Clauda Saragossé (Polyphème), Ensemble Mensa (chœur), Jean Mailliet, Yvon Répérant (dramaturge), Philippe Barling (mise en scène).

Savigny-le Temple (77), MPT Jacques-Prévost. Le Mirail d'eau, quel de Plessis. 20 h 45, la 11. Tél. : 60-63-28-24. Da 83 F 4 110 F

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Compagnie Hervé Diasnas
Mort d'un papillon
Théâtre de la Bastille, 75, rue de la Ro-
quette, 17^e (M^o Bastille, Voltaire).
 21 heures, les 7, 8, 9, 10 et 11. Tél. : 43-
 57-42-14. De 70 F à 100 F

Pina Bausch
Traverspiel
Théâtre de la Ville, 2, place du Châte-
let, 4^e (M^o Châtelet). 20 h 30, les 8, 9,
 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 18; 17 heures,
 les 12 et 19. Tél. : 42-74-22-77. Location
 Fnac 140 F

Lisa Womaston
Une longue route
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 1^{re} (M^o Bastille, Voltaire).
19 h 30. les 10, 11, 14, 15 et 16. Tél. : 43-57-42-14. De 70 F à 100 F

Compagnie Blanca Li
Nina et Lila
Nanterre (92). Maison de la musique, 8, rue des Anciennes-Maisons. 20 h 45, les 11, 16 h 30, le 12. Tél. : 41-37-94-20. Location Fnac. De 70 F à 120 F

Joëlle Bouvier-Régis Obadia
L'Effraction du silence.
Sceaux (92). Les Géméaux, 49, avenue Georges-Clemenceau (M^o Bourg-la-Raine). 20 h 45, les 10 et 11. Tél. : 46-61-36-67. Location Fnac. De 110 F à 140 F

plan, handicapés, dolby, 18" (36-
 58-20-22),
 ROSINE (14)
 de Christina Carriera, avec Eloise
 Charratier, Mathilde Selinger,
 Laurent Olmède, Christine Muri-
 lo, Aurelie Vermon, Louis Questel,
 François (1 h 40),
 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6"
 (46-33-79-38; 36-68-68-12); L'en-
 trepôt, handicapés, 14" (45-43-41-
 63),
 SOFIE
 de Liv Ullmann, avec Karen-Lise
 Myrnes, Ghita Norby, Erlend Ju-
 sephson, Jesper Christensen, Hen-
 ning Moritzen, Torben Zellar,
 Suède-Danemark-Norvège (2 h 26)
 VO: Epee de Bois, 5" (43-37-57-
 47),

de Tom Kalin, avec Danisch Schla-
chet, Graig Chester, Ron Vawter,
Michael Kirby.
Américain, noir et blanc (1 h 32).
VO : 14-Juillet Parnassa, 65 (43-26-26)
58-00; 14-AUGUST 59-02; Action Chris-
tina, 65 (43-29-11-30); 36-65-70-70
62).

VANYA, 42° RUE
de Louis Malle, avec Wallacea
Gregory, Anthony Quinn,
Smith, Larry Pina, Julianne Moore,
Phoebé Brand.

Americain (1 h 55).
VD : Gaumont les Halles, 1er R (36-
68-75-55; rés.: 40-30-20-10) ; 14
Juillet Odéon, dolsy. 65 (43-25-59-12)
83; 36-68-68-68-12; La Pagode, 70
(36-68-75-57; rés.: 40-30-20-10)
Gaumont Ambassade, dolsy, 65 (43-59-19-08;
36-68-75-75; rés.: 40-30-20-10)

WALLACE ET GRDMINT
de Nick Park, Richard Golazowski,
ski, Jaff Newitt at Peter Lord
Britanniqua (1 h 15).
VO : 14-Juillet Beaubourg, handi-
capés, dolby, 3* (36-68-89-23)
Saint-André-des-Arts II, handi-
capés, 6* (43-26-80-51); UGC Ro-
tonda, 6* (36-65-70-73; 36-68-70-
14); Elysées Lincoln, dolby, 6*
(43-59-36-14).

REPRISES

FOLIES DE FEMMES
Eric, avec Erich von Stroheim, avec Eric
von Stroheim, Mauda George
Maa Bush, Rudolph Christians
Miss Dupont, Dala Fulla.
Américain, 1921, noir et blanc.
VO : L'Entrapô, 14* (45-43-41-63)

L'HOMME D'ARAN

de Robert Joseph, rhapsodie, 1934, noir et blanc, 12 ans.

Colman Tiger King, Maggie Dillane, Michael Dillane, Pat Mulligan, Big Boy, 1934, noir et blanc, 12 ans.

Grattacielo, 1934, noir et blanc, 12 ans.

VO : Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-45).

TRAIN DE LUXE

de Howard Hawks, avec John Garfield, Tyrone Power, Carole Lombard, Walter Connolly, Etienne Girardot, Roscoe Karns, Charles Levinson. Américain, 1934, noir et blanc, 12 ans. (1 h 31).

VO : Action-Christine, handicapé 6^e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62) ; Mac-Mahon, 17^e (43-29-79-89 ; 36-65-70-48).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

FISALE
Film franco-suisse de Karim Dridi
14-Juillet Seeburg, handicapsés
3* (36-68-69-23); 14-Juillet Haute-
feuille, dolyb, 8* (46-39-79-38;
36-68-68-12); George-V, 8* (36-68-
68-20); 14-Aut., 14-Sept. 1981; 12-
1982-1981; 14-Sept. (36-68-69-27); Sept.
Parisiens, 14* (R320-320-320).
LA RIVIERE SAUVAGE
Film américain de Curtis Hanson
VO : Gaumont les Halles, 1er P (36-
68-75-55 ; rés.: 40-30-20-10) UGC
Danton, dolyb, 8* (36-68-34-21)
Gaumont les Halles, 1er P, 14-Sept.
dolyb, 8* (36-68-75-55 ; rés.: 40-
30-20-10) UGC Normandie, dolyb 8*
(36-68-49-56) UGC Gobelins
handicapsés, dolyb, 13* (36-68-62-
27) Majestic Pessy, dolyb, 16P (42-
24-46-24), V.F. Rex, dolyb, 16P (42-
24-24-23) Gaumont Paris, 14-Sept.
dolyb, 8* (36-68-70-14); 14-Sept.-70-
14) Saint-Lazare-Pesquiers, dolyb,
8* (48-37-35-35-35-71-88); Pa-
ramount Opéra, dolyb, 9* (47-42-42-
56-31) 36-68-81-09 ; rés.: 40-30-30-
20-10) UGC Lyon Bastille, 12* (38-
66-52-33) Gaumont Gobelins Ro-
maine, 14-Sept. (36-68-68-20); 14-Sept.
Gaumont Alsia, handicapsés, dolyb,
par. 14* (36-68-75-55 ; rés.: 40-30-
20-10) Miramar, dolyb, 14* (38-
68-70-39 ; rés.: 40-30-20-10) UGC
Convention, dolyb, 15* (38-68-29-23-
31) Peché Wepler, handicapsés
dolyb, 14* (36-68-68-20); 14-Sept.
betto, dolyb, 20c (46-36-10-96;
36-68-71-44; rés.: 40-30-20-10).

[illegible]

SÉLECTION
AU TRAVERS DES OLIVIERS
de Abbas Kiarostami, avec Hossein
Rezai, Mohamad Ali Keshavarz,
Farhad Kheradmand, Zarifeh Sh
va, Tahereh Ladania, Mahboud
Darabin.
Iranien (1 h 43).
V.O. 14 juillet, 80 rue de la Chapelle, Paris 10

capés, 3^e (36-68-69-23); Le Saint-
Garmain-des-Prés, Salle G, 6
de Beauregard, 6^e (42-22-87-23); Ely-
sée Lincoln, 8^e (43-59-36-14); La
Bastille, 11^e (43-47-48-60); Le
Parnassien, 14^e (40-20-60-20); Sép-
ulchre de la République, 15^e (45-75-
79-79); La Bastille, 6^e (36-68-69-24).
COUPS DE FEU SUR BROADWAY
de Woody Allen, avec John
Cusack, Chazz Palminteri, Dianne
Wiest, Jennifer Tilly, Rob Reiner
et John Cazale, 11^e (43-59-36-14).
AMÉRICAIN (1 h 39).
VOI 14-Juillet Beaubourg, handi-
capés, dolby, 3^e (36-68-69-23).
Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet
5^e (43-54-42-34); UGC Danton
5^e (43-54-42-34); UGC Romaine-
Jadon, dolby, 6^e (36-68-69-73); 7^e
68-70-14; La Pagode, dolby, 7^e
36-68-67-75; rés.: 40-30-20-10)
UGC Champs-Élysées, handicapsés
dolby, 8^e (36-68-66-54); Max Lin-
der, 9^e (36-68-66-54); UGC Romaine-
Jadon, dolby, 10^e (40-30-20-10);
La Bastille, handicapsés, dolby, 11^e
43-47-48-60); Les Nation, dolby
12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33
rés.: 40-30-20-10); Escorial, dolby
13^e (40-30-20-10); Gaumont Géo-
dellin Rodin, dolby, 13^e (36-68-69-
75-55); Mistral, handicapsés, dolby
14^e (36-65-70-41); rés.: 40-30-
20-10); 14-Juillet 14-Augustine
dolby, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-
24); Majestic Pessy, dolby, 16^e
43-59-36-14); Maitre, 16^e (36-68-
68-31-34); Pathe Wepler, han-
dicapés, dolby, 18^e (36-68-20-22)
VF: Gaumont Opéra Impérial
handicapsés, dolby, 2^e (36-68-75-
55); rés.: 40-30-20-10); Saint-La-
zare-Pastel, dolby, 3^e (36-68-69-
75-55); 36-65-75-88); Gaumont Par-
nasse, dolby, 4^e (36-68-75-55)
rés.: 40-30-20-10); Gaumont
Convention, dolby, 10^e
55); rés.: 40-30-20-10);
DÉLITS FLAGRANTS
de Jean-Pierre L'Évêque
François (1 h 45).
Le Quertier Latin, 5^e (43-26-84-
65).

de Kenneth Brenagh, avec Robert DeNiro, Kenneth Brenagh, Tom Hulce, Helena Bonham Carter, Aidan Quinn, Ian Holm.
Britannique (2 h 08).
VO : Forum Orient Express, hand-
capés, * r (36-65-70-67); UG

Océan, 6^e (36-68-37-62); UGC Normandia, dolyb, 3^e (36-68-49-56); 14-Juillet Bastille, dolyb, 1^{er} (43-57-90-90); 36-68-69-27; Gaumont Parnasse, 14^e (38-68-75-55); rés., 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolyb, 1^{er} (43-57-90-90); 36-68-69-27; Gaumont Parnasse, handicapé, 6^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; VF Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; rés., 40-30-20-10; UGC Gobelins, 13^e (38-68-22-22); Gaumont Parnasse, 1^{re} (26-69-75-55); rés., 40-30-20-10; Pathé Wepler, handicaps, dolyb, 1^{er} (36-68-20-22).

JOUR DE FÊTE

de Jacques Tati, avec Jacques Tati, Jean-Pierre Rault, Paul Frankurek, Santa Rella, Maline Vallet, Rogan Rafal.

Français, couleur et noir et blanc (1 h 10).

14-Juillet Saugbourg, handicaps, dolyb, 1^{er} (45-75-79-79); 36-68-69-24; VF Arlequin, 6^e (45-44-28-80); UGC Triomphe, 8^e (36-68-45-47).

JUNIOR

de Ivan Reitman, avec Arnold Schwarzenegger, Danny DeVito, Christopher Pennell, Paul Giamatti, Pamela Reed, Alida Turra, Roberto Americani (1 h 50).

VO : Forum Origin Express, handicaps, 1^{er} (36-65-70-67); 14-Juillet Océan, dolyb, 6^e (43-25-59-83) 36-68-70-23; UGC Marmite Concorde, dolyb, 1^{er} (36-68-75-55); rés., 40-30-20-10; UGC Normandia, dolyb, 8^e (36-68-49-56); 14-Juillet Saugrenelle, dolyb, 15^e (45-75-79-79); 36-68-69-24; VF Paramount Convention, handicaps, 1^{er} (45-75-79-79); 36-68-69-24; 36-68-69-24; Paramount Opéra, handicaps, 7^e (47-42-56-31); 36-68-81-09; rés., 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, 12^e (36-68-70-23); Gaumont Opéra, handicaps, 13^e (36-68-75-55); Muirvet, 14^e (36-68-70-39); rés., 40-30-20-10; Mistral, 14^e (36-65-70-41); rés., 40-30-20-10 Gaumont Convention, handicaps, 1^{er} (45-75-79-79); 36-68-69-24; 30-20-10; Pathé Wepler, handicaps, dolyb, 1^{er} (36-68-20-22); L Gambetta, dolyb, 20e (48-38-10-96); 36-65-71-44; rés., 40-30-20-10 10).

PASPAR HAUSER

de Petar Seitz, avec André Eisenschmidt, Uwe Ochsenknecht, Hans-Joachim Schmiedtke.

**aux métiers
s jeunes
plément "Initiatives"
londe**

harina Thibaud, Udo Samal, Je-
 remy Chalep, Hansa Czypionka,
 Allomand (2 h 17).
 VO : Grand Action, 5° (43-29-44-44-
 60-36-57-70-60) ; Saint-Lambert,
 15° (45-32-52-91-68).
 LITTE : 15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-

Bulletin du bureau d'information
Wepler, handikapés, dolby, 18
(36-68-20-22); VF: UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-14) ; Pathe
LE ROI LION
Rob Minkoff, avec Jean Reno, Le
mître Rougeul, Jean Piet.
Américain (1 h 30).
VD : George-V, dolby, 8^e (36-68-
43-77), VF: Forum International Express
handicapés, 18 (36-65-70-14)
Rendy, 7^e (36-68-70-23)
Montparnasse, 6^e (36-65-70-14)
36-68-70-14); George-V, dolby, 8^e
(36-68-43-77); UGC Gobelins, 13
(36-68-22-27); Denfert, handicapé,
14 (43-21-41-01); Gaumont
Paris, 14^a (36-68-75-85; rs.; ré-
pét.; Lambert)
15 (45-32-91-68); UGC Conver-
sion, 15 (36-68-29-31); Pathe W.

par, handicapés, dolby, 18° (36-68-20-22).

ROSINE (*)
de Christina Carrière, avec Eloïse Charrat, Mathilde Selanger, Laurent Ollé, Christine Muriel, Lucile Laroche, Louis Quester, François (1 h 40).

14-Juillet Hauteville, dolby, 6° (46-33-79-38; 36-68-68-12); L'Entrepôt, handicapés, 16° (45-43-41-41).

SOFIE
de Lilj Ulmann, avec Karen-Lise Myster, Gitta Norby, Erlend Josephson, Jesper Christensen, Henny Rasmussen, Torben Zellari, Ole Frødenker-Norbye (2 h 26).

VO: Epile de 80s, 5° (43-37-57-47).

SWOON (*)
de Tom Kalin, avec Daniel Schlachter, Graig Chester, Ron Vawter (1 h 32).

Américain, noir et blanc (1 h 32).

VO: 14-Juillet Plamass, 6° (43-26-58-00; 36-68-59-30); Action Cinema, 5° (43-28-21-30); 36-65-70-62).

VANYA, AZ RUE
de Louis Malle, avec Wallace Shawn, André Gregory, Brooke Smith, Larry Pina, Julianne Moore, Phoebe Brand.

Américain (1 h 55).

VO: Gaumont les Halles, 1er R (36-68-75-55; 40-30-20-10); 14-Juillet Odeon, dolby, 6° (43-25-59-83; 36-68-68-12); La Pagode, 7° (36-68-75-07; rés.: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8° (40-30-20-10; 36-68-75-75; rés.: 40-30-20-10).

WALLACE ET GRDMMIT
de Nick Park, Richard Golszowski, Jaff Newitt at Peter Lord Britanniqua (1 h 15).

VO: 14-Juillet Beaubourg, handicapés, 6° (36-68-82-23); 36-68-70-13; Saint-André-des-Arts II, handicapés, 6° (43-26-80-25); UGC Rospéda, 6° (36-65-70-73; 36-68-70-14); Elysées Lincoln, dolby, 8° (43-59-36-14).

REPRISES

FOLIES DE FEMMES
de Erich von Stroheim, avec Erich von Stroheim, Mauda George, Maa Bush, Rudolph Christiansen Miss Dupont, Dala Fulla.

VO : L'Entrapôté, 14^e (45-43-41-63)
L'HOMME D'ARAN
de Robert Joseph Flaherty, avec
Colman Tiger King, Maggie Dillane,
Ivana, Michael Dillane, Pat Mullarkey
Britannique, 1934, noir et blanc
(1 h 20).
VO : Espace Saint-Michel, 5^e (44-43-41-63)
07-20-49.)
TRAIN DE LUXE
de Howard Hawks, avec John Garfield,
Carole Lombard, Walter Catlett,
Charles, Etienne Girardot, Rose
Co Karns, Charles Levinson.
Américain, 1934, noir et blanc
(1 h 31).
VO : Action Christine, handicapé 6^e
6^e (43-23-21-30 : 46-65-70-62)
Maggie Thon, 17^e (43-23-79-89 ; 46-
65-70-48)
(*) Films interdits aux moins de
12 ans.

De nouveaux métiers
pour les jeunes
Demain dans le supplément "Initiatives"
Le Monde

32

La chaîne exploite son fonds de commerce régional et s'intéresse aux relations familiales sans faire exploser les budgets

Yves Mamou

■ **FRANCE 3** : le magazine « Tout le sport », de nouveau couronné à la cérémonie des Sept d'or, et présenté tous les jours à 20 h 35 par Gérard Holtz, consacre à partir de lundi 6 février, un dossier sur l'éducation des enfants par le sport. Un reportage en quatre volets de Jacques Cardoze présente la rencontre d'un jeune avec une discipline particulière. L'émission est regardée en moyenne par cinq millions de personnes chaque soir.

par Daniel Schneidermann

SAMEDI SOIR encore, même après qu'il eut été désigné par les militants socialistes, Lionel Jospin pour la télévision, restait un homme d'après lui. Une création de la classe dirigeante de tribunes de congrès, volant d'un bureau national à un conseil fédéral quelque chose comme l'enfant naturel d'un coureur et d'une mouton. Si on le voyait marcher dans la rue, c'était toujours en coup de vent, la mine grave, sortant d'une réunion socialiste, un figurant parmi d'autres du majestueux ballet des chefs et sous-chefs de coureur. Quand il ne marchait pas dans la rue, il traînait à une tribune, rejetaient d'un geste franc, comme Mitterrand jeune, son horizon visuel semblait se limiter à Laurent Fabius, Michel Rocard et Jean Rouver.

[illegible]

nis ? Ses livrets scolaires annonçaient-ils déjà le présidentiable ? Nous saurons tout.

Non, content de déjeuner au restaurant avec Madame, le nouveau candidat crœsa la joue d'un enfant dans la rue. Très bien. Toujours dans la rue, il confessa d'avoir pas en le temps de regarder le match de rugby France-Angleterre. Parfait ! Quelques heures plus tard, chez Claire Chazal, il conta avoir claqué la porte de la maison de Tapscott. Inc, de la mi-temps d'un match de football. Les choses se précisaient. Mais, là, c'était presque trop. N'allait-il pas un peu vite ? Le dimanche en famille, l'amour des enfants et du sport à la télé : que va-t-il rester pour les semaines suivantes ? Dans cet apprentissage instantané, par Lionel Jospin, de la gestion de la vie, il avait l'impression d'avoir un appétit pour le rôle, ces rassurant, mais inquiet pour lui. Tiendra-t-il la distance ?

De cette métamorphose du chef de courant en cavalier des trois couleurs, Laurens, Fauriol et d'autres, ont fait un chef d'effluve en dévotion nous, presque en direct. « Nous allons, nous soutenir Jospin, euh... *Lionel Jospin* », assura l'ancien premier ministre aux micros qui se tendaient. « Jospin », celui qui avait donné son nom au courant du même nom, celui que l'on pouvait fraternellement mettre en pièces dans le huis-clos complice des bureaux nationaux, était devenu « *Lionel Jospin* », emblème public de tous les socialistes. Ainsi la chrysalide, irrésistiblement, était-elle devenue papillon.

Mardi 5 février		Mardi 5 février		Mardi 5 février		Mardi 5 février	
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME	ARTE	ARTE
<p>13.35 Feuilles mortes : Les Feux de l'amour.</p> <p>14.30 Série : La Vengeance aux deux visages. Les tourmentes de Stéphanie Harper.</p> <p>16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>17.55 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.20 Série : Les Filles d'à côté.</p> <p>18.50 Magazine : Coucou ! Invité : Marlin Lamotte.</p> <p>19.50 Le Bébé Show (et 1.10).</p> <p>20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.</p>	<p>13.50 Série : Derrick.</p> <p>14.50 Série : Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.40 Tiercé, à Vincennes.</p> <p>15.55 Météo : La Chanson aux chaussons (et 5.00).</p> <p>16.40 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconda II.</p> <p>17.45 Série : Cooper et nous.</p> <p>18.15 Série : La Fête à la maison.</p> <p>18.40 Jeu : Quel le meilleur gagnant (et 3.10).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel.</p> <p>19.59 Journal et Météo.</p>	<p>13.05 Magazine : Vincent à l'heure. Invité : Zouk Machine.</p> <p>14.45 Série : La croisière s'annonce.</p> <p>15.35 Série : Magnan.</p> <p>16.30 Les Minikoums.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Jeu : Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. Crazy Johnny, d'Eric Lecer.</p> <p>La folle aventure du Crédit lyonnais racontée par notre collaborateur Eric Lecer.</p> <p>18.55 Le 19-28 de l'information. A 19.09, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chance.</p>	<p>13.30 Téléfilm : Maudit à Beverly Hills (2/2). De Marvin J. Chornsky, avec Judd Nelson, Joe Hunt.</p> <p>17.00 Variétés : JRT Machine.</p> <p>Émission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : Équinox.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Raven.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Série : Une nounou d'enfer.</p>	<p>13.35 Cinéma : Automne, octobre à Alger. II. Film algérien de Malik Lakhdar-Hammina (1993), avec Malik Lakhdar-Hammina, (coo...).</p> <p>15.05 Magazine : 24 heures (rediff.).</p> <p>16.00 Cinéma : Les Survivants. II. Film américain de Frank Marshall (1992).</p> <p>18.00 Conseil peluche. Canaille Sucré.</p> <p>En clair jusqu'à 20.30</p> <p>18.30 Ça cartoon.</p> <p>18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.</p> <p>Invité : André Konchalsky.</p> <p>19.20 Magazine : Zénithama. Présenté par Dany d'Erma, Eric Laugerias, Marianne Nizan, Albert Agoud, Christophe Berlin, José Garcia, Karl Zéro.</p> <p>19.55 Magazine : Les Guignols.</p>	<p>13.30 Défilé. Enfants présents.</p> <p>14.00 Le Sens de l'Histoire. Solidarnosc (rediff.).</p> <p>15.45 Les Enfants du savoir. Au Jules-James inventés demain.</p> <p>16.10 La Terre : Eco et compagnie.</p> <p>Cinq sur cinq : Cogito : Langue : poignol et anglais (rediff.).</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée. Les comic strips des années 30.</p> <p>18.30 Documentaire : Le Monde des animaux. Rôlé sur l'équateur.</p>	<p>19.00 Magazine : Confetti.</p> <p>19.30 Leonard Bernstein, concerts pour les jeunes. Qui est Gustav Mahler ? Avec l'Orchestre philharmonique de New York.</p> <p>20.27 Album couleurs. Chez le grand couturier, de P. Gialfar (France, 1927), de P. Gialfar pochoir.</p> <p>20.30 à 12 Journal.</p> <p>20.40 Magazine : Transit. Présenté par Pierre Thiollet. Peut-être intégrer l'islam ? Invités : Daili Boubaque, recteur de la Grande Mosquée de Paris, Hamid Baroudi, chanteur. Reportages : L'islam à Lyon, de Bettina Schmidt-Mathiesen ; L'islam à Bradford, de Khelid Melhaoui ; Frédéric Vassot ; L'islam, noir ; blanc et le diable, le noir est divin de Pascal Dupont et Philippe Barre.</p>	<p>21.45 Soirée thématique : Des machines et des hommes. Soirée proposée par Doris Hepp.</p> <p>21.46 Court métrage : Circuits mortels.</p>

TV 19 à 25 Méteo des cinq continents (20 h 25), 19.30 Journal de la RTBF. En direct : 20.00 Faut pas rêver. Redif. de France 3 du 3 février; invite: Courtenay, Pérou; Le Sels des dieux; France: Les moissons de la semence; Inde: Le gourou Hanuman. 21.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures 21.40 Envoyé spécial. Redif. de France 2 du 2 février. Les voix du ciel. 22.15 Première. Autour de Pierre Archaud, l'un des cent cinquante « enquêteurs » d'Amnesty International. 23.10 Loto. 23.15 Film français de Jacques Demy (1960, N.). 0.40 Journal de France 3. Edition 303 (25 min).
PLANÈTE 19.35 Banlieues nord-est. de Dominique Bisschop. 20.30 L'épave du 11.9. 20.40 L'été de la France. 21.00 : Mingo. De Christophe Heil. 21.55 Humanitaires anonymes. De Gilles Padovani et Régine Lusvard. 23.25 Lectures de rimes. D'Émilie Picard. 22.45 L'Alphé-

dévoile. 0'16 Aika. 23.35 Escapes : Cuba, De Laurent Delvaux. 0.30 Ordinateur pour tous : nouvel enjeu ? De Sheila Hayman. **PARIS PREMIERE** 19.00 Paris Première Infos de 0.20. 19.15 Tout Paris (ex 20.30, 23.50, 19.45 Dessins animés. 20.00 Paris Première (ex 21.50, 21.45 De Laurent Delvaux). 21.50 Premières Infos. 22.20 Domani. 22.50 Film animé de Daniele Lucchetti (1988, v.l.). **CANAL J** 17.35 Les Triplets. 17.40 Bof. 17.55 Secret Domino. Émission en direct. 17.55, C'est comme moi ! 18.00, Monsieur Croquis : 18.20, Top tip : 18.25, Paris Première Infos. 18.30, Monsieur Croquis : 19.15, Cinema : 19.20, Ribbus. 19.30 Série : Étoile Filante. 20.00 Cajou (60 min). **CANAL JIMMY** 21.00 Série : Au nom de la loi. 21.30 Série : L'Hôtel en feu. 22.05 Série : Les Créateurs du ciel. 22.30 Chronique bandes dessinées. 22.50 Série : Les Aventures des Indes Indes Jones. 23.00 et 23.30 Série : 20.10 Man's Quest for the Ultimate Sports Cars. **SÉRIE CLUIR** 19.15 Série : Super James. 20.05 Série : Les Années coup de cœur.

20.30 **Star** : Le Temps des couples. 20.45 **Star** : Supercopier (et 00.01, 21.35 **Star** : Berlin anferd. 22.25 **Star** : Code Quantum. L'enfer du disco. 23.10 **Star** : Spécial. 23.30 **Star** : Le Saint (50 min). **MCM** 19.30 **Blah-Blah** : Groove (et 23.00). 20.00 **Star** : Les 1000. 20.00 **24h** du coureur (et 21.00). 20.00 **MCM** : Mael. 20.00 **Star** : X Culture. 21.30 **MCM** : Rock Legends. 23.30 Passion pub. 0.30 **Blah-Blah** : Métal. 1.00 **Videos** non-stop. **MTV** 19.30 **MTV** : Stars. 20.00 **Greatest Hits**. 21.00 **Most Wanted**. 22.30 **Beavis and Butt-Head**. 23.00 **The Report**. 23.15 **Cine-Mat**. 23.15 **Neuf et demi**. 23.45 **From 1.00** : The End ? (120 min).

EUROSPORT 20.00 **Eurosports** (et à 1.00). 20.25 **Basket-ball**. 1.00 **et d'Antibes**. Coupe d'Europe des clubs : Olympique de Marseille - Real Madrid. 21.15 **Atomboule** : course sur glace. Les 24 heures de Chamonix. 22.45 **Eurotennis**. 23.45 **Snooker** : European League 95.

CINÉ CINE 18.30 ▶ Seuls les anges ont des ailes. ■■ **Film** Général d'I Howard Hawks (1939, N, v.r.).

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Le Mouvement de la terre. Avec André Stif. 19.30 Perspectives scientifiques. Lumière des philosophes et lumière des physiciens. 2. Nature physique de la lumière et sensibilité. Avec Gérard Simon et Maurice Elie. 20.00 Le Rythme et la Raison. La musique au théâtre. 2. Le point de vue du responsable de la musique à la Comédie-Française. 20.30 Archipel science. 21.32 Les Femmes de Cancale. Avec Olivier Roffinger, Jeanne et Luc Chouamier. 22.40 Les Nuits magnétiques. Grés, procréer, les voix de l'immortalité. 1. Arts plastiques. 0.05 Du jour au lendemain.

Jacques Lascarière (Le Cœur des mythologies), 0.50 CD, Les Bravilles de Saint-J. L'Initiation.

24.05 MUSIQUE 19.05 Domaine privé. Pierre Dancie, directeur artistique de l'Orchestre de Paris, 20.00 Aventure Harmonique. Autour des nominations de la 2^e édition des Victoires de la musique classique, 20.45 Les 2^e Victoires de la musique classique. En simultané sur France 3, 23.07 Ainsi la nuit. Mort d'Isoide (transcript, pour piano), de Liszt, Mikhaïl Roudy, piano; Suite lyrique pour quatuor à cordes, de Berg, par le Quatuor Alban Berg; Stäben Fürs Lieder, de Hald par Mirusko Shiri, soprano, Harmut Hölz, piano, 0.00 La Guitare dans tous ses états. Œuvres de Fleury, Salgán, Tapajós, Montoya. Paanini.

21.45 **Soirée thématique :**
Des machines et des hommes
Soirée présentée par Doris Hepp.

21.46 **Court métrage :**
Circuits mortels.
De Heg, Kleber et Petersen.

22.15 **Documentaire : Sexe-ma-
chine.**
Voyage au pays de l'amour artificiel
de Gustav Hämö.

23.05 **Long métrage :**
Poker sur amour de poupée.
De Stephen Klotzer (mus.).

23.15 **Cinéma : Métropolis.** □
Film allemand de Fritz Lang (1926)
révisé par Giorgio Moroder (1984)
(mus.).

0.40 **147film :**
Entraîne Zanz.
De Benoit Jacquot.

1.35 **Magazine : Transit.**
Réfugié, de l'émission de 20.45

Calculez
vos impôts.

36 15 LEMONDE

هذه هي صلاحيات

Crue anglaise

par Pierre Georges

LE MAIRE de Persan (Val-d'Oise), commune pas encore sauvée des eaux, vient d'avoir une de ces formules que seules les crues et l'émotion autorisent. Face à la grogne de ses administrés, dont les habitations baignent dans un bon mètre d'eau, il a déclaré sans sourcilier que « leurs terrains étaient inondés mais pas inhabitables ». Ce à quoi un des naufragés de la rue de la Blanchisserie, où l'on peut actuellement pêcher le goujon dans la salle de séjour, a rétorqué, rapporte *Libération* : « Alors, serons-nous indemnisés en liquide ? »

On s'amuserait bien, à Persan, si les eaux de l'Oise n'avaient cet arrière-goût saumâtre de mauvaise et redondante plaisanterie. Et si les sinistrés avaient encore le temps et l'envie d'en rire. Ce qui n'est évidemment pas leur préoccupation prioritaire devant cette catastrophe submergée le quartier bien-nommé du Marais.

Au demeurant, la formule du bon maire pourrait faire école comme l'art absolu de nier l'évidence face à l'évident. Par une curieuse association d'idées — peut-être le fait pour elle d'avoir été submergée sous deux bons mètres d'eau —, on pensait aux maîtres extrêmes de l'équipe de France de rugby. Dieu, quelle crue à Twickenham, que d'eau, que d'eau ! On ne sait si la pelouse était inondable. Mais force est d'admettre que le quinze de France, équipe pourtant réputée de foot torgue, en fut tout inondé, n'en finissant pas d'écoyer à tous de bras.

En un mot, comme en cent, cela se répète assez bien en un constat de péri : les Bleus, faits comme des bleus, n'ont jamais touché terre, comme sous la menace per-

manente et pesante d'une rupture de digue. Dans le polder de Twickenham, hors la fuite, point de salut. Et il n'y eut ni fuite possible ni salut à espérer pour cette équipe condamnée selon les termes de l'un des siens, Laurent Cabannes, à passer « dans la machine à cocktails ». Elle y passa en effet, et si bien que ce sentiment d'impuissance qui frappe d'ordinaire une victime d'inondation dut être largement partagé par ces joueurs n'en pouvant plus de cokater.

Ainsi va le rugby. S'il y avait, avant cette rencontre, quelque envie d'en découvrir — un peu comme Lionel Jospin défiant Edouard Balladur, viens débattre si t'es un homme —, s'il restait à trancher une histoire de supériorité sur le rugby européen, la question ne se pose plus. Les Anglais étaient plus forts, plus vifs, plus lourds, plus rapides, plus techniques, plus tout. Ils dominèrent leur sujet, comme l'on humilie un vassal, dans cette implacable démonstration des forces de Twickenham poussées aux fesses par ce chant d'humour noir venu des tribunes : « Sweet Charlie ». Et, au nom de la Rose, ils leur marchèrent sur la figure, à nos pauvres amateurs des samedis, de ce pas impressionnant des éléphants d'Albion, nourris à la bière et à la panse de Français.

Ainsi va le rugby. Contre cette crue anglaise, il va bien falloir s'organiser pour ne pas rester devant inondables et inondés. Il va falloir que tout ce que le rugby français compte de gros parades prenne un arrêté de péral en la demeure, de catastrophe surmontable. Faute de quoi, ce qui fait l'ordinaire de nos après-midi d'hiver et la fierté de tout un peuple ressemblerait fort à la procession des sinistrés de l'ovale.

L'annonce de la découverte du tombeau d'Alexandre le Grand serait une supercherie

L'archéologue grecque est démentie par les inscriptions trouvées sur le site égyptien

ALEXANDRIE

de notre envoyé spécial

Après avoir exprimé leur scepticisme à l'annonce spectaculaire de la découverte du tombeau d'Alexandre le Grand dans l'oasis de Siwa, en Égypte (*Le Monde* du 1^{er} février), les archéologues ont implicitement démenti, dimanche 5 février, ce qui a tout fait d'être une supercherie. En effet, une délégation officielle grecque ainsi que des archéologues occidentaux rencontrés ont très clairement mis en doute les affirmations de Leana Souvatzeli, « inventeur » amateur de la tombe du conquérant macédonien.

« Je ne sais pas si nous avons vu toutes les inscriptions sur lesquelles M^{me} Souvatzeli se fonde, mais celles que nous avons observées n'ont rien à voir avec la période de Ptolémée Sôter et ni son nom ni celui d'Alexandre n'y figurent », a déclaré le professeur Yannis Tzedakis, directeur des services archéologiques grecs, à son retour d'une visite d'une journée sur le site dans l'oasis située à 50 km à l'est de la frontière libyenne. Or, selon le service égyptien des antiquités, dont des représentants accompagnent la délégation, toutes les inscriptions trouvées ont été mises à la disposition des experts grecs.

M^{me} Souvatzeli, qui, selon de bonnes sources, a obtenu un simple diplôme en archéologie, avait basé son affirmation sur trois inscriptions en grec ancien, dont notamment

une qu'elle prêtait à Ptolémée Sôter (général d'Alexandre, fondateur de la dynastie des Lagides et qui a régné sur l'Égypte de 306 à 284 av. J.-C.) n'h, selon elle, le nom d'Alexandre figurait. L'inscription telle que traduite par l'archéologue amateur disait : « A Alexandre Amon Râ, le noble et l'honneur, je présente les offrandes (...). Conformément aux ordres du dieu dont le corps a été transporté ici (...), j'étais commandant d'Égypte. J'étais son confident et son exécutant testamentaire (...). Maintenant que je suis le dernier survivant j'affirme avoir fait tout cela pour lui. »

DES ERREURS FLAGRANTES

Le même texte, lu dimanche 5 février par Jean-Yves Empereur, archéologue de renom et directeur du Centre d'études alexandrines, voyait « Alexandre » se transformer en « autocrator » (« autocrate », nom donné à l'empereur). M^{me} Souvatzeli avait soutenu que les trois lettres finales (le rho, l'omicron et le sigma) étaient une référence au nom d'Alexandre. Ce qu'elle donnait comme « commandant d'Égypte » est traduit par « préfet [romain] d'Égypte » par M. Empereur.

Selon la chercheuse, dont les travaux sont financés par une société privée, des mécènes et son époux, présenté comme amateur ou épigraphiste selon les circonstances, le texte remontait à une période allant de 290 à 284 avant J.-C. Une affirmation démentie par M. Tzedakis,

selon lequel « les morceaux d'inscription qui nous ont été montrés remontent à la période romaine au début du II^e siècle après J.-C. ». Les erreurs d'interprétation et de datation sont tellement flagrantes que les archéologues préfèrent presque ne pas y croire. L'archéologue amateur a quitté l'oasis de Siwa à la veille de la visite de la délégation « pour remplir des obligations » dont elle n'a pas indiqué la teneur. Pis : selon les responsables du service égyptien des antiquités, elle a emporté les clefs du magasin où se trouvaient les inscriptions, ce qui a entraîné l'ordre de fermer la porte.

L'affaire de la « découverte » du tombeau d'Alexandre de Macédoine a pris une dimension politique en Grèce où un député a mis en garde contre le prétendu envoi en Égypte d'une délégation de Skopje. Athènes refuse avec virulence à l'ex-République yougoslave le droit de porter le nom de Macédoine. Cela fait dire, avec sarcasme, à un archéologue que les deux pays pourraient en arriver à se battre pour l'hypothétique dépouille d'Alexandre comme l'on fait ses généraux Ptolémée et Prédicas au lendemain de la mort du conquérant en 323 av. J.-C. Une prophétie d'Aristandre affirmait que « le royaume de celui qui posséderait le corps d'Alexandre serait stable et florissant ».

La délégation archéologique grecque va plus loin en contestant, implicitement, le fait que le site

Alexandre Bucclanti

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Chine : Les relations commerciales avec les États-Unis relancées 2
Algérie : Le gouvernement met en cause les Ingénieries françaises 3
Russie : Le grand retour vers la mère patrie 4
Turquie : Un rapport américain dénonce les tortures 5
Pays-Bas : Les inondations ont coûté 9 milliards de francs 6

FRANCE

Majorité : Les balladuriers réorientent leur campagne 7
PS : La force de conviction de Lionel Jospin 8
Régions : Le gouvernement soutient l'aménagement du Lot 10

SOCIÉTÉ

Éducation : L'association Droits devant installe ses échanges de savoirs 12
Santé : Un rapport de l'IGAS relance l'affaire des hôpitaux de Strasbourg 11
Anniversaire : La justice des mineurs a cinquante ans 13

HORIZONS

Enquête : L'éclat terni des diamants d'Anvers 15
Débats : Misères de la (mauvaise) philosophie sociale, par Luc Boltanski ; Hors de l'Europe, point de salut ? 17

BOURSE

Cours relevés le lundi 6 février 1995, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE	DES PLACES ASIATIQUES	TOUJOURS EN HAUSSE
Tokyo Nikkei	15637,20	+0,69 - 5,35
Hong Kong Index	7478,92	+1,26 - 5,69

TOUJOURS EN HAUSSE SUR L'AN

1992-94	1993-94	1994-95
1992-94	1993-94	1994-95
1992-94	1993-94	1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

1992-94 1993-94 1994-95

ENTREPRISES

Automobile : Les équipementiers américains conquièrent l'Europe 18
Conjoncture : La croissance dynamique des États-Unis 20
Communication : La télévision européenne tente de s'organiser 19

AUJOURD'HUI

Sports : Surya Bonaly, l'enfance de l'art 24
Loisirs : Louis XIV et les médias 26

CULTURE

Architecture : Les villes martyres et leur histoire 28
Cinéma : Le onéma indien et les tensions sociales 29
Théâtre : Un livre blanc critique la politique culturelle à l'égard des enfants 30

SERVICES

Agendements 27
Agenda 27
Carnet 14
Guide culturel 31
Marchés financiers 22-23
Météorologie 27
Mots croisés 27
Radio-Télévision 32-33

LE FIGARO

Le PS aura donné raison à M. Pasqua qui réclamait des primaires pour départager les candidats de la droite. Elles étaient réalisables. La preuve en a été apportée par... les socialistes, qui ont sacré leur champion après une bataille à la loyale et sans bavure. M. Jospin a aujourd'hui un parti

en ordre de marche derrière lui, toute rancune bue. Ainsi le PS est-il sorti par les primaires du marasme dans lequel l'avait plongé le forfait de M. Delors. De quel faire réfléchir la droite, pardon, les droites...

Franz-Olivier Giesbert

LE PARISIEN

Le candidat Balladur et le candidat Jospin ont un objectif commun : se retrouver face à face au second tour. Le premier ministre esquivaient Chirac. Il va affronter Jospin de bon cœur. Valois l'adversaire socialiste est la meilleure manière de marginaliser le concurrent RPR. Le débat tant réclamé par les chrétiens au premier ministre aura donc lieu, mais pas avec leur champion. Édouard Balladur n'a pas qu'une réputation psychologique à croquer le fer avec son ex-ami de trente ans. Il a aussi de bonnes raisons politiques de redouter un deuxième tour contre le maire de Paris. Outre le risque d'une défaite surprise, une victoire serait acquise sur le champ de ruines de la majorité.

Fabien Roland-Lévy

LA CHAÎNE INFO

Pour accéder au second tour, Lionel Jospin doit se poser en seul opposant crédible au premier ministre candidat, d'anc ignorer Jacques Chirac qui moissonne sur ses terres et tenter de le marginaliser. Mais si d'aventure il y parvenait, il assurerait au même coup l'élection d'Édouard Balladur au second tour. Un paradoxe qu'il ne sera pas aisé de faire entendre à tous ceux qui redoutent un règne balladurien !

Pierre-Luc Séguillon

DANS LA PRESSE

La candidature Jospin

LIBÉRATION

La désignation de Lionel Jospin, et surtout la méthode utilisée, marque le retour du PS sur la scène politique, où il restait invalidé de fait. Le PS revient en effet de loin, du second septennat d'aphanie de Mitterrand, du cancer des « affaires », du Vertun socialiste que fut le congrès de Rennes, et enfin de l'illusoire Delors. La réaction de fierté socialiste met le candidat du PS en position dynamique, d'autant plus favorable que le vote est incontestable. Les élections municipales qui auront lieu au lendemain de la présidentielle donnent à Lionel Jospin des arguments pour rassembler largement, au-delà du parti, lui qui fut l'animateur des assises de la transformation sociale.

Serge Juy

LE FIGARO

Le PS aura donné raison à M. Pasqua qui réclamait des primaires pour départager les candidats de la droite. Elles étaient réalisables. La preuve en a été apportée par... les socialistes, qui ont sacré leur champion après une bataille à la loyale et sans bavure. M. Jospin a aujourd'hui un parti

en ordre de marche derrière lui, toute rancune bue. Ainsi le PS est-il sorti par les primaires du marasme dans lequel l'avait plongé le forfait de M. Delors. De quel faire réfléchir la droite, pardon, les droites...

Franz-Olivier Giesbert

LE PARISIEN

Le candidat Balladur et le candidat Jospin ont un objectif commun : se retrouver face à face au second tour. Le premier ministre esquivaient Chirac. Il va affronter Jospin de bon cœur. Valois l'adversaire socialiste est la meilleure manière de marginaliser le concurrent RPR. Le débat tant réclamé par les chrétiens au premier ministre aura donc lieu, mais pas avec leur champion. Édouard Balladur n'a pas qu'une réputation psychologique à croquer le fer avec son ex-ami de trente ans. Il a aussi de bonnes raisons politiques de redouter un deuxième tour contre le maire de Paris. Outre le risque d'une défaite surprise, une victoire serait acquise sur le champ de ruines de la majorité.

Fabien Roland-Lévy

LA CHAÎNE INFO

Pour accéder au second tour, Lionel Jospin doit se poser en seul opposant crédible au premier ministre candidat, d'anc ignorer Jacques Chirac qui moissonne sur ses terres et tenter de le marginaliser. Mais si d'aventure il y parvenait, il assurerait au même coup l'élection d'Édouard Balladur au second tour. Un paradoxe qu'il ne sera pas aisé de faire entendre à tous ceux qui redoutent un règne balladurien !

Pierre-Luc Séguillon

Journée de grève dans les écoles et les universités

LE MOUVEMENT de grève organisé, mardi 7 février, par plusieurs organisations syndicales d'enseignants, de personnels administratifs et de chercheurs, et d'étudiants, devrait perturber sérieusement le fonctionnement des établissements scolaires, de la maternelle à l'université. Des manifestations sont prévues à Paris et dans la plupart des grandes villes de province. Dans le premier et le second degré, la Fédération syndicale unitaire (FSU) mobilise ses adhérents sur les conditions dans lesquelles se prépare la prochaine rentrée, et sur la demande de moyens supplémentaires, en postes et en crédits. De son côté, le syndicat des instituteurs et des professeurs d'écoles et de collège (SNUipp-FSU) demande l'intégration de tous les instituteurs dans le nouveau corps des professeurs des écoles. Dans l'enseignement supérieur, l'intersyndicale entend protester contre la politique du ministère, de la réforme en cours des structures de recherche à l'insuffisance des emplois créés au budget 1995. Avec la grève des IUT, les syndicats d'étudiants UNEF-UD et UNEF manifesteront également contre les dispositions du rapport Laurent sur la réforme de l'aide sociale et l'augmentation des droits d'inscription.

■ GAZA : un Israélien a été tué et deux autres ont été grièvement blessés, lundi 6 février, lors d'une attaque à l'arme automatique contre un camp de réfugiés dans la bande autonome de Gaza. — (AFP)

■ EDOUARD BALLADUR lance une souscription pour financer sa campagne. Trois quotidiens nationaux, *Le Monde*, *Libération* et *Le Tribune*, publient, lundi 6 février, des encarts publicitaires. La loi interdit aux candidats toute publicité commerciale, mais elle leur permet de publier des appels à souscription, ainsi que le précise, dans son libellé, l'encart de M. Balladur.

Société des lecteurs du « Monde »

Le conseil d'administration de la Société des lecteurs du *Monde* est amené à renouveler deux postes d'administrateurs à l'occasion de la prochaine assemblée générale. Les lectrices et les lecteurs qui souhaitent présenter leur candidature sont priés d'adresser une lettre motivée ainsi qu'un curriculum vitae, avant le 18 février 1995, à Bernadette Santiago, Société des lecteurs du *Monde*, 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15.

AMERIQUE PRATIQUE

La "bible" du voyage en Amérique

Elle comprend :

- Tous les vols à prix réduits. Exemple : NEW-YORK 1 980 FF A/R, LOS ANGELES 2 980 FF A/R, MIAMI 1 980 FF A/R, MONTREAL 1 980 FF A/R
- Les locations de voitures à partir de 295 FF HT par semaine (kilométrage illimité)
- Les locations de camping-car
- Les locations de moto
- 2000 hôtels et motels à partir de 200 FF TTC la chambre de 1 à 4 personnes
- Séjours en ranches, expéditions
- Renseignements pratiques

(* : prix au 01/01/95 révisables)

guide gratuit à nos bureaux ou envoi contre 15 FF en timbres

BACK ROADS

Le Club du Grand Voyageur

Licence 175743

14 Place Denfert-Rochereau - 75014 PARIS

Tél. : 43 22 65 65 - Fax : 43 20 04 88

Bill Clinton renonce le déficit des États-Unis

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...

Le projet de budget pour 1996 vise à...